

Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH

---

Mémoire pour l'obtention de l'Habilitation à diriger des recherches  
Université de Paris I

*Crossing boundaries*

t. 3 : Vivre ensemble dans l'Afrique  
du Sud post-apartheid



Jury :

Jean-Louis CHALÉARD, professeur à l'Université de Paris I, garant

Kevin COX, professeur à Ohio State University (USA)

Philippe GERVAIS-LAMBONY, professeur à l'Université de Paris X

Frédéric GIRAUT, professeur à l'Université de Genève

Michel LUSSAULT, professeur à l'École Normale Supérieure de Lyon

John WESTERN, professeur à Syracuse University (USA)

Soutenue le 29 novembre 2010

Illustration de couverture : entrée dans le township africain de Khayelitsha, Cape Town, 2004.

## Introduction



Figure 1 : Zones tampons au Cap

- 1) Tours de refroidissement d'Athlone, zone tampon du township africain de Langa, 2004.
- 2) GrandWest Casino, zone tampon entre le quartier de pauvres Blancs de Ruyterwacht et les quartiers coloureds, juillet 2005.
- 3) Habitat social post-apartheid à Harare, zone tampon entre le township coloured de Mitchell's Plain et le township africain de Khayelitsha, juillet 2009 (Cliché Olivier Ninot, utilisé avec la permission de l'auteur).

Divisions. Dans la ville, la géographie de l'apartheid a tracé des frontières entre les « races », frontières qu'elle a profondément incrustées en

intaille dans l'espace urbain. Ces frontières sont renforcées, fortifiées par des zones tampons non constructibles, dans lesquelles croissent les herbes folles, les arbustes allochtones et les déchets portés par le vent des Cape Flats. À Langa, le plus ancien township africain de Cape Town et donc le plus proche du centre ville, la zone tampon marque la frontière entre la ville blanche des privilégiés et la ville des exclus (cf. Figure 1-1). Le centre ville et la Montagne, qui incarnent l'urbanité capetonienne, ne sont plus visibles, cachés derrière Devil's Peak. Pendant des décennies, les deux tours de refroidissement de la centrale thermique d'Athlone ont matérialisé cette division, ainsi visible de très loin dans le paysage. Elles ont été détruites pour obsolescence le 22 août dernier. Que construire à la place ? Un espace d'expression artistique sur le modèle de la Tate Modern, des logements, un centre commercial à l'américaine, un marché pour les producteurs locaux, une antenne universitaire, un centre d'éducation à l'environnement, des restaurants et des cafés, un cimetière, un centre sportif ? Un mélange de tout cela ? Tous ces projets<sup>1</sup>, autant de facettes d'un avenir possible, autant de fenêtres sur ce qu'est Le Cap, sont sur le bureau du maire. Tous font sens : bâtir des habitations dans une ville où la crise du logement est aiguë ; créer des commerces dans des quartiers qui n'en ont que très peu ; créer des lieux d'éducation, de sociabilité pour aider à restructurer un tissu social déchiré par une histoire violente ; protéger un environnement splendide et vulnérable dans une métropole d'environ 3 millions d'habitants ; trouver l'espace dont on manque pour enterrer les victimes de l'épidémie de VIH/SIDA... Ils reflètent l'ampleur conjointe des besoins citadins et des ambitions métropolitaines. Ils espèrent tous contribuer à recoudre la ville divisée, en faisant d'une marge, d'un écart de séparation un endroit vers lequel on converge. Et puisque l'on en est encore au stade des projets, tout l'éventail des possibles est ouvert.

En pratique, d'autres zones tampons de la ville d'apartheid ont déjà été développées. Ces anciens trous de la ville montrent par l'exemple les deux directions tendanciennes du développement contemporain du Cap, directions en tension permanente : l'ambition de devenir une métropole mondiale, accueillant touristes et businessmen et recueillant leurs devises d'un côté ; la nécessité de combler par des programmes sociaux les inégalités héritées de l'autre. Ces directions souvent en contradiction l'une avec l'autre reflètent la situation de l'Afrique du Sud contemporaine, fruit complexe du télescopage entre globalisation et démocratisation.

Les espaces vides autour de Ruyterwacht (Teppo 2004), séparant quartiers de (pauvres) Blancs<sup>2</sup> d'un côté, zone industrielle, quartiers coloureds

---

<sup>1</sup> Nkomo, S. 2010. Ideas flood in for developing site of towers. *Cape Times*, August 23.

<sup>2</sup> La dénomination de groupes « raciaux » en Afrique du Sud, et plus particulièrement dans l'Afrique du Sud post-apartheid, est un problème ardu doublé d'un sujet politiquement sensible. La classification raciale en vigueur sous l'apartheid comprenait :

- Les « Blancs » (Sud-Africains ayant des origines européennes), parmi lesquels on distinguait
  - Les Afrikaners, descendants des colons hollandais installés dans le pays depuis le XVII<sup>e</sup> siècle et parlant l'afrikaans. Le terme *Afrikaner* signifie « Africain » en hollandais. Il a par conséquent une connotation politique, soulignant l'identité africaine de ce groupe de population.
  - Les Sud-Africains anglophones.

et africains de l'autre, a été confiée à un développeur privé, Sun International : la compagnie sud-africaine du magnat Sol Kerzner, connue en particulier pour avoir développé Sun City, y a construit le plus grand casino du pays (cf. Figure 1-2). GrandWest Casino a attiré plus de dix millions de visiteurs depuis son ouverture il y a quelques dix ans. Un style extérieur inspiré de la Riviera, tourelles blanches et palmiers inclus ; un style intérieur plus proche des casinos de seconde zone à Las Vegas ou du simulacre urbain (cf. chapitre 4 et Figure 34) : il accueille à la fois des touristes et des locaux, en particulier venant des quartiers avoisinants. Machines à sous et restaurants à sushi se combinent pour délester le visiteur de son argent en lui offrant une expérience qui est aussi une plongée dans la globalisation marchande. GrandWest Casino est représentatif d'une partie des transformations des villes sud-africaines actuelles : le développement des services, de l'industrie des loisirs et du tourisme, l'action des multinationales d'origine locale ou non, transforment le paysage dans une direction générale d'uniformisation. En journée, devant les machines à sous, on aperçoit surtout des pauvres Blancs et des Coloureds d'Elsies River : souvent sans emploi, ils viennent passer le temps ici, faisant durer un Coca et un snack et perdant probablement leurs allocations chômage. La polarisation sociale, voire la paupérisation, allant avec les dynamiques de globalisation y est donc également visible. En même temps, d'autres parties du casino sont très select. Ce sont elles qui sont vantées dans la stratégie promotionnelle du lieu, voire le marketing territorial de la ville du Cap : cette dernière voulant prendre place dans les villes mondiales et vendant son image de Riviera africaine doit inclure un casino de luxe dans l'éventail de services qu'elle offre.

À Harare, par contre, sur la bordure du township africain de Khayelitsha et vers le township coloured de Mitchell's Plain soit à une trentaine de kilomètres du centre ville, les espaces vides et zones tampons ont été occupés par des logements. À droite de la route, dans la zone tampon proprement dite, des habitations informelles s'étendent à l'assaut des dunes. Présentes depuis une petite vingtaine d'années, elles se durcifient et le quartier s'équipe de crèches, commerces et coiffeurs, tous informels. À gauche de la route (cf. Figure 1-3), les *shacks* en matériaux de récupération sont en train d'être remplacées par des logements sociaux individuels, subventionnés

- 
- D'autres immigrants - souvent arrivés plus tardivement - d'origine européenne, tels que les Grecs, les Portugais...
  - Les « Indiens », Sud-Africains d'origine indienne dont les ancêtres sont souvent venus comme travailleurs sous contrat ou comme passagers libres, notamment à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle ;
  - Les « Africains » (dénommés auparavant « Natifs » ou « Bantous »), Sud-Africains d'origine africaine ;
  - Les « Coloureds », « Métis » ou « Colorés », groupe hétérogène incluant les personnes ayant des origines mélangées et celles qui ne rentrent pas dans les catégories mentionnées ci-dessus.

Cette classification a joué un rôle important dans la construction identitaire c'est pourquoi, tout en condamnant le système qui l'a conçue, les chercheurs l'emploient toujours abondamment. D'autres termes méritent d'être définis : les Indiens, les Africains et les Métis étaient collectivement désignés comme « non-Européens » - une expression peu flatteuse utilisée pendant le régime de l'apartheid - tandis qu'ils se dénommaient eux-mêmes « Noirs » sous l'apartheid. Ce terme est désormais réservé, dans l'usage contemporain, aux Africains. Ici, tout en étant consciente des implications politiques de chaque terme, je suivrai les conventions usuelles et emploierai les catégories ci-dessus telles qu'elles sont comprises dans le contexte sud-africain.

par l'État. Ces petits cubes, peints de couleurs vives, sont appelés « maisons RDP » par les habitants, en référence au programme de reconstruction et de développement lancé par Nelson Mandela en 1994. Même si les cadres institutionnels de leur construction ont changé depuis et se sont diversifiés, le terme continue de désigner les ambitions de la démocratisation : réduire, par une action politique forte, visible et légitime, les inégalités sociales et raciales héritées du régime d'apartheid. Les maisons construites en masse logent des Capetoniens pauvres qui accèdent ainsi à la propriété foncière – un droit, qui comme le droit de vote, leur avait été refusé pendant des décennies. En même temps, ils restent éloignés du centre ville, des zones d'emplois et des services.

Les possibles ouverts pour redévelopper la zone tampon de Langa, les voies matérialisées par GrandWest Casino et les maisons de Harare, incarnent bien la tension entre des objectifs distincts, socialement contradictoires et spatialement différenciés. Ils montrent l'intérêt d'une approche par les divisions et frontières : les coupures de la ville peuvent dans l'avenir devenir coutures. Aujourd'hui, les lignes de divisions se transforment en zones, les frontières-*borders* en fronts-*boundaries*, autour des idées de transgression, de seuil, de liminalité, de remise en cause des catégories existantes (Dubin 2006, 126). En même temps, les zones tampons et espaces vides redéveloppés, comme évoqué ci-dessus, incarnent les paradoxes permanents d'une situation sud-africaine contemporaine juxtaposant le pire et le meilleur, produisant ainsi de l'ambivalence permanente. Ce sont cette tension et ces paradoxes que je me propose d'étudier ici, à travers le cas de Cape Town. Ce projet est double : d'un côté, il examine la géographie sociale et politique d'un pays émergent, le seul pays émergent africain ; de l'autre, il se sert du cas sud-africain comme d'un instrument d'optique, pour amener des réflexions plus générales sur le vivre-ensemble dans un contexte de changement sociétal extrêmement intense, systémique dans son ampleur et compacté dans son rythme. Ces réflexions sont donc produites par une double spectacularisation : celle du social par l'espace, qui correspond à mon entrée disciplinaire de géographe (Lussault 2009, 209) ; celle du cas sud-africain, idéal-typique quand il n'est pas paroxystique (cf. Chapitre 1).

## **Géographie sociale et politique d'un pays émergent**

À bien des égards mais avec quelques spécificités (cf. Chapitre 2), l'Afrique du Sud apparaît comme un pays émergent. Son niveau de développement, sa capacité de production, ses liens intenses avec l'économie mondiale et sa puissance économique qui la met au premier rang du continent africain lui accordent ce statut. Cette puissance économique n'est pas nouvelle mais elle s'exprime à nouveau sur la scène mondiale depuis que les sanctions internationales sont levées avec la fin de l'apartheid. Autre caractéristique : comme la plupart des pays émergents, l'Afrique du Sud a un État présent et efficace, mettant en place des politiques économiques et sociales qui modèlent de fait la réalité concrète. Elle se distingue en cela de bien d'autres pays africains. De plus, cette efficacité de l'action de l'État est elle aussi ancienne – comme le pays l'a constaté pour son malheur lors des décennies de ségrégation puis d'apartheid.

Comme pays émergent, l'Afrique du Sud s'arrime au monde par ses plus grandes villes : Johannesburg évidemment, mais aussi Durban et Le Cap. Cette dernière ville a de grandes ambitions pour se placer sur la scène mondiale : la politique municipale de marketing territorial communique très largement sur les attraits du Cap et, là encore, avec une certaine efficacité. Les atouts de la ville sont réels, tant sur le plan de sa taille que de ses services ou de son cadre (Vacchiani-Marcuzzo 2005) – et ils s'accroissent avec les processus de métropolisation (Dubresson & Jaglin 2008). Le Cap, dit Pirie (2010), correspond parfaitement au sein des villes mondiales à la catégorie du « outer wannabee », aspirant à améliorer sa position marginale. Cette ambition et les politiques qui la soutiennent ont un objectif social avoué – se servir de la croissance économique ainsi générée pour le développement social local – et un coût, qui contredit bien souvent l'objectif affiché. Cela est très clairement exposé par Gibb (2007), que je citerai donc longuement :

« An ongoing and contemporary challenge for urban planners that was earlier remarked upon by Turok and Watson (2001) is to devise balanced strategies that build on the strength of expanding economic sectors to enhance the city's collective competitiveness on global markets, while at the same time making provisions that cater for the needs of those living in the city's poorest neighbourhoods. Tapping into foreign markets, fostering international networks, and becoming a city that is more in tune with global trends are seen as key to attracting much needed investment, sponsoring job creation and raising standards of living throughout the city. Cape Town's contemporary emergence as a global city therefore has its roots in the recent development strategies undertaken by urban planners and private sector investors instigated to stimulate and expand local economic development opportunities throughout the city. » (p. 541)

« It is important to note that Cape Town's transformation into an ostensibly globally focused city has come at a cost. Despite municipal planning which has emphasised the need to cater equally for macroeconomic and propoor development, most of the noteworthy investments have continued to favour the CBD. According to Robins (2002), recent neoliberal economic practices are reproducing poverty and constituting the reemergence of a city that is both highly dysfunctional and disconnected, to which Samara (2005) added there is a growing public frustration regarding increasing inequality. Pieterse (2004) likewise reported that polarisation continues in many South African cities, including Cape Town, where he says investment patterns are still particularly disjointed. As a result, Turok (2001) predicted that post-Apartheid [sic] Cape Town would be plagued with persistent spatial and social polarisation if it failed to carry out poverty-reducing economic development in the city's poorest areas. » (p. 546)

Cape Town aspire donc à devenir une ville-relais de la mondialisation, une ville globale secondaire. D'un point de vue économique, la volonté d'arrimer le développement local à l'émergence globale aboutit à l'exact contraire de ce que l'on cherchait, puisque cela accroît les inégalités et la polarisation sociale.

En même temps, et j'y reviendrai tout au long de ce travail, la dimension économique, pour structurelle et structurante qu'elle soit, ne doit pas être seule étudiée dans les processus d'émergence. L'émergence est accompagnée d'une série de changements sociaux, dans tous les pays qu'elle touche (Houssay-Holzschuch 2007a) : citons pêle-mêle discours de modernisation, redéfinitions identitaires, ouverture au monde, processus d'individuation, développement de la consommation, circulations (de personnes, idées, produits, valeurs..) multidirectionnelles... De nouvelles hiérarchisations

sociales se dessinent, complexes : des élites très riches et des exclus apparaissent, en même temps que les classes moyennes se développent. Les relations intercommunautaires, tout comme les rapports de genre ou entre générations, se déploient différemment, mobilisant des échelles et des discours variés. Spatialement, les choses bougent aussi très vite : les rapports centre-périphérie se redéfinissent à toutes les échelles, que ce soit entre ville et campagne ou entre des centralités urbaines diversifiées et des périphéries souvent polarisées. Enfin, les évolutions politiques sont également marquantes : redéfinition des rapports de pouvoir y compris institutionnels, processus de décentralisation, évolution de rôle de l'État et parfois alternance politique ou démocratisation. En bref, le changement sociétal associé à l'émergence est intense et multidimensionnel, au sens où il touche bien des niveaux de la société. Il est également très rapide, voire compacté : les pays émergents subissent en à peine quelques décennies l'impact de processus s'étant étalés sur des siècles dans les pays développés. Il faut donc s'interroger sur les dimensions sociales et politiques du phénomène de l'émergence, pour bien en comprendre les significations et ajouter aux travaux économiques des géographies sociales et politiques.

Cet élargissement de la perspective est particulièrement important pour le cas sud-africain dans le contexte de l'avènement de la démocratie. Les années d'émergence, d'insertion dans les circuits de la mondialisation, de paupérisation, de polarisation sociale encore plus marquée sont aussi les années de démocratisation, d'accession de la majorité noire à une voix politique, aux droits économiques, aux opportunités sociales. Je le disais plus haut : il y a télescopage entre ces dynamiques et le résultat produit est complexe, paradoxal, ambivalent. Le changement sociétal intense et compacté associé à l'émergence est plus que multidimensionnel en Afrique du Sud : il est systémique du fait du changement politique radical. L'ensemble du système sociétal est touché, notamment parce que le régime précédent d'apartheid était un système au sens plein du terme, système basé sur la discrimination raciale : y mettre fin, c'est réinventer la société de fond en comble - un cas rare dans les sciences sociales.

Le changement sociétal se fait au cœur d'une série de tensions, dont je ne citerai ici que les deux principales à mes yeux : la tension entre les contraintes structurelles héritées du régime précédent et les aspirations de la population sud-africaine, au milieu de laquelle se débat l'action politique ; la tension déjà mentionnée entre globalisation et démocratisation. Ces tensions alternent dialectiquement entre la figure de la contradiction, immédiatement visible, et celle plus subtile de l'articulation et de la co-construction. Ainsi, le poids des héritages est très lourd mais, en même temps, c'est justement le poids de ce passé qui permet de ne rien considérer comme donné mais tout comme à construire. Par exemple, ce qu'est la religion, qui peut marier et se marier, est repensé (Houssay-Holzschuch 2010). Sous la protection d'une des constitutions les plus progressistes au monde, les Sud-Africains établissent que les Wiccans (des néo-païens New Age) peuvent célébrer des mariages reconnus par la loi. Qu'interdire le mariage homosexuel est anticonstitutionnel. De la même manière il y a articulation constructive entre globalisation et démocratisation. La globalisation est l'un des facteurs de la construction de la nation démocratique, pas seulement parce que, comme ailleurs, l'État et la nation sont vus comme de possibles boucliers contre les



excès du néolibéralisme, mais de bien de façon positive, et depuis longtemps : avant 1994, les sanctions internationales imposées par l'ONU ont contribué à la chute de l'apartheid ; pendant la période de transition, les investisseurs étrangers étaient considérés comme la solution pour mettre fin aux inégalités économiques héritées ; aujourd'hui, le tourisme est l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie sud-africaine. Sur le plan social et politique, le cosmopolitisme est donc l'une des dimensions indéniables de l'émergence sud-africaine.

Ces tensions et leurs résultats, tout comme les dimensions politiques et sociales de l'émergence, sont avant tout visibles dans les villes sud-africaines et en particulier dans les plus grandes villes :

« Our argument throughout is that it is above all in the making and unmaking of its urban spaces that one can chart the development of new and emergent public cultures in post-apartheid South Africa. » (Murray, Shepherd, & Hall 2007, 1)

Lieux privilégiés pour comprendre comment localement s'inscrivent ces phénomènes globaux, les villes sud-africaines peuvent en retour enrichir des analyses plus générales sur la ville et le politique.

### **Les villes sud-africaines comme instrument d'optique**

Le cas sud-africain a ses particularités, scientifiques (cf. Chapitre 1) et méthodologiques. Il a également des spécificités pratiques, personnelles, voire émotionnelles. J'ai évoqué ces aspects dans le premier tome de cette habilitation, mais pour les rappeler, rien de mieux que de reprendre la citation de Doris Lessing que John Western avait inscrite en exergue de son *Outcast Cape Town* en 1981 :

« The trouble is, to understand a place like (...) the Republic [of South Africa], it is no good looking coolly from outside. You have to experience the paranoia, the adolescent sentimentality, the neurosis. Experience – then retreat into a cool look from the outside. Most politicians and journalists do their judging from outside only. And most of the people on the spot are lost in violent emotionalism. » (Doris Lessing, postscript de 1967 à *Going Home*, 1957).

Cette remarque n'a rien perdu de sa pertinence, quarante-trois ans après son écriture et presque trente ans après le choix de Western. La qualité paroxystique du lieu impose ce jeu permanent avec la distance, alternant les phases d'implications et les phases de retrait, alternant aussi les types de terrain en fonction de leur pénibilité (Houssay-Holzschuch 2008a). Dans ces conditions – qui peuvent se retrouver, *mutatis mutandis*, dans d'autres lieux de recherche –, pourquoi s'obstiner ? Quel apport du cas sud-africain justifie autant de recherches, y compris depuis la fin de l'apartheid ? Il me semble que cet apport se situe à trois niveaux : où placer l'Afrique du Sud (en Afrique, évidemment, ce qui infléchit les études africaines), quand l'analyser (maintenant, ce qui intéresse les théories critiques de la société) et pourquoi (dans quel projet scientifique au sein des études urbaines).

Le premier niveau enrichi par l'étude du cas sud-africain est la compréhension de l'Afrique. Fréquemment, en découvrant l'Afrique du Sud, la première réaction de connaisseurs d'autres Afriques, de l'Ouest ou de l'Est,

qu'ils soient universitaires, diplomates, militants, médecins ou employés dans les ONG, est : « mais ce n'est pas l'Afrique ! » ou encore « mais où est l'Afrique ? ». De fait, les différences par rapport au reste du continent sont frappantes, par exemple en terme de niveau de développement, d'ancienneté de la colonisation ou de taux d'urbanisation. Dans un premier temps, cela permet de s'interroger sur ce que peut bien être l'africanité et sur nos propres représentations. On peut même poser a priori la proposition inverse : l'Afrique du Sud, c'est l'Afrique. Et puisque l'Afrique du Sud c'est l'Afrique, qu'est-ce donc que l'Afrique ? Cela permet de questionner les identités continentales sous l'angle complémentaire des discours, du projet et des valeurs, finalement de la même manière que l'on aborderait la question de ce qu'est l'Europe. Une fois ce déplacement posé, le cas sud-africain apporte deux séries d'éléments supplémentaires aux études africaines et ces deux éléments se manifestent dans les villes de manière privilégiée. Le premier est que la profondeur temporelle, l'histoire et l'importance des villes sud-africaines permettent de compléter la compréhension de l'urbanité et de la citoyenneté africaine. En la comparant avec d'autres villes d'Afrique noire (Gervais-Lambony 2003b), la citoyenneté sud-africaine apparaît plus affirmée : il y a des citoyens noirs sud-africains, depuis un siècle et demi. C'est justement leur présence massive en ville que les régimes de ségrégation puis d'apartheid ont tenté en vain de limiter. Inversement, les attaques gouvernementales contre la citoyenneté africaine en ont fait un enjeu de la lutte contre l'apartheid – allant des tactiques individuelles de transgression aux stratégies collectives de résistance et d'affirmation. Cette revendication est allée en se politisant et a explicitement relié citoyenneté et africanité.

« Le lien entre citoyenneté et africanité est certain, ou plutôt le pas de l'une à l'autre est facile à franchir. Dans ce sens, la citoyenneté peut même être définie comme une forme de africanité qui n'a d'ailleurs (...) pas besoin d'un système démocratique pour se développer : la citoyenneté est dès lors une menace pour tout pouvoir trop absolu. » (Gervais-Lambony 1994 ; in Gervais-Lambony 2003b, 38)

Le cas sud-africain a poussé le débat politique de la citoyenneté jusqu'à celui sur la africanité, du fait des spécificités de l'apartheid qui déniait justement aux Noirs leur qualité de citoyens.

Le second élément apporté aux études africaines est celui de l'excellence africaine. Au vu des clichés circulant sur le continent, l'expression apparaît comme un oxymoron – à tout le moins comme contre-intuitive. Or, l'Afrique du Sud contemporaine, mondialisée et démocratique, se place explicitement dans ce créneau. Elle se construit une identité africaine, dans ses valeurs positives comme dans ses ambiances ou sa capacité créative : par exemple, les premiers temps de la construction nationale se sont appuyés sur la notion traditionnelle d'*ubuntu* et la théologie africaine de la libération développée entre autres par Desmond Tutu (Tutu 1995 ; Salazar 1998). Le mode de délibération choisi notamment pour rédiger la Constitution, a été celui de la négociation et du consensus, en référence au mode de gouvernement des chefferies traditionnelles tel que l'a formulé Nelson Mandela dans son autobiographie (Mandela 1995). Aujourd'hui, les designers, artistes ou opérateurs touristiques mettent en avant l'ambiance des townships ou l'africanité de leurs créations – celle-là y compris pour un marché domestique (cf. Chapitres 4 et 5). En même temps, cette africanisation explicite est associée à un niveau de développement, une efficacité des services, des réseaux techniques, des transports, des NTIC (Péjout 2007) – au

moins pour ceux dont les revenus sont suffisants. C'est cette combinaison d'africanité contemporaine en mouvement et de maîtrise technique et technologique que vend le pays, y compris lors de la Coupe du Monde de 2010. Et il se place en porte-parole exemplaire d'un continent dont il se fait le héraut. Ce n'est certes pas sans objectifs économiques ou stratégiques, mais offre malgré tout un prisme nouveau pour appréhender le continent.

Sur un deuxième plan, regarder le cas sud-africain *aujourd'hui* permet de s'interroger sur le changement sociétal là où il est le plus intense : si notre époque est caractérisée par la compression de l'espace-temps (Harvey 1989), les pays émergents sont considérés comme changeant plus rapidement et plus complètement encore. L'Afrique du Sud présente une accélération supplémentaire par son ouverture à la fois relativement brusque et tardive. En effet, la fermeture du pays sous l'apartheid l'avait isolé de bien des tendances mondiales. Il y sera mis fin dans les quelques années suivant immédiatement la libération de Mandela. En outre, cette ouverture est tardive : elle arrive après celle de la Chine entamée en 1976, celle du Vietnam en 1986 ou après glasnost, perestroïka et chute du Mur de Berlin. Le cas sud-africain accentue ainsi d'un degré supplémentaire la compression temporelle, en lui ajoutant localement une dimension politique radicale - le télescopage globalisation/démocratisation évoqué ci-dessus. Le changement sociétal est donc intense et systémique, ce qui en fait un cas particulièrement intéressant à suivre pour les sciences sociales. Ce changement systémique est aujourd'hui à considérer dans une temporalité moyenne, vingt ans après la libération de Nelson Mandela, 16 ans après les premières élections démocratiques. Ce pas de temps est celui des tensions entre héritages d'un côté, nouvelles tendances de l'autre. Il s'exprime en pratique par des séries de décalages et de discordances, par exemple entre des espaces fossiles, créés sous l'ancien régime mais sur lesquels se déploient aujourd'hui de nouvelles pratiques sociales et de nouvelles significations. Ces décalages sont particulièrement intéressants à regarder d'un point de vue géographique, car ils éclairent les rapports entre une société et son espace. Enfin, ce temps des tensions peut se comprendre d'un point de vue conceptuel par une attention à la thématique des « post- », utile donc en théorie sociale et critique.

Enfin, le cas des villes sud-africaines est utile aux études urbaines, dans le cadre d'un projet plus vaste de compréhension des villes. De manière générale, les études de cas, quand elles se rattachent explicitement à des débats théoriques, contribuent à ce projet :

« Contextual explanations, which speak to outcomes that are the result of the specific assemblage of diverse processes and actions, form an important part of understanding the causal processes at work in cities. On this basis we can identify many processes and phenomena that are common to different cities, albeit variously configured, or processes that stretch across more than one city leading us to attend to the connections and circulations through which cities already inhabit one other. » (Robinson 2010, 7)

Comprendre les assemblages – le terme est important - de processus causaux en faisant varier les curseurs de la localisation et de la contextualisation est particulièrement utile quand il s'agit, comme au Cap, de cas-limites :

« In some ways, a close look at a city that is often (inappropriately) assumed to be a limit case of contemporary urbanism (...) might fit into Lijphart's

'deviant' or 'hypothesis-generating' case-study method, which he suggests can have 'great theoretical value'. » (Id., 6)

C'est justement pour cet apport théorique que les cas sud-africain et capetonien me semblent précieux.

La ville du Cap me sert donc ici d'instrument d'optique pour comprendre des phénomènes plus larges tenant à la géographie sociale et politique des villes des pays émergents. Cet instrument fonctionne par grossissement, par spectacularisation des phénomènes, par idéaltypisation voire par caricature : c'est justement parce que la ville de Cape Town est parfois si caricaturale que l'on peut y reconnaître des traits trop subtils ailleurs. En bref, l'Afrique du Sud d'aujourd'hui reste, j'en suis convaincue, bonne à penser et bonne pour penser.

### **Géographie de l'ambivalence et du contrepoint**

La temporalité moyenne du changement sociétal systémique et compacté place l'Afrique du Sud sous le signe des tensions entre héritages et nouveautés, entre démocratisation et globalisation – et la ville du Cap dans la tension entre ville mondiale et développement local. Je situerai donc mon étude au cœur même de ces tensions, pour en analyser quelques-unes des ambivalences.

En même temps, la géographie du Cap que je propose est en contrepoint au sens quasi musical du terme, avec les géographies les plus fréquentes de cette ville, en conséquence d'un double choix. J'ai privilégié les niveaux macro et micro au détriment du méso, des pouvoirs locaux, organisations transversales ou mouvements sociaux, par ailleurs déjà remarquablement étudiés par d'autres géographes (Dubresson & Jaglin 2008 ; Millstein, Oldfield, & Stokke 2003 ; Oldfield 2002). Ce choix, qui est finalement celui de regarder les rapports entre l'individu et l'État, est complémentaire à ce qui existe déjà. Il est aussi méthodologique – puisque souvent associé à une posture ethnographique - et politique dans la mesure où il s'appuie sur la conviction que, malgré la dissymétrie très grande des rapports de force, chaque citoyen participe à la fabrique de la ville comme chaque citoyen à celle de la démocratie. J'ai ensuite empiriquement ancré cette réflexion dans les pratiques individuelles quotidiennes de la ville « par le bas », ainsi que dans les lieux du vivre-ensemble en construction. Cela rend mon travail moins directement pessimiste que bien des travaux sur l'Afrique du Sud. Le contrepoint me paraît nécessaire, non par romantisme naïf mais parce qu'il permet d'évaluer des changements sociaux réels. En même temps, il n'est pas pour autant moins critique dans la mesure où il permet de dénicher des ambivalences supplémentaires.

En pratique, une telle approche passe par une étude centrée sur les processus plus que sur les structures, tentant une géographie du fluide et de l'éphémère (Monnet 2001) qui est elle aussi un contrepoint :

« Much of geography (...) has seemed to follow the logic of the corpse; a geography interested in the broken, the static and the already passed, in a way that makes the world play dead. » (Thrift et Dewsbury, cités dans Maddern & Adey 2008, 293)

Enfin, mon étude s'appuie sur une série de lieux-témoins, repris de chapitre en chapitre, lieux qui donnent à voir la ville, à elle-même, au monde et à l'analyse. J'ai suivi ces lieux-témoins par un travail de terrain mené au Cap depuis 1994, comprenant en moyenne une visite par an.

Ce volume est structuré en cinq chapitres.

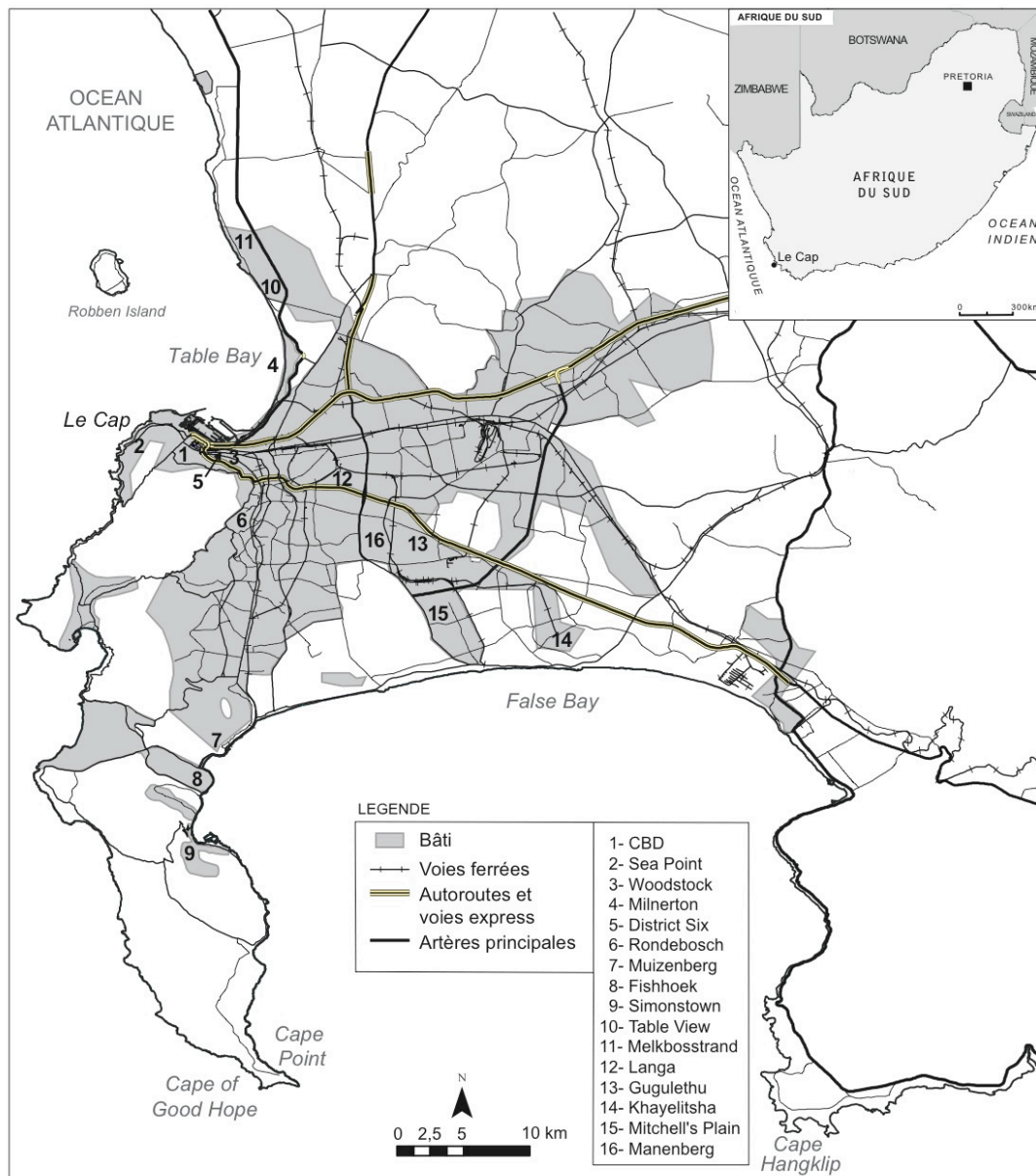
Le chapitre 1, « De l'exceptionnel à l'ordinaire : approcher le cas sud-africain », revient sur ce que représente le cas sud-africain pour les sciences sociales. Il se consacre à l'évaluation critique des discours exceptionnalistes qui ont été tenus sur le pays, sur le régime d'apartheid ou la ville du Cap, pour montrer que leur raison d'être est avant tout stratégique et qu'il faut leur préférer une approche « ordinarisante », qui permet justement de faire travailler ce cas de manière scientifiquement féconde.

Le chapitre 2, « Lire le changement sud-africain », analyse à la fois les changements post-apartheid du pays et les interprétations qui en ont été données. Il propose l'idée de changement sociétal systémique et, à un pas de temps moyen, revient sur le contenu, les ambivalences, les limites et l'apport théorique de ce changement.

Le chapitre 3, « Le Cap : dualité, ambigüité », change de focale en s'intéressant à la ville du Cap. Cette entrée par le territoire met en évidence les structures sociales et spatiales de la ville sur la longue durée, en s'efforçant de les confronter aux pratiques urbaines. Il joue ainsi sur la dualité de la ville – ville blanche/ ville des exclus coloureds et africains – mais aussi sur les ambigüités permanentes introduites par les pratiques citadines depuis des siècles. Il montre aussi les difficultés et les limites des processus de déségrégation spatiale depuis la fin de l'apartheid.

Après cette analyse par le prisme des territoires, les deux derniers chapitres se consacrent au prisme des côtoiements (Bordreuil 2000), pour explorer la manière dont les pratiques citadines refont la ville post-apartheid ainsi que la mise en place de lieux du vivre-ensemble. Le chapitre 4, « Refonder le vivre-ensemble : géographie du sacré et de la mémoire dans la ville post-apartheid » entame cette étude par l'analyse des lieux de mémoire construisant la nouvelle nation. Ils accordant progressivement, dans cette construction, une part de plus en plus importance à la co-construction par le bas des savoirs mémoriels comme à la sacralisation du quotidien et de l'ordinaire.

Le chapitre 5, « The miraculous and the ordinary : citoyenneté quotidienne et publicité », s'interroge sur la constitution d'un public citoyen en Afrique du Sud aujourd'hui, en voyant dans certains espaces publics des bulles de co-présence, en montrant comment la publicité (le fait d'être public) se déploie de manière différenciée dans l'espace de la ville, et comment la citoyenneté se construit en actes dans la vie quotidienne.



Source : Census 2001; GIS spatial data of South Africa ; Crédit : M.Houssay-Holzchuch ; Auteur : H. Parmentier, UMR 5600 EVS, ENS Lyon

Figure 2 : Le Cap, carte de situation

## De l'exceptionnel à l'ordinaire : approcher le cas sud-africain

Je propose donc une approche géographique du Cape Town contemporain, dans une perspective sociale et politique. Une première étape de la réflexion se situe en amont de cette proposition : quel est son intérêt ? Après tout, à quoi peuvent servir des analyses développées à propos d'une ville d'environ 3,4 millions d'habitants<sup>3</sup> - soit ni une mégalopole ni une petite ville, à l'extrême pointe sud-ouest du pays, à l'extrémité australe d'un continent africain si souvent mis à l'écart ? Toute posture à visée scientifique doit intégrer une réflexion d'ordre épistémologique sur la portée de ses résultats : l'entreprise est-elle futile, une simple étude ès exotisme (Hancock 2007) dont l'intérêt collectif et théorique ne serait rien moins qu'évident ?

Si cette interrogation a une part de rhétorique, elle est cependant doublement légitime. Elle l'est tout d'abord parce qu'elle vaut pour chaque entreprise scientifique qui doit s'interroger sur le rapport entre le général et le particulier dans ce qu'elle avance. La compréhension d'une réalité étudiée permet-elle, au-delà de l'immédiate expérience ou de l'étude de cas, d'apporter des éléments de compréhension sur des questions plus vastes ? Réciproquement, quels éléments extérieurs à ladite réalité étudiée sont mobilisés pour mieux la comprendre – qu'il s'agisse de comparaisons, de concepts voire de théories ?

Mais elle est particulièrement nécessaire – et donc légitime – ici dans la mesure où elle rencontre une série de discours exceptionnalistes. Un discours exceptionnaliste met en avant le caractère exceptionnel d'un phénomène (en d'autres termes son exceptionnalité), réel ou non, pour exclure le phénomène en question du cadre commun de l'analyse. Pour une posture exceptionnaliste, dès lors que le cas ou l'approche sont exceptionnels, ils ne peuvent être comparés à d'autres. En conséquence, leur utilité au-delà de la simple étude de cas pose question. Or, la question de l'exceptionnalité a été posée pour plusieurs éléments de mon étude et des discours exceptionnalistes ont été, voire sont, encore soutenus. Ils concernent des registres, des niveaux et des échelles très différents, puisque touchent aussi bien l'épistémologie de la discipline géographique que la trajectoire historique des espaces que j'étudie ou que l'échelle nationale ou métropolitaine. Ainsi, la géographie s'est longtemps conçue comme une science exceptionnelle dans le champ épistémologique<sup>4</sup> ; l'Afrique du Sud, du fait de l'apartheid, serait un cas exceptionnel du fait de l'ampleur d'une ségrégation systématique comme de la juxtaposition en

---

<sup>3</sup> Chiffre de 2007. Source : City of Cape Town, <http://www.capetown.gov.za/en/stats/Documents/City%20Statistics%202009.htm>, accédé le 29 août 2009.

<sup>4</sup> Pour être complet dans cette série des exceptionnalismes, il faut aussi mentionner la position selon laquelle les études sur les aires culturelles seraient idiosyncratiques, utiles seulement à la compréhension de faits locaux, sans perspective de généralisation vu leur trop grande spécificité. Cet aspect est évidemment complexifié par le poids des découpages, qui varient suivant les époques et les contextes scientifiques nationaux comme disciplinaires. Dans la géographie française en particulier, les découpages en aires culturelles ont largement contribué à la formation d'écoles de pensée. Je ne traiterai pas ici de cette question, évoquée dans le tome 1 de cette HDR.

un seul pays d'éléments tenant du monde développé occidental et d'éléments du Tiers monde africain ; enfin, Cape Town serait exceptionnelle parmi les villes sud-africaines.

Il faut donc à la fois évaluer l'exceptionnalité de chacun de ces cas et soumettre à une lecture critique les postures exceptionnalistes auxquelles ces cas ont donné lieu. On verra que les discours exceptionnalistes sont le plus souvent simplificateurs et en même temps à portée stratégique plus que scientifique. Préférons-leur donc une approche plus ouverte, permettant la comparaison entre les villes et les pays mais surtout la circulation féconde des concepts entre les cas. À l'inverse des exceptionnalismes, une telle approche met l'accent sur le caractère ordinaire des phénomènes étudiés, ici des villes.

### « De l'exceptionnalisme en géographie »

Les premiers discours exceptionnalistes à examiner ne tiennent pas à l'aire ou au cas étudié mais appartiennent à un autre registre, celui de l'histoire et de l'épistémologie disciplinaires. Pour dire les choses rapidement, l'exceptionnalisme a été successivement une position épistémologique pour l'ensemble de la discipline – en tonalité majeure peut-on dire – puis une insistance sur les spécificités de chaque lieu (*place*), qui le rendraient exceptionnel – tonalité mineure.

L'exceptionnalisme en tonalité majeure a évolué au cours de l'histoire récente de la discipline. Rappelons brièvement que la géographie a connu une trajectoire épistémologique originale depuis sa constitution comme discipline scientifique au XIX<sup>e</sup> siècle (pour plus de détails sur cette trajectoire et son originalité, voir Reynaud 1982). Elle a eu successivement une définition cartographique (le géographe est explorateur et/ou cartographe), une définition naturaliste et idiographique, à tendance encyclopédiste et descriptive ; une définition synthétique ou écologique, celle par exemple de la science carrefour vidalienne ; une définition nomothétique, comme la science de l'organisation de l'espace, dont il faut découvrir les lois ; enfin, une définition la rattachant aux sciences sociales. Dans ce dernier cadre, la géographie contemporaine a comme projet d'étudier la dimension spatiale de la société, la science des hommes dans l'espace (Lévy 2000 ; Lévy & Lussault 2003). Dans cette trajectoire historique, deux postures exceptionnalistes apparaissent, même si elles ne sont plus que rarement revendiquées par les géographes d'aujourd'hui : tout d'abord, le positionnement voire surplombant, de la géographie entre les sciences de la culture et les sciences de la nature, dont elle a été chargée sous Vidal de faire la synthèse. La seconde est une posture néokantienne implicite jusqu'aux débuts de la « nouvelle géographie » anglophone, posture posant la géographie comme une science à part avec l'histoire – du fait du caractère a priori de l'espace et du temps (Schaefer 1953 ; Harvey 1969, 2009). Le statut spécifique du temps et de l'espace comme structures a priori de la connaissance ne nous parle plus guère, si ce n'est pour promouvoir avec David Harvey une redécouverte de l'importance de l'espace. Par contre, deux éléments hérités de la discussion sur l'exceptionnalisme au sens large (et non celui défini et discuté par Schaefer) ont structuré les débats des dernières décennies.



Le premier pose la question de la place de la géographie au sein des sciences sociales. En d'autres termes, les discours exceptionnalistes en tonalité majeure (sur la position épistémologique de la discipline) ont été modulés et nuancés vers un particularisme. Les géographes, soucieux de leur légitimité face à des disciplines mieux établies et plus prestigieuses, en particulier la sociologie, l'anthropologie et, évidemment, l'histoire, ont parfois défendu leur discipline en en gardant les frontières. Des approches ou objets ont été décrétés « géographiques » ou « pas de la géographie », et cela particulièrement en France (Guillaud, Seysset, & Walter 1998). L'outil identitaire et légitimant de la carte a été fétichisé ; le concept d'espace férocement discuté – avec raison : n'y a-t-il pas redondance à parler d'espace géographique, d'espace social, de phénomènes socio-spatiaux ? « The real danger here is geographical isolationism », nous mettait en garde Schaefer il y a plus d'un demi-siècle (1953, 249). Un isolationnisme particulièrement ironique pour une discipline dans laquelle les relations horizontales ratzéliennes ou les faits de circulation gottmanniens sont essentiels, mais qui ne s'appliquerait pas à elle-même ce qu'elle prône. La défense des frontières et des identités disciplinaires est peu féconde, voire corporatiste : d'ailleurs, la géographie s'est souvent renouvelée sur ses marges, par exemple au sein des marches partagées avec l'économie, la sociologie ou l'anthropologie (Reynaud 1982 ; Claval 1998). L'ironie serait d'autant plus forte que cet isolationnisme, nous poussant à préserver nos concepts et nos outils comme des territoires, se doublerait d'excursions en toute bonne conscience hors de nos terres disciplinaires : nous aimons à pratiquer la razzia – sans brutalité tout de même – pour ramener des récoltes factuelles ou conceptuelles cultivées ailleurs.

Le second exceptionnalisme, en tonalité mineure et méthodologique plus que disciplinaire, est celui du lieu. Décrire la diversité du monde fait partie du projet disciplinaire depuis ses débuts, mais ce projet a souvent été accompli de manière idiographique. La monographie régionale a constitué l'un des sommets de la discipline. Les « grandes thèses » sont souvent des études de cas localisées et, depuis Vidal, la géographie générale, ou thématique, a eu du mal à s'affirmer face à cet ancrage territorialisant. La géographie s'affirme aussi comme discipline de terrain (Calbérac 2005 ; Volvey 2000, 2003), désignant par là une portion d'espace qu'il faut parcourir, arpenter, connaître en profondeur. Le lieu est ainsi travaillé dans la durée, il prête à identification. On est souvent le géographe d'un endroit précis qui, en bon territoire, légitime celui qui en parle au sein de la communauté. Le débat entre monographie et étude thématique a d'ailleurs tendance à être positionné comme débat entre empirisme et théorisation et il fleurit périodiquement (Ward et al. 2009). Travailler un lieu comme terrain, c'est donc, pour bien des commentateurs, se situer dans une monographie, dans l'empirisme pour le pire et le meilleur, dans la spécificité de la localité, son idiosyncrasie, son unicité, voire son incomparabilité<sup>5</sup>.

La géographie a donc eu maille à partir avec l'idée d'exceptionnalisme de son statut épistémologique disciplinaire, mais dans une trajectoire de dilution progressive aboutissant pour l'instant à la question de son rapport aux autres sciences sociales. Aujourd'hui, ce qui reste de cette posture exceptionnaliste se condense peut-être dans la tonalité mineure, dans l'irréductibilité et la particularité des lieux. Or, cette étude s'inscrit dans un lieu spécifique, l'Afrique du Sud, qu'une

---

<sup>5</sup> Cf. *infra* sur la question de la comparaison comme troisième voie possible entre empirisme et théorie.

vaste littérature scientifique ou non a estimé « exceptionnel » : la question de l'exceptionnalisme se pose donc sur l'objet de recherche plus encore que sur la discipline.

### **L'Afrique du Sud, un cas exceptionnel ?**

S'attacher au cas sud-africain semble, dans un premier temps, prendre position du côté de la monographie empirique. En même temps, le cas choisi est extrême et a été défendu comme exceptionnel dans la littérature politique ou scientifique, au-delà de la seule irréductibilité des lieux évoquée ci-dessus. L'Afrique du Sud a en effet été l'objet de deux types de discours relevant son caractère exceptionnel, dont il faut évaluer la pertinence : le premier s'appuie sur un caractère exceptionnel d'intensité (le cas sud-africain se rapprochant alors de l'idéal-type par son intensité) ; le second, exceptionnaliste à proprement parler, posant l'Afrique du Sud comme exceptionnelle en nature.

#### *Un cas exemplaire*

Dans un premier cas de figure, le cas sud-africain est donc exemplifié, voire « idéal-typifié » dans la littérature géographique. L'apartheid apparaît en effet comme un cas extrême de ségrégation : de 1948 à 1990, la ségrégation raciale a été systématisée, à tous les groupes raciaux (Blancs, Africains, Coloureds et Indiens) comme à tous les domaines de la vie. Droits politiques, accession à la propriété foncière, lieu de résidence et type d'habitat, types d'emplois autorisés, programmes scolaires, droits économiques, vie privée, accès au crédit, consommation d'alcool, relations sexuelles,... tout était soumis à des règles de « race »<sup>6</sup> traduisant la hiérarchie raciste entre les groupes. Toute infraction à ces règles était bien sûr punie, une fois de plus de manière différenciée selon la race du contrevenant. L'une des meilleures historiennes de l'apartheid, Deborah Posel, décrit ainsi ce système :

« Building on the foundations laid by previous segregationist regimes, the National Party (NP) government built Apartheid into a monstrously labyrinthine system which dominated every facet of life in South Africa. From its election victory in 1948, the NP steadily consolidated its hold on the state, with a greater degree of ideological fervour than any previous ruling party. Long-standing state control over the African labour market were restructured and greatly intensified. A national system of labour bureaux, introduced in the 1950s to monitor and control African employment, placed increasingly severe constraints on African's freedom of movement and occupational choices. The Population Registration Act (1950), Group Areas Act (1950), Bantu Education Act (1953), Reservation of Separate Amenities Act (1953), and others laid the groundwork for a more rigid and thoroughgoing system of racial domination than had existed to date. Buttressed by a large and powerful arsenal of security laws, the Nationalists also mounted an unprecedented assault on their political enemies. By the early 1960s organised black political resistance had been smashed, and would take over a decade to recover. The 1960s saw the launch of an ambitious and ruthless programme of social engineering, which stripped the majority of Africans of their

---

<sup>6</sup> Ici encore, la « race », comme les catégories raciales (« Blancs », « Africains », « Coloureds »...) apparaissent évidemment comme des constructions historiques et sociales, ce que les guillemets matérialisent. Néanmoins, pour plus de lisibilité, je ne les conserverai pas dans la suite du texte.

South African citizenship, and forcibly removed over three and a half million from allegedly 'white' areas of the country to putative ethnic 'homelands'. » (Posel 1991, 1)

Un exemple de l'utilisation de l'Afrique du Sud comme idéal-type peut être trouvé dans le *Cultural Geography: A Critical Introduction* (2000) de Don Mitchell, qui s'attache à décrire les inégalités inscrites dans l'espace et à en déconstruire la genèse. Le cas qu'il étudie pour les inégalités entre les races et leur inscription dans l'espace est emprunté à l'étude de John Western, *Outcast Cape Town* (1996). L'Afrique du Sud, et en particulier la ville du Cap grâce à ce travail relatant la construction par l'espace d'une ville blanche, sont ainsi érigées en exemples emblématiques pour une géographie culturelle critique. De même, lorsque David Smith explore l'interface entre géographie, éthique et moralité, pour comprendre « how geographical context is significant to moral practice, and how ethical deliberation is incomplete without the recognition of the geographical dimension of human existence » (2000, viii), il mobilise l'exemple sud-africain qu'il a directement travaillé. L'Afrique du Sud post-apartheid y apparaît à nouveau comme exemple idéal-typique pour débattre de la notion normative de développement, de la justice sociale et spatiale, et de la nécessité de rendre les races plus égales.

De fait, l'ampleur des inégalités entre les races, le fait que l'idéologie raciste a été très largement mise en œuvre dans et par l'espace, la violence de la ségrégation systématique font de l'Afrique du Sud un cas extrême. Les productions littéraires sud-africaines s'en font largement l'écho (Guillaume & Fauvelle 1998 ; Sévry 2005). Sindiwe Magona – classée Africaine par le *Population Registration Act* – narre de la sorte son enfance dans les camps de squatters du Cap et dans le township de Gugulethu :

« Such was the clarity of my vision that, although now, when I think back, I cannot recall anyone ever telling me that whites were better (not in the same way I had been given instructions about the omnipotence, omnipresence and omniscience of the Deity). I know that by the time I reached my teens, that fact was firmly, unshakeably, rooted deep in my mind.

Who can wonder? The whole environment screamed: 'WHITE IS BEST!'

Who drove cars? Whites. Who wrote books? Whites. Who owned shops? Whites. Who lived in houses as distinct from shacks? Whites. Who always wore Sunday-best Monday through Monday? Whose children always wore shoes to school? Who bought toys? Who bought butter? And the lovely negligees so tantalizingly displayed at the windows of the never-dreamed-of-being-entered-by-me shops such as Stuttafords? Who sat at tables for meals? Who had meals to sit at tables for and tables to sit at? Who had servants and who were never servants? Who rode the first-class coaches of the trains?

Whose babies were pushed around in perambulators by uniformed nannies? Who had nannies who saw their kids to and from school, helping them cross busy streets? Guess whose children were fending for themselves? Who, as adults, had leisure time and leisure to pursue? Who could wear any colour clothes and not be petrified they would soil at the beginning of their sweaty day? Guess who didn't have sweaty days, unless, by choice, they sweated at play? Who had washing machines, toasters, polishers, swimming pools, electricity in all their homes, running water too? Hot water? Bathrooms? Toilets inside every home? In all their homes? » (Magona 1990, 40-41)

Autre enfant, même ville, même époque, de l'autre côté de la *color line* : Marnus a 10 ans, il vit dans une grande maison donnant sur False Bay. Son père est militaire dans les forces du régime ; sa mère une ancienne cantatrice (Houssay-Holzschuch 1999b ; Rogez 2008). Il restitue et prend à son compte le langage de l'autorité :

« Of all the nations in the world, those with black skins across their butts also have the smallest brains. Even if you can get a black out of the bush, you can't ever get the bush out of the black [...].

The Bantus are even dumber than the Coloureds. Luckily the Coloureds still have a bit of sailor-blood in their veins. But by now even that flows so thin, that they're mostly alcoholics who booze up all their wages over weekends. More often than not, they're criminals who won't ever get to see heaven. St Peter, who stands at the portals of eternity, will pass out stone-cold when he smells their breath.

But Doreen [la bonne], she's a good girl and she might go to heaven. In heaven, she'll live with other Christian Coloureds in small houses and the Lord will reward her for never boozing it up like the rest. Also because she never nabs Mum's sugar like Gloria does from Mrs Delport. Gloria, the real flooze with the purple lips who fancies herself to be a real madam – her type will *never* inherit the Eternal Life. » (Behr 1995, 38-39)

Ces deux citations montrent l'intériorisation de la hiérarchie raciale et raciste par chacun, dès l'enfance. Cette hiérarchie est, à chaque fois, rapportée à un discours d'ordre religieux, dont elle emprunte souvent les formes rhétoriques et sur lequel elle s'adosse pour puiser sa légitimité. Ces relations généralisées d'inégalité aboutissent à des situations de très grande violence qui dé/structurent la société sud-africaine en profondeur. La citation suivante est extraite de l'ouvrage d'Antjie Krog sur la Commission Vérité et Réconciliation. Elle reprend ici les transcriptions d'un dialogue entre bourreau (Jeff Benzien, policier afrikaner) et victime (Ashley Forbes, activiste coloured), retraçant leur rencontre dans les prisons du Cap :

« Benzien: You I can remember especially because I think that the two of us, after weeks of your confinement, really became quite close... I may be mistaken, but I would say relatively good friends in a way I assaulted you the first day... but then I took you on a trip... and I am not saying this flippantly... you said that it is the most Kentucky Fried Chicken you've ever ate... and then we went to the Western Transvaal, where you pointed out arms caches... Do you remember the time when you saw snow for the first time... what happened in the snow next to the N1... and the trip to Colesberg, how you braaiied with me?

Forbes: Is it true that you tortured me every month on the sixteenth as a kind of anniversary of when you arrested me?

Benzien: In the spirit of reconciliation, you are making a mistake...

Forbes: On the second occasion, I was wrapped in a carpet... my clothes were removed and the wet bag method used on me... Do you remember that you said you were going to break my nose by putting both your thumbs into my nostrils, ripping them until blood came out of my nose?

Benzien: I now you had a nosebleed, but I thought that was as a result of the smack I gave you. » (Krog 1998, 94)

J'ai choisi à dessein, mais sans pour autant avoir à chercher beaucoup, des citations rendant compte de la brutalité de l'apartheid. Les deux premières usent de l'apparente naïveté enfantine du narrateur pour reproduire le discours de l'apartheid (Marnus) ou ses conséquences quotidiennes (Sindiwe). Dans les deux

cas, on est dans le registre de l'évidence, frappante, crevant les yeux, *in-your-face*. Le dernier extrait expose la face cachée de ces évidences à la fois matérielles et idéologiques : la violence physique de la confrontation inégale entre le pouvoir blanc et sa police d'un côté, des militants rapidement martyrisés de l'autre ; et l'ambivalence, profonde et malsaine, de la relation entre bourreau et victime, miroir de l'interdépendance notamment économique, entre les races sous l'apartheid. Brutalité de la séparation, de la ségrégation, de la mise à l'écart et de la hiérarchie raciale, mais aussi ambivalence de la coprésence dans le quotidien, des espaces domestiques aux lieux de travail.

Cette brutalité est si profondément marquée dans la société et l'espace sud-africains qui en portent les cicatrices, qu'elle est le premier élément que l'on voit en Afrique du Sud. C'est une évidence aveuglante pour qui ne reste pas dans la ville blanche et touristique aujourd'hui encore : dès que l'invisibilité organisée des populations noires par le gouvernement d'apartheid est levée, la mise à distance fonctionne non plus comme un cache, mais comme un révélateur accentuant la réalité d'un pays extrêmement polarisé. À ce titre, prendre le cas sud-africain comme idéal-type se justifie pleinement.

« ... of a certain kind » : une situation coloniale spécifique ?

Plus encore, la tentation est grande de voir l'Afrique du Sud comme un cas exceptionnel dans son essence même et, en conséquence, incomparable. Cet exceptionnalisme du cas sud-africain a été longuement discuté. Sa première élaboration est sans doute d'ordre politique : le régime sud-africain de l'apartheid a été caractérisé comme étant un « colonialisme d'un certain type » (*colonialism of a certain kind*) par le parti communiste sud-africain (Visser 1997). « The Road to South African Freedom: Programme of the South African Communist Party (SACP) », document de 1963, analysait la structure économique et sociale de l'Afrique du Sud d'alors comme caractéristique d'une situation coloniale, définie par les relations de pouvoir entre la puissance coloniale et sa colonie. Que l'Afrique du Sud soit un pays indépendant ne change que peu de choses sur le fond, puisque

« masses of our people enjoy neither independence nor freedom. The conceding of independence to South Africa by Britain in 1910 (...) was designed in the interests of imperialism. Power was transferred not into the hands of the masses of the people of South Africa, but into the hands of the minority alone. The evils of colonialism, insofar as the non-White majority was concerned, [were] perpetuated and reinforced. A new type of colonialism was developed, in which the oppressing White nation occupied the same territory as the oppressed people themselves and lived side by side with them. (...) »

Non-White South Africa is the colony of White South Africa itself. »<sup>7</sup>

En d'autres termes, la spécificité sud-africaine tiendrait au fait que le colonialisme est interne (*internal colonialism*) car ayant survécu à l'indépendance formelle. Cette position a été officiellement adoptée par l'ANC en 1969. Très parlant pour décrire la situation, cette notion de colonialisme d'un certain type reste cependant insuffisante pour l'analyser, voire pour l'expliquer : de manière ironique pour un parti marxiste,

---

<sup>7</sup> « The Road to South African Freedom: Programme of the South African Communist Party », *The African Communist*, 2.2 (janvier-mars 1963), pp. 24-70 (extraits des pages 43-44), cité dans Visser.

l'expression subordonne les rapports d'exploitation de classe aux rapports de domination de race. De plus, et de manière cohérente avec l'idéologie non- raciale défendue par les opposants à l'apartheid, la situation est vue de manière binaire, Blancs/Non-Blancs – ces derniers étant vus comme un groupe homogène dans l'exploitation dont ils font l'objet, et donc dans leurs aspirations politiques. Les différences de situations entre Africains, *Coloureds* et Indiens, entre urbains et ruraux entre hommes et femmes, par exemple, sont passés sous silence. C'est donc avant tout un outil de rhétorique politique – au sens de la persuasion. Ce premier type de discours exceptionnaliste n'apparaît donc pas fondé dans les faits.

### *L'apartheid, un exceptionnel régime de ségrégation ?*

Le second discours exceptionnaliste sur le cas sud-africain fonde ses arguments sur le caractère exceptionnel du régime de l'apartheid, interprété comme différent en nature et non en degré de la ségrégation. Qu'en est-il dans les faits ? Comparer apartheid et ségrégation pose en soi problème, dans la mesure où l'on compare deux termes complexes et aux significations multiples, recouvrant tous deux à la fois des situations socio-spatiales spécifiques que l'on souhaite décrire, des idéologies, des régimes juridiques dans des contextes spatiaux et temporels différents (les États du sud des USA sous Jim Crow et le régime sud-africain entre 1948 et 1994).

### Apartheid et ségrégation

Rappelons que le terme de ségrégation lui-même prête à discussion : de *segregatio*, séparer du troupeau, il désigne à la fois une action – volontaire ici – et la conséquence de cette action (Brun & Rhein 1994 ; voir aussi, pour le cas qui nous occupe, Gervais-Lambony, Landy, & Oldfield 2003, 48sq). En outre, le terme de ségrégation est utilisé à la fois comme une notion descriptive, un concept explicatif et un jugement de valeur négatif. Dès lors, quand parler de ségrégation ? Comment la distinguer d'une simple différenciation socio-spatiale, relevant de l'absence d'homogénéité de l'espace, de la localisation préférentielle des groupes sociaux sur le principe de l'entre-soi ? Le terme est-il à réserver à la ségrégation résidentielle ou peut-il s'appliquer à toutes les activités de l'homme spatial ? Parler de ségrégation recouvre par ailleurs différents critères selon lesquels elle est appliquée : race, classe mais aussi genre ou d'autres différences sociales : quels sont les liens entre ces différentes discriminations et entre leurs expressions spatiales ? À quelle échelle se placer pour l'identifier ? Ainsi, le Paris d'avant Haussmann est souvent décrit comme peu ségrégué entre les classes sociales, en mobilisant l'exemple de l'immeuble dans lequel les bourgeois occupent premier et deuxième étage, et qui abrite des membres des classes populaires, les domestiques, dans les chambres de bonnes du 6<sup>e</sup> étage. Inversement, la même situation est décrite comme une ségrégation verticale, à laquelle une ségrégation horizontale, entre quartiers et communes, a succédé après Haussmann. De même, une ville comme Delhi apparaît relativement peu ségréguée entre quartiers : les basses castes et anciens intouchables apparaissent dispersés dans l'ensemble de l'agglomération (Dupont, in Gervais-Lambony, Landy, & Oldfield 2003). Cependant, des phénomènes de concentration résidentielle de ces basses castes apparaissent lorsque l'échelle d'observation change

pour se situer au sein même du quartier puisqu'elles sont surreprésentées dans certaines rues ou îlots. Enfin, faut-il qu'il y ait intention ségrégative pour qu'il y ait ségrégation, ou la ségrégation peut-elle être spontanée ? Pour sortir de ces dilemmes, Yves Grafmeyer propose de se pencher avant tout sur les processus conduisant à la ségrégation (in Brun & Rhein 1994, 104-105). Il reprend les trois processus principaux identifiés par Schelling (1980, chapitre 4) :

- Le premier met en avant l'intention ségrégative, puisqu'il « découle de l'action organisée légale ou illégale, par la force ou simplement par l'exclusion, subtile ou criante, directe ou indirecte, aimable ou malveillante, moraliste ou pragmatique » ;
- Le second, indépendant de toute intentionnalité, reflète directement des inégalités existantes, puisque c'est « celui qui sépare les pauvres des riches, les moins instruits des plus instruits, les moins compétents des plus compétents, les mal habillés des bien habillés, dans leurs lieux de travail, de résidence, de restauration et de loisirs, dans leurs relations amicales et scolaires. »
- Enfin, la ségrégation pour apparaître comme le résultat à l'échelle de la collectivité d'une multitude de comportements individuels discriminatoires, définis comme dénotant « une perception, consciente ou inconsciente, du sexe, de l'âge, de la religion, de la couleur, ou de n'importe quel élément qui sert de base à la ségrégation, une perception qui influence les décisions concernant le choix du lieu de résidence, de l'endroit où s'asseoir, de la profession à adopter ou à éviter, des compagnons de jeu ou des interlocuteurs ».

Au final – et ce n'est pas un hasard -, je reprendrai la proposition de Dupont et Landy :

« Plusieurs fondements de la notion de ségrégation nous semblent devoir être conservés : l'idée originale de séparation et de mise à l'écart, la condition de discrimination (...), l'idée de « tri hiérarchisé » (...) et de relation d'inégalité entre les groupes sociaux (...). Nous suivrons Y. Grafmeyer (...) lorsqu'il souligne que « la ségrégation est toujours *à la fois* un fait social de mise à distance et une séparation physique » et retiendrons une définition de la ségrégation comme processus associant une discrimination sociale et la traduction spatiale de cette mise à distance. » (in Gervais-Lambony, Landy, & Oldfield 2003, 50)

Cette définition insiste sur l'existence d'une discrimination et donc de l'intentionnalité de la ségrégation. Je la choisis parce qu'elle semble plus opérante pour cette comparaison entre ségrégation et apartheid, où l'intentionnalité est claire. Bien entendu, d'autres définitions valides existent, qui ne mettent pas l'accent sur la discrimination et permettent ainsi d'étudier des processus ségrégatifs dans lesquels l'intentionnalité est moins apparente, comme ceux du marché immobilier qui créent des ségrégations de classe.

Une fois la ségrégation posée, qu'est l'apartheid ? Rappelons d'abord, avec Philippe Gervais-Lambony :

« L'apartheid est une géographie territoriale en ce sens qu'il s'agit d'une politique spatiale qui a utilisé les découpages territoriaux, à toutes les échelles, pour constituer des territoires identitaires. L'apartheid était donc une manipulation territoriale au service d'une manipulation identitaire. » (2003b, 121)

Laquelle manipulation identitaire ne peut se comprendre que dans des relations de domination, politique, économique et sociale, d'une « race » sur d'autres qui lui seraient inférieures. L'apartheid est bien ce régime intrinsèquement spatial (Christopher 2000) dans lequel la ségrégation est à la fois *étendue* et *systématisée* : étendue à tous les espaces quelque soit leur échelle et à tous les groupes raciaux ; systématisée car, embrassant tous les domaines de la vie, elle est un système fonctionnant de manière cohérente dans les champs du politique, de l'économique et du social. La condition de possibilité de cette systématisation est la mise en catégories raciales de l'ensemble de la population (*Population Registration Act*) : une fois la « race » d'un individu déterminée par une combinaison de critères physiques (couleur de peau, test du peigne pour évaluer si les cheveux sont crépus), comportementaux (langue et accent, vêture) et relationnels (quelles caractéristiques raciales des cercles sociaux qu'il fréquente, quelle race ses voisins lui assignent-ils ?), l'ensemble de sa vie devra se conformer aux règles régissant sa race. Il s'agit d'abord, de la manière la plus évidente, d'accès aux droits : droit de vote et d'être élu, droit à la propriété foncière, droit de grève et de former des syndicats, droit à la libre circulation dans l'espace national ou dans la ville quelque soit l'heure, droit d'entreprendre... Il s'agit aussi d'accès : à l'université, aux professions qualifiées, au crédit bancaire, aux espaces publics, au logement, aux services publics dont l'éducation et la santé... Enfin, il s'agit de la personne, de l'intime, du corps : contenu de l'éducation dispensée, relations sexuelles légales, voire type de vaisselle utilisé – qui doit être différent entre la bonne et sa *madam*. Bien évidemment, droits, accès et vie personnelle sont différenciés entre les races de manière hiérarchique : les individus classés « Blancs » bénéficient de tous les droits et du soutien actif – voire proactif – de l'État pour qu'ils puissent tenir leur rang (Teppo 2004) tandis que les « Africains » sont systématiquement désavantagés et que « *Coloureds* » et « *Indiens* » sont dans des positions intermédiaires.

Classiquement, cette profusion de réglementations construisant le système d'apartheid<sup>8</sup> est divisée en trois catégories (Gervais-Lambony 1997) :

L'apartheid économique, qui regroupe toutes les mesures visant à concentrer la richesse dans les mains blanches, en particulier en s'appuyant sur la force de travail noire, que l'on tente de maintenir docile et peu coûteuse et sur qui on fait peser les coûts de sa propre reproduction. De multiples travaux, souvent d'inspiration marxiste ou néo-marxiste, ont ainsi montré en quoi l'apartheid a aussi été une politique économique capitaliste. Les relations entre grand capitalisme sud-africain et régime d'apartheid, quoique non dénuées d'ambivalences, sont nombreuses.

Le Grand apartheid, divisant, de manière inédite, l'espace national entre zone blanche et bantoustans ou homelands réservés à chaque ethnie (Berès 1986 ; Salazar 1989 ; Foucher 1988 ; Houssay-Holzschuch 1996 ; Porteilla 1998 ; Christopher 2000 ; Giraut 2005). Territoires en archipel (voir Figure 3), fragmentés, sans ressource majeure, construits sur les réserves indigènes délimitées en 1913, ils étaient conçus comme de nouvelles nations, devant accéder à l'indépendance. Chaque Africain se voyait assigner une ethnie et avec elle, un homeland soit à terme une nouvelle nationalité. Cette autopartition spatiale allait donc de pair, pour le pouvoir

---

<sup>8</sup> Cette présentation simplifiée ne doit pas faire oublier que l'interprétation de l'apartheid comme un « Grand Plan » d'ensemble parfaitement cohérent dès le départ et appliqué de manière linéaire à partir de 1948 a été remis en cause de manière convaincante par les historiens (voir notamment Posel 1991).



d'apartheid, avec la volonté de se séparer de la majorité de la population. Celle-là accédait alors à l'état de nation, conçue comme ethniquement et linguistiquement pure, associée à un territoire devenu état.

Enfin, l'apartheid mesquin ou *petty apartheid* régissait la vie quotidienne, l'accès aux lieux publics, des transports aux cinémas, plages et bancs (voir Figure 4).

J'insisterai enfin sur l'emboîtement des échelles de cette mise à l'écart hiérarchisée : visible à l'échelle nationale et « se vo[yant] d'avion » selon la formule célèbre de Michel Foucher (1988), elle se voit dans la ville, dans le quartier, dans le logement et jusque dans l'intime. En effet, il faut en permanence garder à l'esprit que ce programme idéologique raciste a été implémenté et les espaces brutalement rendus conformes au point que la géographie des villes se prête étonnamment à modélisation. Villes anciennes comme Le Cap ou récentes comme Johannesburg, des colonies britanniques (Durban) ou des républiques afrikaners (Bloemfontein), capitales (Pretoria) ou petites villes (Ventersdorp) ont toutes été redessinées selon ce plan (pour différents plans de ville, voir Lemon 1991 ; Gervais-Lambony 1997). Géographie matérielle et géographie idéale ont été largement confondues pendant des décennies.

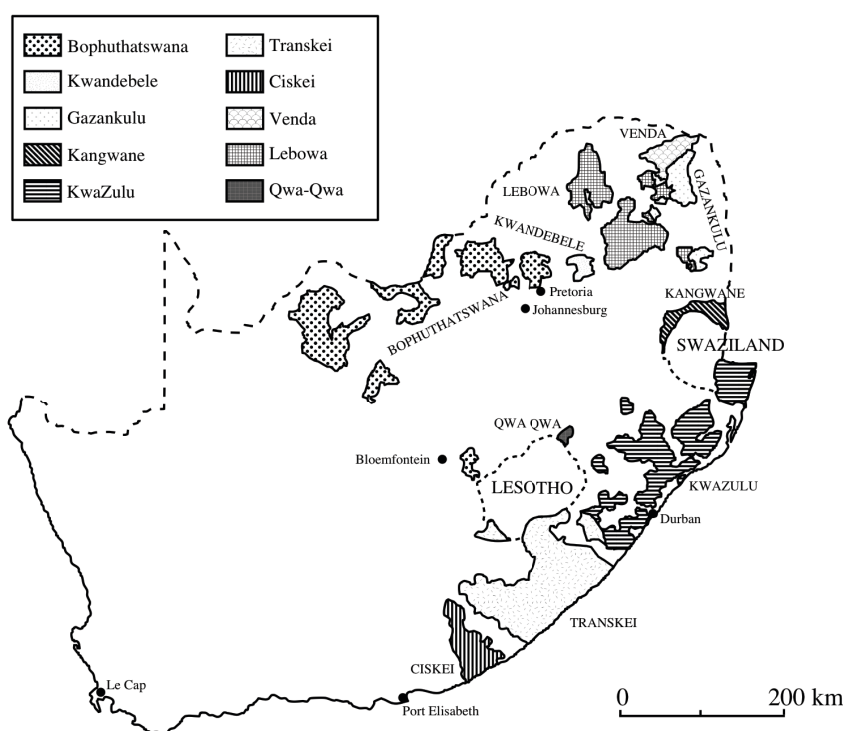


Figure 3 : Les bantoustans sous l'apartheid.

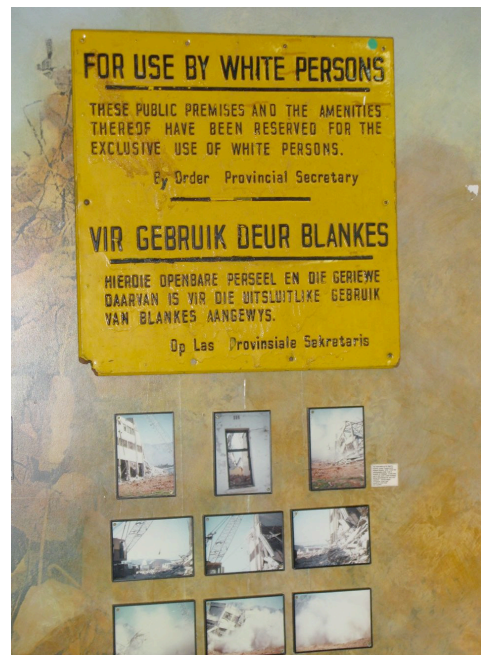
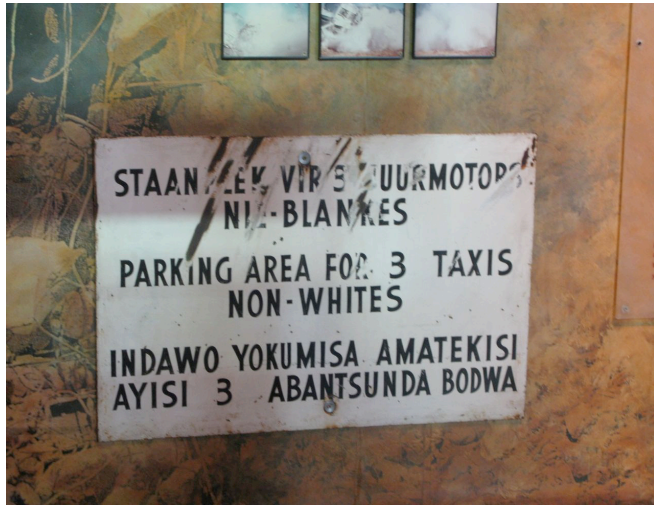


Figure 4 : Écrêteaux mettant en place le *petty apartheid*

Source : District Six Museum, cliché de l'auteur, juillet 2009.

Quant aux quartiers, ils reflètent « paysages de la pauvreté » (Gervais-Lambony 1994) et « urbanisme de contrôle social » (Houssay-Holzschuch 1998a, 1999a) côté Africain, opulence côté Blancs. L'habitat lui-même reflète la hiérarchie raciale et des normes dépendant strictement de la race des habitants, comme en témoignent les normes du Centre for Scientific and Industrial Research de 1954 (cf. Encadré 1).

« (...) taking into account the fact that many of the persons to be housed in urban Bantu houses have been living in shacks or traditional Bantu dwellings, many of which are known to leak severely during rain, it is reasonable in the lowest-cost housing to accept that occasional dampness in buildings is tolerable, providing no structural weakness in the building result from such damp conditions... these observations lead one to believe that the effects of occasional dampness on healthy persons are more psychological than physical and ... is more cause for irritation than actual physical illness.

Consequently for minimum construction, as must apply for Bantu housing, it must be expected that there will be an even greater number of days on which the comfort range [in the thermal environment] is not achieved... It is admitted that under these limiting conditions the buildings might at times become rather uncomfortable, but comfort cannot be afforded in houses which are subsidized.

Rimlocks are not well favoured because the small number of differs makes burglary easy: they are more difficult to fix to concrete door frames and the local authority faces difficulty with the loss of keys. The preferred types are those for which the occupant provides his own padlock.

A tap should not be provided in the kitchen as this will require further cost for a sink and drainage for the sink, and in the Sub-committee's view it is not imposing too

much hardship in the lowest-cost housing to expect the water to be carried from a tap just outside the building.

Pail Latrines. These are the most commonly encountered system in low-cost housing. There is no limitation to the size of a township that can be served in this way... these need not be accompanied by undesirable smells so long as they are situated at least 15 ft from any dwelling. This factor gives rise to inconvenience in bad weather... however, this is Non-European custom and the most practical.

... the minimum standards of accommodation for non-Europeans concern the human requirements in buildings, namely the minimum requirements for the health, decency, and family life for the occupants of the dwellings... in the 51/9 houses these requirements are already very close to the minimum requirements of the Slum Act.

The South African standards are far from luxurious but, for the promotion of health and decency, they are being formed along correct lines.

*Standards are dependent upon the person for whom they are prepared.*

In South Africa, the non-European standard of space is about half that allowed in highly civilized countries. »

Encadré 1 : Normes de construction des townships

Source : (Minkley 1998, 205-206), d'après CSIR, *Cost of Urban Bantu Housing*, 1954 (voir aussi Houssay-Holzschuch 2004). C'est moi qui souligne.

De manière paradoxale et notamment pour des raisons économiques, l'apartheid sud-africain a ainsi combiné deux types de racisme<sup>9</sup> (Kovel 1984 [First ed. 1970] ; cité dans Young 1990) : le racisme de domination (*dominative racism*), où l'exploitation est directe et qui comprend le plus souvent des relations fréquentes, voire quotidiennes et intimes entre les races d'un côté, et le racisme d'aversion (*aversive racism*), d'évitement, de mise à distance et de séparation<sup>10</sup>.

### « Le caractère singulier de l'apartheid »<sup>11</sup> ?

Qu'en est-il donc de l'exceptionnalité réelle de l'apartheid décrit ci-dessus, de ses formes spatiales comme des processus qui l'ont mis en place ? Cela est aussi à évaluer au sein de plusieurs ensembles de référence : l'apartheid est-il fondamentalement différent d'une domination coloniale classique ou seulement « d'un certain type » (cf. *supra*) ? Est-il une « parenthèse » (Gervais-Lambony 2003b, 122) dans l'histoire de l'Afrique du Sud ? Là encore, après avoir fait rage, le débat semble en passe d'être tranché vers le rejet des positions exceptionnalistes et pour l'intégration du cas sud-africain dans le cadre général du colonialisme. J'illustrerai ici les principaux arguments fondant cette dernière position à partir de l'exemple de la ségrégation urbaine.

<sup>9</sup> On peut faire l'hypothèse que l'Afrique du Sud post-apartheid s'est débarrassée de ces deux types de racismes, mais demeure aux prises avec le troisième, le métaracisme (*metaracism*) dans lequel quasiment toutes les traces d'une allégeance à la supériorité raciale des Blancs ont été supprimées, mais où la misère persistante de bien des gens de couleur est à mettre au compte des processus oppressifs d'une économie et d'une technologie aux mains des Blancs.

<sup>10</sup> Processus de mise à distance que l'on retrouve dans d'autres types de ségrégation, non basées sur la race mais par exemple sur la classe.

<sup>11</sup> Gervais-Lambony, Landy & Oldfield 2003, 31.

Le premier argument mis en avant est que 1948 ne marque pas une rupture fondamentale dans l'histoire sud-africaine, que ce soit sur le plan politique, social ou idéologique, mais plutôt le début de cette « poussée à l'extrême » de logiques préexistantes. De nombreux auteurs ont noté cette insertion de l'apartheid dans une longue durée sud-africaine, notamment en ce qui concerne les représentations mobilisées (voir par exemple Thompson 1985 ; Salazar 1989 ; Crais 1992 ; Bonner, Delius, & Posel 1993 ; Worden 1994 ; Houssay-Holzschuch 1996 ; Schmidt 1996 ; Christopher 2000 ; Gervais-Lambony 2003b ; Giraut 2005). Symboliquement, la plantation d'une haie d'amandes amères par Jan van Riebeeck dans les toutes premières années de la colonie du Cap peut en marquer la naissance. La ségrégation urbaine est ainsi ancrée dans la longue durée du projet de séparation des races et n'a pas attendu 1948 pour exister. Elle s'est mise en place de manière progressive et différenciée au sein du pays, puisque souvent le fait des autorités locales. Les premiers modèles sont à chercher du côté de l'Eastern Cape : sur cette frontière chaude avec les populations bantouphones, la proximité spatiale et les conflits des « guerres cafres » - en particulier le Cattle Killing de 1857 - ont conduit à une notable urbanisation des populations africaines et à la mise en place de *locations*. En 1855, Port Elizabeth, en 1856, Grahamstown, en 1873, Worcester, en 1879, Queenstown, pour ne citer que quelques villes, ont délimité des terrains réservés à la résidence des indigènes (*Natives*). La ville de Port Elizabeth a été le laboratoire sud-africain de la ségrégation (Christopher 1987a, 1987b ; Robinson 1996 ; Morange 2006). La *location* se forme de manière composite, en s'appuyant parfois (c'est le cas à Port Elizabeth) sur des communautés préexistantes autour de missionnaires. Plus généralement, la mise en place de la *location* répond à des problèmes à la fois structurels (volonté de contrôle des populations indigènes, crise du logement, multiplication des camps de squatters) et conjoncturels (« syndrome sanitaire » en réponse à une épidémie) (Swanson 1977). Au Cap, c'est l'épidémie de peste de 1901 qui provoque la création du premier quartier réservé aux Africains, Ndabeni. Progressivement, la ségrégation urbaine se construit donc dans le pays. Une législation nationale se met en place : le *Land Act* de 1913 restreint l'accès des Africains à la propriété foncière ; le *Native (Urban Areas) Act* de 1923 établit les règles du logement en ville des Africains. Cependant, cette mise en place est progressive dans le temps, inégale dans l'espace, inégalitaire et non systématique dans son application. Dans le temps, elle progresse souvent par à-coups, en fonction de nouvelles législations, mais aussi d'événements spécifiques : par exemple, épidémies, conflits sociaux et émeutes provoquent de nouvelles mesures de planification ségrégatives. Dans l'espace, les compétences territoriales se heurtent souvent : l'application du *Native (Urban Areas) Act* par les pouvoirs locaux est facultative et les municipalités optent parfois pour des politiques différentes. Le Cap en particulier a une politique différente, plus flexible même si sa réputation de libéralisme est pour le moins relative voire exagérée (Bickford-Smith 1995a, 1995b ; Bickford-Smith, Van Heyningen, & Worden 1999). Enfin, cette ségrégation ne s'applique pas à l'ensemble du corps social : les Africains en sont en général les seules victimes et tous les Africains en ville ne sont pas concernés. Des conditions de revenu ou d'éducation peuvent leur permettre d'échapper à l'obligation de logement.

Cela amène au second argument : la ville de la ségrégation en Afrique du Sud et en particulier Cape Town, la plus ancienne d'entre elles, correspondent très largement au modèle de la ville coloniale africaine (Massiah & Tribillon 1988).

Naissant de la ville comme comptoir, insérée dans des systèmes marchands (ici la Compagnie des Indes Orientales) longtemps avant que d'être insérée dans des rapports de domination politique, Le Cap correspond à la troisième phase de l'urbanisation africaine (Coquery-Vidrovitch 1993). C'est justement cette logique de comptoir qui a déterminé le choix de sa situation et de son site, magnifique mais contraignant dans la suite du développement (Western 1996 ; Houssay-Holzschuch 1999a ; Dewar & Watson 1990). Le Cap est donc un exemple typique de la ville coloniale, même si cet exemple est précoce et que l'empan chronologique est ici plus large qu'ailleurs sur le continent où le modèle colonial classique ne se met en place qu'entre le XIX<sup>e</sup> et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Les périodes suivantes suivent également le schéma continental : l'enracinement territorial de la colonisation y marque aussi l'abandon des forts et des comptoirs pour la mise en place progressive d'un quadrillage politico-administratif du continent, s'accompagnant de la création d'interfaces connectives entre colonie et métropole (port en eau profonde, tête des lignes de chemin de fer). Les principes ségrégatifs s'appliquent à la ville, divisant de l'espace en deux sous-ensembles opposés<sup>12</sup>, le village indigène et la ville européenne, termes ô combien révélateurs du refus d'une citoyenneté africaine. Dans cette ville coloniale classique, l'équipement du village est rudimentaire, la voirie rarement aménagée, l'éclairage public inexistant tout comme les branchements d'eau individuels. Il est séparé du quartier européen par un no-man's-land ou une large artère baptisée boulevard d'isolement ou encore une voie ferrée (Bopda 2003), le tout pour des raisons de sécurité (lutte contre la propagation des incendies), de sûreté (déploiement des forces publiques) et de salubrité (prévention des épidémies<sup>13</sup> et syndrome sanitaire). Cet urbanisme colonial tire son origine de la prise de possession du sol. L'urbaniste colonial n'est donc pas seulement celui qui trace la ville, mais aussi celui qui distribue le sol aux nouveaux urbains ou à ceux que l'on considère comme tels. Enfin, cet urbain colonial classique est prolongé dans l'Afrique du Sud d'avant 1948 comme ailleurs sur le continent par un urbain colonial moderne, qui comprend un effort en faveur du développement industriel et de l'habitat social destiné aux « évolués », soit aux Africains dont la présence en ville est désormais reconnue comme légitime (instituteurs, infirmiers, techniciens, fonctionnaires...). Cet urbanisme colonial et ses grandes oppositions ne sont en rien passésistes. Au contraire, il applique des principes qui ne seront évoqués que bien plus tard en métropole. C'est un urbanisme techniciste et moderniste, d'autant plus facilement qu'il a tous les moyens d'action sur ce qu'il considère comme une *tabula rasa*. C'est donc un fonctionnalisme d'autant plus efficace qu'il y a intégration des pouvoirs agissants sur la ville. L'urbanisme colonial, c'est « la fusion réalisée entre gestion urbaine, gestion foncière et gestion sociale » et c'est à ce titre qu'il demeure une référence (Massiah & Tribillon 1988).

Les processus ségrégatifs à l'œuvre dans les villes sud-africaines sous l'apartheid s'inscrivent donc et dans une histoire locale plus longue et dans un

---

<sup>12</sup> Il ne s'agit pas ici de simplement reproduire des dichotomies figées : les sciences sociales ont montré la complexité des relations entre colonisateur et colonisés, l'hybridité des pratiques, les imbrications multiples entre ces deux mondes. Je veux simplement rappeler ici une opposition paysagère fondamentale, qui ne doit pas faire oublier que la ville ségréguée n'est pas fragmentée, puisqu'elle est un tout fonctionnel sur bien des plans - économique avant tout, mais aussi social voire culturel (cf. Gervais-Lambony 2003b, 121).

<sup>13</sup> La Médina de Dakar est un « village de ségrégation » créée par voie administrative après les épidémies de peste et de fièvre jaune.

contexte colonial relativement classique. L'analyse de la situation sud-africaine comme typique de la colonisation africaine que je viens d'esquisser pour ce qui concerne la ségrégation urbaine a été étendue à l'ensemble du pays par Mahmoud Mamdani qui affirme lui aussi que la ségrégation institutionnelle ou l'apartheid ne sont pas des formes originales à l'Afrique du Sud, dans la mesure où elles « idéalisent » (au sens de l'idéal-type) les formes de l'*indirect rule* et de l'association : « apartheid, usually considered unique to South Africa, is actually the generic form of the colonial state in Africa », soit le « despotisme décentralisé » (1996, 8). Domination coloniale comme apartheid dit-il, prennent place dans le contexte du *bifurcated state* (1996, 18), qui fait cohabiter spatialement deux formes de domination :

- La domination directe, existant au sein de la Colonie du Cap mais aussi des villes, caractérisée par un pouvoir civil, racialisé et raciste, s'appuyant sur un cadre juridique moderne, définissant des droits.
- La domination indirecte, existant typiquement au Natal, mais aussi rurale, caractérisée par un pouvoir tribal et un despotisme décentralisé, tribalisé, dans un cadre juridique coutumier

L'existence de ce *bifurcated state* (racisme ou tribalisme comme alternative pour façon de contrôler les Africains) a bien évidemment des conséquences sur la résistance et ses formes comme sur les modes de la démocratisation (déracialisation ou détribalisation).

En conséquence, Mamdani rejette l'exceptionnalisme sud-africain tout court, lui reconnaissant une pertinence partielle cependant dans le domaine économique, urbanisation et industrialisation précoces expliquant largement selon lui les spécificités de l'apartheid :

« The context in which apartheid was implemented made for its particular harsh features, for to rule natives through their own institutions [as is the classic colonial project of indirect rule or association], one first had to push natives back into the confines of native institutions. In the context of a semi-industrialized and highly urbanized South Africa, this meant, on the one hand, the forced removal of those marked unproductive so they may be pushed out of white areas back into native homelands and, on the other, the forced straddling of those deemed productive between workplace and homeland through an ongoing cycle of annual migration. To effect these changes required a degree of force and brutality that seemed to place the South African colonial experience in a class of its own. » (Mamdani 1996, 7)

Ce caractère exceptionnel avéré seulement dans le domaine économique ne doit donc pas masquer la nature coloniale de la domination, même s'il a des conséquences spécifiques en terme de travail, d'industrialisation, d'urbanisation, de prolétarianisation et force de la société civile, noire comme blanche. C'est cette situation qui permettrait de rendre compte des quelques 6 millions de déplacements forcés (*forced removals*) (Surplus People Project 1985), comme des hauts niveaux de violence interne à la communauté noire urbanisée :

« Mahmood Mamdani has argued that 'it is only from a perspective that focuses single-mindedly on the labor question that the South African experience appears exceptional'. This comparison of colonial cities suggests that we need to expand this definition of South African exceptionalism to include the extraordinary levels of urban violence. At the heart of a massive migrant labour nexus, the Witwatersrand industrialised earlier, to a greater extent and more rapidly than any other urban centre in colonial Africa. Simply put, South Africa's mining industry served as an incubator for violence and we need to consider the ways in which African migrants

influenced patterns of crime and conflict in the urban locations. The nature and extent of state power in South Africa also distinguishes it from other colonial regimes on the continent. The South African state devoted significant resources to incarcerating coloureds and Africans and we have to take account of the impact of exposing millions of boys and men to humiliating police harassment and a violent prison system. Finally, statesponsorship of township violence further undermined the rule of law. These conditions, unique to South Africa, nurtured a culture of violence that has reproduced itself ever since. » (Kynoch 2008, 644-645).

Au final, l'apartheid n'apparaît pas comme de nature différent de la ségrégation telle que pratiquée par le gouvernement sud-africain entre 1910 et 1948, mais uniquement de degré. Cela apparaît aussi spatialement, la comparaison entre le modèle de la ville de la ségrégation et celui de la ville d'apartheid (Ventersdorp) faisant apparaître avant tout les similitudes – et donc les continuités entre l'apartheid et les périodes précédentes, coloniale (1642-1901) et ségrégative (1901-1948). L'apartheid, dit Fanon (1961, cité dans Giraut 2005, 256) « n'est qu'une modalité de la compartimentation du monde colonial », et dans sa forme spatiale « une poussée à l'extrême » (Gervais-Lambony, Landy, & Oldfield 2003, 31), un « paradigme de la ségrégation spatiale », dont il « n'est qu'une version particulièrement aboutie » (Gervais-Lambony 2003b, 122) , ou plutôt un idéal-type réalisé, inscrit par la force dans un espace et une société.

Pour conclure, il faut être conscient des implications politiques des positions dans le débat sur l'exceptionnalisme sud-africain : historiquement, les discours exceptionnalistes sud-africains ont souvent consisté à séparer l'évolution sud-africaine de celle du reste du continent, à promouvoir l'incomparabilité des situations, une position qui a tendance à être celle d'un certain conservatisme blanc. Réciproquement, refuser l'exceptionnalisme et replacer l'Afrique du Sud au sein du continent est une position souvent adoptée par des africanistes plus libéraux, voire radicaux. C'est aussi permettre au cas sud-africain de dialoguer avec le reste du monde, une position scientifiquement plus féconde. L'apartheid me semble bien être ce « last act in a long history of racialized imperialism » (Cooper 2005, 203), cet accomplissement du système *colonial* de domination et comme systématisation de la *ségrégation* à tous les groupes sociaux et à tous les champs de l'activité (système sociétal ségrégatif) notamment par l'utilisation de l'espace à toutes les échelles. Ce qui n'empêche pas qu'il s'agisse d'une « modernité coloniale avec des accents vernaculaires », selon la formule de Mbembe. Je propose donc de parler de divergence sud-africaine dans le contexte de la domination coloniale et du *bifurcated state* comme horizon des possibles pour gérer la domination raciale, ou, mieux, de *bifurcation sud-africaine*. En termes de systémique, une bifurcation implique un changement de direction, sans une pleine mutation, combinant continuité et changement de direction finalement inattendu dans le contexte historique de l'après-guerre et de la montée des indépendances (Péaud 2009).

### **Le Cap, ville sud-africaine mais exceptionnelle ?**

Sans entrer encore de manière détaillée dans la structuration socio-spatiale de la ville du Cap (cf. chapitre 3), notons ici qu'elle présente un emboîtement de plus dans cette série d'exceptionnalités. À tout le moins, elle a longtemps été décrite

comme telle dans la littérature sud-africaine sur les villes (pour une discussion, voir Cook 1991 ; Bickford-Smith 1995b ; Western 1996). Cette position exceptionnaliste continue d'être défendue aujourd'hui, notamment par des auteurs locaux s'appuyant sur la série d'arguments classiques de l'ancienneté de la colonisation au Cap et donc la spécificité de ses formes, la présence d'une majorité coloured, l'arrivée tardive des Africains bantouphones (Xhosas) dans une région d'où ils étaient absents à l'époque précoloniale. Ainsi, Ferreira et Visser, dans leur étude de la réhabilitation du port du Cap en front d'eau largement blanc, rappellent :

« Cape Town was, and remains in many ways, different from other South African cities. Demographically, it does not and never had a majority black African population; the black population does not have the same historical claims to the region, whereas the colored and white population whose socio-cultural development does not share those of the rest of South Africa that represents a claim to the city's (and the waterfront's) heritage that, frankly, is justifiable. Importantly, colonial heritage is very much part of the local identity and the experience thereof not necessarily interpreted as repressive and certainly not irrelevant to the colored [sic] community – the product of colonial miscegenation – their heritage is uniquely tied to the colonial past with the destruction of those colonial symbols, if ironically so, representing a destruction of their authentic past. » (Ferreira & Visser 2007, 240)

La position de Ferreira et Visser s'appuie sur des faits exacts : effectivement, la majorité de la population du Cap est coloured depuis les années 1940 après avoir été blanche pendant des siècles ; elle n'a jamais été noire. Effectivement aussi, lorsque van Riebeeck a abordé sur les rives de Table Bay en 1652, il n'y avait aucune population bantouphone (les *black Africans* de Ferreira et Visser). Néanmoins, l'utilisation d'arguments d'antériorité blanche et coloured dans la région s'inscrit dans la filiation directe d'une rhétorique mise au point sous l'apartheid et étendue au territoire national : Blancs et Bantous seraient arrivés ensemble sur le territoire sud-africain actuel et l'antécédence change de groupe selon les régions. En conséquence, poursuivait l'argumentation, la légitimité de ces groupes est la même et les revendications noires africaines sur le territoire ne sont pas plus valables que celles des Blancs. Elles le seraient même moins dans la région du Western Cape. Ce discours de l'antériorité (Eiselen 1955) a classiquement été l'instrument de base de bien des politiques d'apartheid visant à exclure les Noirs de la province (*Coloured Labour Preference Policy*, non construction de logements pour Africains pendant deux décennies, expulsions forcées vers les bantoustans de l'Eastern Cape). Il a été depuis fort longtemps dénoncé et démonté par les chercheurs (Wilson & Thompson 1969 ; Cornevin 1979 ; Thompson 1985 ; Salazar 1989).

Outre la douteuse reprise d'arguments soulevés par le régime d'apartheid, deux éléments significatifs sont passés sous silence dans de tels discours exceptionnalistes : le destin des habitants autochtones du Cap et l'ancienneté de la présence noire africaine dans la ville. Pourtant, ces deux éléments traitent aussi d'autochtonie et d'histoire du peuplement, bien dans la thématique poursuivie par Ferreira et Visser dans l'extrait ci-dessus. Les Khoisan, occupant la péninsule du Cap et la province du Cap à l'époque précoloniale, ont été réduits quasiment à néant au Cap par une combinaison de massacres, d'épidémies et d'insertion forcée dans les structures productives coloniales entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle (Elphick & Giliomee 1989 ; Fauvelle-Aymar 2002). Parler d'antériorité sans évoquer leur absence/présence pose pour le moins question. De plus, une présence xhosa au Cap



est largement attestée depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, en particulier depuis les migrations consécutives au *Cattle Killing* de 1847 (Saunders 1980 ; Peires 1981 ; Houssay-Holzschuch 1999a). De nombreuses familles sont présentes depuis quatre générations, si ce n'est plus. Si, comme c'est le cas pour les auteurs, le temps est le facteur permettant de reconnaître la validité et la légitimité des *historical claims* sur la ville, de la citadinité capetonienne, pourquoi un siècle et demi serait insuffisant dans une ville qui a moins de quatre siècles d'existence ?

L'argumentation que Ferreira et Visser reprennent à leur compte ne mobilise pas uniquement l'histoire mais articule aussi des différences culturelles et de niveau de développement entre, d'un côté, la population noire africaine et, de l'autre, les populations blanches et coloueds. Là encore, ce discours reprend très exactement des tropes de l'apartheid. Enfin, parler de passé colonial et de miscégenation coloniale en ce qui concerne le patrimoine culturel coloued en passant sous silence le contexte dans lequel cela s'est passé est pour le moins curieux. Car ce contexte était celui d'une société esclavagiste, les ancêtres des Coloueds à l'époque coloniale étaient les esclaves de maîtres blancs. Enfin, la miscégenation est celle d'esclaves de la Compagnie contraintes de se prostituer aux marins de passage, ou d'esclaves violées par leurs maîtres, le tout pour augmenter capital et force de travail.

Un dernier argument classique dans les discours exceptionnalistes sur Cape Town mais repris par Ferreira et Visser, est l'existence d'une tradition libérale anglophone, s'opposant à la rigueur ségrégative des anciennes républiques afrikaners. De fait, le droit de vote était moins fermé aux populations de couleur dans l'ancienne province du Cap : certains Africains avaient droit de voter pour des représentants (blancs) et la population coloued votait. De grandes figures de l'histoire municipale capetonienne, comme le Dr. Abdurahman ou sa fille Cissie Gool, tous deux conseillers municipaux, étaient coloueds. De plus, un certain nombre de lois mettant en place l'apartheid mesquin étaient peu appliquées au Cap. Néanmoins, Vivian Bickford-Smith a montré les limites de ce libéralisme, assimilationniste, paternaliste et non dénué de racisme (Bickford-Smith 1995a, 1995b).

L'essentiel de l'argumentation traditionnelle en faveur de l'exceptionnalité capetonienne se révèle pour le moins ambiguë, mêlant racisme, auto-justification voire auto-glorification. Ici encore, elle apparaît plus comme une stratégie rhétorique à visée politique que comme réellement fondée. Elle ignore également les spécificités des autres villes sud-africaines, tout en montant en épingle celles du Cap. Pourtant, on pourrait tout aussi bien monter une argumentation démontrant l'exceptionnalité de Durban au sein des villes sud-africaines, en s'appuyant notamment sur l'importance de la présence indienne dans la ville et sur les constructions politico-territoriales anciennes permettant de gérer l'importante présence africaine, ici zouloue, dans l'immédiate proximité de la ville (le modèle du Natal mis au point par Theophilus Shepstone). On pourrait aussi, de manière plus évidente voire légitime, plaider en faveur de l'exceptionnalité de Johannesburg dans le contexte sud-africain : le besoin de main-d'œuvre des mines du Witwatersrand a été suffisamment fort sur la longue durée pour créer une ville africaine multiethnique, voire cosmopolite, alors que les autres grandes villes sud-africaines ont tendance à être dominées par une ethnie : la population africaine du Cap est très largement xhosa, celle de Durban zouloue, celle de Bloemfontein sotho.

Une argumentation bien plus fondée a été proposée pour placer de manière valide, légitime et scientifiquement féconde la ville du Cap dans le paysage des villes sud-africaines : on quitte dès lors les discours exceptionnalistes. Philippe Gervais-Lambony (2003b, 122sq) a ainsi montré en quoi les relations entre Blancs et non-Blancs au Cap, structurées par l'esclavage, ont pu servir de « modèle ségrégatif initial ». Il suggère que ce « modèle du Cap<sup>14</sup> » se caractérise par les traits suivants :

« - une ségrégation sociale qui recoupe la ségrégation raciale (mais à laquelle peuvent s'ajouter des micro-classifications internes) ;

- une organisation territoriale qui oppose les centres urbains, cœurs de l'activité économique, les terres blanches, mises en valeur par des fermiers européens employant une main-d'œuvre africaine, les terres africaines (réservoirs ou dépotoirs) (dans la Colonie du Cap, ces trois espaces étaient presque emboîtés suivant l'image de l'oignon...) ;

- la définition du rôle social des non-Blancs réduit à celui de main-d'œuvre, avec une distinction fondamentale entre la main-d'œuvre utile (justifiant l'existence des non-Blancs « de l'intérieur »<sup>15</sup>) et la main-d'œuvre inutile (les non-Blancs « de l'extérieur »<sup>16</sup>). » (Gervais-Lambony 2003b, 126)

Le fait même de mettre en évidence un « modèle du Cap » montre bien en quoi la ville n'est pas exceptionnelle, mais fondatrice. Ce modèle de ségrégation est l'un de ceux constituant le passé des villes sud-africaines. D'autres modèles ont été mis en place historiquement :

- Le modèle de la *location*, dans les villes de l'Eastern Cape des années 1850 (cf. *supra*). Sur le plan socio-spatial, la *location* prend la forme du ghetto – socialement diversifié, racialement homogène –, un quartier isolé du reste de l'agglomération, dans lequel habitent des familles citadines ;
- Le modèle de Kimberley mis au point dans les années 1870 (Turrell 1987, 1984 ; Houssay-Holzschuch 1999a ; Gervais-Lambony 2003b). Celui-ci naît du développement minier, puis industriel, et de l'appel de main-d'œuvre qui en découle. Le recours massif à une main-d'œuvre africaine crée une catégorie de non-Blancs supplémentaire, « des non-Blancs de l'extérieur, définis par leur appartenance rurale<sup>17</sup>, tolérés de façon temporaire en ville » (Gervais-Lambony 2003b, 127), mais uniquement pour leur force de travail. En conséquence, ces travailleurs viennent sans leur famille et sont considérés comme célibataires. La forme socio-spatiale associée est celle de l'*hostel*, caserne ouvrière homogène selon des critères de race, de classe, de genre et d'âge (population active).
- Le modèle de l'urbanisation déplacée, que l'on pourrait appeler modèle de Winterveld ou de Botshabelo, datant des années 1960 et du développement des politiques de grand apartheid. Les zones industrielles devaient s'installer en bordure des bantoustans, dans lesquels résidaient les travailleurs. En outre, ces travailleurs exclus de la ville devaient être progressivement exclus de la citoyenneté sud-africaine, les bantoustans prenant leur indépendance les

---

<sup>14</sup> Qui concerne l'ensemble de la Colonie du Cap et pas seulement la ville.

<sup>15</sup> Dont les esclaves dans la ville du Cap sont les premiers.

<sup>16</sup> Le modèle historique étant alors les Khoisan, puis les Xhosa de la frontière est.

<sup>17</sup> Ils viennent des réserves indigènes, dans leur version réservoir de main-d'œuvre.

uns après les autres<sup>18</sup>. Les zones d'urbanisation déplacée ont donc tendance à être homogènes en terme de race et de classe, mais à accueillir des familles, avec donc une mixité de genre et d'âge.

- Enfin, les années 1980 voient la reconnaissance, contrainte, d'une citoyenneté noire de résidents urbains permanents par le pouvoir blanc. Cela peut être interprété soit comme une bantoustanisation des townships<sup>19</sup>, soit comme le retour en force du modèle du Cap (Gervais-Lambony 2003b, 133). Allant de pair avec un assouplissement des règles de la présence africaine en ville (accès à la propriété foncière, proposition de trames assainies dans un contexte de grave crise du logement et de multiplication des camps de squatters), ces politiques transforment les townships en zones toujours racialement homogènes, mais où les différences de classe prennent une expression spatiale.

Ces modèles urbains ont circulé dans tout le pays, en s'adaptant à chaque fois aux circonstances locales, spatiales, historiques, politiques, géographiques ; en se superposant, se juxtaposant ou se combinant avec les modèles préexistants localement. Par exemple, la ville du Cap comprend des marques socio-spatiales claires du modèle du Cap, mais aussi du modèle de la *location* (les quartiers de Ndabeni, puis de Langa), du modèle de Kimberley (des *hostels* sont présents encore aujourd'hui à Langa, Nyanga, Mfuleni par exemple) et enfin du modèle des années 1980 : ainsi, lors de la création en 1983 du grand township de Khayelitsha (constitué en alternance de bandes de trames assainies et de maisons *matchbox* en dur), il a été envisagé de lui donner le statut de bantoustan. L'urbanisation déplacée dans les bantoustans est sans doute le seul modèle absent, dans la mesure où la distance entre la ville du Cap et le Ciskei, bantoustan le plus proche, est trop grande. Le Cap n'est donc pas exceptionnel, et présente simplement, comme n'importe quelle autre ville ou lieu, des spécificités (Massey 2005 ; Harvey 2009). En outre, la ville est bien à comprendre comme engagée dans un réseau au sein duquel circulent modèles et populations urbaines.

### **Pour sortir de l'exceptionnalisme : villes ordinaires<sup>20</sup>**

Au final, les discours exceptionnalistes semblent s'emboîter en autant de niveaux ou d'échelles que l'on souhaite, d'une définition disciplinaire ancienne à la ville du Cap, en passant par le cas sud-africain. J'aurais d'ailleurs pu ajouter quelques échelles où l'exceptionnalité est parfois défendue, comme l'échelle des études africaines, des études par aire culturelle (*area studies*) en général, ou des travaux sur les pays du Sud. À chaque fois, ces argumentaires apparaissent stratégiques, pour garder des terrains de chasse disciplinaires ou territoriaux, voire instrumentalisés idéologiquement. De plus, réfléchir sur un objet comme exceptionnel est peu fécond scientifiquement, dans la mesure où une telle

---

<sup>18</sup> Seuls quatre bantoustans sur 10 obtinrent de Pretoria leur « indépendance », jamais reconnue par la communauté internationale : le Transkei, le Ciskei, le Bophuthatswana et le Venda.

<sup>19</sup> Par la combinaison de trois dimensions : « définition identitaire d'un groupe [par le gouvernement] (les citoyens africains), attribution d'un territoire (*township*) et délégation apparente de pouvoir (autorités locales noires) » – tout ceci rappelant aussi le *bifurcated state* de Mamdani.

<sup>20</sup> L'expression est empruntée à Jennifer Robinson (2006b).

problématique ferme en général la porte à la comparaison, à la contextualisation, voire aux faits de circulation en général.

Je suggère qu'il est bien plus pertinent d'analyser ces objets de recherche apparemment extrêmes en termes de modèle, de paradigme ou d'idéal-type. Un tel cadre de réflexion permet aussi de penser en s'affranchissant des déterminations préexistantes et rejoint ainsi une série de réflexions contemporaines travaillant à dépasser les compartimentages habituels. En particulier, il me semble que les études sud-africaines sont particulièrement bien placées pour contribuer à la mise en question du compartimentage Nord/Sud entamé cette dernière décennie et dans le cadre duquel je me situe.

Cette mise en question pose de nombreux problèmes, tant institutionnels que conceptuels ou pratiques. Elle a néanmoins commencé par une série de travaux comparatifs, passant par des villes atypiques du découpage Nord/Sud et les soumettant à une même série d'interrogations : ainsi, Frédéric Dufaux et Philippe Gervais-Lambony (1994) ont analysé parallèlement les villes d'Europe de l'Est sortant du socialisme et de la domination soviétique d'un côté, et les villes d'Afrique australe dans le cadre de la fin de l'apartheid. C'est donc le prisme thématique de la transition politique qui a permis de mener une comparaison entre des éléments similaires, soit des pays où espaces et sociétés avaient été profondément remaniés par une idéologie imposée d'en haut (socialisme là, racisme d'apartheid ici), sur un pas de temps quasi identique (1947-1989 là, 1948-1994 ici). Un prisme thématique, des comparables et situations atypiques (pays socialistes et pays où monde développé et Tiers-Monde voisinent) ont permis d'ouvrir le champ comparatif empirique comme d'entamer une réflexion théorique sur la démarche comparative. Dans les années suivantes, ces deux directions ont été enrichies : sur le plan théorique, la poursuite des réflexions de Gervais-Lambony (Gervais-Lambony 2000 ; Gervais-Lambony, Landy, & Oldfield 2003) en géographie a été relayée par l'ouvrage important de Marcel Détienne, *Comparer l'incomparable* (2000). Détienne cherche à comparer des sociétés anciennes très différentes, de la Grèce antique au Japon et plaide que « la mise en perspective de plusieurs expériences produit le plus souvent des espaces d'intelligibilité » (126). Il ne s'agit plus, pour lui, de se limiter à comparer du semblable ou du similaire, mais de chercher « (...) la violence heuristique de ce qui surgit comme l'incomparable » (45). Il propose une méthode :

« Le comparatisme ( ...) ne cesse de promener deux ou trois questions en faisceau comme s'il voulait ainsi balayer le plus largement le champ d'une investigation dont il n'a pas su encore fixer les limites. (...) »

« Le comparatiste procède à un démontage logique qui lui permet de déceler des articulations entre deux ou trois éléments, d'isoler des microconfigurations s'ouvrant sur des différences de plus en plus fines et contiguës. (...) [D]ans chaque microconfiguration, il y a comme une orientation. (...) Ces comparables (...), ce sont donc ces orientations, ces relations en chaîne, ces choix. Des choix parmi les possibles. (...) Le travail de l'analyste singulier-pluriel consiste à reconnaître les contraintes des configurations mises en perspective. (...) Les comparables, ce sont les plaques d'enchaînement décidées par un choix, un choix initial (...). [Il s'agit de] comparer des solutions logiques. » (Détienne 2000, 47 ; 50-52)

Il s'agit dès lors de construire des comparables par la déconstruction des processus et des notions existant dans chaque contexte spécifique et leur mise en miroir. En

même temps que cette élaboration théorique permettait d'élargir le champ, des études empiriques comparatives ont soumis villes du Nord et villes du Sud à une même grille d'interrogation, révélant la similarité de formes et de processus, mais aussi prouvant leur comparabilité et la fécondité d'une telle démarche (Dureau & Dupond 2000).

De manière logique, ces travaux ont conduit à une mise en question de la division Nord/Sud elle-même, comme des notions de « Nord » et de « Sud ». Ainsi, dans l'introduction au numéro spécial d'*Autrepart* intitulé « on dirait le Sud... », Gervais-Lambony et Landy (Gervais-Lambony & Landy 2007) rappellent que l'usage de points cardinaux comme descriptifs d'une situation d'inégalité et de domination tend au conservatisme, voire au fixisme – tout comme parler en termes de développement est téléologique et normatif. S'interroger sur les processus et les facteurs est plus fécond. Dans le cas des villes en particulier, la coupure la plus pertinente n'est pas celle entre villes du Nord et villes du Sud, mais bien la polarisation sociale interne, déjà dénoncée par Saskia Sassen (Sassen 1998, 1991). Ils plaident donc en faveur d'une théorie urbaine unifiée, tout en gardant l'esprit politique et en voyant la prégnance des relations de pouvoir et de domination, entre les ensembles, au sein d'entre eux et à toutes les échelles.

Cette remise en question de la division entre des villes du Nord développées et conceptualisées au sein des études urbaines d'un côté, et des villes du Sud, en développement et relevant d'autres paradigmes urbains (ville coloniale et post-coloniale) se retrouve hors de la géographie française. Ailleurs, la réflexion suivie n'est pas forcément passée par l'étape de la démarche comparative, mais par la reconnaissance de l'hétérogénéité des villes et des sociétés du Nord (Soja 2000 ; Inda & Rosaldo 2002) ainsi que par les études post-coloniales autour de l'hybridité (voir chapitre 2). Jennifer Robinson (2006b) a proposé un cadre théorique bien plus complet pour :

« Move beyond divisive categories (such as Western, Third World, African, South American, South-East Asian, or post-socialist cities) and hierarchies (such as global, alpha or world cities). I hope to establish the basis for a post-colonial urban theory that will challenge the colonial and neo-imperial power relations that remain deeply embedded in the assumptions and practices of contemporary urban theory. (...)

The existing bias in urban studies towards Western cities and the relegation of cities in poor countries to residual categories (or, in fact, completely off the map of some approaches to cities) makes the irrelevance of urban theory a real possibility in the light of global trends in urbanisation. (...)

It is these two axes of debate in urban theory that have been important in dividing the field of urban studies between Western and Other cities: celebrations of urban 'modernity' and the promotion of urban development. Together these have produced a deep division within urban studies between those cities that have been seen as sites for the production of urban theory and those that have been portrayed as objects for developmentalist intervention. » (Robinson 2006b, 2)

Son travail s'appuie sur une redéfinition de la modernité : elle ne doit pas être vue comme un privilège de l'Occident ; inversement, l'Occident ne doit pas être LA référence de la modernité (le reste relevant au mieux de modernités alternatives). La modernité urbaine, dit-elle, ne doit pas non plus être vue comme en relation/opposition avec la « tradition » - une position dont les anthropologues et les tenants de la géographie culturelle (Bonnemaison 2000) ont montré la pertinence

depuis longtemps. Même si sa définition positive de la modernité, assimilée à la nouveauté et à l'innovation est discutable, elle montre ensuite de manière convaincante la manière dont, à une époque donnée dans les études urbaines<sup>21</sup>, le développementalisme a compartimenté le champ des études urbaines et opposé villes du Nord et du Sud. Elle plaide à son tour pour des études urbaines « cosmopolites » (Robinson 2006b, 65), embrassant la diversité des villes dans leurs constructions théoriques :

« all cities are best understood as 'ordinary'. Rather than categorising and labelling cities as, for example, Western, Third World, developed, developing, world or global, I propose that we think about a world of ordinary cities, which are all dynamic and diverse, if conflicted, arenas for social and economic life. » (Robinson 2006b, 1)

Un projet pour lequel elle suggère trois lignes directrices : « parochialising Western knowledge, excavating its local and limited origins » (3) et « dislocating ethnocentric accounts » (108) ; « decoupl[ing] understandings of the modern from its association with the West » (7, voir aussi 20) ; « deploying comparative and cosmopolitan approaches » (108).

Cette approche des villes ordinaires paraît des plus fécondes, en particulier une fois couplée à une pratique des aires culturelles repensée pour sortir de la vision traditionnelle dénoncée entre autres par Gibson-Graham (2004) et dérivée d'une vision eurocentrique et exoticiante (voir aussi le tome 1 de cette HDR). La construction d'aires culturelles s'est historiquement basée sur les notions jumelles de culture et de civilisation (Morris-Suzuki 2000). J'ajouterai que cette construction s'est aussi faite de manière géographique, par un découpage du monde à l'évidence trompeuse et sans réflexivité, consolidé par des structures institutionnelles, qui a fonctionné en véritable prophétie auto-réalisatrice. Les *anti-area studies* ainsi proposées par Morris-Suzuki correspondent largement à cette pratique rénovée des études aires culturelles :

« What I would like to suggest here is a different approach to the rethinking of area studies – one that retains its sensitivity to complexity and difference, and therefore its emphasis on the importance of detailed knowledge of human lives in particular places. At the same time, this approach would seek to reverse the process of spatial integration, through which area studies sought to create a single framework for the interdisciplinary study of social wholes. In trying to make sense of the contemporary system it seems instead important to be able to make simultaneous use of a range of *different* spatial maps to analyse *different* social processes and interactions. » [C'est l'auteur qui souligne] (Morris-Suzuki 2000, 20).

Dans ce cadre, l'intérêt du cas sud-africain et en particulier de celui du Cap est d'abord d'offrir un processus de décentrement, de contribuer à la multiplicité des points de vue sur la ville par l'étude de phénomènes localisés. Au-delà, son originalité fait que « le cas sud-africain a beaucoup à dire au reste du monde » (Gervais-Lambony, Landy, & Oldfield 2003, 31). Dans des sciences sociales où l'expérimentation est pour le moins problématique, le cas sud-africain apparaît comme un cas de laboratoire – non au sens latourien de lieu d'où le texte vient, mais comme idéal-type réalisé. Cela permet de poser des problèmes théoriques

---

<sup>21</sup> Sa discussion des paradigmes des études urbaines, opposant la vision de la modernité urbaine de l'école de Chicago (étudiant une ville du Nord) à celle de l'école de Manchester (partant des villes du Copperbelt zambien et travaillant hors de la compartimentalisation décrite ci-dessus) est particulièrement intéressante.

intéressant l'ensemble de la géographie, notamment celui de la dimension spatiale du social (Lussault 2007). Cela permet aussi de repenser un certain nombre de catégories, concepts et notions des études urbaines et des sciences sociales, telles que la ségrégation, les « post- », le rapport entre temporalités et inerties spatiales, les frontières sociales, la violence ou l'espace public.





## Lire le changement sud-africain

La fin de l'apartheid fait entrer l'Afrique du Sud dans une phase de *changement systémique*. Ce dernier terme est à comprendre au sens le plus plein possible : par un moment de crise intense, l'Afrique du Sud passe d'un système à un autre et tous les éléments du système sociétal sont touchés : le politique, évidemment, mais aussi le social, le spatial, l'économique... Plus finement, les structures foncières, les droits et réglementations, les services publics et leurs contenu, la structure fiscale, les arts, le monde du travail, les relations interpersonnelles, le type de violence, etc., tout est touché par le changement – comme le prouve une rapide recherche bibliographique. Ce changement systémique peut être décrit comme le télescopage entre la démocratisation et la globalisation.

C'est à une étude de ce changement, de ses champs d'applications et de ses temporalités que ce chapitre s'attachera, en s'appuyant sur l'analyse que Balandier fait du processus général de transformation sociale :

« Dans l'ordre des phénomènes sociaux, la transformation n'est ni soudaine, ni totale, ni créatrice d'une coupure immédiatement apparente et consciente. Elle est la résultante de plusieurs processus cumulant leurs effets ; elle affecte de manière variable les diverses instances de la société, provoquant des inégalités sectorielles en matière de changement, d'intensité et de rapidité des changements ». (Balandier 1981, 84 ; voir aussi Pėjout 2007)

Pour « déplier » les différents aspects de ce changement, j'examinerai tout d'abord les différents prismes par lesquels ce changement a été étudié. Ces prismes sont avant tout des *processus* auxquels l'Afrique du Sud est soumise : transition politique, réconciliation symbolique, mondialisation et ses phénomènes associés de régionalisation et de polarisation sociale, émergence. En même temps, ces processus se télescopent, produisant des situations complexes et autant d'enjeux. Dans un second temps, je verrai la manière dont les résultats de ces processus ont été interprétés ; ils placent le pays dans une situation décrite comme « post- » à bien des points de vue : en particulier, la situation du pays est analysée comme post-coloniale à l'image de nombreux pays du Sud, comme post-moderne comme les pays développés... et, en réponse aux spécificités évoquées dans le chapitre 1, comme post-apartheid. En retour, l'application au cas sud-africain de ces cadres d'interprétation permet d'éclairer la signification de ce préfixe ubiquiste.

## Des processus de changement qui se télescopent

### *La transition*

La première manière dont le changement systémique a été analysé – première tant dans l'historiographie que pour désigner la première phase de l'Afrique du Sud post-apartheid – est selon le prisme de la transition. Le terme a d'abord été utilisé de manière non théorisée, pour désigner une phase *politique* intermédiaire, allant du discours de de Klerk et de la libération de Mandela (9 et 11 février 1990) aux premières élections démocratiques de 1994, la « twilight zone of interregnum » (Marais 1998, 83). Cette phase s'est caractérisée par plusieurs tendances contradictoires et quelques faits marquants (Sparks 1994 ; Adam & Moopley 1993). Pour bien la comprendre, il faut se rappeler qu'elle se déroule alors que le gouvernement d'apartheid est encore en place, sous la présidence de F.W. de Klerk. Si son discours du 9 février 1990 abolit bien des lois de l'apartheid – notamment celles de la répression politique (libération des prisonniers, fin du bannissement des organisations d'opposition comme l'ANC ou le PAC...), les fondamentaux structurels du régime, tels que la Constitution ou la structure du pouvoir, demeurent. Du côté de l'opposition, il s'agit à la fois de négocier avec le pouvoir en place, d'organiser le rapprochement entre branche interne clandestine, branche externe des exilés et anciens prisonniers dont évidemment Mandela. Tout cela se fait dans une volatilité extrême, accentuée par une violence politique importante<sup>22</sup> et ponctuée de quelques événements majeurs – le référendum de 1992, où la population blanche approuve la voie ouverte par de Klerk ; l'assassinat de Chris Hanu, leader du South African Communist Party et de MK (Umkhonto we Sizwe, la lance de la nation – branche armée de l'ANC) ; l'adoption d'une constitution intérimaire. Les sessions de négociations se succèdent (CODESA 1, CODESA 2) dans une atmosphère tendue au point où il faut procéder préalablement à des *talks about talks*, des négociations sur la possibilité et la teneur des négociations. Le processus, long, hasardeux et parfois rompu comme après le massacre de Boipatong, finit par aboutir à la tenue des élections du 27 au 29 mai 1994. Elles portent l'ANC au pouvoir avec 62,65 % des voix et Nelson Mandela à la présidence.

Progressivement, une chronologie plus large de la transition se met en place, sans se limiter à la phase de négociations proprement dite. La transition s'étend tout d'abord jusqu'en 1996 : en effet, elle couvre ainsi l'existence du gouvernement d'unité nationale<sup>23</sup>, de sa mise en place en 1994 à la démission de F.W. de Klerk de son poste de vice-président. Elle couvre également la période allant jusqu'à l'adoption de la nouvelle Constitution en 1996. Incidemment, même si la définition de la transition est alors principalement politique, l'étendre à la période 1994-1996 permet d'y inclure une dimension socio-économique, puisque c'est la période pendant laquelle la politique

---

<sup>22</sup> Amnesty International estime à 4 300 le nombre de morts dûs à la violence politique en 1994.

<sup>23</sup> Les règles de la transition stipulaient que tout parti ayant obtenu au moins vingt sièges aux élections de 1994 devait avoir un ministre au gouvernement, et tout parti au-dessus de 80 sièges un vice-président. Le Parti national (*National Party* ou NP), responsable de l'apartheid et l'*Inkatha Freedom Party* (IFP) étaient ainsi représentés.

sociale et économique du gouvernement est caractérisée par une forte volonté de réduction des inégalités via une série de programmes sociaux, regroupés sous l'égide du *Reconstruction and Development Program* (RDP), lequel sera remplacé à partir de 1996 par une politique axée sur la croissance et plus néolibérale, GEAR (Williams & Taylor 2000 ; Narsiah 2002).

De manière moins construite, la transition est parfois étendue vers l'aval à l'ensemble de la présidence de Nelson Mandela (1994-1999). C'est là une dimension socio-politique qui est mise en avant, arguant que la ligne directrice de cette période est à trouver dans l'idée et les politiques de réconciliation : tant les gestes symboliques à haute portée signifiante de Nelson Mandela lui-même que les travaux de la Commission Vérité et Réconciliation, présidée par Desmond Tutu (cf. *infra*). Le paradigme politique dominant y passe du conflit à la conciliation, la concession, le consensus et la réconciliation - tout cela impliquant le renoncement à la révolution. Enfin, une série de publications marquant les 10 ans de la démocratie sud-africaine cherchent, autour de 2004, à opérer un retour réflexif sur la transition (Pieterse, Meintjies, & Isandla Institute 2004 ; Guillaume, Pèjout, & Wa Kabwe-Segatti 2004 ; Webster & Von Holdt 2005 ; Alexander 2002 ; Bond 2005). Se plaçant avant tout du point de vue de son contenu social et économique, bien peu se posent la question de l'accomplissement ou non de ladite transition – l'ouvrage de Guillaume *et al.* étant là une exception. Et aucun ne fournit de réflexion historique sur la périodisation de la transition, en particulier tardive, ou les indicateurs permettant de l'identifier.

La phase de transition est également élargie vers l'amont et les années 1980, voire 1970 par des travaux empiriquement très étayés, qui insistent sur l'importance des changements antérieurs, en particulier sur les plans sociaux et économiques. De fait, la périodisation de la transition, son intensité, ses rythmes et temporalités, changent en fonction des phénomènes analysés (Gervais-Lambony 2003a). Ainsi, Hein Marais insiste sur le fait que la plupart des analyses de la transition se focalisent avant tout sur les arcanes du politique, voire du politicien, au risque de personnaliser l'histoire et de passer sous silence les autres aspects, notamment structurels, de la transition sud-africaine – ce qui découle en partie de la réductionnisme du combat contre l'apartheid, tendant à se focaliser sur la forme politique et non sur l'exploitation structurelle. Pour lui, la transition n'est pas une « miraculous historical rupture » but « the (as yet inconclusive) outcome of a convergence of far-reaching attempts to resolve an ensemble of political, ideological and economic contradictions that had accumulated steadily since the 1970s. » (Marais 1998, 2). Il rappelle que les années 1980 forment un « increasingly aberrant mix of repression and reforms, the latter geared primarily at restructuring the social and economic basis for capital accumulation » (3) dans le cadre d'une crise du capitalisme sud-africain depuis les années 1970. Ces phases de réforme, dit-il (42sq), se décomposent comme suit :

- Une première période de cette transition précoce va de 1977 à 1982. Elle comporte la commission Riekert, qui reconnaît aux Africains le droit de résider en ville ; la commission Wiehahn procédant à des changements en terme de droit de travail, autorisant notamment l'existence de syndicats noirs ; et une libéralisation économique. C'est donc une phase d'ouverture, ouvrant des brèches importantes dans la cohérence du système de ségrégation qui opposait non-Blancs de l'intérieur et

- non-Blancs de l'extérieur (Gervais-Lambony 2003b).
- La seconde période couvre la période 1982-1987. Elle est paradoxale puisque couvrant à la fois des réformes majeures de libéralisation (réforme constitutionnelle mettant un place un parlement tricaméral où Indiens et *Coloureds* sont représentés en 1983, fin de *l'influx control*, du *petty apartheid*, de la pénalisation des relations sexuelles et mariages interraciaux en 1986), une complexification des relations sociales où des phénomènes de classe viennent s'ajouter de manière visible à la catégorisation par race (construction de quartiers de bourgeois propriétaires dans les townships, tolérance plus grande du commerce informel, *Free Settlement Act* autorisant la construction de quartiers multiraciaux, déségrégation des quartiers péri-centraux des grandes villes) et répression accrue d'une résistance populaire de masse menée par l'UDF. L'état d'urgence est ainsi plusieurs fois mis en place à partir de 1985.
  - Enfin, de 1987 à 1989, la tension grandissante dans le pays conduit à la fin de cette fort relative démocratisation, le pouvoir se militarisant progressivement. Armée, police et autres forces de sécurité ont ainsi une influence grandissante dans les dernières années de P.W. Botha. En même temps, de nombreux programmes de réhabilitation urbaine sont mis en place dans les townships, mais comme stratégie contre-révolutionnaire.

En bref, pour reprendre Marais, « [t]he settlement and the 1994 elections in some respects created and in others punctuated marked shifts in South African history » (1998, 96).

De telles réflexions sur la transition rejoignent sur un plan théorique celles qui ont été développées sur d'autres transitions politiques pendant les années 1990, en particulier la transition post-communiste (ou post-soviétique) en Europe de l'Est et ex-URSS. Là aussi, la question des bornes chronologiques se pose, puisque Michel rappelle que :

« Tout moment renvoie de fait simultanément à plusieurs registres de temps, dont il ne figurerait jamais que la simple intersection, redistribuant les logiques propres à chacun de ces registres et les redéployant. Pour reprendre la classification braudélienne, dans chacun des registres - le temps qui s'agite, le temps qui respire, le temps immobile - le même moment peut évidemment revêtir des significations différentes, voire contradictoires. Évaluer l'actuelle transition (...) à la seule aune du temps qui s'agite relève et induit simultanément de l'impatience et de l'incompréhension et conduit à l'évidence à des contresens majeurs. » (Michel 1994, 214)

Illustrant à nouveau le peu de pertinence de l'exceptionnalisme sud-africain, Achille Mbembe (pour l'Afrique post-coloniale) et Philippe Gervais-Lambony (pour l'Afrique du Sud) ne disent pas autre chose, tout en enrichissant la perspective :

[Time is] « not a series but an interlocking of presents, pasts and futures that retain their depth of other presents, pasts and futures, each age bearing, altering and maintaining the previous ones » (Mbembe 2001, 16)

« [L]a difficulté rencontrée à évaluer la situation actuelle en Afrique du Sud tient aussi à la complexité des changements en cours et de leur rythme. En effet, tout jugement sur les changements les dix années écoulées doit tenir compte des différentes temporalités du changement. Les distinguer me semble être la seule façon de comprendre ce qui peut sembler des contradictions. Marcel Roncayolo, à propos des espaces urbanisés, distingue

différentes temporalités : « La question essentielle (...) est peut-être celle du temps, de la durée. Temps de la construction matérielle, elle-même commandée par les acteurs sociaux et les conjonctures, et qui alterne les phases rares et parfois violentes de remodelage et les plages plus longues d'ajustement (...). Temps des usages, aussi, qui ne sont pas nécessairement conformes aux distinctions initiales, ni animées par les mêmes rythmes. Temps des représentations, qui combinent les anticipations et les résistances. Enfin, lié à la diversité du peuplement, de ses régimes, de ses vagues, temps de la maturation et de la mise en place d'une urbanité. » (Roncayolo, 2002, page 242). Les changements ne sont donc pas synchrones (...). Au-delà de la distinction des différentes temporalités, on doit aussi s'interroger sur les liens entre les différents registres du changement. » (Gervais-Lambony 2003a, 81sq)

Michel note également que la fin du système communiste a des impacts beaucoup plus vastes : toutes les sociétés du monde sont aujourd'hui des sociétés post-communistes, dit-il, puisque les rapports Est/Ouest intervenaient « en dernière instance, déterminant et structurant discours, comportements et attitudes » (Michel 1994, 214), dans les sociétés occidentales, mais aussi du Sud. Il propose donc une autre définition de la transition, comme « le laps de temps nécessaire pour combler le décalage entre réalité et mentalités, pour assurer la coïncidence entre la réalité d'un dégageant du système [précédent – ici de type soviétique] et des mentalités devant intégrer et s'adapter à cette réalité » (216). Cette transition comporterait deux étapes :

« - La première étape serait constituée par le long processus de passage au politique de sociétés jusqu'alors artificiellement maintenues dans l'infra- [soit des démarches individuelles] ou dans le métapolitique [qui touche la norme morale et éthique, voire le religieux], passage assuré par le recours à de l'infra- ou à du métapolitique. (...)

- La deuxième étape s'ouvrirait avec la pluralisation effective de la scène politique (...) et serait caractérisée par la difficile gestion d'une recomposition globale doublement entravée par un trop-plein de références infra- et métapolitiques et un pas assez d'épaisseur de référence politique. » (Michel 1994, 216)

Enfin, il souligne à la fois la complexité du changement, qui n'est pas simple « correction » d'une situation « anormale », les sociétés en transition adhérant spontanément aux valeurs occidentales, et la difficulté à le saisir, puisque son ampleur systémique limite la pertinence d'indicateurs gestionnaires (du développement d'institutions démocratiques comme du changement économique – là de passage à l'économie de marché, ici de développement et de réduction des inégalités). Cette périodisation proposée par Michel dans un autre contexte semble bien convenir au cas sud-africain, en tous cas en ce qui concerne la première étape : le recours à la grammaire religieuse de la réconciliation, par les gestes symboliques de Nelson Mandela ou par la TRC (cf. *infra*) est bien de l'ordre du méta-politique. Quant à la seconde étape, il est trop tôt pour le dire : la scène politique sud-africaine se recompose avec la disparition du Parti national, l'apparition de nouveaux partis (*Independent Democrats*, COPE et surtout *Democratic Alliance*) mais pas au point de remettre en cause nationalement la domination de l'ANC. La « difficile gestion d'une recomposition globale » et les problèmes de corruption et de responsabilité politique sont quant à eux au cœur des débats actuels.

Et si la transition ainsi décrite a à la fois des bornes chronologiques et une périodisation fluctuante caractériser son contenu est en conséquence particulièrement difficile. Outre qu'il varie en fonction de la chronologie

choisie, il est foisonnant, systémique et contradictoire. En permanence, « le miraculeux et l'ordinaire » s'y côtoient, selon la formule d'Albie Sachs (in Pieterse, Meintjies, & Isandla Institute 2004, viii). Les modèles sociétaux s'y entrecroisent : modèles en miroir hérités de l'apartheid et de la résistance ; modèle occidental rêvé de la démocratie, fantasmé de la prospérité, honni du (néo-)colonialisme ; modèle africain de l'identité mais aussi de l'échec... Pour comprendre ce foisonnement, il faut notamment souligner le découplage entre transition politique vers la démocratie représentative et développement économique : les inégalités héritées de l'apartheid, la pauvreté, le chômage structurel de masse sont des facteurs extrêmement prégnants (Bond 2000 ; Seekings & Nattrass 2005 ; Cox (forthcoming)).

Pieterse *et al.* résumant ainsi la situation et pointent vers une posture de recherche spécifique :

« [T]he context is not the best for aggressive redistribution and economic empowerment. Even where there is redistribution to the poor, there are questions about how poor households and communities will sustain the newly-delivered assets and resources. Thus, unemployment, HIV/AIDS, endemic violence intertwined with patriarchy, poverty, segregation and racism are some of the intractable problems that make the probability of a successful transition to democratic and socio-economic equality a negative one. (...) [But] [w]hat is at stake is crafting a politics of possibility [and not probability]... a politics of becoming... a politics of the emergent (...) seeking out the interstices of our individual and collective experience ». (Pieterse, Meintjies, & Isandla Institute 2004, 2)

Leur analyse montre bien qu'il s'agit d'analyser les « interstices » dans lesquels identités et processus sociaux se déploient, en gardant à l'esprit que la transition sud-africaine est composite et qu'elle est contestée sur plusieurs terrains. Composite, du fait du télescopage que j'ai mentionné entre transition politique nationale et insertion dans les circuits économiques mondiaux – on est par exemple en présence d'un état mettant en place une politique néolibérale *et* intervenant de manière importante dans l'économie locale, notamment avec des mécanismes typiques de l'État providence. La transition est ensuite « un processus profondément contesté, qui affecte chaque individu et chaque entreprise commerciale » disent les auteurs (Pieterse, Meintjies, & Isandla Institute 2004, 5, ma traduction) et cela à plusieurs niveaux : ceux du paysage idéologique, du paysage institutionnel – que ce soit dans le domaine politique, du monde des affaires ou de la société civile –, du développement ou encore du paysage intérieur de l'ordre de l'intime et du personnel. Cette transition composite et contestée, visible souvent dans les interstices plus que dans les structures ou les objectifs affichés, doit être analysée d'abord en termes de compression temporelle : l'accélération du temps et la compression de processus sociaux qui habituellement prennent une génération. En d'autres termes, les écarts entre générations s'accroissent, opposant ceux ayant connu l'apartheid aux autres, « born-free » (Comaroff & Comaroff 1999 ; Nuttall 2009 ; ou, pour une illustration littéraire, Sello Duiker 2000 ; Wanner 2006). Cette compression va avec une urbanisation croissante, qui contribue encore à l'accélération de ces processus. Outre ce maître-mot de compression, Pieterse *et al.* caractérisent la transition par sa complexité et sa créativité. La complexité, j'espère à ce stade évidente, et les changements d'approche qui en découlent peuvent être très simplement illustrés en ce qui concerne le monde du travail, en empruntant à Webster et Von Holdt (cf. Encadré 2).

Encadré 2 : La transition sud-africaine dans le monde du travail, d'après Webster et von Holdt (2005, 2)

« The work order in South Africa is being restructured under the impact of a complex, diverse, and often contradictory range of pressure that we describe as the **triple transition** [c'est moi qui souligne] – **with political, economic, and social dimensions**. The transition from authoritarianism to democracy has created a host of new democratic and social rights for workers, trade unions and citizens, and generated at the same time an intense contestation over the realisation of these rights. The transition from a domestically oriented economy to a more globally integrated one has been accompanied by processes of corporate and workplace restructuring. The social transition from apartheid to a post-colonial order has impelled profound processes of redistribution of power and access to resources, occupations and skills, together with intense struggles over these. If apartheid was essentially the organisation of inclusion and exclusion on the basis of race, the triple transition has consisted of contested processes of re-ordering the lines of inclusion and exclusion in post-apartheid South Africa. The complexity of these transitional contestations, and of the interactions between local dynamics and international forces, renders the changing work order distinctive in relation to workplace studies in advanced industrial societies. In South Africa, as in other post-colonial societies and societies in transition from authoritarianism, different questions have to be asked: How is order established? How is it contested? How is it reformed during processes of political and social transition in such societies? In South Africa specifically, the **apartheid workplace regime** constituted a racial structuring of workplace relations. Furthermore, since formal workplaces constitute only part of the whole in the developing world, the analysis of work has to be extended beyond the formal to informal and subsistence work – from *earning* a living (regular, paid employment) to what we call *making* a living (creating one's own income-generating or subsistence activities). This requires an expansion of our research agenda to include households and the communities within which they are embedded. Put differently, we need to extend our analysis from the sphere of production to that of reproduction. »

De nombreuses autres analyses mettent en avant la *normalisation* à l'œuvre avec la transition : l'Afrique du Sud n'est plus le pays de la divergence ou de la bifurcation – à défaut d'avoir été exceptionnelle – mais devient un pays comme les autres, qui évoque dans ses villes l'Amérique (du Nord et du Sud) et l'Afrique subsaharienne dans ses campagnes. C'est par exemple la thèse de Neville Alexander, qui affirme que,

« in South Africa after the abolition of apartheid as a system of laws and social, political, and economic institutions and practices based on the concept of 'race', we are in fact dealing with a very ordinary country, one which has come very late to the table of the comity of nations. » (Alexander 2002, 1)

et que la nature de la révolution négociée ne pouvait permettre la réalisation des objectifs initiaux de reconstruction et développement. En même temps, retrouver, mieux, « recouvrer l'ordinaire » (Krog, Mpolweni, & Ratele 2009, 195) est une victoire majeure.

## Réconciliation

Si le premier processus de changement dans l’Afrique du Sud contemporaine est celui de la transition, le second processus est celui de la réconciliation, incarnée par Nelson Mandela pendant sa présidence (1994-1999) et la Commission Vérité et Réconciliation (1996-2000). La geste politique s’inscrit puissamment dans le registre du symbolique. Il s’agit que chacun reconnaisse les divisions existantes dans le pays et prenne connaissance et conscience – au sens le plus profond du terme – de ce qui existe de l’autre côté des divisions et frontières dans la société et dans l’espace. L’entreprise est destinée à fournir épiphanie d’un côté, catharsis de l’autre pour aboutir à une communion nationale qui ne passe pas sous silence les horreurs du passé, mais les reconnaisse, les mette en mots pour pouvoir ensuite construire.

Épiphanie pour les Blancs principalement : reconnaître que la politique d’apartheid est intrinsèquement mauvaise et injuste et non une politique de respect de la différence qui aurait mal tourné en dépit des bonnes intentions de ses fondateurs. Cette dernière conception a été plus répandue qu’on peut le croire : Bettina Schmidt (1996), par exemple, a montré combien les sciences sociales, anthropologie et *Volkekunde* en particulier, ont été mobilisées et instrumentalisées – pas toujours contre leur gré – en faveur de l’apartheid. Elles étaient sollicitées d’abord pour déterminer des limites ethno-linguistiques dans un processus colonial classique, voire « amélioré » d’ethnogenèse (Prunier & Chrétien 1989). Le gouvernement d’apartheid s’est appuyé sur ces travaux pour définir des « tribus » ou « ethnies » et leur accorder des « homelands ». La description ethnographique d’un mode de vie africain « traditionnel » et des modalités du changement social au cours du XX<sup>e</sup> siècle a fourni un argumentaire sur la détribalisation et l’affaiblissement des cultures africaines, qu’il fallait protéger en les isolant du monde blanc. Argumentaire très largement fallacieux, est-il besoin de le rappeler – l’urbanisation africaine étant fort ancienne en Afrique du Sud. Mais une telle conception de l’apartheid a encore été défendue par F.W. de Klerk lors de la soumission du Parti national devant la Commission Vérité et Réconciliation en 1997<sup>24</sup>. Reconnaître le mal et les profits qu’on en a tiré sur le plan individuel comme collectif est indispensable pour construire une démocratie réelle (Asmal, Asmal, & Roberts 1996 ; Aji & Houssay-Holzschuch 1997). L’épiphanie comme révélation de la vérité est donc avant tout destinée aux bourreaux et aux profiteurs.

La catharsis, inversement, est avant tout pour les victimes dont les voix sont enfin écoutées et non plus muselées. Narrer son histoire personnelle et en revivre les souffrances, être face à face avec son bourreau ou interroger les coupables du meurtre d’un être aimé sur ses derniers moments, savoir où il est enterré, le tout dans un cadre officiel et pourtant bienveillant, constitue une expérience douloureuse mais fondatrice et cathartique comme le prouve le rapport de la Commission Vérité et Réconciliation.

Ces deux positions polarisées ne rendent cependant pas compte de la pluralité des voix et des expériences – pluralité en soi nouvelle et porteuse de sens dans le cadre d’une démocratie toute neuve. L’épiphanie est aussi celle

---

<sup>24</sup> Disponible sur <http://www.justice.gov.za/trc/special/party2/np2.htm>, accédé le 31 août 2010



qui permet aux « victimes majoritaires » d'entendre la souffrance des « victimes minoritaires » et de leurs familles : opposants à l'ANC assassinés dans les années 1980 et 1990 ; *impipis* soupçonnés de renseigner la police, torturés dans les camps de l'ANC en exil ou soumis au supplice du collier dans les townships ; victimes civiles blanches des quelques actes terroristes de l'ANC (attaques de Church Street, Magoo's Bar, mines de la région frontalière...). La catharsis est aussi celle des bourreaux ayant gardé le silence pendant des années et se confessant à la presse ou à la Commission – tentatives pour *come clean*, voir son passé en face et commencer à assumer le traumatisme de ce que l'on a commis et non subi. Enfin, plus qu'une polarisation Blancs/Noirs, apartheid/résistance, NP/ANC, c'est une multiplicité de voix qui s'est exprimée à propos de la réconciliation : des femmes prennent la parole comme femmes et résistantes et veuves ; des corps constitués (presse, médecins, églises) se repentent d'avoir collaboré avec le régime d'apartheid ; le grand récit du combat épique de héros de la résistance est complétée par les témoignages de gens ordinaires et de leurs souffrances extraordinaires, des récits bien loin d'être anonymes puisque les témoins ont une voix, un visage, une histoire et un nom.

Ces témoignages forment un tout, montrant l'apartheid dans son ampleur systémique et surtout montrant l'horreur concrète de ses conséquences sur la vie des Sud-Africains. Pendant des années, du début des auditions en 1996 aux dernières décisions d'amnistie en 2001<sup>25</sup>, la sphère publique a été saturée de ces discours mêlant rappel du passé et volonté de réconciliation : dans la presse d'abord, où le *Weekly Mail* a publié les confessions des bourreaux ; dans l'arène de la TRC, très largement relayée dans les médias, notamment audiovisuels<sup>26</sup> ; dans la sphère artistique par Krog pour la littérature ou Willie Bester pour les arts plastiques ; et au sommet de l'état où, par une série de gestes symboliques, Nelson Mandela lui-même a donné l'exemple. Il passe prendre le thé chez Betsie Verwoerd, veuve du premier ministre de l'apartheid ; invite Percy Yutar, le procureur cherchant férocement à obtenir la peine de mort pour les accusés lors du procès de Rivonia ; ou revêt le maillot des Springboks lors de leur victoire en Coupe du Monde en 1995 – une image devenue iconique.

Insistons : cette phase de réconciliation est essentielle dans le changement sud-africain contemporain, même s'il est encore bien tôt pour en estimer toute la portée. Elle a été suranalysée, politiquement comme scientifiquement ; elle a été érigée en modèle international, vu souvent de manière plus positive à l'extérieur du pays qu'à l'intérieur. Elle est en particulier âprement critiquée, discutée, revisitée à l'intérieur même du pays, et ceci sans discontinuer depuis sa mise en place : la famille de Steve Biko, assassiné par les forces de sécurité durant sa détention, a ainsi d'emblée exprimé sa réticence à participer au processus de réconciliation, préférant se confronter aux bourreaux lors d'un procès en bonne et due forme. Qu'a accompli la Commission Vérité et Réconciliation ?

---

<sup>25</sup> Aujourd'hui encore, les questions de réconciliation interviennent dans le débat public, à l'occasion de la parution d'ouvrages ou des discussions sur de possibles grâces présidentielles pour les criminels d'apartheid (voir le cas d'Eugene de Kock).

<sup>26</sup> On peut mentionner les chroniques d'Antjie Samuel (Antjie Krog) à la radio – donc très largement accessibles – ou le rapport hebdomadaire édité par Max du Preez à la télévision nationale, la SABC.

La commission a effectivement mis à jour un certain nombre de vérités judiciaires (*forensic truths*), faisant la lumière sur ce qui s'est passé (Cassin, Cayla, & Salazar 2004). Les *gross violations of human rights* ayant eu lieu entre le 1<sup>er</sup> mars 1960 (manifestations anti-pass et massacre de Sharpeville) et le 10 mai 1994 (investiture de Nelson Mandela) furent soumises à enquête, les victimes survivantes ou les familles entendues. La signification psychologique, politique et morale de tout cela ne doit pas être sous-estimée : pendant des décennies, la vérité de ce qui s'est passé avait été masquée, reconstruite, manipulée par le régime d'apartheid et des médias largement sous contrôle. Et les victimes étaient soit ignorées, soit victimisées plus avant.

L'épisode des « Gugulethu Seven », récemment revisité (Krog, Mpolweni, & Ratele 2009) et sur lequel je reviendrai (cf. chapitre 4) est ici emblématique. Le 3 mars 1986, 7 jeunes gens<sup>27</sup> furent abattus d'une balle dans la tête par les forces de police au coin des rues NY1 et NY111<sup>28</sup> dans le township africain de Gugulethu<sup>29</sup> au Cap. Le régime d'apartheid a largement rendu public cet événement, en Afrique du Sud et au-delà : en montrant les images des corps ainsi que des armes soi-disant en possession des 7, il démontrait ainsi aux yeux de l'électorat blanc et de l'opinion internationale l'ampleur du danger « terroriste » auquel il était confronté avec la présence de jeunes hommes noirs armés dans les townships urbains. Il montrait aussi la capacité des forces de sécurité à rétablir l'ordre, voire à agir de manière préventive avant même une quelconque attaque « terroriste » : selon la version officielle, les 7 avaient été abattus avant qu'ils ne puissent attaquer un transport de troupes de police à destination du commissariat de Gugulethu. Enfin, par la diffusion des images des cadavres traînés par des cordes – une image particulièrement traumatisante – ou auprès desquels des policiers posaient, le régime montrait l'ampleur de la répression s'abattant sur de telles actions, espérant ainsi en empêcher d'autres et manifestant publiquement le mépris dans lequel il tenait de telles actions, leurs auteurs, et, par métonymie, l'ensemble de la population africaine. La première enquête sur les faits en 1986, le procès de 1987 et une seconde enquête en 1989 ont toutes abouties à des jugements en faveur des policiers, les exonérant de toute condamnation pour une action anti-terroriste jugée légitime dans son fond comme dans sa forme – malgré des témoignages montrant que les 7 avaient été abattus désarmés et à bout portant. Les travaux de la commission ont permis d'établir que les 7 ont été victimes : d'abord d'un piège mis en place par un collaborateur du régime infiltré, Thapelo Mbelo ; qu'ils ont bien été exécutés sans sommation y compris quand ils se rendaient ; qu'ils ont enfin servis à une mise en scène – les armes ayant été placées sur leur cadavre avant la prise d'image. En outre, les travaux de la TRC ont prouvé l'existence d'un lien entre cette opération et Vlakplaas, l'escadron de la mort au service du régime d'apartheid dans les années 1980 et 1990 : en réaction à un contexte local de troubles grandissants dus à la multiplication d'opérations menées par Umkhonto we Sizwe dans les townships du Cap au milieu des années 1980, la

---

<sup>27</sup> Mandla Simon Mxinwa, Zandisile Zenith Mjobo, Zola Alfred Swelani, Godfrey Jabulani Miya, Christopher Piet, Themba Mlifi et Zabonke John Konile.

<sup>28</sup> NY signifie *native yard*, un exemple parmi d'autres de la toponymie fonctionnaliste et déshumanisante mise en œuvre sous l'apartheid dans les townships.

<sup>29</sup> Gugulethu (« notre fierté » - sic - en xhosa) était mal orthographié sous l'apartheid en Guguletu.

police locale a fait appel à l'expertise de Vlakplaas. Les détails de l'opération, l'identité des collaborateurs infiltrés et des envoyés de Vlakplaas, l'enchaînement fatal des évènements sont maintenant connus.

De plus, la TRC a permis aux mères des Gugulethu 7 d'exprimer leur deuil, d'être reconnues, honorées et non plus victimisées pour la mort de leurs fils, devenus héros de la lutte anti-apartheid. La TRC a créé de manière inédite un espace à la fois officiel et sûr pour qu'elles s'expriment. Certes, cet espace inédit offert était délimité par la mission même de la TRC et orienté par le choix idéologique de la réconciliation. Un certain type de discours, à forte connotation religieuse et aboutissant au pardon, était attendu. Néanmoins, cet espace existait, et les mères des 7 de Gugulethu s'en sont saisies de manière diverse.

En établissant des vérités judiciaires grâce à ses enquêteurs et aux témoignages – notamment des bourreaux requérant l'amnistie - comme ici dans le cas des Gugulethu 7, la TRC a aussi établi une vérité narrative – pour reprendre la remarquable distinction établie par Cassin, Cayla et Salazar (2004) : cette vérité narrative, (*personal and narrative truth, truth-telling, storytelling*) fabrique, dans le langage de chacun, la mémoire de la nation. En corps institutionnel indépendant, la TRC a défini ce qu'était l'apartheid et cette définition est devenu vérité commune<sup>30</sup> :

« [a] social engineering project of awesome dimensions through which (...) the inherited rural and urban social fabric of South Africa was torn asunder and recreated in the image of a series of racial utopias. In the process (...) millions of black people and a handful of mainly poor whites were shunted around like pawns on a chessboard. Forced to relocate to places that often existed only on the drawing boards of the architects of apartheid, entire communities were simply wiped out. These included urban suburbs and rural villages, traditional communities and homelands, schools, churches, and above all people. Sometimes the demolition was total (...) These [deeds] may not have been 'gross' as defined by the [Truth and Reconciliation] Act, but they were, nonetheless, an assault on the rights and dignities of millions of South Africans. » (cité dans Krog, Mpolweni, & Ratele 2009, 41)

Elle a souligné à la fois les horreurs des violations des droits humains et la violence ordinaire et quotidienne du régime. Elle a enfin identifié et condamné ses conséquences individuelles profondes :

« Amongst [apartheid's] many crimes, perhaps its greatest was the power to humiliate, to denigrate and to remove the self-confidence, self-esteem and dignity of its millions of victims. » (*Id.*)

Ces trois dimensions de l'apartheid et de ses séquelles – paroxystiques, quotidiennes et personnelles – sont essentielles à comprendre pour analyser l'Afrique du Sud actuelle. Les deux dernières en particulier, trop souvent oubliées, montrent la nécessité d'une posture de recherche axée sur le quotidien, et d'une approche ethnographique, *bottom-up*, individualiste dans sa méthodologie (cf. chapitres « « The miraculous and the ordinary » : citoyenneté quotidienne et publicité » et « How we live in Africa, not how we die »). Krog, Mpolweni et Ratele (2009) ont remarquablement montré comment le témoignage de Madame Konile rend compte de ces trois

---

<sup>30</sup> La source utilisée par Krog *et al.* est le premier volume du *Truth and Reconciliation Commission of South Africa Report* (p. 34), accessible sur [www.doj.gov.za/trc/report/finalreport/TRC%20VOLUME%201.pdf](http://www.doj.gov.za/trc/report/finalreport/TRC%20VOLUME%201.pdf).

dimensions comme de la construction d'une vérité narrative. Madame Konile apparaît d'abord devant la Commission comme dépassée, écrasée par le traumatisme de la mort de son fils Zabonke Konile, l'un des Gugulethu 7, dont elle tente de reconnaître le corps à la morgue :

« When I looked at him, his body, I couldn't see his body, I didn't want to look at his body. One of his eyes was out, there was just blood all over. He was swollen, his whole head was swollen. I could only identify his legs, because they were just thrown all over the place, one of his eyes was out. His whole head was swollen.

What I can only remember now are his feet. I could only identify his feet, that's how I could see my son. They asked if I am satisfied. I said yes I am. And in the morning in the morning we were told that these children should be buried now because after all – after all these dogs have been dead for a long time. » (cité dans Krog, Mpolweni, & Ratele 2009, 15)

Débit coupé, répétitions, impossibilité de voir, insoutenabilité du corps mutilé, difficultés à reconnaître son propre fils. Et les mots insupportables des Blancs de la morgue, qui lui parlent d'enfants comme de chiens. L'apartheid paroxystique vu par une victime.

La dimension quotidienne de l'apartheid apparaît aussi à de nombreuses reprises : Madame Konile provient d'Indwe, un village enclavé de l'Eastern Cape. Elle y est isolée, sans accès à la télévision – elle n'a en conséquence pris connaissance de la mort de son fils que plusieurs jours après les événements, contrairement aux autres mères -, avec des difficultés à se déplacer – aller au Cap reconnaître le corps est un problème. Elle n'a pas eu accès à l'école, est veuve et son fils migrant au Cap était son seul soutien. Non seulement son statut reflète le sort des Africaines des campagnes, mais la perte de Zabonke la précipite dans la pauvreté la plus abjecte. Elle en est réduite par la suite à survivre en ramassant du charbon autour d'Indwe, l'occupation des plus pauvres parmi les plus pauvres. Elle y risque d'ailleurs sa vie, survivant contre toute probabilité à la chute d'un rocher.

Enfin, Madame Konile apparaît en 1996, au moment des audiences de la TRC, comme une victime, dépossédée de tout, marginalisée, impuissante, voire incohérente dans son discours – en tous cas dans la transcription anglaise de son témoignage effectué en xhosa (reproduit dans Krog, Mpolweni, & Ratele 2009, 13-16).

En termes de réconciliation, la TRC a mise en place une « vérité sociale (*social truth*) qui instruit un modèle effectif de dialogue » (Cassin, Cayla, & Salazar 2004, 65). Ce dialogue est permis par le cadre offert, équilibré et étonnamment impartial :

« The most puissant characteristic of the collective memory created by South Africa's TRC was the commission's willingness to attribute blame to all parties in the struggle over apartheid. Because all sides did horrible things during the struggle, all sides are compromised to some degree, and legitimacy adheres to the complaints of one's enemies about abuses. All South Africans were victimized by apartheid. Whites cannot believe today that their apartheid state committed no atrocities against blacks. Blacks cannot believe today that the liberation forces did not unfairly injure both black and white South Africans. » (Gibson 2004, 335)

L'étude de Gibson tente d'évaluer quantitativement<sup>31</sup> et qualitativement l'impact de la TRC sur la réconciliation des différents groupes sociaux et

---

<sup>31</sup> L'enquête porte sur 3727 personnes ayant effectivement répondu.

raciaux. Il définit un Sud-Africain réconcilié comme respectueux et confiant vis-à-vis des autres groupes raciaux ; tolérant vis-à-vis de ses ennemis politiques ; impliqué dans la protection des droits humains par le moyen de la loi et reconnaissant les institutions politiques sud-africaines actuelles comme légitimes. Ses conclusions sont les suivantes :

« In terms of the individual components of reconciliation, none of the racial groups is very reconciled at all when it comes to political tolerance; all are at least somewhat reconciled when it comes to institutional legitimacy. Levels of reconciliation in terms of interracial attitudes and support for a human rights culture lie in between those for legitimacy and tolerance. » (Gibson 2004, 330).

Il souligne néanmoins l'impact positif de la TRC à l'échelle nationale, ce qui est confirmé et enrichi par l'exemple des mères des Gugulethu 7. Elles ont répondu d'au moins deux manières à la proposition de réconciliation. La première manière est celle de Cynthia Ngewu, qui narre les sentiments par lesquels elle est passée après la mort de son fils : haine des Blancs, volonté que la fin de l'apartheid aboutissent à un véritable jugement des assassins, puis réconciliation avec les bourreaux :

« We do not want to return the suffering that was imposed upon us. (...) We would like to see peace in this country... I think that all South Africans should be committed to the idea of re-accepting these people back into the community. We do not want to return the evil that perpetrators committed to the nation. We want to demonstrate humanness towards them, so that they in turn may restore their own humanity. »

« This thing called reconciliation... if I am understanding it correctly... if it means this perpetrator, this man who has killed Christopher Piet, if it means he becomes human again, this man, so that I, so that all of us get our humanity back... then I agree, I support it all » (cité dans Krog, Mpolweni, & Ratele 2009, 13-14)

Madame Ngewu a, par ces paroles même puis son acte de réconciliation avec Thapelo Mbelo, puissamment contribué à formuler l'idéal de réconciliation et à l'insérer dans un discours commun à l'ensemble de la nation, un discours qui permet même à la nation d'exister, reconnaissant les atrocités du passé mais unie dans son humanité même autour de la notion d'*ubuntu* - je suis parce que nous sommes. Comme le soulignent Cassin *et al.*,

« l'idée maîtresse de ce processus est bel et bien que c'est le corps social dans son ensemble qu'il s'agit de guérir, tout le monde étant réputé à la fois coupable et victime d'une même passion collective pour la guerre civile. » (2004, 19)

À l'opposé, Madame Konile a d'abord refusé le pardon et la réconciliation. La plus marginale socialement et spatialement parmi les mères des Gugulethu 7, elle n'a rien à dire et rien à partager avec les bourreaux de son fils. Mais l'action de la TRC – la possibilité de s'exprimer, la modeste compensation financière – ont permis l'enclenchement d'un processus de guérison (*healing*), de restauration : lorsque 10 ans plus tard, Krog, Mpolweni et Ratele lui rendent visite, Madame Konile a repris contrôle de sa vie. Elle a pu accomplir les différents rites sociaux et rituels psychologiques lui permettant de faire le deuil de son fils. Elle ne parvient pas encore à pardonner aux bourreaux, mais se reproche de ne pas pouvoir le faire et a entamé un travail sur soi en ce sens.

À l'échelle nationale comme à l'échelle individuelle de la personne, la réconciliation, forcément lente, incomplète, douloureuse, problématique, semble bien progresser. On a bien ici affaire à la quatrième sorte de vérité

distinguée par Cassin *et al.*, la « vérité-guérison (*healing and restorative truth*) qui restaure la dignité des victimes et les relations entre citoyens », qui deviennent ainsi et acteurs et sujets (2004, 65). La mission de la TRC, « investie par le constituant provisoire de 1993 du pouvoir démiurgique de faire advenir le peuple sud-africain, en tant que sujet d'une souveraineté démocratique inaugurale » (Id., , 16), est ainsi bien remplie. Le contrat social y est à la fois à l'image de la conversion religieuse (Aji & Houssay-Holzschuch 1997) et produit par un retour à l'État de droit, amené par une suspension exceptionnelle du droit, double inversé de l'état d'exception (Garapon, in Cassin, Cayla, & Salazar 2004, 185).

Ainsi, le processus de réconciliation ouvre-t-il l'ère des changements sud-africains, en premier lieu parce qu'il fournit à la nouvelle nation une relecture inclusive de son histoire et une proposition sur comment vivre ensemble. En d'autres termes, le processus de réconciliation donne le cadre d'intelligibilité de la nation sud-africaine passée, présente et à venir ; il propose un fondement idéologique et l'horizon éthique vers lequel tendre. Il est indissolublement lié au processus de la transition et à ses modalités. Cependant, ces deux processus, internes et principalement politiques, ne sont pas les seuls auxquels l'Afrique du Sud est soumise dans les années 1990 : des processus externes et principalement économiques, que l'on peut regrouper sous le terme de mondialisation, touchent le pays de plein fouet au même moment.

#### *Une insertion accélérée dans les circuits de la mondialisation*

L'Afrique apparaît, dit la doxa, comme un continent « décroché » de la mondialisation<sup>32</sup> et participant de moins en moins aux circuits économiques globaux : elle ne représente aujourd'hui que 2 % du commerce mondial pour 13 % de la population mondiale, contre 10 % dans les années 1970. Néanmoins, la littérature scientifique et notamment géographique a battu en brèche cette conception d'une Afrique tombée hors de l'Histoire – après y être, qui plus est, entrée fort tardivement. Plus qu'en réserve de la mondialisation, l'Afrique y est engagée à plein, notamment « par le bas ». De même, le continent n'est pas en simple position de subir la mondialisation agissant comme un « Godzilla on the rampage » (Hart 2002, 48) : ses acteurs, des organisations supranationales aux individus, agissent en fonction de choix qui leurs sont propres et de stratégies très fines dans un monde mondialisé complexe et très changeant. Comme le soulignent joliment Dollfus, Grataloup et Lévy,

« Réciproquement, tous les acteurs, très inégalement certes, influencent le système Monde comme des battements d'ailes de papillons sociaux. » (GEMDEV 1999, 82)

---

<sup>32</sup> Je n'entrerai pas ici dans les débats, commençant à être un peu datés, entre mondialisation et globalisation. J'utilise le terme français de mondialisation en suivant la définition donnée par le GEMDEV, soit « le produit de l'ensemble des diffusions, des échanges et des communications entre les différentes parties de l'humanité », comprenant, pour sa phase actuelle, les trois critères d'« accession à la dimension mondiale d'une réalité », de « multiplication et intensification d'interdépendances au niveau mondial » et de « mouvement organique englobant » .

L'Afrique d'aujourd'hui participe donc à l'économie-monde et son réseau de communications et d'échanges la relie à un faisceau mobile et dynamique de flux d'hommes, de marchandises, de services, qui contrastent singulièrement avec la vision d'un continent décroché, déclassé, marginalisé. Au sein du continent, l'Afrique du Sud est le pays le plus relié aux dynamiques du reste du monde. Elle l'est de manière plus classique et les processus de mondialisation l'affectent de manière particulièrement aiguë.

### L'Afrique du Sud et les mondialisations antérieures

L'Afrique du Sud, pour mémoire, a participé aux mondialisations précédentes (Lévy & Lussault 2003) : c'est un pôle de la première mondialisation des hominidés avec le « Cradle of Humankind », patrimoine mondial de l'humanité, autour de Sterkfontein. C'est une aire insérée dans la mondialisation néolithique puisque les migrations bantoues y ont introduit l'agriculture pluviale dans les zones où les précipitations le permettaient (supérieures à 500 mm).

Plus récemment, l'Afrique du Sud a connu la mondialisation colonisatrice, marquant encore ses paysages et sa société. Depuis le voyage de Dias en 1487 et celui de Vasco de Gama en 1497, la route du Cap de Bonne-Espérance<sup>33</sup> a été ouverte aux navigateurs européens qui faisaient escale sur les côtes sud-africaines. La mondialisation colonisatrice a connu plusieurs phases en Afrique du Sud : la phase des comptoirs est entamée en 1652, avec l'installation d'une station de ravitaillement au Cap par la Compagnie hollandaise des Indes orientales (Coquery-Vidrovitch 1993 ; Davenport 1991 ; Elphick & Giliomee 1989 ; Fauvelle-Aymar 2006). Cette phase est, ici comme ailleurs, associée à l'esclavage, mais de manière originale : compte tenu de la faiblesse numérique du peuplement khoïsan et de sa résistance, des esclaves sont *importés* de Madagascar, du Mozambique voire d'Asie vers la colonie naissante, au fur et à mesure de la croissance de ses besoins en main-d'œuvre pour fournir en nourriture les navires de passage. La phase impérialiste proprement dite, étendant le contrôle européen – politique comme foncier – vers l'intérieur des terres, commence à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et s'accélère notamment avec le Grand Trek des années 1830 et 1840. Elle va avec une insertion commerciale croissante, incarnée notamment par l'élevage ovin extensif du Karoo dont la production lainière est exportée vers les manufactures de la métropole impériale. Enfin, l'âge moderne et non plus classique de la colonisation (Massiah & Tribillon 1988), comprenant une exploitation industrialisante des richesses locales, débute avec la découverte des diamants de Kimberley (1867) et de l'or du Witwatersrand (1886). Les flux – de marchandises, d'hommes, d'informations etc. – se multiplient alors et vont de pair avec une phase d'urbanisation sans précédent (Vacchiani-Marcuzzo 2005). La chronologie sud-africaine des premières mondialisations reflète donc celle du reste du monde mais avec un certain décalage chronologique : ainsi, industrialisation et urbanisation du colonialisme tardif remontent ici à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle – la croissance urbaine la plus intense étant de 1870 à 1930 (Vacchiani-Marcuzzo 2005, 65), tandis que la plupart des pays africains n'ont connu cette phase qu'à partir des années 1930-1940.

---

<sup>33</sup> Ou Cap des Tempêtes dans une toponymie précédente certes peu efficace en marketing territorial, mais qui correspond à la réalité du climat d'hiver.

Cette insertion dans la dernière mondialisation est permise par la puissance économique du pays, dans tous les secteurs, du fait de son industrialisation précoce. Si, sous la mondialisation coloniale, l’Afrique du Sud a commencé par être une périphérie exploitée – pour ses espaces, ses productions agricoles, la richesse de son sous-sol - le pays a rapidement su se développer. En effet, une classe d’entrepreneurs locaux (les *Randlords* à Johannesburg) a rapidement émergé, notamment parce qu’il fallait un important capital financier de départ pour l’exploitation minière. De plus, la composition du minerai d’or sur le Witwatersrand nécessite des traitements chimiques locaux. Extraction minière et industrialisation locale sont donc allées de pair, d’où le développement de l’industrialisation et d’une culture africaine urbaine dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Van Onselen 1982a, 1982b). Tous les secteurs de l’économie se sont, en tous cas en partie, développés de manière marchande, pour l’exportation comme pour le marché intérieur.

La phase de fermeture, correspondant à l’apogée des États-Nations, est ici et pour sa seconde moitié, accentuée par le régime d’apartheid. On a vu que l’Afrique du Sud diverge des évolutions mondiales sur bien des points à partir de 1948. Son isolement international va croissant, sur le plan politique comme économique. Une partie de cet isolement est choisi : le pays quitte ainsi le Commonwealth en 1961 de sa propre initiative et devient une république. Mais l’isolement est aussi subi, imposé par les sanctions internationales de plus en plus strictes à partir du massacre de Sharpeville de 1960 : sanctions sur les exportations, boycott culturel et sportif d’un pays mis au ban des nations.

Depuis la fin de l’apartheid et dès le début de la phase de transition proprement dite, ouverture très rapide aux flux de la mondialisation et démocratisation vont de pair, voire se télescopent en produisant des effets complexes. Les sanctions sont levées – en 1991 pour la France et les USA par exemple ; le pays revient au sein du Commonwealth en 1994. Plus même que de reprendre sa place dans le concert des nations, l’Afrique du Sud est accueillie avec l’admiration suscitée par sa transition démocratique et son président charismatique. Ce retour a lieu dans un contexte mondial d’interdépendance et d’internationalisation croissante, ce qui a pour conséquence une insertion très rapide et non progressive de l’Afrique du Sud dans les flux mondiaux, que ce soit d’investissements<sup>34</sup> ; de produits ; d’informations ; de populations, migrants d’Afrique de l’Ouest et centrale comme touristes.

#### La situation économique sud-africaine : tertiarisation économique, polarisation sociale

Au moment où l’Afrique du Sud réintègre le concert des nations, son économie est relativement bien armée malgré quelques faiblesses structurelles. Cela lui permet de se placer d’emblée comme une puissance continentale, alliant l’économique, le politique, le militaire et le symbolique pour s’implanter sur un continent qui lui est désormais ouvert. Les statistiques de l’ONU, qui, malgré leurs défauts, permettent de comparer les pays entre eux, accordent à l’Afrique du Sud un PNB par habitant d’un peu

---

<sup>34</sup> Le gouvernement Mandela fait même appel aux IDE pour réduire les inégalités héritées



plus de 9 000 \$ en 2006<sup>35</sup>. La même année, l'agence statistique nationale, Statistics South Africa, recalculait le PNB à 1 741 milliards de rands<sup>36</sup>. Dans sa thèse, Céline Vacchiani-Marcuzzo a replacé la puissance économique sud-africaine par rapport au reste du monde (cf. Encadré 3).

Encadré 3 : La puissance économique sud-africaine en perspective selon Céline Vacchiani-Marcuzzo.

« Avec un PIB de 160 milliards de dollars (Banque mondiale, 2003), l'Afrique du Sud arrive en 29<sup>e</sup> position du classement mondial (sur 198 pays classés) et à la 1<sup>ère</sup> position sur le continent africain. Ce montant représente 80 % du PIB de l'Afrique australe, 40 % de celui de l'Afrique subsaharienne et 25 % de celui de l'Afrique. A l'échelle mondiale, ce PIB est comparable en volume à celui de la Grèce, de la Finlande et devance celui de Hong Kong et du Portugal mais ne représente bien évidemment que 1,5 % du PIB des États-Unis ou encore moins de 10 % de celui de la France. Au sein des pays émergents, le PIB sud-africain équivaut à 11,5 % du PIB chinois, 26 % de celui de l'Inde et 32 % de celui du Brésil. Par contre, il est deux fois plus élevé que celui de l'Égypte et quatre fois plus important que celui du Vietnam.

Compte tenu de sa population d'environ 46 millions d'habitants, équivalente à celle de la Corée du Sud ou de la Colombie, l'Afrique du Sud est, en termes de PIB par habitant (avec 3 530 dollars par an), à la 78<sup>e</sup> place dans le monde et à la 7<sup>e</sup> place sur le continent africain. Elle est devancée, outre les îles des Seychelles et Maurice, par la Guinée Équatoriale, le Botswana, le Gabon et la Libye, dont elle est très proche. Mais son économie est la plus diversifiée du continent, l'Afrique du Sud n'est pas un pays pétrolier et la répartition des activités économiques par grand type de secteur est très semblable à celle des pays développés. »

Source : (Vacchiani-Marcuzzo 2005, 67-68)

Vacchiani-Marcuzzo (Vacchiani-Marcuzzo 2005, 264sq) a également montré la transition sectorielle dans laquelle se trouve l'économie sud-africaine : la part des services, qui a toujours été importante, augmente, notamment dans les villes : si plus d'un actif urbain sur deux travaille dans le secteur tertiaire sur une longue durée allant de 1921 à 1980, la situation en 2001 est déjà de presque trois actifs sur quatre (72,4 % des emplois). Le secteur tertiaire évolue d'ailleurs structurellement, puisque le secteur FIRE (Finance, Insurance and Real Estate) et le tourisme croissent de manière particulièrement importante. Ainsi, le poids de ce dernier secteur a connu une croissance très forte depuis 1994 : 3,6 millions de touristes visitaient alors l'Afrique du Sud, plus de 9,7 millions en 2008<sup>37</sup>. Néanmoins, souligne-t-elle,

« l'industrie conserve une place stable à la fois dans les villes (entre 15 et 25 %), comme sur l'ensemble du territoire, (entre 12 et 18 %) enregistrant une croissance continue entre 1921 et 1980. Le pays est donc loin d'être en phase

<sup>35</sup> [http://hdrstats.undp.org/2008/countries/country\\_fact\\_sheets/cty\\_fs\\_ZAF.html](http://hdrstats.undp.org/2008/countries/country_fact_sheets/cty_fs_ZAF.html), accédé le 21 septembre 2009.

<sup>36</sup> <http://www.statssa.gov.za/publications/P0441/P04413rdQuarter2007.pdf>, accédé le 21 septembre 2009.

<sup>37</sup> <http://www.statssa.gov.za/PublicationsHTML/Report-03-51-022008/html/Report-03-51-022008.html>, accédé le 21 septembre 2009.

de désindustrialisation même s'il s'oriente vers une tertiarisation croissante. » (Vacchiani-Marcuzzo 2005, 265)

Économie dominée par de grands groupes, stables voire rigides<sup>38</sup>, agriculture puissante et exportatrice, industrie solide, services en pleine croissance : c'est le tableau structurel de l'économie sud-africaine, dont il ne faut néanmoins pas négliger les faiblesses – chômage structurel très élevé, vieillissement d'une partie de l'appareil productif, main-d'œuvre comparativement plutôt coûteuse ou peu formée<sup>39</sup> – non plus que la bipartition d'avec une économie de la survie, de l'informel, de la petite agriculture paysanne en grande difficulté (Cling 2000). Cette puissance économique est largement soutenue par les politiques publiques qui, à partir de l'adoption en 1996 de la stratégie GEAR (*Growth, Employment and Redistribution Programme*), favorisant la croissance économique, notamment via une maîtrise de l'inflation, une gestion budgétaire rigoureuse et l'appel aux fonds privés, notamment aux investisseurs étrangers. Inflexion voire coupure libérale, GEAR cherche à activement insérer l'Afrique du Sud dans les circuits de la mondialisation commerciale et financière.

Les impacts de cette insertion rapide, voire brutale, ont été analysés de diverses manières : avant que d'envisager les conséquences sur les populations (cf. *infra*), soulignons que le gouvernement peut s'enorgueillir de réussites certaines : la dette est maîtrisée et la croissance économique, fort hésitante avant la transition, atteignait 5 % par an avant la récession actuelle due à la crise financière mondiale. L'Afrique du Sud est bien devenue un pays attirant des investissements étrangers (cf. Figure 8) même si c'est à un titre moindre que les pays d'Europe centrale et orientale ou d'autres pays émergents<sup>40</sup> (Thomas & Cape 2005), ce qui n'avait rien d'évident. Les stratégies des investisseurs étrangers concernant l'Afrique du Sud sont duales et montrent bien sa situation intermédiaire, à la fois pays en développement et seul pays émergent du continent africain (cf. *infra*) :

« D'une part, le pays est perçu comme un pays en développement classique, où la main-d'œuvre est relativement peu coûteuse. Il est ainsi possible d'investir dans des secteurs à la technologie éprouvée, sans prendre de risques importants. C'est sous cet aspect que se place l'important investissement industriel, qui illustre la valorisation d'avantages comparés comme la disponibilité de la main-d'œuvre compétente par exemple.

- d'autre part, l'Afrique du Sud est appréhendée comme un pays pionnier sur le continent africain, l'unique tête de pont possible d'où peuvent partir les innovations. Aussi, les investisseurs étrangers optent pour des implantations dans des secteurs de pointe, comme les activités de services aux entreprises ou les services financiers qui anticipent sur les transformations économiques du pays. » (Vacchiani-Marcuzzo 2005, 271)

Ainsi, le secteur de l'automobile est en forte croissance et s'appuie sur une main-d'œuvre peu coûteuse et maîtrisant depuis longtemps les technologies nécessaires (Hayem 2008).

---

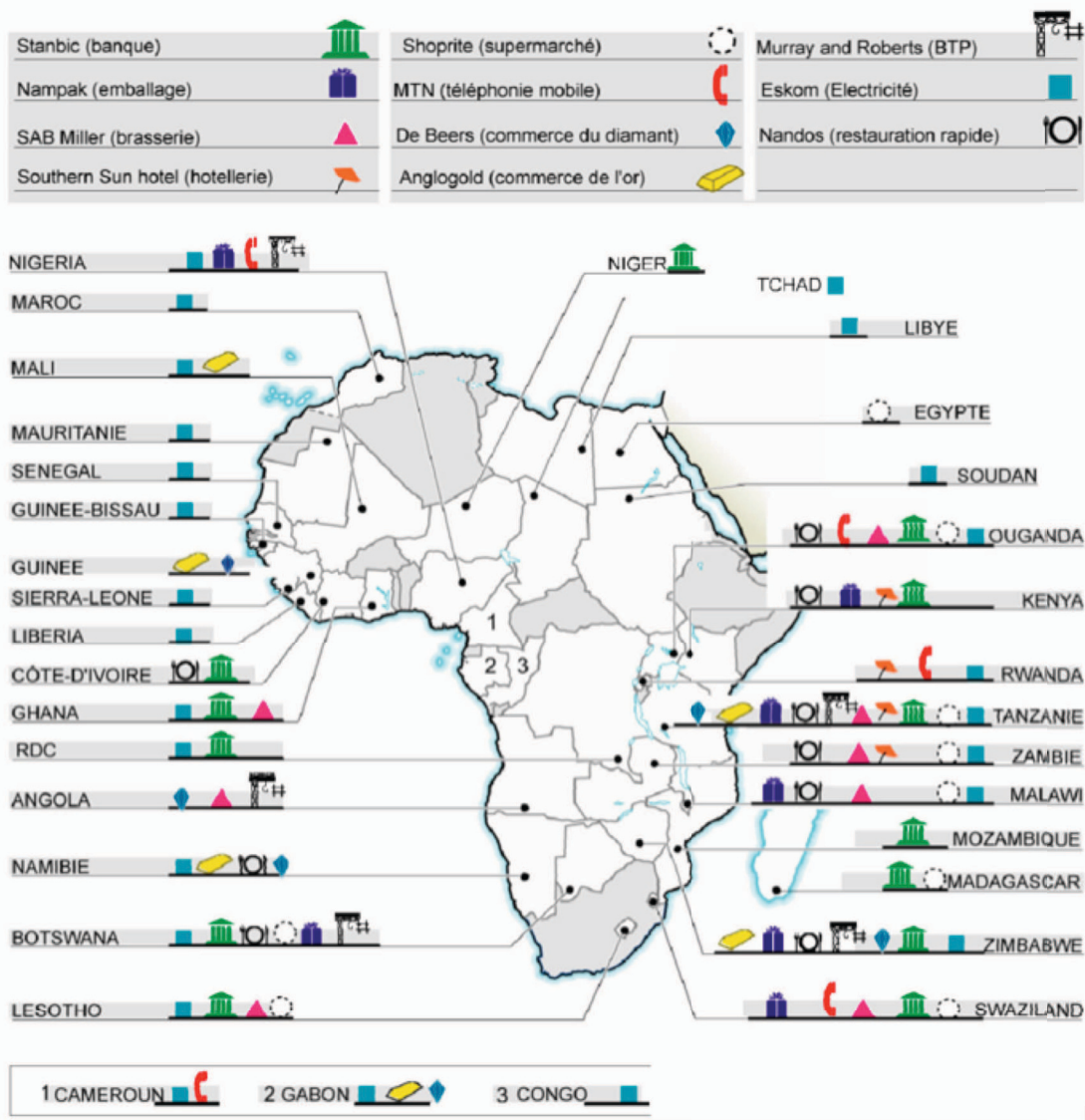
<sup>38</sup> En particulier pour ce qui concerne l'émergence d'un entrepreneuriat noir.

<sup>39</sup> L'avantage ou le désavantage sont ici relatifs et les auteurs ne s'accordent pas forcément sur ce point, insistant plutôt sur l'un ou sur l'autre. Céline Vacchiani-Marcuzzo, citée ici, penche plutôt pour l'avantage comparatif.

<sup>40</sup> Merci à Kevin Cox d'avoir attiré mon attention sur ce point et cette référence.

## UN DEVELOPPEMENT TOUS AZIMUTS

Implantation géographique de certaines entreprises sud-africaines en Afrique



Source : Le Monde, 11/11/2003

Figure 5 : L'influence économique sud-africaine sur le continent africain.

Source : *Le Monde*, 11 novembre 2003. Illustration aimablement fournie par Céline Vacchiani-Marcuzzo.

L'économie sud-africaine est donc dans une phase de changements amorcés depuis les années 1970 mais accélérés avec l'insertion dans la mondialisation des années 1990 : les relations avec le reste du monde sont de plus en plus intenses, que ce soit en ce qui concerne le dynamisme des firmes sud-africaines au-delà des frontières du pays (cf. *infra* et Figure 5) ou l'ouverture aux firmes et capitaux étrangers, même si ces derniers ne sont pas aussi nombreux que les politiques économiques gouvernementales le souhaiteraient. Dans ce dernier cas, il est important de souligner que, si le pays apparaît comme une tête de pont pour l'ensemble du continent, ce n'est pas seulement parce que son infrastructure et ses équipements de qualité (transports, télécommunications, système bancaire, etc.) permettent une

implantation relativement facile. C'est aussi parce que les firmes sud-africaines elles-mêmes, fortes de leur dynamisme, montrent l'exemple en se développant sur le continent parfois aux dépens de multinationales occidentales et chinoises au point qu'on a pu évoquer la « sud-africanisation » de l'économie africaine<sup>41</sup>.

Cette croissance économique greffée sur la mondialisation commerciale et financière ne s'est pas accompagnée d'un abandon total des projets de réduction des inégalités héritées de l'apartheid. Les programmes de logements sociaux sont visibles dans les paysages sur l'ensemble du territoire, la redistribution sous forme d'allocations sociales a très fortement augmenté comme le prouvent ces chiffres de 2004 :

« recipients of social grants rose from 2.6 million to 6.8 million with a resulting increase in spending from R10 billion to R34.8 billion. Without that, 56% of the elderly would be living in poverty and 38% in ultra-poverty. With the grants, it falls to 23 and 2.5% respectively » (Ten Years Review, in Bond 2005, 268)

Néanmoins, comme le soulignent de très nombreux commentateurs critiques, la polarisation sociale a augmenté dans le pays comme souvent dans les pays du Sud intégrés à la mondialisation (Lombard, Mesclier, & Velut 2006) et les inégalités sont plus fortes que sous l'apartheid (Bond 2000, 2005, 2008 ; Hart 2002, 2008). L'inertie des structures économiques – malgré des politiques publiques actives, comme l'*affirmative action* (Cédiey 2002) et le *Black Economic Empowerment* (pour une évaluation de cette politique, voir Pėjout 2007) – mais aussi la tertiarisation croissante de l'économie, le manque de qualification d'une grande partie de la population noire et le chômage structurel de masse ont eu pour conséquence le maintien de la pauvreté. Plus encore, les inégalités semblent s'accroître selon certaines sources : le Southern African Regional Poverty Network affirme que le coefficient de Gini de l'Afrique du Sud a augmenté de 0,69 à 0,77 entre 1996 et 2001<sup>42</sup>. Des chiffres plus récents évoquent 0,72 en 2006<sup>43</sup>. Même si d'autres sources donnent des chiffres un peu moins catastrophiques (les Nations unies donnent une évaluation de 0,57 pour le coefficient de Gini<sup>44</sup>), le fait est que les inégalités de revenus en Afrique du Sud aujourd'hui demeurent parmi les plus importantes au monde. 40 % de la population y est en dessous du seuil de pauvreté, et les 15 % de la population les plus pauvres sont engagés dans « un combat désespéré pour leur survie » - selon le rapport de la Ecumenical Foundation of South Africa<sup>45</sup>. Les inégalités sociales sont considérées par bien des analystes comme une menace pour la stabilité sociale de la jeune démocratie. Selon les termes de Patrick Bond (2008), « It's class apartheid, stupid » ! Il semble donc que la démocratisation couplée à la mondialisation ait plus abouti à maintenir l'ordre socialement élitiste en le rendant plus multiracial qu'à établir un système plus égalitaire de redistribution. Cela rappelle que

« La violence est au cœur de toute relation marchande, soit historiquement (par la construction du marché), soit présentement (par l'expression de

<sup>41</sup> <http://www.sarpn.org.za/documents/d0000556/index.php>. Merci encore à Kevin Cox pour cette référence.

<sup>42</sup> <http://www.sarpn.org.za/documents/d0000990/index.php>. 0 serait une égalité complète et 1 une inégalité totale dans la répartition des revenus.

<sup>43</sup> Bond, P. 2008. It's class apartheid, stupid. *Mail & Guardian*, April 24.

<sup>44</sup> <http://hdrstats.undp.org/en/indicators/147.html>, accédé le 21 septembre 2009.

<sup>45</sup> [www.sarpn.org.za/documents/d0000649/P661-Povertyreport3b.pdf](http://www.sarpn.org.za/documents/d0000649/P661-Povertyreport3b.pdf).

rapports de force qu'exprime la mise en relation d'agents ayant des pouvoirs asymétriques). Tout marché est un réseau d'échange de biens et un réseau de pouvoir » (Hugon, in GEMDEV 1999, 32)

Les changements de tertiarisation économique et de polarisation sociale qui découlent de la mondialisation contemporaine modifient l'Afrique du Sud. Mais la mondialisation agit évidemment à d'autres échelles : ici comme ailleurs, elle s'accompagne d'une régionalisation et de tentatives de développer l'influence du pays à l'échelle internationale.

### Régionalisation et internationalisation

L'influence sud-africaine se fait à plusieurs échelles et procède en partie d'une assez longue histoire de polarisation du sous-continent. Rappelons pour mémoire que l'attraction des migrations vers les mines du Witwatersrand s'est ainsi historiquement fait sentir jusqu'au Malawi, proche de Pretoria sous l'apartheid (Vail 1989) et que la société sud-africaine De Beers est présente dans les mines du centre du continent depuis fort longtemps : lorsque Jacques Weulersse, jeune géographe, débarque de manière improbable au fond du Congo belge en 1929, il y trouve la De Beers (Weulersse 1993). Réciproquement, la déstabilisation de la région sous l'apartheid par les interventions directes de Pretoria intègre dans une sphère d'action l'Angola, le Mozambique, la Namibie, le Zimbabwe, le Botswana, le Lesotho et le Swaziland, voire la Zambie. Plus pacifique, l'influence sud-africaine actuelle s'appuie tout d'abord sur des organisations régionales – mondialisation et régionalisation allant de pair en Afrique australe comme ailleurs. Là encore, la profondeur chronologique témoigne de l'insertion du pays dans les mondialisations précédentes comme de l'ancienneté de son rôle structurant, voire polarisateur, dans la sous-région. Ainsi, depuis 1910, la SACU (*Southern African Customs Union*) comprend l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho et le Swaziland dans la plus ancienne union douanière au monde<sup>46</sup>. De même, la zone rand (*Rand Zone*) englobe l'Afrique du sud, le Lesotho et le Swaziland, la monnaie de ces petits pays étant fixée sur la devise sud-africaine depuis 1974<sup>47</sup>. Aujourd'hui, l'organisation régionale la plus active est la SADC (*Southern African Development Community*), ancienne SADCC (*Southern African Development Coordination Conference*) formée des pays de la ligne de front contre l'apartheid en 1979 et que l'Afrique du Sud a rejoint en 1992<sup>48</sup>. Regroupant Afrique du Sud, Angola, Botswana, DRC, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe, la SADC met notamment en place des programmes de développement social, agricole et industriel, des infrastructures de transport intégrées à l'échelle de la sous-région.

---

<sup>46</sup> <http://www.sacu.int/>, accédé le 21 septembre 2009.

<sup>47</sup> <http://www.oecd.org/dataoecd/52/15/23381692.pdf>, accédé le 21 septembre 2009.

<sup>48</sup> <http://www.sadc.int/>, accédé le 21 septembre 2009.

## Émergence<sup>49</sup>

L'Afrique du Sud, longtemps décrite comme pays où monde développé (*First World*) et Tiers-Monde (*Third World*)<sup>50</sup> cohabitent, puissance inégalitaire, peut être décrite comme un pays « intermédiaire », n'appartenant ni à la catégorie des pays les plus pauvres ou PMA, ni à celle des pays traditionnellement les plus riches de la planète. Les pays intermédiaires, catégorie ouverte et finalement peu définie, comprennent notamment les « pays émergents », au nombre desquels l'Afrique du Sud est comptée par de nombreux commentateurs. Cela est d'autant plus facile qu'il n'y a pas de définition officielle ou même stricte (quantifiée ou non) de ce groupe des pays émergents. Ce sont des

« pays dont la croissance économique est sérieusement amorcée (croissance du PIB et des exportations de produits manufacturés, augmentation des flux internationaux de capitaux) et qui ont une infrastructure financière présentant des risques. Fragiles, ils ont été en butte aux crises financières de la décennie 90, tels l'Argentine, le Brésil, la Turquie à la fin des années 1990. Ils ont connu sur une période longue des taux de croissance très forts, ce qui leur a permis de combler une partie de leur retard. L'écart tend à se creuser entre les pays "intermédiaires" et les pays les plus pauvres, alors qu'il y a une forme de convergence entre pays riches et pays intermédiaires »<sup>51</sup>.

La notion de pays émergent s'est d'abord affirmée dans le champ économique, dans les années 1980 avec le développement des marchés boursiers dans les pays du Sud. La croissance du PIB des pays émergents est importante (7 à 8 % par an pour l'Inde et la Chine par exemple). Ils connaissent donc un accroissement de leur revenu par habitant et donc une augmentation de leur part dans le revenu mondial. Ils se caractérisent par leur intégration rapide à l'économie mondiale d'un point de vue commercial (exportations importantes, notamment de produits manufacturés) et financier (ouverture des marchés financiers aux capitaux extérieurs, récepteurs comme émetteurs d'IDE) (Bost 2004). Ainsi, ces pays investissent de plus en plus à l'étranger : 117 milliards de dollars en 2005, soit 17 % du total mondial contre 10 % en 1982. Leurs économies sont de plus en plus diversifiées, puissantes – ils ne sont plus des pays ateliers dans la division internationale du travail - et exportatrices (et de plus en plus, exportatrices de produit à haute valeur ajoutée). Le secteur primaire de ces pays comprend des agricultures exportatrices ; leur industrie a bénéficié de stratégies étatiques d'ouverture et une tertiarisation croissante en fait des acteurs dans le tertiaire de haut niveau (services aux entreprises, FIRE<sup>52</sup>, publicité, tourisme) (Vacchiani-Marcuzzo, 2005).

---

<sup>49</sup> Les observations ci-dessous s'appuient sur le rapport final de l'ACI n°JC2069, « Les espaces publics dans les pays intermédiaires », à laquelle participaient Antoine Fleury, Valérie Gelézeau, Claire Hancock, Bruno Sabatier, Thierry Sanjuan et Annika Teppo. Les idées développées ici sont donc en partie les leurs et je les en remercie.

<sup>50</sup> Cette description est d'ailleurs problématique, puisqu'elle minimise voire occulte les liens entre les deux mondes. Les historiens marxistes ont justement montré en quoi c'est justement le maintien artificiel d'une majorité de la population dans la pauvreté et le sous-développement qui a permis le développement de l'Afrique du Sud blanche.

<sup>51</sup> Documentation française, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/> accédé en février 2005.

<sup>52</sup> Finance, Insurance, Real Estate.

La liste des pays appartenant à cette catégorie varie donc, comme le prouvent les différentes typologies existantes (cf. Figure 6, Figure 7 et Figure 8). Elle est donc ouverte vers le haut sur des anciens NPI comme la Corée du Sud, vers le bas sur des pays en voie d'émergence voire sur certains pays ateliers en voie de diversification économique comme le Vietnam. Cette catégorie a cependant un « cœur de cible » : la Chine, l'Inde et le Brésil, auxquels ont ajouté la Russie (les BRIC) ; d'autres pays sont communément qualifiés de pays émergents, même s'il leur manque certaines caractéristiques – ainsi l'Afrique du Sud, mais aussi le Mexique, voire la Turquie. Au-delà, des pays moins puissants sur les plans économiques et politiques (par exemple le Chili) forment le second rang des pays émergents, qui, dans la littérature sur ce sujet, sont accompagnés

- De pays fragiles ayant connu des trajectoires heurtées voire descendantes (Argentine, Indonésie) ;
- De pays en voie d'émergence comme la Thaïlande, le Vietnam, la Malaisie, mais aussi l'Égypte ou les pays du Maghreb.

Dans les trois cartes ci-dessous, l'Afrique du Sud apparaît bien dans la même catégorie (quelque soit la manière dont elle est formulée) que les pays « cœur de cible » de l'émergence. De plus, elle est bien souvent la seule sur le continent africain à appartenir cette catégorie de pays émergent<sup>53</sup>, ce qui la « surclasse » : on a vu plus haut comment le pays bénéficiait économiquement d'un effet « porte d'entrée » du continent africain en ce qui concerne les entreprises et capitaux étrangers. C'est aussi comme économie la plus développée du continent que le pays appartient au club du G20.

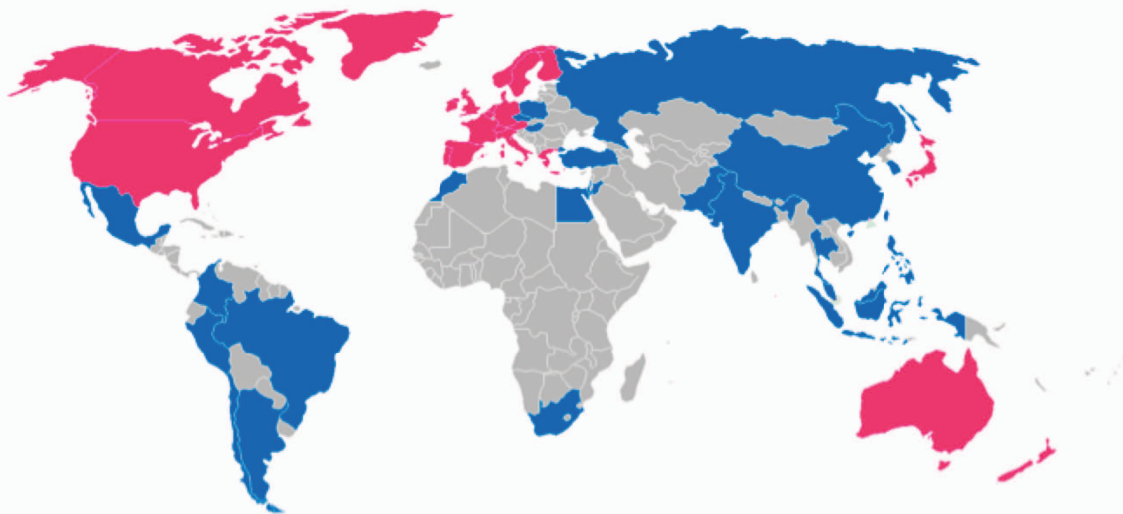


Figure 6 : Pays émergents et pays développés.

Source : Carte compilée par A. Covarrubia ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Developed\\_and\\_Emerging\\_markets.png](http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Developed_and_Emerging_markets.png)) pour Wikipedia, domaine public, à partir des données de Morgan Stanley Capital International Emerging Markets Index, juillet 2006, <http://www.msci.com/equity/indexdesc.html#EM>.

<sup>53</sup> C'est aussi le cas dans le le rapport du CEPII, [http://www.cepii.fr/anglaisgraph/bdd/emerging\\_countries/CEPII\\_def.pdf](http://www.cepii.fr/anglaisgraph/bdd/emerging_countries/CEPII_def.pdf), accédé le 31 août 2010.

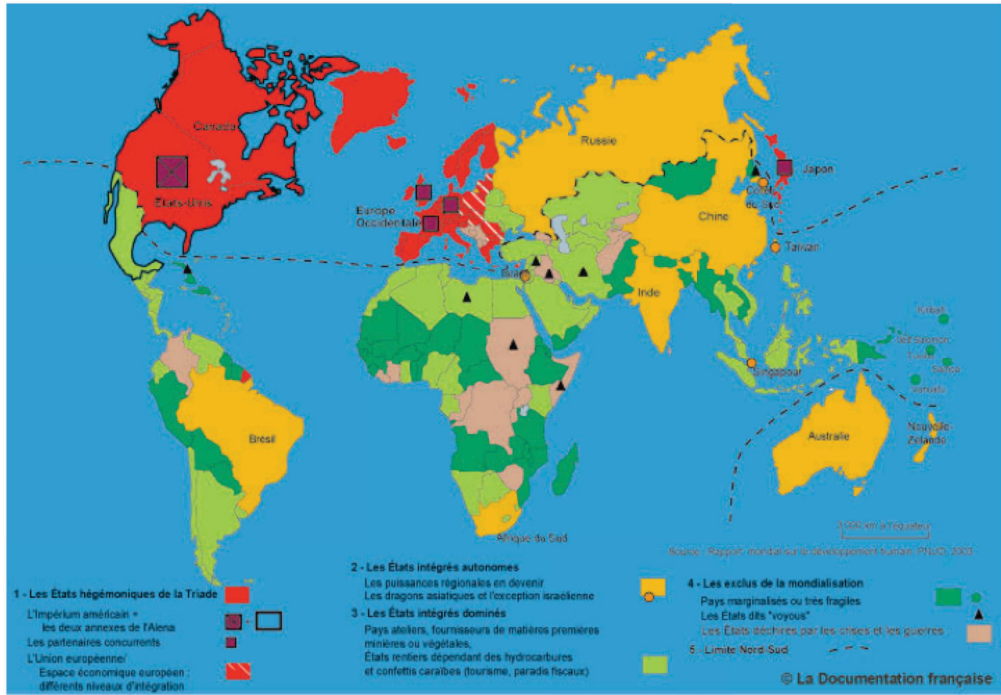


Figure 7 : Typologie des états dans la mondialisation

Source : extrait de (Carroué 2004)

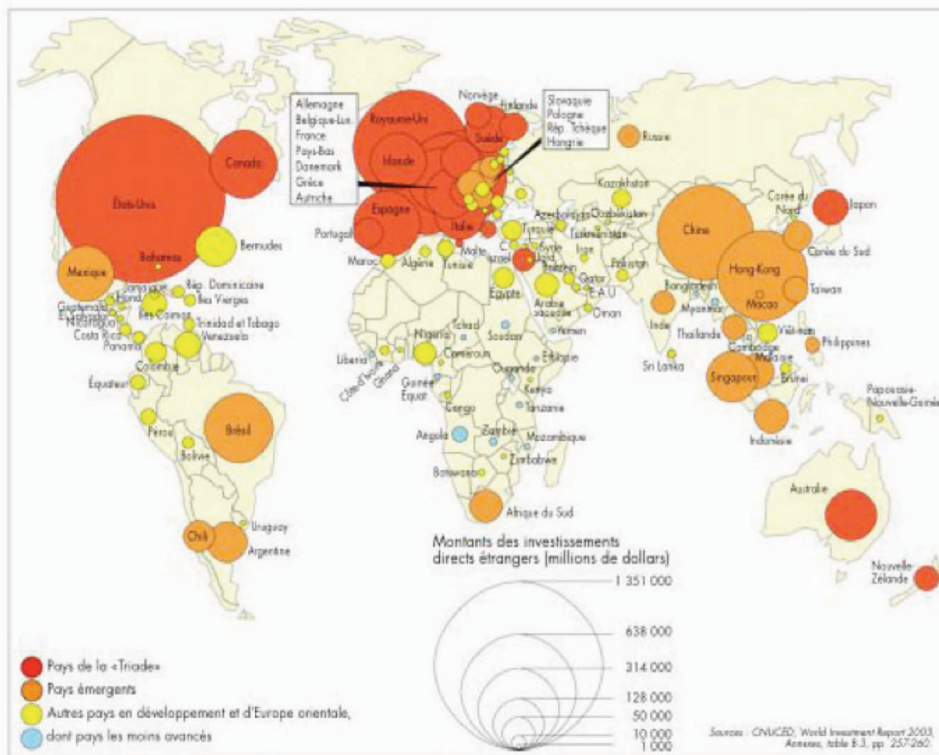


Figure 8 : Stocks mondiaux d'investissements directs étrangers en 2003

Source : Reproduit de Bost (Bost 2004).



Néanmoins, utiliser les critères économiques seuls limite la compréhension du phénomène d'émergence, qu'il faut évaluer de manière plus large : quelles sont les formes sociales et politiques de l'émergence, quels en sont les paysages, les territoires et les acteurs ?

Comme les autres pays émergents, l'Afrique du Sud s'affirme comme une puissance politique, à plusieurs échelles. On l'a vu, c'est un pôle régional, inséré dans des organisations régionales de plus en plus structurées (cf. *supra*) dans le double processus de régionalisation et de mondialisation. Au-delà de la sous-région, l'Afrique du Sud exerce aujourd'hui son influence politique et diplomatique sur l'ensemble du continent. C'est d'ailleurs l'un des domaines dans lesquels la personnalité du président s'exprime : Nelson Mandela a usé de sa stature morale pour intervenir comme médiateur lors de plusieurs conflits (Grands Lacs, Burundi, Lockerbie). L'influence africaine a été l'un des principaux objectifs de Thabo Mbeki, autour de l'idée politique de Renaissance africaine qu'il a développée à partir de 1996, projet s'appuyant sur un pilier économique - le NEPAD (*New Partnership for African Development*) - et un pilier politique comprenant la transformation de l'OUA en Union Africaine depuis 2002. Puissance économique et influence politique sont donc indéniables à l'échelle du continent. Au-delà, l'Afrique du Sud veut tenir son rôle sur la scène mondiale et s'y affirmer comme une puissance à part entière. Elle revendique un siège permanent pour l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU - siège qu'elle serait bien évidemment prête à occuper - et s'enorgueillit d'y siéger, même de manière temporaire<sup>54</sup>.

Le pays joue aussi sur son image de pays émergent pour mettre au point un front commun avec l'Inde et le Brésil. Dans ce but, l'Afrique du Sud est membre du groupe IBSA (*India-Brazil-South Africa*)<sup>55</sup> se définissant comme les démocraties émergentes, pluralistes et multiculturelles. Formé en 2003, IBSA a tenu son premier sommet en septembre 2006 au Brésil et cherche à obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité à la fois pour l'Amérique latine et pour l'Afrique. L'action d'IBSA comporte également une action de lobbying pour une réforme du FMI, des accords énergétiques et commerciaux<sup>56</sup>. La même année 2006 est symptomatique de cette politique d'affirmation d'un front des pays émergents du Sud, puisqu'elle a également vu un renforcement des liens bilatéraux Afrique du Sud-Inde avec la visite du Premier ministre indien, une commémoration commune de Gandhi, de nouveaux accords commerciaux et de coopération contre le terrorisme. La Chine, alors en pleine offensive africaine avec l'organisation du sommet Chine-Afrique de novembre 2006, est également courtisée par l'Afrique du Sud : pour la première fois, un premier ministre chinois est en visite en Afrique du Sud en juin et des accords commerciaux sur le textile sont en préparation entre les deux pays<sup>57</sup>.

<sup>54</sup> South Africa honoured to get UN seat. 2006. *Mail & Guardian*, October 17.

<sup>55</sup> <http://www.ibsa-trilateral.org/>, accédé le 21 septembre 2009.

<sup>56</sup> Senquera, V. 2006. SA, Brazil and India look at trade agreement. *Mail & Guardian*, September 13 ; Svartzman, J. 2006. Brazil, India, SA join forces on global issues. *Mail & Guardian*, September 14 ; SA, India and Brazil eye boost in trade. 2007. *Mail & Guardian*, July 17 ; Simao, P. 2007. SA, Brazil, India challenge West on resources. *Mail & Guardian*, October 16 ; Simao, P. 2007. SA summit pushes for greater voice for poor nations. *Mail & Guardian*, October 17 ; Pires de Amorim, L. 2007. Seeking closer ties. *Mail & Guardian*, October 22

<sup>57</sup> Kumar Chanda, A. 2006. China to cement ties with South Africa. *Mail & Guardian*, June 19 ; le Roux, M. 2006. China willing to cut textile exports to SA. *Mail & Guardian*, June 22.

Ce double rôle de pays émergent et de porte-parole des pays africains apparaît particulièrement bien dans une géographie des candidatures pour l'organisation des grands événements sportifs : la Coupe du Monde de football a eu lieu au Mexique en 1986, en Corée du Sud et au Japon en 2002, et en Afrique du Sud en 2010. Le Brésil est l'organisateur de la Coupe de 2014 et la Turquie a évoqué une candidature pour 2018. Dans une séquence chronologique similaire, les Jeux Olympiques d'été sont sortis du Nord occidental développé à Mexico en 1968, ont consacré le développement sud-coréen à Séoul en 1988, et la puissance chinoise à Pékin en 2008 – aux dépens d'Istanbul ; Le Cap a été candidat malheureux pour les Jeux de 2004. Et la Coupe du monde de football 2010, à l'organisation très réussie, a été saluée comme une réussite continentale.

L'émergence est accompagnée en Afrique du Sud comme ailleurs, de changements sociaux et culturels très importants, essentiels dans l'approche privilégiée ici. Ils peuvent être résumés par la notions de « *changement social comprimé* » car particulièrement rapide et de grande envergure. L'émergence de classes moyennes éduquées – et donc d'un marché intérieur de plus en plus solide, qui assure des débouchés à l'économie nationale et attire les investisseurs étrangers -, la diffusion des modes de consommation occidentaux dont l'automobile et le *mall* sont les figures archétypales, ont modifié la société en profondeur dans les dernières décennies. En même temps, des inégalités sociales très importantes persistent, et l'on peut parler de polarisation (cf. *supra*).

L'émergence a également ses acteurs, dont la variété témoigne de la vitalité de la société locale : l'État est un acteur majeur de l'émergence, pour son rôle d'incitateur, de régulateur, d'investisseur – tous rôles visibles dans le cadre législatif et réglementaire proposé, notamment en ce qui concerne le traitement des barrières douanières, l'existence de zones franches, l'ouverture du marché foncier aux investisseurs étrangers ou les politiques de formation. Collectivités locales et provinciales interviennent également, tout comme les entreprises semi-publiques. Le secteur privé et les multinationales, certaines issues des pays émergents, sont évidemment des acteurs centraux de l'émergence. Mais d'autres acteurs intermédiaires jouent : des groupes sociaux comme les diasporas indiennes, chinoises ou libanaises présentes en Afrique du Sud, des ONG globalisées, basées au Nord (WWF par exemple) ou au Sud (*Shack/Slum Dwellers International*<sup>58</sup>).

Sur le plan culturel, l'Afrique du Sud se place également dans une posture intermédiaire, typique me semble-t-il de pays émergents à la fois récepteurs et émetteurs. Le cinéma sud-africain reçoit les *blockbusters* américains et envoie en retour à Hollywood Charlize Theron et des films comme *Yesterday* ou *Tsotsi*, nominés - et, pour le second, vainqueur<sup>59</sup> - de l'Oscar du meilleur film étranger (Ellapen 2007 ; Fu & Murray 2007). Le cinéma sud-africain s'aventure même avec bonheur sur les terres du film de science-fiction avec *District 9*, en y ajoutant un *local twist* puisque les extraterrestres débarquent cette fois dans le Johannesburg de l'apartheid et

<sup>58</sup> <http://www.sdinet.co.za/>, accédé le 22 septembre 2009.

<sup>59</sup> Voir [http://www.cafe-geo.net/article.php3?id\\_article=939](http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=939) pour un commentaire de ce film.

des gangsters nigériens. Ces dynamiques sociales et culturelles dues à des changements systémiques très rapides sont finalement ce qui m'intéresse le plus ici.

J'émet donc l'hypothèse que l'émergence peut se caractériser d'abord par cet ensemble de critères composites relevant de différents champs, ensuite par une trajectoire avec des temporalités propres (d'accélération et de compression notamment). Dans ce cas, la notion d'émergence utilisée en particulier pour la Chine, le Brésil et l'Inde apparaît clairement comme pertinente pour décrire et analyser la situation de l'Afrique du Sud post-apartheid, les temporalités du changement s'y doublant de temporalités de l'émergence.

Tableau 1 : Indicateurs de développement, l'Afrique du Sud en comparaison.

IDH 2006	Espérance de vie à la naissance (années) 2006	Taux d'alphabétisation (% des + de 15 ans) 2006	Taux de scolarisation (primaire au supérieur) (%) 2006	PNB / hab (US\$) 2006
1. Islande (0.968)	1. Japon (82.4)	1. Géorgie (100.0)	1. Australie (114.2)	1. Luxembourg (77,089)
123. Vanuatu (0.686)	160. Ouganda (50.5)	76. République dominicaine (88.0)	74. Croatie (77.2)	74. Serbie (9,468)
124. Tadjikistan (0.684)	161. Tchad (50.4)	77. Namibie (87.6)	75. Maurice (76.9)	75. Montenegro (9,250)
<b>125. Afrique du Sud (0.670)</b>	<b>162. Afrique du Sud (50.1)</b>	<b>78. Afrique du Sud (87.6)</b>	<b>76. Afrique du Sud (76.8)</b>	<b>76. Afrique du Sud (9,087)</b>
126. Botswana (0.664)	163. Cameroun (50.0)	79. Sao Tome et Principe (87.5)	77. Liban (76.8)	77. Brésil (8,949)
127. Maroc (0.646)	164. Burundi (48.9)	80. Maurice (87.0)	78. Egypte (76.4)	78. Macédonie (TFYR) (7,921)
179. Sierra Leone (0.329)	179. Swaziland (40.2)	147. Mali (22.9)	179. Djibouti (25.5)	178. RDC (281)

Source : ONU, [http://hdrstats.undp.org/2008/countries/country\\_fact\\_sheets/cty\\_fs\\_ZAF.html](http://hdrstats.undp.org/2008/countries/country_fact_sheets/cty_fs_ZAF.html), accédé le 21 septembre 2009.

Un indicateur distingue cependant clairement la situation sud-africaine de celle des pays émergents classiques<sup>60</sup> : l'Indice de Développement Humain (IDH). En effet, les actuels pays émergents présentaient des indices de développement humain relativement homogènes en 1975 (entre 0,505 pour la Chine et 0,707 pour la Corée du Sud). Depuis, ils ont connu une progression constante, plus ou moins rapide, de leur IDH (les pays d'Asie progressant plus vite que Mexique et Turquie dont les courbes deviennent plus étalées à compter des années 1990) ; l'Afrique du Sud, elle, voit son IDH décliner après 1995 (cf. Figure 9). Ce déclin coïncide avec les débuts de l'épidémie de VIH/SIDA dans ce pays, qui est l'un des plus touchés au monde (Amat-Roze 2003) : la part de la mortalité dans le calcul de l'IDH est importante, et entre

<sup>60</sup> La Fédération de Russie, après un déclin de son IDH lors de la sortie du communisme, voit son index remonter depuis 1995 ([http://hdrstats.undp.org/countries/country\\_fact\\_sheets/cty\\_fs\\_RUS.html](http://hdrstats.undp.org/countries/country_fact_sheets/cty_fs_RUS.html), accédé le 11 septembre 2009).

1997 et 2004, la mortalité sud-africaine a été multipliée par plus de trois pour les femmes entre 20 et 39 ans, par plus de deux pour les hommes entre 30 et 44 ans (Statistics South Africa 2006). Ces tranches d'âge sont aussi celles du pic des décès causés par le HIV ou les maladies opportunistes.

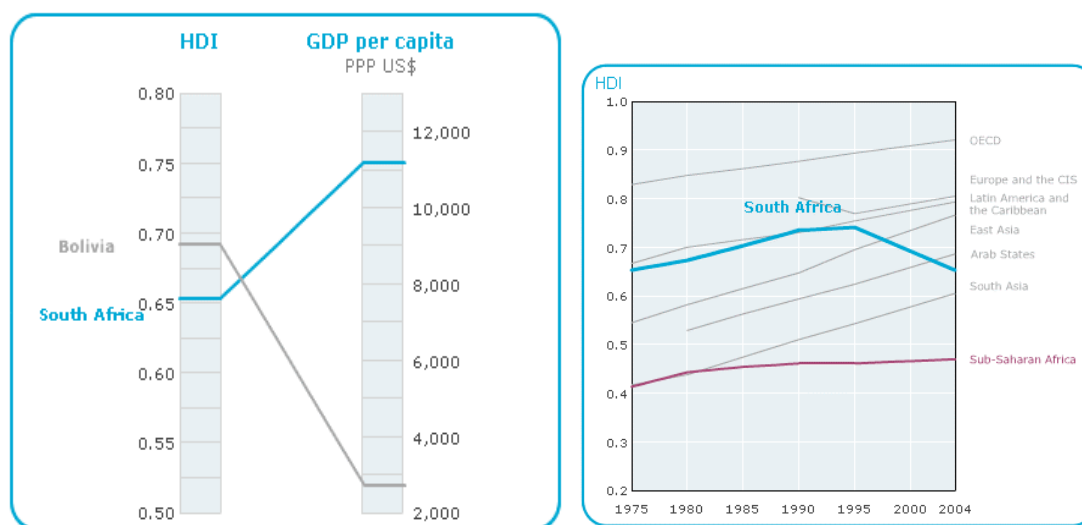


Figure 9 : IDH et PNB/habitant en Afrique du Sud.

Source : Rapport sur le développement humain, ONU, 2006.

Le niveau et la tendance de l'IDH sud-africain, principalement dû à la mortalité liée à l'épidémie de VIH/SIDA apparaît donc comme une anomalie, non seulement par rapport aux critères de l'émergence évoqués ci-dessus, mais aussi par rapport à la place relative du pays pour d'autres indicateurs (cf. Tableau 1). Néanmoins, cette anomalie tire l'ensemble du pays vers le bas.

### Un pays « post- » ?<sup>61</sup>

Les changements sociétaux en cours en Afrique du Sud depuis une vingtaine d'années contribuent à une transformation d'ampleur systémique, qu'il faut analyser plus avant sur le plan théorique. En effet, les différents processus décrits ci-dessus (transition, réconciliation, mondialisation, émergence) caractérisent une situation originale de *télescopage* dont le résultat est un état sommairement décrit sous le terme de post-apartheid. En conséquence, le contenu exact du « post-apartheid » est finalement fluide, voire flou, comme le sont sa définition et sa signification. Je m'attacherai donc ici à analyser le changement sud-africain à un autre niveau que celui des processus, celui des cadres d'analyse proposés par la littérature existante ou des interprétations des résultats de ces processus.

Pour ouvrir la « boîte noire » du post-apartheid, comprendre à la fois le contenu du terme et ce que son usage implique, il importe aussi de prendre en compte une série d'autres termes en « post- » qui sont appliqués à l'Afrique du Sud depuis 1994 : post-fordiste, post-conflit voire post-totalitaire et surtout post-moderne et post(-)coloniale. Cela permettra d'entrer dans la

<sup>61</sup> Cette partie s'appuie sur un travail en cours avec Philippe Gervais-Lambony.

question du post-apartheid par une analyse par champs (en économie politique, études urbaines, analyse d'acteurs ou de discours) et d'affiner la signification du préfixe « post- ».

Ainsi, l'impact de la mondialisation sur la structure économique sud-africaine est-elle décrite comme l'entrée du pays dans le post-fordisme (Amin 1994 ; Crankshaw 2008), changement structurel dont les conséquences sont ici aggravées par la domination de l'idéologie néolibérale dans les pratiques comme dans les politiques publiques. L'ordre spatial post-fordiste remplacerait ainsi dans le post-apartheid la ségrégation du fordisme racial de l'époque d'apartheid. Que la ségrégation sociale et raciale en soit diminuée reste aujourd'hui en débat, mais ses formes et les processus la générant ont changé et l'inégalité est aujourd'hui intra-raciale autant qu'inter-raciale.

De même, le processus de démocratisation et de réconciliation engagé à partir de 1990 fait entrer le pays dans un autre genre de post, celui-là dans le champ du politique. Suivant les analyses, l'Afrique du Sud devient ainsi un pays post-totalitaire<sup>62</sup> (Salazar 2002, 1998), post-conflit ou, plus simplement, « post-settlement » (Du Toit 2001). En effet, si la révolution négociée a effectivement remplacé la violence politique factionnelle directe par une violence criminelle, atomisée, d'individu à individu, le niveau en reste paroxystique (Houssay-Holzschuch 2002a ; Leggett 2005) :

« [P]erhaps the most obvious of [these masked legacies of the South African negotiated settlement] with which to begin, is the erroneous assumption that South Africa - as a consequence of the formal enfranchisement of black South Africans who were previously denied political rights - is a "post-conflict" society. Whilst many foreign observers, governments and aid agencies see South Africa's first democratic election under its negotiated constitution as the key moment representing the end point of transformation and transition to democracy, it is argued here that this represents the early beginnings, rather than the end of this process. A cursory examination of the sustained and even increasing levels of violence in South Africa - both during and after the negotiation process - equally demonstrates the error of assuming that this moment of the negotiated political settlement represents the transformation of South Africa to a "post-conflict" society. » (Simpson 2000)

L'Afrique du Sud serait aussi post-moderne et postcoloniale (cf. *infra*), regroupant ainsi une série de post, dont elle serait à nouveau un exemple archétypal.

Pour et par cette analyse, je propose de mettre en question la notion de « post- » : qu'est-ce qui est « post- », qui a le pouvoir de décider ce qu'est et quand est le « post- » ? Comme le souligne Amy Ross (2010), « the post has agency, (...) and is far from a static, fixed or already determined fact ». Il me semble que la manière la plus féconde de comprendre cette notion est de voir qu'elle traduit la difficulté d'une rupture nette et franche d'avec la période antérieure. La rupture est donc remplacée par un effilochement progressif, *messy*, en queue de comète. De plus, les termes en « post- » sont en général

---

<sup>62</sup> Le caractère totalitaire de l'Afrique du Sud sous l'apartheid est un débat non tranché : si le régime apparaît comme autoritaire et policier – et cela sans doute aucun –, il ne remplit pas forcément tous les critères de définition du totalitarisme selon Hannah Arendt. En particulier, la présence d'un parti d'opposition au Parlement (même s'il fut longtemps représenté par la seule Helen Suzman) brouille les analyses.

appliqués à des périodes d'histoire immédiate, pour lesquelles il est difficile d'avoir une vision claire – sans parler de l'impossibilité même de les définir par rapport à ce qui se passe ensuite. Cette absence de rupture claire a pour conséquence que la période précédente (l'apartheid, le fordisme, la modernité...) influence encore très largement les structures contemporaines et qu'elle est donc visible voire opérante. Mais de nouvelles logiques s'ajoutent, se superposent aux logiques anciennes, dans une figure de l'entremêlement (*entanglement*, voir aussi tome 1), justifiant l'ajout du préfixe.

### *Post-colonial, postcolonial*

L'Afrique du Sud contemporaine est qualifiée de postcoloniale ou post-coloniale dans la littérature. La post(-)colonialité et le post(-)colonialisme font partie des notions utilisées de manière permanente par la géographie de langue anglaise et dont la géographie française peine à se saisir, d'autant que ces termes sont fluides et recouvrent bien des définitions, des approches, des disciplines, voire des objets différents (Ashcroft, Griffiths, & Tiffin 1995 ; Staszak et al. 2001). Néanmoins, le géographe dispose aujourd'hui de la remarquable synthèse de Joanne Sharp (Sharp 2009), dont je suivrai les choix. Elle distingue le post-colonialisme du postcolonialisme, le tiret faisant toute la différence. Le post-colonialisme désigne alors une période historique, celle suivant les indépendances et marquant la fin de la période de colonialisme moderne et occidental. Seuls certains pays sont alors concernés, principalement au « Sud ». Le postcolonialisme, quant à lui, est une approche analytique et critique des conséquences, notamment culturelles, de la domination coloniale européenne. Comme évoqué ci-dessus, le préfixe post-est ici utilisé pour décrire la confusion brouillonne suivant l'âge colonial, l'étirement de ses conséquences de plus en plus ténues, les *entanglements* et la *messiness* des transitions :

« [Postcolonialism] seeks to play on the ambiguity of the concept, recognising continuities from the colonial period as well as breaks from it – and also recognising that while states might be physically decolonised, this does not mean that other effects of the colonial period have all disappeared. This is because postcolonialism also represents a shift from a form of analysis based solely around politics and economics (...) to consider instead the importance of the cultural products of colonialism. » (Sharp 2009, 5)

On retrouve là la complexité des temporalités du changement, déjà mises en évidence dans les changements sud-africains (Gervais-Lambony 2003a). La conscience de cette complexité temporelle, mais aussi spatiale et sociale est l'un des grands apports du postcolonialisme qui me paraît utile pour comprendre l'Afrique du Sud d'aujourd'hui. Un autre élément clé, empiriquement mis en évidence de longue date par les recherches anthropologiques, est l'insistance théorique et politique sur la multiplicité des acteurs et la capacité d'action et de réaction des « subalternes », soumis au pouvoir : les études postcoloniales ont montré comment une relation de pouvoir, aussi dissymétrique qu'elle pouvait l'être en situation coloniale, ne dépouille pas pour autant les dominés de toute capacité à agir, que ce soit en termes de résistance, d'adaptation ou de subtile subversion (Sharp et al. 1999). Issues des approches postcolonialistes, les thématiques de l'hybridité, de la fluidité identitaire dans un contexte de pouvoir (au sens large : politique, économique, social, psychologique, etc.) pouvant comporter de fortes

contraintes apparaissent comme extrêmement pertinentes aujourd'hui en Afrique du Sud (cf. *infra*).

Si le passé colonial de l'Afrique du Sud apparaît spécifique par certains aspects (cf. *supra*), si son (absence d')exceptionnalité a fait débat, la situation post-coloniale du pays depuis 1994 est souvent vue comme allant de soi. De fait, le pays apparaît comme enfin décolonisé, puisque la majorité africaine acquiert à ce moment-là le droit de vote. En outre, l'approche postcoloniale est largement appliquée à l'Afrique du Sud, y compris par des universitaires sud-africains ou basés dans le pays (Comaroff & Comaroff 1999 ; Mbembe 2001 ; Mbembe & Nuttall 2004 ; Robinson 2003b, 2003a ; Robinson 2006b). Elle provoque aussi une expérience nouvelle du monde, décrite par Mbembe (2001) et qui tient aussi au développement des situations de multiculturalisme et de pluri-identité ainsi qu'une relecture des relations de pouvoir et d'hégémonie. La fin de l'apartheid provoque en effet un développement des situations de co-présence tout comme une reconnaissance du multiculturalisme de la nation. Cela passe entre autres par une volonté d'africanisation, qu'elle soit politique avec l'*African Renaissance* prônée par Mbeki (1998) ou esthétique voire « cosmétique » (Salazar 2002 ; Nuttall 2004, 2009 ; Nuttall & Michael 2000).

Seul Fraser (2007), à ma connaissance, argumente en faveur d'une lecture différente de celle proposée par le post(-)colonial, préférant appliquer à l'Afrique du Sud actuelle la thèse de Gregory (2004) du « présent colonial » (*colonial present*). Il appuie son argumentation sur une analyse de la réforme foncière dans les campagnes :

« South Africa is conventionally viewed as a 'postcolonial' place; in contrast to that view, I call attention to the colonial present in South Africa. I argue that it has two dimensions: first, white farmers' near-monopoly on technical and entrepreneurial agricultural skills; second, the persistent power of those traditional leaders whose capacity the apartheid regime tried to elevate for its own purposes » (Fraser 2007, 835)

Son idée est d'ainsi attirer l'attention sur la persistance voire la réactivation de pratiques et de relations coloniales par leur style (« *colonial-style practices and relations* », 836), pour deux raisons : à la fois parce qu'elles conviennent aux stratégies géopolitiques de certains États - c'est la thèse de Gregory, qui identifie le présent colonial en Iraq, Afghanistan et Palestine ; mais aussi, en intégrant Harvey, parce que ces relations correspondent aux exigences politico-économiques du régime d'accumulation (*suit the political-economic demands of accumulation*, 837). Si l'idée me paraît effectivement applicable dans les campagnes sud-africaines, elle semble moins pertinente dans les zones urbaines, où le manque de compétences de la population noire est moins répandu : la présence ancienne d'une bourgeoisie noire éduquée en ville est ancienne (Odendaal 1984) et avec elle une classe moyenne dont le poids numérique et politique s'est accru de manière très rapide, sinon exponentielle<sup>63</sup> depuis 1994<sup>64</sup>. Plutôt que de maintenir ou réactiver des relations coloniales, cette classe entrepreneuriale œuvre à la construction d'une ville sud-africaine postcoloniale et post-moderne, caractérisée par une

<sup>63</sup> Etude du UCT Unilever Institute of Strategic Marketing, rapportée sur BBC news, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7015393.stm>, accédé le 27 septembre 2007.

<sup>64</sup> Ce qui ne veut pas dire qu'aucune relation de type colonial - fondant le « présent colonial » n'existe dans les villes sud-africaines contemporaines.

polarisation entre les classes sociales et des transformations paysagères et citadines autour de la pratique de malls (cf. *infra*) : les exemples archétypaux des entrepreneurs noirs sont, à Johannesburg Richard Maponya<sup>65</sup> et au Cap Mzoli Ngcawuzele<sup>66</sup>.

La discussion quant au contenu postcolonial de l'Afrique du Sud contemporaine est plus fournie. Je reviendrai à plusieurs reprises au cours de ce travail sur la dimension multiculturelle aujourd'hui reconnue du pays. Mais deux éléments, notamment souligné par les Comaroffs (1999), me semblent ici importants. Le premier souligne la dimension économique *perçue* du changement : le passage à l'époque post-coloniale signifie entre autres la possibilité, pour un Africain, de « réussir » et de s'enrichir. Cette nouvelle opportunité est prouvée et incarnée par quelques individus, hypervisibles dans les médias<sup>67</sup> mais l'immense majorité de la population ne peut que contempler, plongée dans une pauvreté qui s'aggrave. Dès lors, la postcolonialité est une expérience de frustration et de privation (Comaroff & Comaroff 1999, 284). À cette polarisation sociale dans l'expérience de la postcolonialité, il faut ajouter selon eux, la question de la frontière générationnelle : la rapidité du changement systémique sud-africain, se cumulant avec la compression du temps typique de la post-modernité (Harvey 1989) fait de l'âge une ligne de clivage social particulièrement importante. La génération *born-free*, par exemple, n'a pas pour expérience première l'apartheid, mais la violence et les conséquences de l'épidémie de VIH/SIDA (pour des illustrations artistiques voir Sello Duiker 2000 ; Hood 2005).

Rappelons cependant que, si les termes de post-colonial et postcolonial semblent bien s'appliquer à l'Afrique du Sud contemporaine, ils ne doivent pas être utilisés sans un certain nombre de précautions.

La première est que l'approche post(-)coloniale a eu historiquement tendance à se focaliser sur les pratiques discursives et culturelles. Les conditions matérielles et sociales, la dimension politique ne doivent pas être oubliées, encore moins dans un contexte de très fortes inégalités de race, classe et genre.

La seconde est que l'approche post(-)coloniale met l'accent, souvent avec raison, sur les inégalités de race. Si un tel angle est parfaitement justifié en Afrique du Sud, même contemporaine (Seekings 2008), il ne doit pas être unique.

« The centrist or moderate South African version of postcolonial theory - South Africa's postcoloniality of a special type - is very definitely a one-stage theory. We were colonial; we have become postcolonial; no further fundamental transformations are required. (...) Race, according to this view, is and always has been the primary factor in South African affairs, and with the elections of 1994 the racial settlement has been largely effected; class was not really significant, and so there is no need to be concerned with the fact

---

<sup>65</sup> Giant Soweto shopping mall opens. 2007. *BBC News*, September 27; Biles, P. 2007. Shopping in Soweto goes upmarket. *BBC News*, September 27; Mangena, I. 2007. Maponya Mall: 'Everything I want under one roof'. *Mail & Guardian*, September 25; Tshabalala, T. 2007. Soweto's Maponya Mall a 'radical reconstruction' *Mail & Guardian*, September 27.

<sup>66</sup> Lewis, E. 2008. Vandalism threatens new Gugs mall. *The Cape Argus*, October 15; Prince, N. 2009. Outcry as developer bulldozes butchery. *The Cape Argus*, September 3.

<sup>67</sup> Dans la presse quotidienne comme dans des magazines destinés à un lectorat africain (*Drum*).



that class relations remain entirely unaltered in the 'new' South Africa. »  
(Visser 1997, 93)

En effet, les inégalités de classe et de genre restent tout aussi prégnantes ; celles de génération s'affirment.

Enfin, l'accent mis sur l'expérience coloniale peut paradoxalement nuire à la compréhension de la situation des actuels pays du Sud, tout d'abord en la diluant dans un paradigme trop vaste pour être utile. L'expérience coloniale est, après tout, une des choses les mieux partagées au monde (Michel 1994) : pour prouver le problème par l'absurde, on peut se demander si les Français sont post-coloniaux, pour avoir été Gallo-Romains ? Plus raisonnablement, la Finlande colonisée par la Suède de 1150 à 1809, puis par la Russie jusqu'en 1917, la Norvège par la Suède jusqu'en 1905, l'Islande jusqu'en 1949 sont-elles post-coloniales ? Un tel élargissement fait perdre tout sens à l'expression : dès lors, qu'est-ce que le post-colonial et quelle situation spécifique décrit-il ? Les pays ayant connu une colonisation issue d'Europe depuis les Grandes Découvertes – soit en incluant les USA et le Canada ? Les pays ayant connu une colonisation et une décolonisation récente dans un contexte capitaliste, fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> – soit en excluant l'Amérique latine ? Est-ce à dire que parler de situation post-coloniale serait une (autre) manière de parler des pays du Sud, sans les nommer ? Si c'est bien le cas, cela implique que, dans la caractérisation d'une situation comme post-coloniale, ni le fait colonial, ni l'indépendance ne seraient décisifs. On peut cependant admettre que la colonisation occidentale de l'époque moderne, dans le cadre d'un régime capitaliste et d'une domination racialisée et inégalitaire du colonisé, présente des spécificités et que le terme de post-colonial y renvoie de manière privilégiée. Si la littérature existante parle avant tout des pays du Sud, c'est qu'implicitement, l'idée du post-colonial repose sur l'importance de la différence raciale et de la construction de l'Autre par la race dans une optique orientaliste (Said 1978). Cela mériterait d'être rappelé. À tout le moins, il faut regretter l'absence de réflexion sur la délimitation chronologique et spatiale de cette post-colonialité.

*A contrario*, réserver l'appellation de post-colonial aux pays du Sud fait manquer des comparaisons fécondes, notamment avec les pays post-communistes et surtout post-soviétiques (Moore 2001 ; Popescu 2003). De fait, les républiques d'URSS (Russie exceptée) et les pays du Pacte de Varsovie présentaient des caractéristiques habituellement associées à une situation coloniale<sup>68</sup> :

« Lack of sovereign power, restrictions on travel, military occupation, lack of convertible specie, a domestic economy ruled by the dominating state, and forced education in the colonizer's tongue. » (Moore 2001, 121)

Leur situation actuelle se retrouve également dans la façon dont David Chioni Moore décrit la situation post-coloniale :

« According to a rough consensus, the cultures of postcolonial lands are characterized by tensions between the desire for autonomy and a history of dependence, between the desire for autochthony and the fact of hybrid, part-colonial origin, between resistance and complicity, and between imitation (or mimicry) and originality. » (Moore 2001, 112)

Au final, il ne s'agit pas de faire un essai d'ontologie sur ce qui est ou

---

<sup>68</sup> Laquelle ne date d'ailleurs pas forcément de 1917 : la « colonisation » soviétique a bien souvent pris le relais de la colonisation russe.

n'est pas post(-)colonial. Il paraît plus utile de voir en quoi l'herméneutique postcoloniale est utile pour comprendre une situation donnée, ici celle de l'Afrique du Sud contemporaine. C'est ce que je ferai dans la suite de ce travail, tout en gardant à l'esprit que Cape Town, comme Johannesburg,

« fits less and less comfortably within a 'post-colonial' frame of analysis [defined, following J. Jacobs, as a specific periodisation i.e. colonial inheritances, imperial presents and postcolonial possibilities] – or at least implies that the frame be substantially reworked. (...) Johannesburg increasingly speaks of a version of citiness made up of simultaneity, speed, rapid alternations, and striking levels of mutability and change. More widely, South Africa used to be read in terms of how to defeat a racist and capitalist state. Now it requires to be read in much more diverse and pluralised ways. » (Nuttall 2009)

L'approche postcoloniale permet donc – et c'est là qu'elle est fondamentalement utile – de mettre l'accent sur les *ambivalences*, les contradictions, l'hybridité, la multiplicité des points de vue. Elle rappelle l'importance de la construction sociale de la différence raciale et, pratiquée dans une perspective critique, oriente vers une lecture complexe des inégalités et des rapports de pouvoir. Elle permet d'identifier et d'analyser la persistance de la « race » comme facteur explicatif (Seekings 2008), mais aussi celle de l'âge (Comaroff & Comaroff 1999), de la classe sociale (Bond 2008) et du genre (Elder 2003).

### *Post-moderne*

Le fait post-colonial et l'analyse postcoloniale, typiquement appliqués aux pays du Sud, ont donc leur pertinence pour comprendre le cas sud-africain et les changements contemporains qu'il connaît. En outre, les interprétations post(-)coloniales confirment l'intérêt de l'acception de « post- » que je propose. Mais la situation particulière de l'Afrique du Sud (cf. chapitre 1) industrialisée, urbanisée et partiellement *First World* a permis de lui appliquer des interprétations post-moderne et post-moderniste, plus typiquement réservées aux pays du Nord.

La question d'une Afrique du Sud contemporaine post-moderne pose à nouveau des questions de définition ouvrant sur une complexification de l'objet. Avant même que de parler post-modernité, postmodernisme ou approche postmodern(ist)e en géographie, il faudrait revenir, pour être rigoureux, sur la modernité elle-même et le caractère moderne ou non de l'Afrique du Sud d'avant 1994. Tout cela pour dire que le débat est extrêmement vaste et que je ne poserai ici que quelques jalons et garde-fous, renvoyant à une bibliographie surabondante et parfois remarquable de clarté (Benko & Strohmayer 1997).

### Avant la question de la post-modernité sud-africaine, quelle modernité ?

Rappelons que définir la modernité est une tâche compliquée : la notion comprend tant de dimensions (économiques, psychologiques, techniques, sociales...); s'étend sur une période difficile à borner en amont comme en aval ; concerne des espaces et des cultures extrêmement variés. Le contenu de la modernité elle-même se présente largement sous la forme d'un amas de phénomènes, d'un *package*, comprenant pêle-mêle le capitalisme,

l'impérialisme, le développement de l'individualisme, l'affirmation des États-Nations, l'industrialisation, l'urbanisation, les développements de la science occidentale positive, le racisme, etc. Au sein de ce *package*, selon le cas étudié, mais aussi selon la discipline choisie, l'importance respective des éléments et leur hiérarchie varient. Enfin, la notion tente de combiner à la fois des approches ancrées dans les situations locales et d'englober des dynamiques extrêmement diverses dans un cadre narratif commun, celui d'un Grand Récit. La fécondité d'une telle approche est donc tout aussi variable – servant souvent plus à décrire ou juger qu'à analyser (Benko & Strohmayer 1997) - et les recommandations de Frederick Cooper sont à garder à l'esprit :

« Scholars should not try for a slightly better definition [of modernity] so that they can talk about modernity more clearly. They should instead listen to what is being said in the world. If modernity is what they hear, they should ask how it is being used and why. » (Cooper 2005)

Si définir la modernité en général est pour le moins difficile, une analyse plus localisée de la notion ouvre aussi de vastes débats : qu'est-ce que la modernité en Afrique et en Afrique du Sud ? Est-ce simplement l'impérialisme colonisateur et prédateur des ressources locales, couplé à la ségrégation raciale et exprimé dans des modes de gouvernement territorialisés spécifiques (Mamdani 1996) ? Le cas sud-africain ajoute à ce cadre une chronologie spécifique décalée vers l'amont, les dynamiques précoces d'industrialisation et d'urbanisation, tout comme d'autres caractéristiques liées à l'implantation d'une colonie de peuplement (développement de l'individualisme, d'une science occidentale locale, etc.). La modernité du projet et du régime d'apartheid, quant à elle, est aussi objet de débats. Certains auteurs soulignent le caractère pré-moderne du régime, allant jusqu'à le qualifier d'

« ancien régime », construit de corps constitués et de liens familiaux, où l'individu ne tenait définition et droits que de son appartenance à une race, un groupe, un métier même : société d'ordre face à société d'individus, oligarchie face à république. » (Salazar 2004)

Plus généralement, je crois qu'il faut distinguer les formes – ici sociales - de l'apartheid, dont certaines sont effectivement prémodernes, de son projet, lui éminemment moderne. Toutes les formes de l'apartheid ne sont d'ailleurs pas prémodernes : la catégorisation de la population en différents groupes raciaux relève de la raison classificatrice moderne ; l'attention, voire l'obsession de la loi nuance le propos cité ci-dessus sur l'oligarchie ; le discours permanent visant à mettre en adéquation un état, une nation et une culture définie par la langue est typiquement moderne, tout comme les formes spatiales associées (Houssay-Holzschuch 1996, 2004). Le projet quant à lui est une ingénierie sociale très ambitieuse. Il ne s'agit pas d'une visée réactionnaire qui tente de revenir à un âge d'or de la domination raciale mais d'une idéologie se projetant, construisant un avenir idéal – pour la minorité blanche. Modeller la société via l'espace, par force de loi et violence d'état, pour la mettre en conformité avec une idéologie : tel est le projet d'apartheid, qui entre ici en résonance avec les projets totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle.

Admettons donc que l'Afrique du Sud du XX<sup>e</sup> siècle est bien dans la modernité, à la fois par les éléments structurels du package qui y sont présents depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et par le projet politique qui la transforme

dans la seconde moitié du siècle dernier. Pour autant, est-elle aujourd'hui post-moderne ?

### Post-modernité et postmodernisme

Arrêtons-nous à nouveau pour séparer - rapidement - post-modernité et postmodernisme, même si la distinction entre les deux semble progressivement abandonnée dans les débats scientifiques (Claval 1992 ; Staszak et al. 2001 ; Varii Auctores 1999, 2004). La post-modernité désigne une époque dans laquelle nous nous trouverions et qui serait en opposition à la modernité. Cette époque se caractérise par l'effondrement du bloc soviétique ; le développement d'une nouvelle économie dématérialisée, largement financière et dans laquelle l'information est fondamentale ; l'avènement du multiculturalisme ; la mondialisation et la compression voire l'annihilation de l'espace-temps qui lui est associée ; l'importance de l'image ; le développement de la fragmentation sociale et spatiale ; les NTIC, etc. Il apparaît d'emblée que la post-modernité a au moins en commun avec la modernité le fait de se former en package d'éléments très variés et touchant différents champs de la société. Le postmodernisme est lui un courant de pensée, une approche développée par les sciences humaines et sociales pour tenter d'analyser la fin des Grands Récits et, par extension, ayant développé une approche déconstructionniste. Les approches postmodernistes, plus largement et anciennement développées dans le monde anglophone, ont été appliquées au cas sud-africain : ainsi, la construction progressive de la notion de race en Afrique du Sud a-t-elle été rigoureusement reconstituée par les historiens (Schmidt 1996 ; Keegan 1996).

Les éléments caractéristiques de la post-modernité ont été effectivement reconnus par les analystes comme marquant le passage à une période nouvelle<sup>69</sup>. La question principale est celle de la radicalité de la rupture avec la période précédente de la modernité et, en conséquence, du terme à adopter pour désigner cet âge plus ou moins nouveau. Au sein de la géographie, la critique la plus fameuse est sans doute celle, déjà ancienne, de David Harvey (1989) : la post-modernité est un habillage pour la forme la plus contemporaine du développement global du capitalisme, il y a de nouvelles expériences certes, de nouvelles formes aussi, mais elles relèvent du même moteur que jadis, le capitalisme. Le risque de parler de post-modernité est de ne plus voir cette continuité.

Zygmunt Bauman (1992, 1991 ; voir aussi Elliott & Bauman 2007) explore ces relations entre modernité et post-modernité et avance deux éléments qui me semblent importants ici tant ils soulignent le flou de la division entre les deux. La réalité qui nous entoure, dit-il, et en particulier la culture contemporaine, déploie simultanément modernité et post-modernité. Il y a donc coexistence entre les deux, même si ce n'est évidemment pas sans tensions ni contradictions. De plus, sur le fond lui même,

« Postmodernity is modernity that has admitted the non-feasibility of its original project. Postmodernity is modernity reconciled to its own

---

<sup>69</sup> Encore que cela reste dans la définition de la modernité donnée par Georg Simmel comme étant « experienced largely through changing relations of proximity and distance and more broadly through cultures of movements and mobility »... D'où la proposition d'Ulrich Beck de parler de « seconde modernité ».

impossibility – and determined, for better or for worse, to live with it. Modern practices continue – now, however, devoid of the objective that once triggered it off. » (Bauman 1990)

En d'autres termes, la post-modernité est la modernité ayant perdu ses illusions (Elliott & Bauman 2007, 8). Cette absence de changement profond entre les deux conduit d'ailleurs Bauman, dans ses travaux plus récents, à préférer parler de « modernité liquide » qu'il définit comme étant

« a condition in which social forms (structures that limit individual choices, institutions that guard repetitions of routines, pattern of acceptable behaviour) can no longer (and are not expected) to keep their shape for long, because they decompose and melt faster than the time it takes to cast them, and once they are cast for them to set. Forms, whether already present or adumbrated, are unlikely to be given enough time to solidify, and cannot serve as frames of references for human actions and long-term life strategies because of their short life expectation: indeed, a life expectation longer than the time it takes to develop a cohesive and consistent strategy, and still shorter than the fulfilment of an individual 'life project' requires. » (Bauman 2007, 1)

La fluidité ainsi décrite correspond à la situation de l'Afrique du Sud contemporaine. Ainsi, le changement systémique ayant mis fin à l'apartheid a rendu obsolète un certain cadre de référence, installé et consolidé pendant des décennies. Depuis, la construction de nouveaux cadres de références y est rendue quasi impossible par l'évolution extrêmement rapide, compactée, de la société sud-africaine, comme par le contexte *global* de fluidité dans lequel elle s'est réinscrite.

Néanmoins, l'acception que je prends ici pour le terme « post- », comme dénotant justement les difficultés de la rupture, les superpositions de logiques différentes et le palimpseste temporel, permet de continuer à utiliser le terme de post-moderne. On n'a pas affaire à quelque chose de radicalement différent de la modernité (d'où le fait qu'on utilise toujours le terme de modernité dans l'expression, et non une notion totalement nouvelle), mais à la modernité s'ajoute une forme postérieure comme posée par-dessus, qui en reprend des éléments essentiels mais est fort différente sur un certain nombre de points, notamment socio-spatio-culturels. Soit, mais en positif, le même argument que celui de Harvey.

Outre une compréhension du changement sud-africain par la fluidité et la liquidité, parler de post-modernité dans l'Afrique du Sud contemporaine permet également de décrire des évolutions ayant eu lieu depuis la fin de l'apartheid : en effet, les phénomènes inclus dans le package de la post-modernité sont très largement ceux qui ont touchés l'Afrique du Sud depuis le début des années 1990. Ainsi, développement des NTIC (Péjout 2007), polarisation sociale encore accentuée (Bond 2000), réinsertion dans les circuits de la globalisation et changements économiques (Vacchiani-Marcuzzo 2005), reconnaissance du multiculturalisme du pays (Ramsamy 2007), etc., sont bien parmi les faits marquants des quinze dernières années dans le pays.

La post-modernité sud-africaine a été particulièrement identifiée et étudiée dans le champ des études urbaines. Les nouveaux types d'espaces urbains identifiés par l'école de Los Angeles (Davis 1990, 1998 ; Dear & Flusty 1998 ; Dear & Dishman 2001 ; Soja 1996, 2000), remplaçant la « cible » de l'école de Chicago par « l'échiquier » (Dorier-Apprill & Gervais-Lambony

2007, 22), se repèrent aisément dans les villes sud-africaines contemporaines. Cette adéquation est vérifiée par la proposition de Jacques Lévy (2000) de définir le modèle urbain de Johannesburg : dans une tradition disciplinaire différente, au sein d'un projet théorique spécifique et sans faire appel aux dispositifs théoriques de l'approche postmoderniste, il choisit la ville sud-africaine archétypale pour incarner la ville éclatée, fragmentée, juxtaposant en des zones fonctionnellement homogènes ghettos et *gated communities*, dédiée à l'automobile. Dans un article novateur, Alan Mabin (1995) a entamé la lecture post-moderne des villes sud-africaines en identifiant les changements d'orientation (*shifts*) dans l'évolution urbaine : de rationalité planificatrice, du secteur industriel, des infrastructures de transports (*freeway shift*), de l'environnement bâti, de la polarisation et fragmentation socio-spatiale, des migrations vers la ville (*urbanward shift*), vers un zoning plus multifonctionnel, vers plus de négociations, de violence et de diversité. Il conclue en soulignant les tensions – mais aussi l'intérêt – qu'il y a à « confront the disabilities of the modernist [notably apartheid] forms under distinctly postmodern circumstances » (196 ; voir aussi Müller-Friedman 2008). Ces tensions ne sont pas seulement celles des héritages, mais elles s'accroissent avec les divisions sociales et spatiales de la ville post-moderne (Jaglin 2001, 2005 ; Bénit-Gbaffou 2008b ; Dorier-Apprill & Gervais-Lambony 2007 ; Dupont & Houssay-Holzschuch 2005 ; Harrison, Huchzermeyer, & Mayekiso 2003 ; Varii Auctores 2005 ; et dans une autre tradition Navez-Bouchanine 2002). La question de la fragmentation fait ainsi partie des grands débats d'inspiration post-moderne sur les villes post-apartheid (Gervais-Lambony, Landy, & Oldfield 2003, 31). Autre question d'inspiration post-moderne dans les villes sud-africaines, celle du traitement social du passé, entre mémoire, patrimonialisation, nostalgie et disneyification (cf. Refonder le vivre-ensemble : géographies du sacré et de la mémoire dans la ville post-apartheid).

### *Post-apartheid*

Enfin, l'Afrique du Sud contemporaine est bien souvent qualifiée d'un « post- » qui lui est spécifique, le post-apartheid, que ce soit dans la littérature scientifique, francophone comme anglophone, ou dans les discours locaux, politiques, sociaux, journalistiques. L'expression est d'une très grande commodité et permet de désigner un pays à la fois profondément transformé par la démocratisation et dans lequel les traces de l'apartheid demeurent cependant visibles au quotidien. De fait, comme évoqué plus haut, Philippe Gervais-Lambony (2003a) a démontré que les transformations sociales et spatiales se font à des rythmes différents selon les domaines ou champs - politique, économique, culturel – considérés. L'utilisation du préfixe post- est ici conforme à ce qu'elle est dans d'autres expressions (post-moderne, post-colonial, post-conflit...) : elle marque l'entrée dans un nouvel âge, difficile à définir parce qu'il est à la fois nouveau – donc malaisé à identifier et caractériser pour des contemporains - et profondément marqué par l'âge précédent dont il peine à se dégager totalement. Sur le plan des formes matérielles sociales et spatiales, sur le plan immatériel des valeurs et idéologies, ou, pour adopter un instant un langage marxien, dans les infrastructures comme les superstructures, l'époque précédente reste visible. Elle peut apparaître en palimpseste, dans les failles et interstices du nouveau

système mis en place. Simultanément, les structures anciennes peuvent continuer de fonctionner et laisser voir, en échancre, l'apparition de nouvelles modalités.

Une telle compréhension du post- de post-apartheid est fascinante pour un géographe. L'entrée par l'espace, rappelait Edward Said (Said 1993 ; in Elder 2003, 3), est particulièrement féconde dans les sociétés en proie au changement systémique : « one of the ways of examining a country caught up in the throes of change is to examine its spaces ». D'un côté, nous sommes habitués à lire le paysage comme palimpseste et ainsi à reconnaître les pesanteurs héritées. De l'autre, le paysage « matrice et empreinte » de la société qui le produit porte les marques du changement. Mais cette première lecture paysagère n'est pas la seule à être féconde : le détour par l'espace permet d'identifier de nombreux effets de décalage (*discrepancy*) socialement signifiants. Ainsi, un premier décalage peut apparaître entre un changement politique qui a pu être extrêmement rapide en Afrique du Sud et l'inertie spatiale : les bantoustans (cf. Figure 3) ont ainsi cessé d'exister *de jure* de manière instantanée, la nuit de premières élections démocratiques. *De facto*, la pauvreté régionalisée créée par leur existence perdure dans l'espace national des nouvelles provinces (Gervais-Lambony 1996). Le deuxième décalage existe entre les espaces et entre les échelles : le changement s'y inscrit de manière différenciée, dans ses temporalités comme dans ses formes. Ainsi, les espaces urbains sont touchés de manière variée, opposant de manière polarisée les « cities of gold » et les « townships of coal » (Bond 2000 ; voir aussi Tomlinson et al. 2003). Un troisième décalage apparaît entre des formes spatiales héritées, fossiles, qui accueillent des pratiques sociales fort différentes de celles pour lesquelles l'espace a été conçu : cela est particulièrement visible dans les espaces publics comme le Victoria & Alfred Waterfront au Cap (cf. chapitre 5), conçu et construit pour que les Blancs des classes moyennes et supérieures viennent faire des shopping, et qui constitue aujourd'hui un remarquable lieu de mixité raciale et sociale au sein de la ville du Cap (Houssay-Holzschuch & Teppo 2009).

Le post-apartheid apparaît alors comme une époque caractérisée par l'empreinte des héritages de l'apartheid. En ce sens, on peut affirmer rester dans l'ère post-apartheid tant que les structures socio-spatiales héritées de l'apartheid apparaissent comme conditionnant la situation observée. Une telle position, poussée à l'extrême, aboutit au paradoxe comme l'observe Christopher Warnes (2000, 71) :

« Postapartheid can therefore be described as a condition that paradoxically both precedes apartheid itself and that cannot be completely fulfilled even after the events of 1994. As Pechey (Pechey 1994, 153) puts it: "'post-apartheid' [. . .] defines a condition that has contradictorily always existed and yet is impossible of full realisation: always existed because apartheid as a politics of permanent and institutionalised crisis has from the beginning been shadowed by its own transgression or supersession; impossible of realisation, because the proliferating binaries of apartheid discourse will long outlive any merely political winning of freedom. »

Le palimpseste peut ici être compris de diverses manières : la société contemporaine fonctionne encore selon des logiques d'apartheid, ne fait sens que compte tenu du soubassement de l'apartheid. Plus encore, les espaces produits par l'apartheid peuvent apparaître comme le substrat matériel du post-apartheid, le parchemin du palimpseste ; et les mentalités, valeurs et

traumatismes forgés par la période précédente comme l'encre servant à inscrire, à produire, un nouvel espace. L'exemple des anciennes zones tampons (*buffer zones*) est ainsi révélateur : murailles horizontales d'une ville blanche sur la défensive, elles participent à la fragmentation de la ville post-apartheid. Outils spatiaux du contrôle social, elles constituent aujourd'hui un front urbain et s'emplissent soit de logements sociaux de faible qualité comme le projet N2 Gateway, soit de casinos post-modernes pastichant les espaces détruits par l'apartheid tel GrandWest casino (cf. Figure 34) (Pinnock 1989 ; Dubresson & Jaglin 2008 ; Murray, Shepherd, & Hall 2007). Espaces de contrôles de la ville ségréguée d'apartheid, les zones tampons deviennent périphéries de comblement de la ville post-apartheid fragmentée en participant à sa polarisation croissante sous le mode de la ville post-moderne.

L'Afrique du Sud est bien aujourd'hui cet « engrossing but perilous mixing of the 'old' and the 'new' » que décrit Hein Marais (Marais 1998, 1) et qui est, à mon sens, capturé par l'expression post-apartheid. Néanmoins, il faut se garder de l'utiliser sans précaution, car elle comporte des connotations spécifiques :

- « First, *post-apartheid South Africa* anchors contemporary South Africa to the past: literally, rhetorically, symbolically and practically. While the challenges of the apartheid past are deeply embedded in the real and symbolic politics of South Africa and have even found institutional standing (e.g. the Truth and Reconciliation Commission), present-day South Africa is also much more than a shadow of things past. (...)

- Second, the term *post-apartheid South Africa* suggests that there is a breakpoint after which everything changes. Yes, 1994 did mark the year that South Africans of all races went to vote for a multiracial government. But what is so often neglected is that 1994 was a *transitional* moment. (...)

- The present is senseless without the past but similarly, the present is more than the past. Similar challenges confront those working on "the former Soviet Union", also known as present-day Russia. It is that discomfort that inspires the third reason for using the term *contemporary South Africa*. When South Africa appears without the post-apartheid prefix, we cannot but hear the ghost of apartheid chuckling from the other side. In a global context, South Africa is often synonymous for apartheid. Therefore, we augment the proper noun, South Africa, by invoking a complicated coeval present. *Contemporary* is added to this discussion of South Africa because it reminds us to think about that place as layered with time and space. » (Elder 2003, 2-3)

Glen Edler avance au moins deux bons arguments pour utiliser la notion avec plus de circonspection<sup>70</sup> : le présent est plus que le passé, même s'il ne peut se comprendre sans le passé, l'Afrique du Sud contemporaine est affectée par des transformations d'ampleur plus longue que l'apartheid ; la rupture n'est pas complète entre l'apartheid et le post apartheid, il y a des éléments, nombreux, de continuité, notamment dans les vies des Sud-Africains. Ajoutons que le passé donnant sens à la situation contemporaine de l'Afrique du Sud ne peut évidemment se limiter à la période 1948-1990. Si l'apartheid a officiellement commencé en 1948 avec l'arrivée au pouvoir du Parti National, il était aussi lui-même en continuité avec la période coloniale antérieure. L'Afrique du Sud ne peut donc pas être strictement post-apartheid, elle est nécessairement et tautologiquement post-passé. Et des bribes, des revenants, de ce passé, imprègnent encore les cultures citadines et les espaces citadins

<sup>70</sup> Il propose, quant à lui, de lui préférer « Afrique du Sud contemporaine ».



(cf. chapitre 4). On peut évoquer les quartiers mythiques de Sophiatown à Johannesburg ou de District Six au Cap ré-interprétés aujourd'hui (Houssay-Holzschuch 1998b ; Guillaume & Houssay-Holzschuch 2001 ; Murray, Shepherd, & Hall 2007), comme la continuité des politiques urbaines ou constructions identitaires. L'ensemble de ces décalages ou discordances seraient des signes de post-, car montrant justement l'écart d'avec l'apartheid qui cherchait à faire coïncider espaces, pratiques et idéologie.

Enfin, il faut être prudent étant données les durées considérées : « il n'est pas impossible que la période révolutionnaire, celle du changement intense, mette en place les conditions d'un nouvel espace, et que sa réalisation exige un temps assez long : une période de calme » (Lefebvre 1974, 66). D'où une question : le recul est-il suffisant pour conclure déjà sur l'existence ou la non-existence d'un nouvel espace en Afrique du Sud (qui serait l'espace post-apartheid) ? De plus, l'apparition d'un espace post-apartheid, conformément à la définition du « post- », ne signifie pas effacement ou disparition du précédent, mais établissement d'un nouvel espace « sur l'espace antérieurement constitué, en le conservant comme sédiment et support de symboles » (Lefebvre 1974, 65) : en d'autres termes cela incluse une ré-écriture de l'espace issu du passé, une ré-interprétation.

Au final, la question du post-apartheid et de l'existence d'un espace post-apartheid est une question politique. À cette aune politique certains diront que l'espace urbain n'est post-apartheid qu'à la condition qu'il réponde aux idéaux démocratiques et égalitaires de la lutte contre l'apartheid. C'est-à-dire que ne pourrait être post-apartheid que ce qui efface l'apartheid, sinon l'on serait dans la continuité. C'est notamment la position de Peffer, qui interroge une fois de plus la périodisation : le post-apartheid ne commencerait que l'apartheid fini – que cette fin date de 1986, 1990 ou de 1994 – ou encore à l'adoption de la constitution de 1996, voire à la disparition des « mental scars, or inherited inequalities and a majority living in poverty » (Peffer 2009, xvi-xvii).

Il me semble néanmoins plus pertinent et plus fécond de garder le terme de post-apartheid, en le considérant comme à la fois plein et symptomatique des ambivalences de l'Afrique du Sud contemporaine. Comme un problème en soi, ou plutôt une série d'interrogations marquant la réalité étudiée tout autant que la réflexion du chercheur : le post-apartheid, quand est-ce, où, pour qui, pour quoi, comment ?

En bref, lire les changements sud-africains à travers une géographie des villes – et en particulier à travers le cas de la ville du Cap, comme je m'appête à le faire – propose une tension permanente. Une manière de la présenter est d'opposer deux formules. Milton Santos rappelait qu'« [a]insi, le moment passé est mort comme « temps », mais non comme « espace » » (Santos 1989, 90). Il évoque ainsi l'inertie spatiale, laquelle me semble un des meilleurs moyens de décrire, comprendre et analyser les enchevêtrements contenus dans les « post- », de montrer en géographe comment les entremêlements de temporalités décrits ci dessus, par exemple par Michel Mbembe et Gervais-Lambony, se retrouvent dans l'espace. Même si les

héritages contraignent le contemporain, les changements sud-africains sont manifestes, complexes et à aborder selon différents prismes. Il reste que

« L'urgence est en fait là de se doter de concepts qui permettent de penser le déplacement, le mouvement, l'échange, le transit, c'est-à-dire l'impossibilité d'une centralité autre que provisoire, ponctuelle, en redéfinition permanente. » (Michel 1994, 214)

Ce qui ne peut se faire qu'à partir de l'analyse de situations concrètes, localisées et empiriques.

## Cape Town : dualité, ambiguïté

Approcher une ville, en comprendre le fonctionnement nécessite de réduire un objet multidimensionnel et complexe – tout en gardant complexité et multidimensionnalité au cœur de l'analyse, sous peine de perdre l'essence de la condition urbaine telle qu'évoquée par le couple densité/diversité ou par les notions d'urbanité et de citadinité. Les meilleures analyses, théoriques comme empiriques, ont résolu ce dilemme proposant de juxtaposer deux angles de vue : celui des territoires et celui des réseaux (Lévy 2000 ; Lévy & Lussault 2003) ; le prisme des territoires et le prisme des côtoiements (Bordreuil 2000) ; celui de l'espace conçu et de l'espace perçu pour aller dans le sens de la lecture que Soja<sup>71</sup> propose de Lefebvre (Soja 1996 ; Lefebvre 1974) ; celui des stratégies et celui des tactiques (de Certeau 1990). En d'autres termes, la première approche est plutôt géographique au sens classique du terme<sup>72</sup> ; elle est ancrée dans des paysages voire dans des *structures* – bâties, économiques, démographiques, etc. ; la ville qu'elle décrit est peu réactive aux changements sociaux et donc relativement inerte sur le plan des temporalités ; enfin, elle lit la ville telle qu'elle est créée « par le haut ». La seconde approche complète la première en s'attachant à un point de vue plus sociologique<sup>73</sup> ; elle est en situation de surimposition à la ville de la première approche et s'intéresse aux flux, circulations et mobilités ; elle peut donc rendre compte de changements qui s'y inscrivent plus rapidement ; elle a enfin tendance à proposer une approche de la ville par les pratiques citadines réelles. Comme toute vision dichotomique des choses, l'intérêt de ce qui est ainsi proposé est dans la juxtaposition dialectique des deux pôles, dans la confrontation permanente entre les deux, leurs interrelations, lignes ou zones de contact sinon de front.

Ce cadre général semble spécialement approprié pour comprendre les villes sud-africaines et en particulier Cape Town, dans la mesure où l'histoire de ségrégation et d'apartheid a incroyablement durci les structures de la ville par le haut, l'espace conçu des stratégies planificatrices. En conséquence, les pratiques citadines de la ville par le bas ont acquis une signification et une portée inversement proportionnelles à leur facilité. Et la confrontation entre les deux villes ainsi décrites est devenue ligne de front, d'affrontement politique. La ville est devenue un site d'oppositions tranchées, aux fortes connotations morales : oppresseurs/opprimés, riches/pauvres, Blancs/*Blacks*<sup>74</sup>, centre/périphéries, *suburbs*/townships, etc. En même temps, la complexité urbaine fait que le caractère violemment tranché de ces oppositions n'a pas pour autant supprimé l'existence d'une zone grise (*grey*

<sup>71</sup> L'espace représenté apparaissant comme transcendant les deux autres. Cf. chapitres 4 et 5.

<sup>72</sup> Le terme de spatial serait un contresens ici, puisque dans l'ensemble de ces approches l'espace est un produit social.

<sup>73</sup> Là encore *senso latu*.

<sup>74</sup> *Black* est utilisé ici au sens de la Black Consciousness de Steve Biko, comme définition positive de tous ceux que le régime d'apartheid nommait « non-Européens », regroupant donc « Africains », « Coloureds » et « Indiens ». Cette acception a été particulièrement partagée dans le Cape Town des années 1970-1980, notamment par la jeunesse coloured.

zone), non déterminée, fluide et changeante, sur la ligne de contact.

Ce chapitre s'attache à présenter la ville de Cape Town et ses enjeux. Au vu de l'écrasante pesanteur des structures de ségrégation et d'apartheid sur le reste des dynamiques urbaines, je privilégierai l'entrée territoriale tout en m'efforçant de la confronter aux pratiques urbaines. Corrélativement, puisque l'approche territoriale est ancrée dans une longue durée urbaine, ce chapitre a une forte composante historique. Enfin, je travaillerai à plusieurs échelles territoriales : en premier lieu, comprendre la ville par les stratégies qui l'ont construite pousse à réfléchir à l'échelle de l'agglomération. Je consacrerai ensuite la seconde partie de ce chapitre à quelques quartiers précis, agissant dans ma démonstration comme des lieux-témoins, sortes de carottes permettant de reconstituer la condition urbaine capetonienne et de substituer à la narration linéaire et littéraire une appréhension picturale du *sense of place*. Enfin, toujours par cette entrée territoriale, j'examinerai les dynamiques récentes de déségrégation. Les chapitres suivant aborderont la ville de manière thématique, pour analyser la manière dont les pratiques citadines refont la ville post-apartheid.

« Whose Mother City? »<sup>75</sup>



Figure 10 : Logos municipaux – quelle ville pour qui ?

Source : cliché Nadia Belaidi, mars 2009, reproduit avec la permission de l'auteur et extrait de (Belaidi et al. à paraître)

Le point de vue occidental classique du voyageur arrivant par mer, ou celui élevé du voyeur de Michel de Certeau appliquent tous deux au Cap un regard dominateur sur l'espace. Cependant, la ville qu'ils contemplent et dominant apparaît d'emblée comme double et opposant :

- un panorama d'une très grande beauté (cf. Figure 11), où l'amphithéâtre rocheux constitué par Signal Hill, Lion's Head, la Montagne de la Table et Devil's Peak offre un écrin grandiose à une ville moderne au creux de la baie : c'est le City Bowl. Souvent, la « Nappe » nuageuse qui couvre partiellement la Montagne se déchire et s'effiloche, ajoutant un peu de grâce à la majesté de ce décor servi par une lumière très particulière. Ce cadre crée une remarquable dramaturgie urbaine et

<sup>75</sup> L'expression est empruntée à Western (1996, 137).

informe largement les perceptions du lieu comme l'identité de ses habitants : la Montagne, l'océan, la ville sont des cadres fondamentaux d'appréhension de l'espace capetonien, comme en témoigne *A City imagined*, le recueil de nouvelles d'écrivains capetoniens décrivant leur ville (Watson 2005). Si cette perception est avant tout partagée et promue par des hommes blancs de classe moyenne, les témoignages oraux des ouvriers habitant District Six ou des anciens guérilleros de l'ANC rappellent que la Montagne – et avec elle un certain rapport avec la « Nature » - est fondatrice de l'identité capetonienne. La prégnance de ce paysage dans l'identité de la ville ainsi que sa beauté ont conduit à son utilisation intense dans le marketing territorial et touristique de la ville, puisque l'image est devenue archétypique des représentations touristiques du Cap.



Figure 11 : Cape Town de Blouberg Strand

Source : cliché de l'auteur, juillet 2005.

- L'autre vue (cf. Figure 12) met sous le regard du voyeur un paysage totalement différent aussi plat que l'autre est déchiqueté, aussi monotone que le précédent est exceptionnel. Les Cape Flats, plaine sableuse, inondable, balayée par des vents violents, étendent à perte de vue leurs banlieues résidentielles jusqu'à False Bay, de l'autre côté de la péninsule. La majorité de ces banlieues sont des townships, quartiers résidentiels au rabais, racialement homogènes encore aujourd'hui, construits sous l'apartheid pour éloigner et contrôler la population « non-blanche » majoritaire dans la ville. Lieux de pauvreté, de chômage, de violence, ils apparaissent comme le repoussoir du City

Bowl, oscillant entre côté obscur pour la crainte qu'ils inspirent aux habitants plus aisés et souvent blancs et coulisses d'une ville dont la prospérité s'est construite sur leur exploitation.

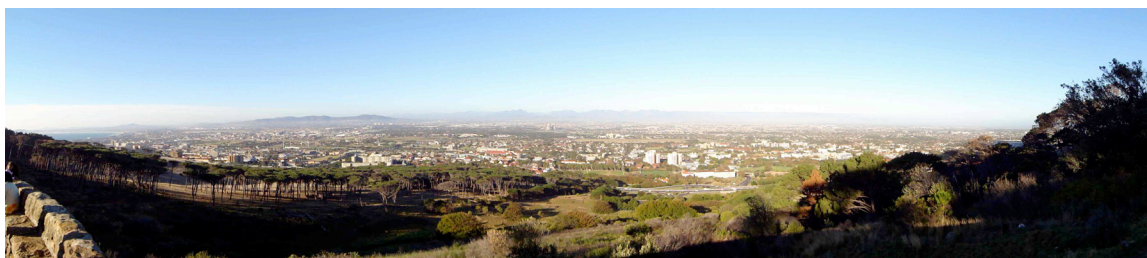


Figure 12 : Les Cape Flats, vus de Devil's Peak.

Source : cliché Matthieu Drevelle reproduit avec la permission de l'auteur, mai 2010.

Ce télescopage des deux visages opposés d'une ville dont le caractère dual saute à la figure, apparaît dans d'autres parcours urbains, comme celui du touriste traversant les camps de squatters le long de la N2 – Kanana, Joe Slovo – entre l'aéroport et son hôtel de centre ville. Ce télescopage se retrouve dans une série de discours : touristiques – opposant une cité balnéaire dont on jouit à une ville africaine à explorer rapidement voire à éviter – ou municipaux, opposant quant à eux une ville dont il faut soutenir la croissance à une ville en développement. Il se retrouve également dans les textes littéraires ou de sciences sociales, lorsqu'il s'agit de définir la figure archétypale du Capetonien (Watson 2005 ; Bickford-Smith, Van Heyningen, & Worden 1999 ; Mda 1995) : d'un côté apparaît un surfeur blanc anglophone, auquel éducation et revenus assurent des loisirs suffisants pour qu'il profite de la nature environnante. Bronzé, blond, probablement New Age et nécessairement écologiste, il professe des opinions politiques relativement à gauche et profite d'une qualité de vie exceptionnelle, entre villa, voiture, bonne et jardinier. Il habite sur la façade atlantique ou dans les banlieues sud. De l'autre côté, un *bergie*, noir ou coloured on ne sait tant il est sale, alcoolique, shooté à la colle ou à mieux, et sans-logis, oscillant entre la Cloche magnifique et l'abjection de l'exclusion. Il vit dans les interstices de la ville, ayant quitté la pauvreté des townships pour venir grappiller sa survie en centre ville. Il loge entre deux cartons, dans le minuscule camp de squatter sous le pont autoroutier du Foreshore.

Comme tous les archétypes, le surfeur et le clochard sont trompeurs. Leur image est produite, construite et diffusée par des acteurs plus proches du surfeur que du *bergie*. Les points aveugles de ces acteurs s'y retrouvent : surfeur et *bergie* logent dans la première image, celle du centre ville, non dans la seconde qui accueille pourtant la majorité de la population de la ville. Tous deux sont hommes et non femmes. Et leur dualité même cache l'intensité des liens entre les deux villes, l'interdépendance si étroite entre les deux, l'une ne pouvant exister sans l'autre – le fait que cette ville duale est une. Que Cape Town est profondément hybride, si ce n'est créole (Watson 2005) ou mieux, « branchée » sur tant de circuits différents que le résultat relève de l'entremêlement/*entanglement* (Amselle 2001). Et la figure évasive du Capetonien serait plutôt d'une couleur indéfinissable entre noir et blanc,

permettant des jeux identitaires. Le Capetonien (Murray, Shepherd, & Hall 2007, 14) serait aussi une victime des déplacements forcés (*forced removals*) : l'histoire capetonienne est celle d'une cohabitation raciale limitée mais réelle (cf. *infra*) et du déracinement traumatique imposé par la loi, lors de l'établissement du premier quartier africain de Ndabeni en 1901 (Houssay-Holzschuch 1999a) ou du Group Areas Act sous l'apartheid (Western 1981). De fait, quelques 150 000 personnes ont été expulsées de chez elles entre 1948 et 1980 pour la seule implémentation du Group Areas Act (Bickford-Smith, Van Heyningen, & Worden 1999, 189). Témoignages oraux des déplacés de District Six ou de Mowbray comme œuvres littéraires ou autobiographies en témoignent.

### *La fabrique de la ville*

Cape Town est une ville placée sur le signe de l'ambiguïté tout autant que sous le signe de la dualité. Ces deux caractéristiques entretiennent une relation dialectique définissant le caractère de la ville<sup>76</sup>.

L'ambiguïté, le caractère flou et équivoque de la ville est présent dès le geste fondateur de Jan van Riebeeck qui installe en 1652 une station de ravitaillement sur les rives de Table Bay pour le compte de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales (VOC), au grand dam des populations Khoisan de la Péninsule. Cette installation européenne permanente, la première en Afrique australe, est un dégât collatéral engendré par la nécessité pour les navires commerciaux d'obtenir des produits frais (viande, légumes et fruits, eau douce) à mi-chemin entre Batavia et les Pays-Bas. Un projet plus vaste de colonisation économique ou politique est absent, comme un projet urbain. Le Cap est un comptoir et fonctionne comme tel, facilitant les circulations et décourageant l'enracinement. C'est un développement privé et les Européens qui y vivent ne le sont qu'au titre d'une affectation temporaire. Le lieu se structure autour d'une jetée, d'un immense potager et d'un fort dans lequel les employés (tous masculins) de la VOC logent et à partir duquel ils négocient avec des Khoisan pour fournir en viande les navires qui passent. Pour autant, dans ce lieu de passage dont l'implantation est si ténue, la séparation entre Européens et Africains a été également posée dans un geste stupéfiant de symbolisme : le dernier élément du paysage est une haie d'amandes amères, plantée par van Riebeeck pour matérialiser la frontière nette qu'il souhaite établir entre Hollandais et Khoisan.

Ces débuts hasardeux se poursuivent pendant des années. Le face-à-face colonial qui s'installe peu à peu n'est pas non plus strictement dual : les employés de la VOC s'insurgent dans de nombreuses mutineries et émeutes contre leur direction, protestant ainsi contre la dureté de leurs conditions de vie. Les différents groupes khoi font bientôt monter les prix de la viande, refusent de livrer le bétail voire se lancent dans des conflits ouverts avec les Européens. Bientôt, une population servile vient s'ajouter à la colonie en nombre suffisant pour que les Blancs s'en inquiètent. Le fondateur lui-même trouve, dix ans après, que l'urbanité de son œuvre est pour le moins

---

<sup>76</sup> Je ne présenterai pas ici une histoire complète de la ville, pour laquelle on voudra bien se reporter notamment à Worden, Van Heyningen & Bickford-Smith (1998) ainsi qu'à Bickford-Smith, Van Heyningen & Worden (1999) pour le XX<sup>e</sup> siècle.

incertaine :

« Our idea of laying out a town here has always been very little... at present it seems to have more the name than the reality », 9 avril 1662 (in Worden, Van Heyningen, & Bickford-Smith 1998)

Même si un timide début de rééquilibrage du sex-ratio de la colonie conduit à la construction de plusieurs maisons hors du fort et à la mise en place des premières activités économiques hors VOC<sup>77</sup>, la situation décrite en 1710 par Johanna van Riebeeck, petite-fille de Jan, est à peine meilleure :

« This place looks prettier and more pleasant from the sea than it does when you are on land. It is a miserable place. There is no grass and the roads near the castle and in town are covered with holes and ruts, as if wild pigs had been rooting in them... There is nothing pretty to be seen along the shoreline... the castle is very peculiar... the other houses here resemble prisons... One sees here all sorts of peculiar people who live in very strange ways. » 39 (in Worden, Van Heyningen, & Bickford-Smith 1998)

Ces ploucs vivent cependant dans un ordre spatial typiquement colonial, la « ville » ayant été dessinée selon un plan en damier et se développant entre le fort (le terme de *castle* embellissant la situation), le jardin, l'église. Cet ordre spatial strict et le contrôle que la Compagnie exerce sur la ville ne doivent pas occulter que Cape Town est aussi typique de la mondialisation en comptoirs, puisque organisée par et pour les circulations. Les ambiances urbaines et la vie citadine y sont rythmées par l'accostage des bateaux pour plusieurs siècles. Cape Town est d'abord un port, dont la population varie : marins en transit profitant de leur passage à terre ; employés de la VOC de passage aussi mais pour plus longtemps quand ils ne tentent pas de désertier ; passagers débarqués pour raisons de santé ; Khoisan qui vont et viennent ; esclaves en provenance de Madagascar, Mozambique ou Indes néerlandaises ; Noirs libres dont la population s'accroît ; premières familles implantées créant par le commerce du vin une bourgeoisie capetonienne... Cette population majoritaire blanche et masculine profite des tavernes et des femmes, celles-là souvent esclaves, ex-esclaves ou Khoisan. Les côtoiements – c'est le cas de le dire – sont donc au cœur de la ville. Et des figures intermédiaires, médiatrices, redécouvertes aujourd'hui par l'historiographie sud-africaine, imposent leur hybridité souvent tragique : Autshumato/Harry, chef des Goringhaicona, intermédiaire auprès des Anglais, facteur, responsable du phare de Robben Island puis interprète pour van Riebeeck facilite le commerce entre Hollandais et Khoisan avant d'être l'un des tout premiers prisonniers de Robben Island, dont lui s'échappera. Krotoa/baptisée Eva, sa nièce, a été bonne pour van Riebeeck puis interprète entre langues khoisan, et hollandais, anglais, portugais et français. Elle a épousé un chirurgien hollandais, Pieter van Meerhoff. Devenue veuve, alcoolique, prostituée, elle mourra en 1674 à 31 ans. Saartjie Baartman enfin, la « Vénus hottentote » exhibée dans les capitales européennes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, est devenue une figure nationale.

Dans cette ville provinciale sur les grandes routes commerciales, la principale fracture est entre population libre et population servile. Les frontières de race et de classe y sont brouillées : s'il n'y a pas de Blancs esclaves, certains sont prisonniers et aux travaux forcés. Il y a de riches personnes de couleur. Enfin, la fracture sociale entre riches et pauvres n'apparaît vraiment qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle (Worden, Van Heyningen, &

---

<sup>77</sup> Qu'on ne se méprenne pas, elles sont bien modestes et de l'ordre de la basse-cour – au mieux de la taverne.



Bickford-Smith 1998, 67). La nécessité de la distinction sociale, de race et de classe, s'affirme à partir de l'abolition de l'esclavage le 1<sup>er</sup> décembre 1834, alors que la colonie est sous domination anglaise depuis 1815. C'est alors que la géographie urbaine locale commence à faire apparaître une ségrégation résidentielle : Worden, Van Heyningen et Bickford-Smith (1998, 111) proposent une carte de Cape Town dans les années 1830 : elle montre la concentration progressive des ménages les plus pauvres et les plus pigmentés dans les quartiers immédiatement péri-centraux de District One à l'ouest (au pied de Signal Hill et de l'actuel quartier malais) et de District Six à l'est. En même temps, même ces quartiers demeurent mixtes, tout comme ceux préférés par les Blancs ou les espaces publics comme la place municipale de Grand Parade. De fait, le récit dominant de l'histoire capetonienne au XIX<sup>e</sup> siècle est peut-être plus celui de la modernisation que de la racialisation. La ville se développe économiquement comme port de passage mais aussi d'exportation, de la laine du Karoo exportée vers les filatures de la métropole britannique aux richesses minérales découvertes à la fin du siècle. Les réseaux de transports s'améliorent, dans les relations avec l'hinterland comme à l'intérieur de la métropole coloniale où les voies de chemin de fer permettent le développement des banlieues : l'extension spatiale s'amorce (cf. Figure 13). Le centre affirme son urbanité surtout à partir des années 1880 du siècle ; l'artère principale Adderley Street est enfin pavée ; les bâtiments hollandais sont progressivement remplacés par d'autres plus élevés à la gloire du commerce ; un premier grand magasin, Stuttaford est ouvert en 1890. Le volet social de la modernisation s'attache lui au développement des institutions de surveillance et de contrôle des pauvres, suivant ainsi le modèle de la métropole coloniale. L'ampleur de la pauvreté au sein des populations coloured et noires, la nature des immigrations de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle (majoritairement méditerranéenne, juive, indienne et chinoise mais aussi africaine) ainsi que le contexte intellectuel du XIX<sup>e</sup> siècle (Anderson 2008) engendrent une racialisation progressive du discours social dominant, lequel porte largement sur la mise en ordre de la ville. Les discours hygiénistes habituels associant pauvreté, ethnicité, moralité – ou plutôt manque de moralité –, criminalité et insalubrité mettent en avant la nécessité d'une ville « propre » (Bickford-Smith 1995a ; Swanson 1977), ce qui nécessite à leurs yeux une solution au « problème » des classes populaires de couleur, dont le mode de vie, voire la présence, « souillent » la ville. Dans une perspective très douglassienne (Douglas 1971 ; Cresswell 1996), cette souillure est comprise comme ce qui n'est pas à sa place dans l'ordre des choses et va donc recevoir une « solution » géographique, le déplacement forcé des populations concernées vers les périphéries urbaines. Néanmoins, cette solution est loin d'être évidente car :

« Part of Cape Town's uniqueness [as compared to other colonial cities] was its degree of residential mixing, which visitors remarked on repeatedly. » (Worden, Van Heyningen, & Bickford-Smith 1998, 227)

Les mêmes auteurs insistent :

« In the 1880s there was no precise correlation between divisions of labour and ethnicity in Cape Town. » (Worden, Van Heyningen, & Bickford-Smith 1998, 248)

La ségrégation au Cap à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle reste donc uniquement de facto et non de jure, et, là encore, limitée. Elle apparaît même comme en recul : la prospérité apportée par la révolution minière permet l'émergence d'un nombre croissant d'entrepreneurs noirs. Et les femmes européennes

nouvellement arrivées tendent à épouser des musulmans coloureds – évitant ainsi le problème récurrent de l'alcoolisme. Les mariages mixtes se retrouvent dans toutes les couches sociales : ainsi, en 1880, le Comte de Stamford épouse une Coloured et environ 15 % des mariages sont racialement mixtes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Worden, Van Heyningen, & Bickford-Smith 1998, 227).

Le tournant entre XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles enclenche une série de changements dont Cape Town porte la marque. La ville commence le siècle sous le signe de la guerre et de la crise urbaine – c'est en tous cas la thématique que véhiculent les discours publics (Bickford-Smith 1995a). La ville peine à absorber la masse des quelques 25 000 réfugiés de la guerre des Boers. La dégradation de certains quartiers s'accélère : par exemple, District Six accueille notamment les réfugiés de couleur, qui ne reçoivent que peu ou pas d'aide financière pour s'installer au Cap. C'est dans ce contexte que la peste, déjà présente en Chine, à Sydney et à Glasgow, arrive, apportée d'Argentine par l'armée britannique. L'épidémie de 1901 fait surtout des victimes dans les quartiers péri-centraux dégradés, habités par des classes populaires, largement coloured et noires – District 1 et District 6. La conséquence de cette épidémie est le « syndrome sanitaire » (Swanson 1977), qui institue les populations africaines du Cap comme étant responsables de l'épidémie et leur présence dans la ville comme cause de la propagation de l'épidémie aux autres groupes. Un geste fondamentalement colonial entame la mise en place brutale d'une ville ségréguée : les Africains sont expulsés des zones urbaines dans lesquelles ils logeaient pour être installés en périphérie alors lointaine de la ville, à Uitvlugt rebaptisé Ndabeni. Quelques 1 500 ouvriers du port qui logeaient sur les docks et surtout environ 8 000 personnes logeant autour de Horstley Street à District Six sont placés dans des tentes, entourées de barbelés et surveillées de manière constante par des policiers (Saunders 1979 ; Barnett 1985 ; Houssay-Holzschuch 1999a ; Bickford-Smith, Van Heyningen, & Worden 1999). Comme dans les villes coloniales de création plus récente (Massiah & Tribillon 1988), une zone d'isolement sépare cette *location* du reste de la ville. Sécurité (lutte contre la propagation des incendies), sûreté (déploiement des forces publiques) et salubrité (prévention des épidémies) servent ainsi d'alibis pour mettre en place la ségrégation raciale.

L'urbanisme de contrôle social, reposant sur la construction de la différence raciale et s'appuyant sur des dispositifs spatiaux entame ainsi son existence au Cap. Le schéma des rues de Ndabeni, le contrôle policier des entrées et sorties, les barbelés entourant le camp, la distance et la stigmatisation isolent la population africaine du Cap. Et l'existence même de Ndabeni va limiter l'intégration et l'assimilation des Africains aux classes populaires locales, intégration qui se faisait jusqu'alors largement par le mariage (9 résidents de Ndabeni sur 10 sont des hommes, travailleurs migrants). Autre étape dans le déploiement de la ségrégation : en 1902, le Morality Act interdit les relations sexuelles entre Noirs et prostituées blanches. Cette ségrégation des Africains rencontre cependant des limites pratiques : en 1920, la *location* de Ndabeni est tellement dégradée que la majeure partie de la population noire du Cap habite à nouveau en ville, notamment à District Six et sur les Cape Flats. Une autre *location* est alors construite, Langa, ouverte en 1927. À nouveau, elle est insuffisante : dans les années 1940, alors que la législation d'*influx control* est moins stricte du fait des besoins en main-d'œuvre durant la seconde guerre mondiale, les quatre

cinquièmes des Africains du Cap vivent hors de la *location*, toujours à la fois dans des zones formelles mixtes comme District Six, mais aussi dans des zones informelles racialement mixtes comme Windermere ou dans des zones informelles majoritairement africaines sur les Cape Flats (Bickford-Smith, Van Heyningen, & Worden 1999, 125). Malgré cela, 37 % des quartiers résidentiels sont mixtes en 1936 (Western 1996, 35sq) et, s'il y a ségrégation, il y a aussi intégration, ou micro-ségrégation en doigts de gants à l'échelle des îlots, voire des parcelles.

Jusqu'en 1945, la ville s'est donc développée selon deux directions principales (cf. Figure 13) : vers le Sud et False Bay, le long de Main Road bientôt doublée de la voie de chemin de fer (qui arrive à Muizenberg en 1882) d'un côté ; vers l'est le long de Voortrekker Road de l'autre<sup>78</sup>. Ces extensions relèvent de processus classiques de développement des banlieues : déplacement de la bourgeoisie, principalement anglophone, vers des quartiers résidentiels au Sud ; axe préférentiel des activités vers l'est ; construction de cités-jardins entre les axes (comme Pinelands pour les classes aisées ou Ruyterwacht pour les pauvres Blancs). À ces processus classiques s'ajoute donc le cas spécifique des premiers townships pour Africains dans le cadre du régime de la ségrégation, Ndabeni et Langa.

Au lendemain de la guerre Cape Town apparaît donc comme une ville mosaïque et complexe, où la ségrégation existe mais reste partielle : depuis 1940, la ville n'est plus majoritairement blanche, mais noire et coloured. Plus généralement, la géographie sociale de la ville fait apparaître une diversité croissante de populations : pauvres Blancs logés dans des quartiers d'habitat social tout aussi contrôlés spatialement et socialement que les *locations* africaines (Teppo 2004) ; Afrikaners arrivés de l'intérieur et des zones rurales s'installant à Parow, Goodwood, Bellville, Durbanville et Gardens ; Italiens, Madeirans, Juifs d'Europe centrale ; Africains venant de l'Eastern Cape mais aux identités multiples... Ces derniers se distinguent entre eux par leurs langues, mais surtout leur identité tribale (Mfengu/Xhosa), leur religion (traditionnelle, chrétienne de différentes dénominations, christianisme éthiopien, églises syncrétiques...), leurs coutumes et célébrations, leur classe sociale et leur éducation, leur club de rugby préféré, leurs goûts musicaux, leur manière de s'habiller... (Wilson & Mafeje 1963), dans une course à la distinction d'autant plus byzantine que les opportunités se ferment à eux dans le reste de la société sud-africaine. Spatialement, l'image de la mosaïque s'impose également : les banlieues les plus anciennes sont par exemple mixtes, habitées par des populations blanches et des populations coloureds, mais ces derniers logent souvent dans des « poches » locales comme Tramway et Ilford Road à Sea Point. Ailleurs, des ségrégations très fines et jamais complètement étanches s'établissent, faisant jouer la classe sociale, la pigmentation dans toutes ses nuances, l'adresse... Newlands dans les banlieues sud oppose ainsi des zones de grandes maisons indépendantes occupées par leurs propriétaires qui sont plutôt blancs mais aussi coloured ou des couples mixtes à Palmboom Road, à des petits cottages mitoyens en location, plus coloured à Kildare Road (Bickford-Smith, Van Heyningen, & Worden 1999, 131). La ségrégation pointe également ailleurs que dans les

---

<sup>78</sup> Cette partie reprend entre autres des réflexions développées avec Nadia Belaidi, Martine Berger et Olivier Ninot dans le cadre du chantier Cape Town du programme PERISUD.

zones de résidence : les Jardins de la Compagnie sont ainsi interdits aux non-Blancs dans les années 1940.

**EXTENSION URBAINE 1652 - 2007**

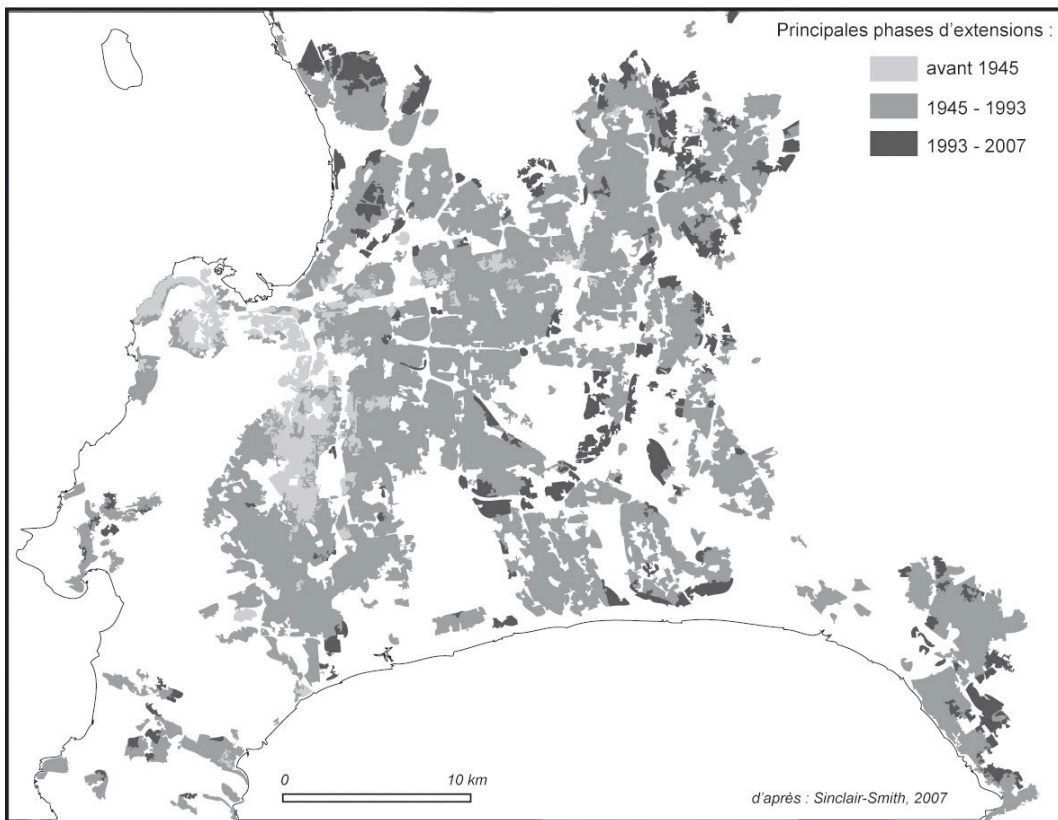


Figure 13 : L'extension spatiale du Cap, 1652-2007

Source : Olivier Ninot, d'après (Sinclair-Smith 2009)

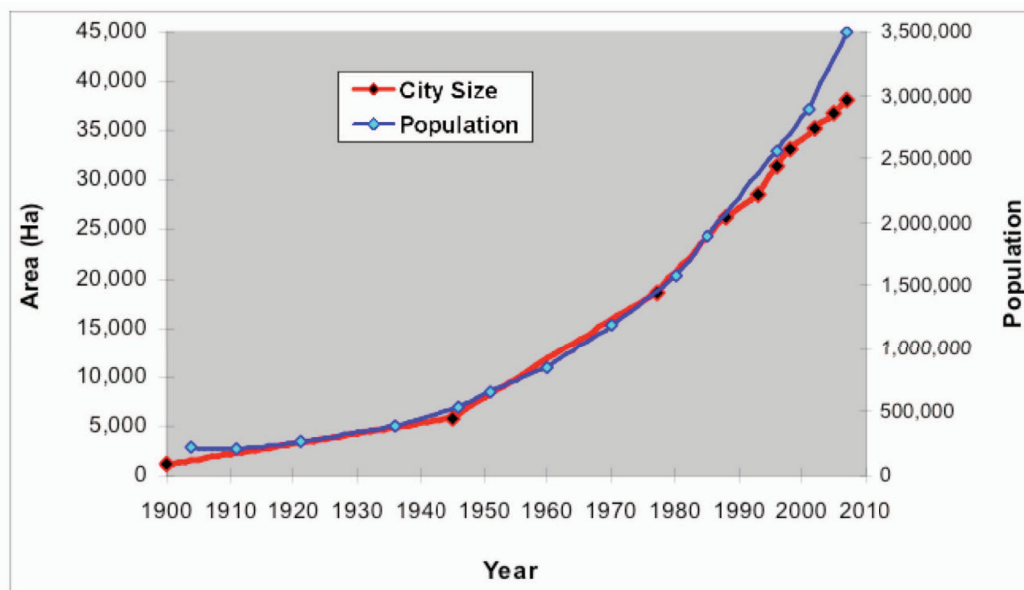


Figure 14 : Croissance spatiale et démographique de Cape Town, 1900-2007.

Source : (Sinclair-Smith 2009)

Simultanément et s'articulant très fréquemment aux processus croissants de ségrégation – de jure comme de facto –, la ville continue de se moderniser. En un processus hybride : « the creation of the segregated or apartheid city was at last partly the outcome of normalizing Western practices of government and partly the result of a very particular (and very severe) racial order » (Robinson 1996, 9). Cape Town rejoint là encore le schéma classique des villes coloniales, mais seconde époque : le port mis aux normes du commerce international ; l'électricité est introduite ; les transports se développent et un quartier entier, le Foreshore, est gagné sur la mer pour accueillir un CBD aux lignes modernistes. La crise du logement, notamment pour les plus pauvres – manque quantitatif et qualitatif – aboutit à la destruction de quartiers ou de poches taudifiées (Bloemhof Flats à District Six), à la construction de banlieues résidentielles sur les Cape Flats sur le modèle de la cité jardin (Kew Town, Pinelands étant les premières) et à l'implantation des zones industrielles à côté des banlieues de relocalisation (Elsies River, Montague Gardens). La forme spatiale de la ville qui s'étend sur les Cape Flats (cf. Figure 13) est celle d'une ville de quartiers relativement fermés sur eux-mêmes, les voies de communications faisant plus office de coupure que de couture.

### *La ville d'apartheid*

La phase suivante couvre la période d'apartheid (1948-1990<sup>79</sup>) et voit la scission des processus d'extension urbaine du fait de la systématisation de la ségrégation et de son extension à tous les groupes raciaux (cf. Figure 13 et *supra*). D'une part, l'extension des zones réservées aux Blancs continue de se faire selon les règles d'un marché immobilier soutenu par des subventions gouvernementales. D'autre part, Africains, Coloureds et Indiens se voient déportés vers des townships racialement homogènes, périphériques, faiblement équipés (en infrastructures comme en services). Les quartiers de Gugulethu et Manenberg par exemple sont construits pendant cette période. Gugulethu, township africain, aligne des rangées de petites maisons monotones pour les familles africaines ayant – difficilement – acquis le droit de résider en ville<sup>80</sup> (Houssay-Holzschuch 1999a). Manenberg loge dans des petits immeubles collectifs des familles coloureds ouvrières (Western 1996). L'ensemble de ces quartiers étend la surface urbanisée en tache d'huile, remplissant une partie des vides entre les deux axes de développement antérieurs. La structuration raciale s'appuie d'ailleurs spatialement sur les axes de transport : ainsi, les voies de chemin de fer servent de limites : les « non-Blancs » sont interdits à l'ouest de la ligne des Southern Suburbs, au nord de la ligne allant vers l'est.

À partir des années 1970, l'extension urbaine se fait plus par urbanisation projetée, bien qu'à une échelle moindre que sur le Rand

---

<sup>79</sup> Le *Group Areas Act* qui imposait une stricte ségrégation résidentielle a été aboli en 1990, 4 ans avant les premières élections démocratiques.

<sup>80</sup> Rappelons que, en raison de la *Coloured Labour Preference Policy*, la présence des Africains au Cap était encore plus rigoureusement contrôlée que dans les autres villes sud-africaines, et que, de 1964 à 1986, aucun logement n'a été construit pour eux et les camps de squatters systématiquement déguerpis.

(Gervais-Lambony 2003b) : des « villes nouvelles » - en fait des townships massifs - coloureds (Mitchells Plain, Atlantis) et africains (Khayelitsha) sont développées sur les Cape Flats à plusieurs dizaines de kilomètres du centre ville.

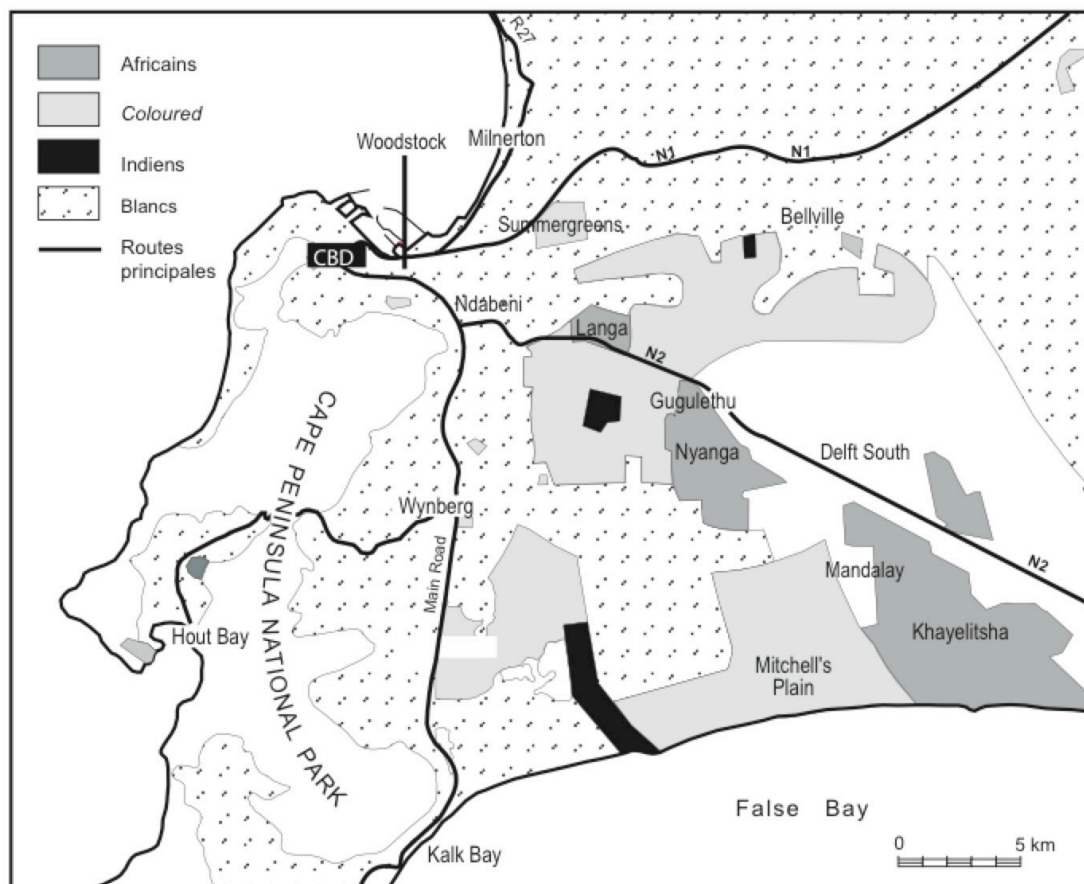


Figure 15 : Cape Town sous le Group Areas Act

Cette nouvelle géographie est imposée par la force dans tout le pays et va toucher tous les groupes « raciaux » créés par le *Population Registration Act* – Blancs, Coloureds, Africains, Indiens. Le *Group Areas Act* de 1953 vise à redessiner les villes selon la hiérarchie raciale et raciste du régime et offre les moyens nécessaires pour cela. Soulignons une fois de plus que l'ingénierie spatiale est au cœur même du projet d'apartheid, à toutes les échelles (Gervais-Lambony 1997 ; Houssay-Holzschuch 1996). Si, à l'échelle nationale, l'existence des homelands et le système du travail migrant structurent racialement le pays, l'organisation racialement ségréguée des territoires urbains est « one of the key technologies which enabled the more or less effective implementation of state power in South Africa's urban areas » (Robinson 1996, 1). Le confinement spatial est un outil de contrôle, d'administration et de gouvernance, outil qui permet d'appliquer les très strictes lois raciales inenvisageables dans une ville plus mixte. Utilisant de manière très fine les « technologies de la distance » (Lussault 2007, 51), le gouvernement d'apartheid planifie la construction panoptique des townships, interdit la propriété privée urbaine aux populations africaines, contrôle les

mobilités – ces menaces permanentes à l'ordre spatial des choses<sup>81</sup>. Le logement est aussi l'une des clefs du contrôle par l'espace de la population urbaine. « Loger c'est contrôler », rappelle Philippe Gervais-Lambony (2003b, 129) et de citer Eiselen, secrétaire d'état aux Native Affairs sous Verwoerd : « only by the provision of adequate shelter in properly planned townships can full control over urban natives be regained ». Ainsi,

« The standard NE ('NonEuropean') 51/6s, which constituted the least expensive of the series of plans the National Building Research Institute (NBRI) had developed in 1951 for housing Africans. In their original guise, the 51/6s were made of concrete blocks and brick, with 40 square metres of space spread over four rooms, encompassing two bedrooms, a kitchen and lounge. A backyard toilet completed the structural picture. » (Lee 2005, 612)

Fort logiquement, cette politique s'accompagne d'une standardisation du bâti (Houssay-Holzschuch 2004) : la prédominance des autorités et des organismes publics dans la construction de logements uniformise le paysage des villes sud-africaines. Ces acteurs sont en effet les seuls à fournir un logement urbain pour l'ensemble de la population noire, la population coloured dans sa majorité et les plus pauvres des Blancs. Cette standardisation du bâti, selon des modèles, des procédures et des réglementations strictes, s'accompagne d'une normalisation des logements : des normes de surface, d'équipement, etc. sont établies et strictement respectées. Cela est logique dans une démarche étatique, volontariste et moderniste. La perversion sud-africaine se situe dans l'établissement de ces normes, complètement dépendantes de critères raciaux (cf. Encadré 1) : la norme, disent-ils, dépend de la personne à laquelle elle s'applique...

Il ne s'agit donc pas seulement de contrôler pour une très large part la construction et l'allocation des logements, notamment pour les victimes des expulsions, mais encore, par la forme même du bâti, de transmettre, appliquer et perpétuer par l'espace les normes raciales de la société d'apartheid. Il faut en outre ajouter à ces dispositifs spatiaux la dimension des pratiques sociales quotidiennes, là encore très strictement ségréguée par les lois du *petty apartheid* : transports, services publics, espaces publics, bancs, relations sexuelles, restaurants, cinémas, stades, équipes de sport, lieux de sociabilité, d'éducation, de loisir,... jusqu'aux espaces domestiques des Blancs au sein desquels la bonne, présente 24h/24, doit loger sous un toit séparé et avoir sa vaisselle propre – rien n'échappe à la volonté de séparation des races. Et, dans cette conjonction d'une société disciplinaire de l'enfermement foucauldien et d'une société de contrôle à la Deleuze (Lussault 2007), espace et spatialité sont cruciaux : « the power of apartheid was crucially dependent upon [its] spatiality » et, réciproquement, les espaces de l'apartheid « constituted and

---

<sup>81</sup> Comme le rappelle Tim Cresswell (1996, 87), qui évoque justement l'exemple sud-africain, « [a]ny landscape is a representation of order. The land is divided up and segmented into territories and place, each of which correlates to types of behavior. It is possible in any one of those places to act "out of place" (...). Mobility, though, appears to be a kind of superdeviance. It is not just "out of place", but disturbs the whole notion that the world can be segmented into clearly defined places. Because the easiest way to establish order is through the division of space, mobility becomes a basic form of disorder and chaos - constantly defined as transgression and trespass. It is no accident, then, that the control of mobility is foremost in the minds of those who have an interest in maintaining their own definition of order. The pass laws in South Africa were designed to achieve such an end because the biggest threat to segregation was, and still is, movement ».

sustained » son pouvoir (Robinson 1996, 1 et 2).

Si les Indiens seront à l'échelle nationale les plus touchés par le *Group Areas Act* – un Indien sur quatre sera expulsé (Western 1996, 81) – Cape Town se révèle une ville dans laquelle le tissu socio-spatial résiste plus qu'ailleurs à pareille mise en ordre raciale. La population coloured, numériquement importante, met largement en échec les critères du *Population Registration Act* : elle est bien difficile à classer et nombreux sont les Coloureds se faisant passer pour Blancs voire obtenant leur re(sur-)classement officiel comme Blancs, les Blancs déclassés coloureds à la suite d'une dénonciation de leurs voisins, etc. (Teppo 2004). Au vu d'un passé relativement libéral, l'application de lois comme le *Mixed Marriage Act* ou l'*Immorality Act* – interdisant mariages et relations sexuelles entre personnes de races différentes – y est particulièrement destructeur. Les lois d'apartheid tranchent dans les vies individuelles, de manière particulièrement tragique dans une ville où les limites raciales sont floues :

« A particularly tragic case was the suicide of a 20-years old coloured youth in 1974 because he could not legally marry his pregnant white girlfriend, Sonya Shepherd. He threw himself under a train at a suburban station, leaving his total wealth of R30 to pay for baby clothes. The money was used by the girl's father to pay for an abortion, only legal because the youth was coloured. Sonya then tried to commit suicide by cutting her wrists. Her boyfriend's name was not revealed by the newspaper because his family was trying-for-white. He was cremated to avoid being buried in a coloured graveyard. » (Bickford-Smith, Van Heyningen, & Worden 1999, 158)

Il en va de même avec la mise en place du *Group Areas Act* sur une ville encore relativement peu ségréguée. L'impact sociétal de la mise en place de cette législation d'apartheid est dévastateur. Des centaines d'ouvrages, scientifiques, autobiographiques, journalistiques, littéraires, etc., ont paru sur la question. Je me contenterai ici d'évoquer cet impact à partir de quelques extraits des ouvrages de référence de John Western (1996) et de Bickford-Smith *et al.* (1999). Le premier a recueilli à la fin des années 1970 les témoignages de Coloureds, de famille « respectable », expulsés de Mowbray, dans les Southern Suburbs. Dispersés sur les Cape Flats, ils témoignent du traumatisme de ce déplacement forcé, les déracinant d'un lieu habité de longue date par leur famille pour les installer dans des conditions rudimentaires, à distance des zones d'emploi<sup>82</sup> :

« I was very unhappy coming out here to the wilderness. Coming out on the bus I was thinking where is he riding me to, out all this way? I felt so degraded, so low to have to leave our house in Mowbray. One night soon after the group areas put us out here, I'd had a couple of tots and I got off the last bus, couldn't find my way to this house ; some children had to bring me to the house. » - Mr Abraamse, réinstallé à Bonteheuwel et qui retourne régulièrement à Mowbray pleurer sa maison (Western 1996, 218)

Le traumatisme du déplacement vers une maison qu'on ne peut faire sienne, dans un environnement désolé, n'est pas le seul. Le coût sociétal de ces déplacements est extrêmement élevé, du fait notamment de la destruction du tissu social qui en est la conséquence et de l'augmentation de la violence

---

<sup>82</sup> Western estime à plus d'une heure le temps de trajet *quotidien* ajouté par la mise en place du GAA (Western, 1996, 223)



criminelle dont le niveau très élevé n'a pas cessé depuis d'endeuiller Cape Town (Pinnock 1984). Cela est visible de manière quantitative à l'échelle de l'agglomération (cf. Tableau 2) : le taux de meurtres pour 100 000 habitants est *multiplié par 10* sur les 30 premières années de l'apartheid ! À l'échelle individuelle, les conséquences sont aussi dramatiques :

« This is a terrible place. We're very much living in fear in this place. Best of all we were very much safe in Mowbray... Here there are too many shebeens. And once my chickens has disappeared. Three weeks back my eighteen-year old third eldest son got stabbed in the head by skollies outside the house, and his nose broken – with a nail, the doctor said. You don't know who they are and you'll never find out. The police don't take action. You're scared to walk. The people are in fear. If you see a rape, you stay indoors. If you see them stealing washing, you stay quiet, otherwise they'll come and smash your home up. .. The sand and dust blow into the house, you can't keep it out. There's no electricity here, and I don't believe they're going to put it in for us either. When we came here eleven years ago, they said they were going to, and what's happened ? » - femme au foyer, réinstallée à Bishop Lavis (Western 1996, 254-255)

Année	Nb de meurtres	Population	Taux (/ 100 000)
1904	5	170 000	3
1946	25	470 000	5
1978	447	850 000	52
1995	1962	2 800 000	70

Tableau 2 : Évolution des meurtres au Cap au XX<sup>e</sup> siècle

Source : reproduit de (Bickford-Smith, Van Heyningen, & Worden 1999, 139)

Dans un espace social d'apartheid où l'orthodoxie raciale est aussi strictement normée et imposée et l'est par l'espace, des ruses de la pratique, voire des « géographies hérétiques » de la transgression (Cresswell 1996, 29) se déploient en un fragile contrepoint. Toutes ne sont pas, loin s'en faut, de l'ordre de la résistance, car l'intentionnalité et la dimension politique leur manquent souvent. Néanmoins, dans une société où la place (raciale, sociale, spatiale) de chacun lui est assignée, toutes les formes de mobilités apparaissent comme des transgressions : la mobilité raciale (officialisée ou non), évoquée plus haut et relativement fréquente au Cap défie les catégories gouvernementales. La mobilité sociale ascendante, par exemple, apparaît chez les Coloureds comme chez les Noirs, comme l'un des moyens de contourner la restriction de leurs opportunités par la loi. Certaines professions (infirmière, enseignant, avocat...) et l'accent mis sur l'éducation apparaissent ainsi comme des refuges. La mobilité spatiale, de la campagne à la ville en dépit des *pass laws*, de la ligne Eiselen et de la *Coloured Labour Preference Policy* ou au sein de la ville, est aussi une transgression : le développement des camps de squatters sur les Cape Flats (Windermere, Crossroads) manifeste le refus de se laisser enfermer dans les townships ou les hostels, la crise du logement – et donc les limites de la politique gouvernementale de contrôle par le logement, et les limites du système du travail migrant puisque ce sont souvent des familles venues rejoindre l'homme travaillant à la ville qui s'y installent. Inversement, la mise en avant du *right to stay put*, en dépit de la législation d'apartheid, tient de la résistance explicite comme à District Six.



Figure 16 : La Langa March, Cape Town, 1960

Source : (Anonymous 1960), Cape Times collection, <http://www.overcomingapartheid.msu.edu/image.php?id=274>, accédée le 14 mai 2010.

Ce jeu parfois tragique entre stratégies et tactiques rend compte de la nature paradoxale de la ville sud-africaine : de manière classique dans les études urbaines mais aussi dans les études africanistes, la ville reste un endroit de relative liberté par rapport à la campagne, notamment pour les femmes et pour les jeunes (Claval 1984 ; Chabal & Daloz 1999) ; en même temps, c'est le lieu privilégié du contrôle social. Les grandes manifestations anti-apartheid structurant la mémoire capetonienne sont sans doute la meilleure illustration de ce paradoxe, voire de la confrontation directe entre les éléments opposés de la ville duale. Il s'agit alors bien évidemment de résistance, ouverte, explicite et politique. J'évoque dans le chapitre suivant quelques-unes des manifestations précédant de peu la chute du régime d'apartheid (cf. Refonder le vivre-ensemble : géographies du sacré et de la mémoire dans la ville post-apartheid). Qu'il me soit simplement permis de clore cette rapide évocation de la violence des processus de ségrégation urbaine par l'image iconique de la résistance capetonienne aux débuts de l'apartheid (cf. Figure 16).

Il s'agit ici de la Langa March, dont le souvenir a longtemps hanté les cauchemars de la bourgeoisie blanche capetonienne, au point d'en devenir une rumeur récurrente (Western 1996, 266). Dans le cadre des protestations

contre les *pass laws* organisées en 1960 par le Pan-African Congress<sup>83</sup>, des milliers d'Africains conduits par un très jeune leader dans son uniforme scolaire, Philip Kgosana, sont descendus sur le centre ville. Un groupe s'est dirigé de Langa vers le centre en passant par les Flats pendant que l'autre, en tenaille, passait par la montagne et De Waal Drive pour descendre vers la ville. Reconquête symbolique du centre ville, manifestation de force et pourtant pacifique, affirmation de la présence africaine en ville, souvenir solaire – mais aussi répression massive : les objectifs, contradictions et violences des années d'apartheid y sont encapsulées.

### *La ville néolibérale*

L'évolution très récente du Cap présente une nouvelle modalité de ce couple dualité/ambiguïté : après le tableau d'une ville pré-apartheid où la dualité de l'esclavage donne peu à peu naissance à une société créole aux hiérarchies complexes ; après la confrontation exclusion/transgressions sous l'apartheid, la fin du régime raciste et le télescopage démocratisation/mondialisation font rejouer les failles. Comme l'on peut s'y attendre, Cape Town connaît des dynamiques classiques de la métropolisation (Leroy 2000) et, une fois de plus, les temporalités de l'évolution urbaine ne recouvrent pas strictement celles du changement politique.

La concentration des hommes dans les plus grandes villes caractéristique de la métropolisation s'est accélérée dans les Big Three (Johannesburg, Le Cap, Durban) à partir de la fin des lois *d'influx control* restreignant les mobilités internes des Africains, en 1986. Au Cap, c'est aussi le moment où, après une interruption de quelques deux décennies, la construction de logements pour les Africains reprend, dans un contexte évident de crise majeure du logement (Cole 1986). L'exode rural, freiné, clandestin, non comptabilisé, reprend au grand jour et un phénomène majeur de desserrement des townships existants contribue puissamment à l'extension spatiale de la ville. En outre, la construction d'un quatrième township, Khayelitsha, a été décidée fin 1983 pour répondre au surpeuplement de Langa, Gugulethu et Nyanga comme au développement rapide de camp de squatters tels Modderdam (Silk 1981 ; Houssay-Holzschuch 1999a). Le Cap devient une ville très étalée, la distance contribuant à sa fragmentation : le tissu urbain couvrait 38 408 ha en septembre 2007 et est en augmentation très rapide. En effet, moins de 3% de la surface urbanisée contemporaine existait en 1900 ; la surface totale du Cap a doublé depuis 1977 (Sinclair-Smith 2009). La population du Cap continue aujourd'hui d'augmenter : 2,9 millions d'habitants en 2001, de 3,3 millions en 2007, jusqu'à 3,7 millions estimés pour 2011 (Dubresson & Jaglin 2008, 10). Néanmoins, cette croissance démographique ralentit aujourd'hui, la fécondité sud-africaine étant tendanciellement à la baisse, les flux migratoires se stabilisant et la mortalité reflétant les ravages du VIH/SIDA. La croissance démographique et spatiale du Cap s'est par ailleurs faite selon un modèle structurel spécifique : les contraintes du site comme les héritages des années de ségrégation et d'apartheid ont fait du Cap une ville de périphéries (Belaidi et al. à paraître). L'essentiel de la ville est hors du site initial – ce qui ne surprend guère vu son

---

<sup>83</sup> Celles-là même qui ont donné lieu au massacre de Sharpeville et à l'instauration de l'état d'urgence.

exiguïté. Surtout, les densités les plus importantes se trouvent en périphérie et en particulier dans le quart sud-est de la métropole, espaces des grands townships et des principaux camps de squatters (cf. Figure 17).

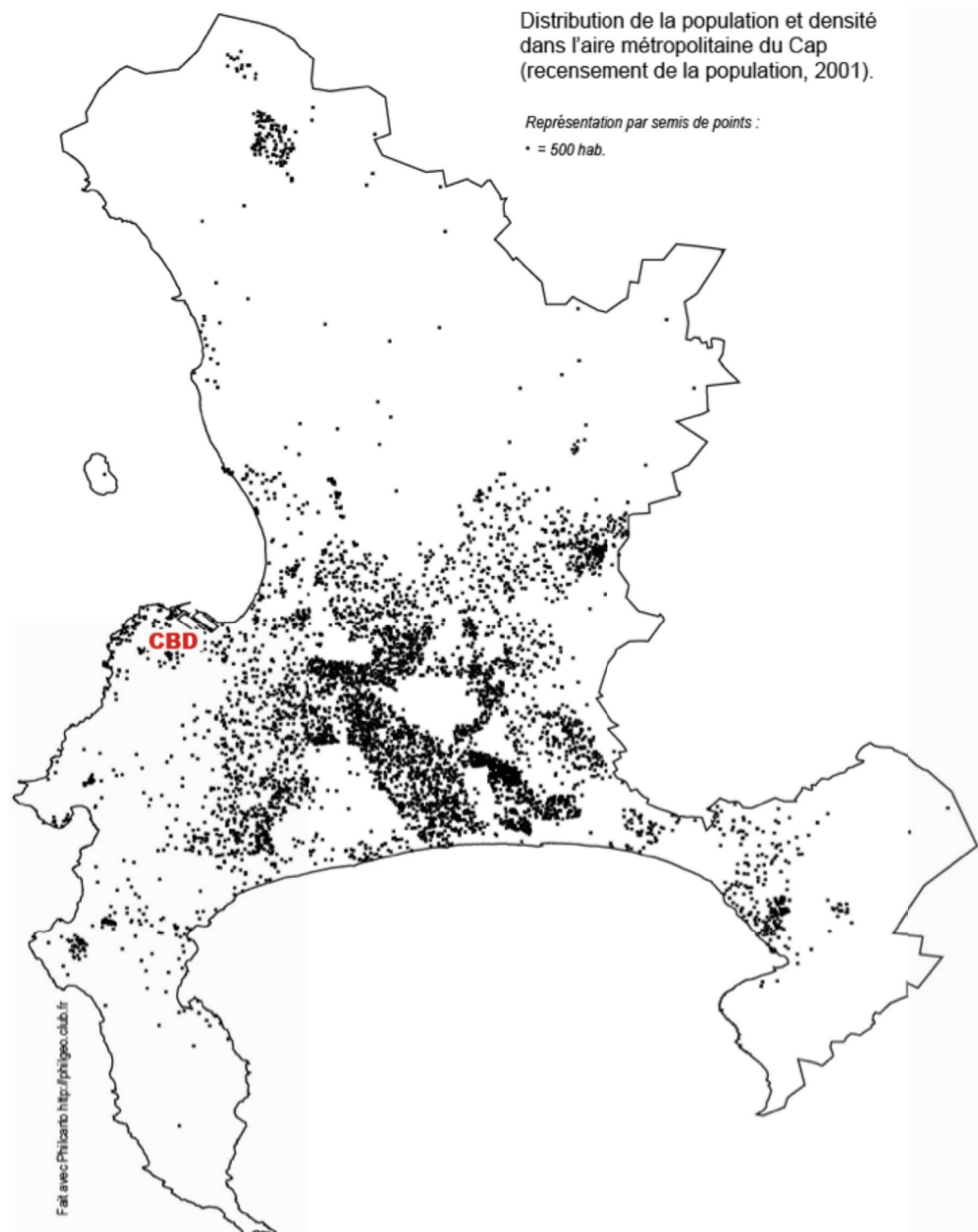


Figure 17 : Distribution de la population et densités au Cap

Source : Olivier Ninot, pour (Belaidi et al. à paraître) à partir des résultats du recensement de 2001. Reproduit avec la permission de l'auteur.

	Quartiers informels < ZAR 10 000	Logements sociaux ZAR 10-20 000	Quartiers privés à bas revenus ZAR 20-30 000	Quartiers de classe moyenne ZAR 30-60 000	Quartiers de classe moyenne supérieure >ZAR 60 000
Revenu annuel moyen par ménage					
Âge median	22	24	21	25	31
% de ménages sous le HSL	60	31	21	13	10
% de ménages ayant accès à l'eau courante sur la parcelle ou dans le logement	52	97	98	99	100
% de ménages ayant le tout-à-l'égout	52	97	98	99	100
% de ménages s'éclairant à l'électricité	45	91	98	99	100
Taux de mortalité infantile (%)	Brown Farm 62 KTC 51	Manenberg 19 Hanover Pk 12	Tafelsig 11 Eastridge 19	Strandfontein 5	Claremont 7 Tableview 8
Taux d'insuffisance pondérale à la naissance (%)	Brown Farm 10 KTC 12	Manenberg 14 Hanover Pk 16	Tafelsig 13 Eastridge 18	Strandfontein 12	Claremont 9 Tableview 7
Nouveaux cas de tuberculose pour 100 000 hab.	Brown Farm 114 KTC 141	Manenberg 49 Hanover Pk 87	Tafelsig 33 Eastridge 45	Strandfontein 6	
% des décès dus au SIDA	Brown Farm 12 KTC 15	Manenberg 2 Hanover Pk 2	Tafelsig 2 Eastridge 2	Strandfontein 0	Claremont 1
Plaintes pour crimes violents pour 10 000 hab.	Khayelitsha 154	Manenberg 218	Mitchell's Plain 193	Landsowne 106	Rondebosch 76 Kirstenhof 117
Plaintes pour meurtre pour 10 000 hab.	Khayelitsha 12	Bishop Lavis 185 Manenberg 6	Mitchell's Plain 7	Landsowne 2	Rondebosch 0,5 Kirstenhof 1
Plaintes pour atteintes aux biens pour 10 000 hab.	Khayelitsha 99	Manenberg 326 Bishop Lavis 425	Mitchell's Plain 415	Landsowne 594	Rondebosch 1612 Kirstenhof 697
Plaintes pour cambriolages pour 10 000 hab.	Khayelitsha 32	Manenberg 64 Bishop Lavis 63	Mitchell's Plain 93	Landsowne 180	Rondebosch 262 Kirstenhof 185
% des actifs n'ayant pas atteint le bac	90	83	82	59	26
% chômeurs	32	25	19	11	4
% chômeuses	53	29	25	12	4
% des commerces formels	4,7	2,6	0,3	42	49
% des emplois formels	1,4	0,6	0	75,7	21,7

Tableau 3 : Indicateurs des inégalités sociales au Cap

Source : reproduit de (McDonald 2008)

La concentration des richesses se poursuit également, dans le cadre du passage progressif à une économie post-fordiste (voir Dubresson & Jaglin 2008), accompagnée à partir de 1996 par l'adoption à l'échelle nationale d'une politique économique néo-libérale, GEAR (Growth, Employment and Redistribution). La base productive traditionnelle du Cap (industrie manufacturière, textile, agro-alimentaire...) cède la place à une économie de services (NTIC, publicité et cinéma, tourisme, FIRE – *finance, insurance, real estate*) évoquant une sun belt.

« De 1995 à 2004, le taux de croissance moyen annuel du produit urbain brut capetonien est passé de 2 % à un peu moins de 4 %, 63 % de la nouvelle croissance provenant des services financiers et du commerce, 20,2 % des transports et communications et 3,3 % de la construction. En revanche, les contributions des secteurs publics gouvernementaux et de l'industrie manufacturière ont régressé en valeurs absolue et relative. » (Parnell & Boule 2008, 259)

Cependant, cette transition se fait sans création d'emplois salariés stables. Précarisation, informalisation et chômage structurel très élevé marquent durablement la sphère économique (cf. Tableau 3), comme le soulignent plusieurs auteurs ayant participé au *Le Cap après l'apartheid* de Dubresson et Jaglin, que je cite longuement ici puisque présentant une vue extrêmement claire et documentée de la situation :

« Le chômage mesuré a augmenté : de 1995 à 2004, le nombre de chômeurs recensés est passé de 175 000 à 275 000 individus et le taux de chômage officiel de 17,2 à 23,4 % en moyenne ; désagrégé par « groupes », il est particulièrement élevé au sein des populations noires et *coloured*, respectivement 62 % et 36 %. » (Dubresson & Jaglin 2008, 14)

« [S]elon les données du dernier recensement, 30 % des ménages du Cap sont ainsi 'sans revenus' (StatsSA, 2001). Un autre indicateur mobilisé est le niveau de subsistance des ménages (Household Subsistence Level, HSL), qui mesure le revenu monétaire nécessaire à un ménage pour se procurer les biens et les services constitutifs d'un niveau de vie minimal (alimentation, logement, habillement, transport et santé). Au Cap, le HSL était estimé à environ 12 000 rands/an en 1996 et à environ 20 000 rands/an en 2001. En 1996, 25 % des ménages disposaient de revenus inférieurs au HSL ; on en dénombrait 32 % en 2001, 38 % en 2006. (...)

À la pauvreté croissante se conjugue une inégalité sociale très marquée. Le coefficient de Gini, 0,67, traduit l'extrême inégalité de distribution des revenus (City of Cape Town, 2006) (...) Le revenu moyen des ménages blancs est environ 7 fois plus important que celui des ménages 'africains' et près de 3 fois plus que celui des ménages *coloured*. En 2001, les revenus des ménages blancs et 'indiens' étaient respectivement environ 2 fois et 1,5 fois supérieurs à la moyenne des revenus pour l'ensemble métropolitain. La part des Africains dans la population totale est passée de 19 % à 32 % de 1996 à 2001, mais leur part dans le revenu n'a progressé que de 6 % à 9 %. Alors que la population blanche a diminué en valeur relative de 26 % à 19 %, sa part dans le revenu a été peu modifiée, passant de 60 % à 58 %. » (Parnell & Boule 2008, 256)

En outre, les situations de pauvreté et de chômage sont aggravées par d'autres facteurs comme la maladie : le VIH/SIDA et la tuberculose associée font des ravages au Cap, l'un des « points noirs » mondiaux de l'épidémie de tuberculose selon l'OMS. De plus, les situations moyennes mesurées ci-dessus, pour dramatiques qu'elles soient déjà, masquent des inégalités selon

les quartiers, selon la race (le taux de chômage des Noirs et des *Coloureds* s'étant accru de manière importante alors qu'il est resté stable chez les Blancs), le genre (les femmes, notamment noires, étant particulièrement touchées) et l'âge (le chômage des jeunes ayant lui aussi augmenté).

Cape Town apparaît bien comme une classique ville relais de la mondialisation, une ville internationale<sup>84</sup> où « les liens entre restructurations économique et urbaine, entre marché du travail et marché du logement » sont à la fois cruciaux et extrêmement complexes et où « [l]es restructurations urbaines et [l]es marchés de l'emploi (...) suscitent une mise en tension spécifique d'une fraction non négligeable des citoyens » (Berry-Chikhaoui, Deboulet, & Roulleau-Berger 2007, 7-8). Cette tension ou dualité se fait entre la ville sur projet, que le marketing territorial tente de vendre à échelle globale, et les réactions des citoyens qui supportent l'impact de ces politiques urbaines. En même temps, les citoyens sont « compétents », soit « capables d'infléchir le cours des choses en refusant de se couler strictement dans les propositions qui leurs sont faites et de modifier les univers de sens prescrits » (op. cit. p. 10 ; voir aussi Berry-Chikhaoui & Deboulet 2001) – mais reste, toujours ouverte, la question de l'efficacité de cette « pragmatique urbaine » (Garcia Sanchez, p. 177) ou de ces petits agencements citoyens dans un contexte de forte dissymétrie des pouvoirs agissant sur la ville... En d'autres termes,

« Les villes des pays en développement n'échappent plus à l'internationalisation des flux et des marches, aux stratégies de localisation et de délocalisation de la production. Les investisseurs sont plus que jamais à la recherche d'économies d'échelle et d'effets d'agglomération, qui sont la promesse d'une meilleure rentabilité des investissements. Ces processus engagent les structures urbaines et les formes de relations entre villes et territoires dans des dynamiques nouvelles. Dès lors, la transformation des territoires urbains est moins portée par les processus démographiques que par les logiques de projet, celles-ci pouvant se développer d'autant plus aisément que les politiques publiques d'aménagement s'affaiblissent dans le contexte du néo-libéralisme. Ces processus affectent aussi en profondeur la structure des groupes sociaux urbains, les relations que nouent les citoyens avec les acteurs économiques et institutionnels qui font et défont la ville. De nouvelles contradictions se nouent, qui obligent à revisiter les notions de citoyenneté et de citoyenneté, ainsi que leur articulation. » (Osmont & Goldblum 2003, 5)

Plus encore qu'une ville relais de la mondialisation ou une ville internationale, Cape Town a pu être présentée de manière convaincante comme une ville mondiale par McDonald (2008), qui a repris un à un les critères proposés par Saskia Sassen (1991). De fait (cf. *supra*), Cape Town a une économie aujourd'hui orientée vers les services et en particulier vers les services aux entreprises (critère 1). Les économies d'agglomération y sont importantes et le Central Business District du Cap est toujours efficace et dynamique, voire redynamisé (critère 2 et *infra*). Il diffère en cela, selon McDonald, de celui de Johannesburg, notamment parce que la configuration physique du site lui permet d'être isolé de la pauvreté et des populations des Cape Flats. Si Cape Town accueille moins de sièges d'entreprises manufacturières (critère 3) que Johannesburg, la ville est préférée par les

---

<sup>84</sup> Même si l'internationalisation du Cap est inférieure à celle de Johannesburg.

firmer de service. Ses connexions internationales (critère 4) sont bien loin d'être négligeables, surtout après des années d'isolement. Elles restent là aussi inférieures à celles de Johannesburg, mais, dans la mesure où la connexion Cape Town-Johannesburg est relativement faible, il faut considérer que les deux villes se présentent séparément sur la scène mondiale. Le paysage urbain s'homogénéise (critère 5 et *infra*), comme en témoignent les communautés fermées se développant au nord-est de l'agglomération, les *malls*, le front de mer réhabilité, etc. La ville se détache de plus en plus de son arrière-pays (critère 6) de la province du Western Cape – dont le budget est inférieur au sien. Enfin, la polarisation sociale (critère 7) y est frappante, c'est le moins qu'on puisse dire (cf. Tableau 3) : si un tiers de la population de la ville est sous le seuil de pauvreté, un autre tiers est juste au-dessus (McDonald 2008, xviii) ; un quart de la population de la ville est au chômage ; un demi-million de Capetoniens n'ont pas d'évacuation des eaux usées<sup>85</sup>. Cette polarisation est d'ailleurs reflétée et accentuée dans les réseaux urbains, ce qui fait affirmer à McDonald que la ville est un excellent exemple de *splintering urbanism* (Graham & Marvin 2001 ; pour une discussion capetonienne de cette thèse, Jaglin 2004 ; Jaglin 2005).

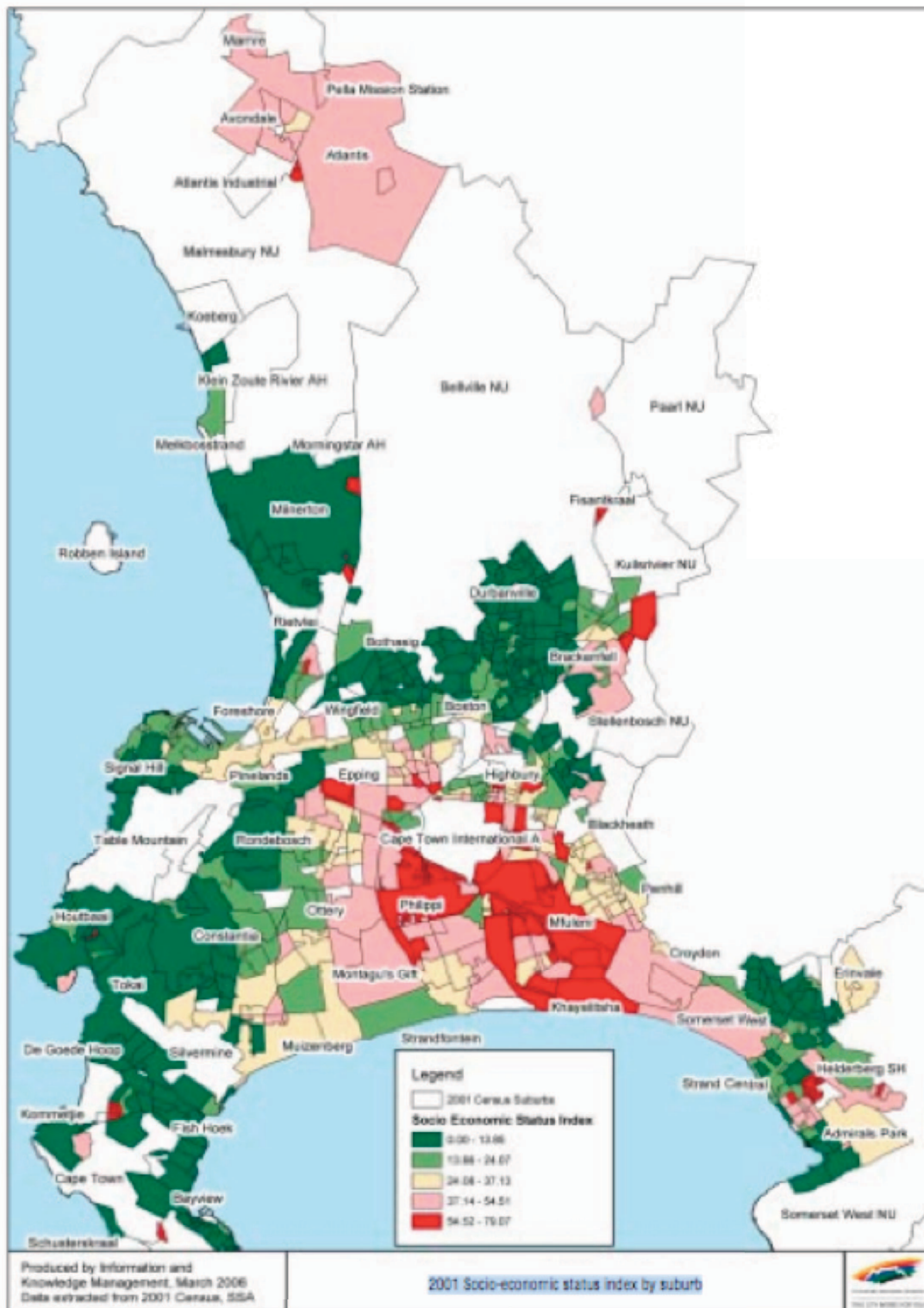
Cette polarisation s'observe dans le paysage urbain, opposant des paysages de la pauvreté (Gervais-Lambony 1994) à des paysages de richesse opulente (cf. et Figure 19). Ces derniers se trouvent dans le centre comme en périphérie : après un déclin dans les années 1980, le CBD du Cap s'est profondément restructuré depuis la fin de l'apartheid. La ville provinciale s'est transformée en principale destination touristique du pays et des hôtels de luxe se sont construits dans le centre, en particulier sur le Foreshore (Pirie 2007). Des séries de partenariat public-privé ont abouti à d'importants investissements comme à une sécurisation de l'espace (voir les travaux de Morange et Didier, notamment dans Bénit-Gbaffou, Fabiyi, & Peyroux 2009). Les abords du CBD sont en pleine gentrification (Visser 2002 ; Visser & Kotze 2008) : Long Street, qui a longtemps évoqué un *blight* urbain digne des quartiers américains du *Skid Row*, s'est transformée progressivement. Le bâti souvent ancien et de bonne qualité architecturale a été utilisé pour développer des auberges de jeunesse au début des années 1990 quand la ville s'est ouverte aux touristes internationaux. Avec les auberges de jeunesse sont venus les commerces alternatifs et branchés, les restaurants, bars et boîtes de nuit dont un certain nombre était tenu par le milieu russe, paradoxalement facteur de sécurisation du lieu. Le front de gentrification a continué de progresser vers le quartier malais, installant Long Street comme l'un des principaux lieux de la *nightlife* du Cap mais aussi du bien vivre, entre restaurants de qualité et boutiques design (Tredoux & Dixon 2009)<sup>86</sup>.

---

<sup>85</sup> Lewis, A. 2010. Half a million in city have no sanitation. *Cape Times*, March 1.

<sup>86</sup> Voir aussi Coleman, B. 2010. Long Street, more than enough to do. *Cape Times*, January 5.





Source: City of Cape Town, 2006

Figure 18 : Index socio-économique, 2001

Source : City of Cape Town 2006, à partir des données du recensement de 2001.

Les périphéries du Cap, principaux lieux de construction (cf. Figure 20), manifestent de manière particulièrement claire cette polarisation de la

ville post-apartheid<sup>87</sup>. En effet, depuis la fin de l'apartheid, l'extension de la surface urbanisée se fait selon deux processus simultanés :

- Urbanisation sur les limites extérieures de l'aire bâtie, tantôt par des logiques de marché - *gated communities* au nord-est (cf. Figure 19) pour la classe moyenne et moyenne supérieure (Landman 2000 ; Morange & Vivet 2006), tantôt par des quartiers informels (par exemple, Enkanini au Sud de Khayelitsha).



Figure 19 : Paysage de communautés fermées à Durbanville

Source : cliché M. Houssay-Holzschuch, juillet 2009.

- Remplissage des vides internes d'une ville physiquement fragmentée, soit par des programmes de logement social (cf. Figure 21), soit par des « invasions » et développement de quartiers informels de petite taille (comme Du Noon), ceux-là menacés de déguerpissement au nom du développement économique, des programmes de logements sociaux (Dubresson & Jaglin 2008) ou de la *beautification* de la ville pour les touristes à commencer par ceux venant assister à la Coupe du Monde de football de 2010 (Newton 2009).

---

<sup>87</sup> Cette question des périphéries urbaines est celle à laquelle le programme ANR Perisud s'attache.

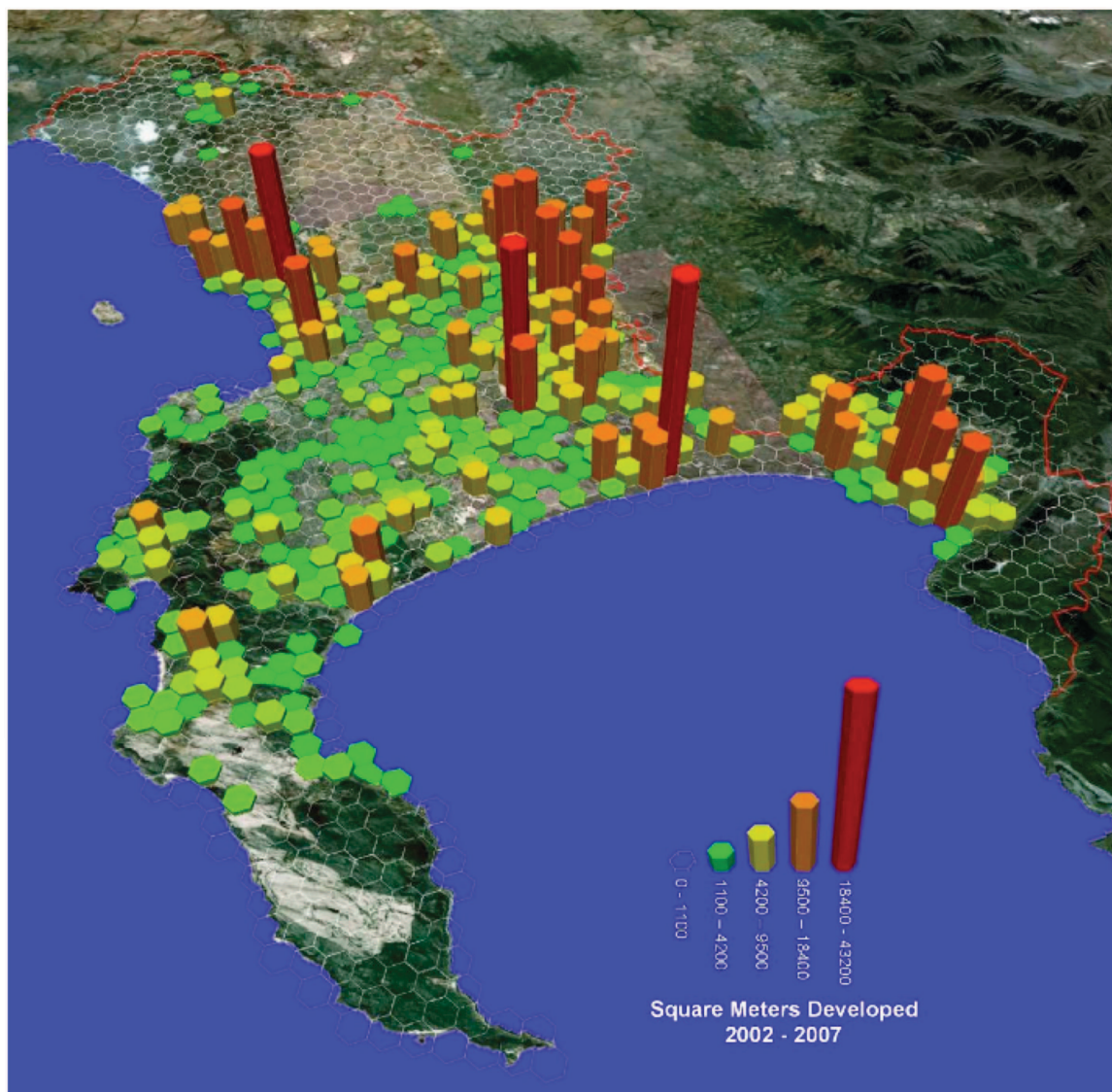


Figure 20 : Répartition spatiale de la croissance capetonienne : nombre de m<sup>2</sup> développés, 2002-2007.

Source : reproduit de (Sinclair-Smith 2009)

Ces processus, spatialisés et allant en s'accroissant, opposent de manière très nette deux figures opposées :

« Gaters and invaders, and the spaces they occupy in the city, poles apart in terms of class, both equally disturb the government's idealistic vision of an integrated postapartheid city in which the working classes and middle classes mix in tranquil suburban and inner-city areas. » (Lemanski & Oldfield 2009, 643)

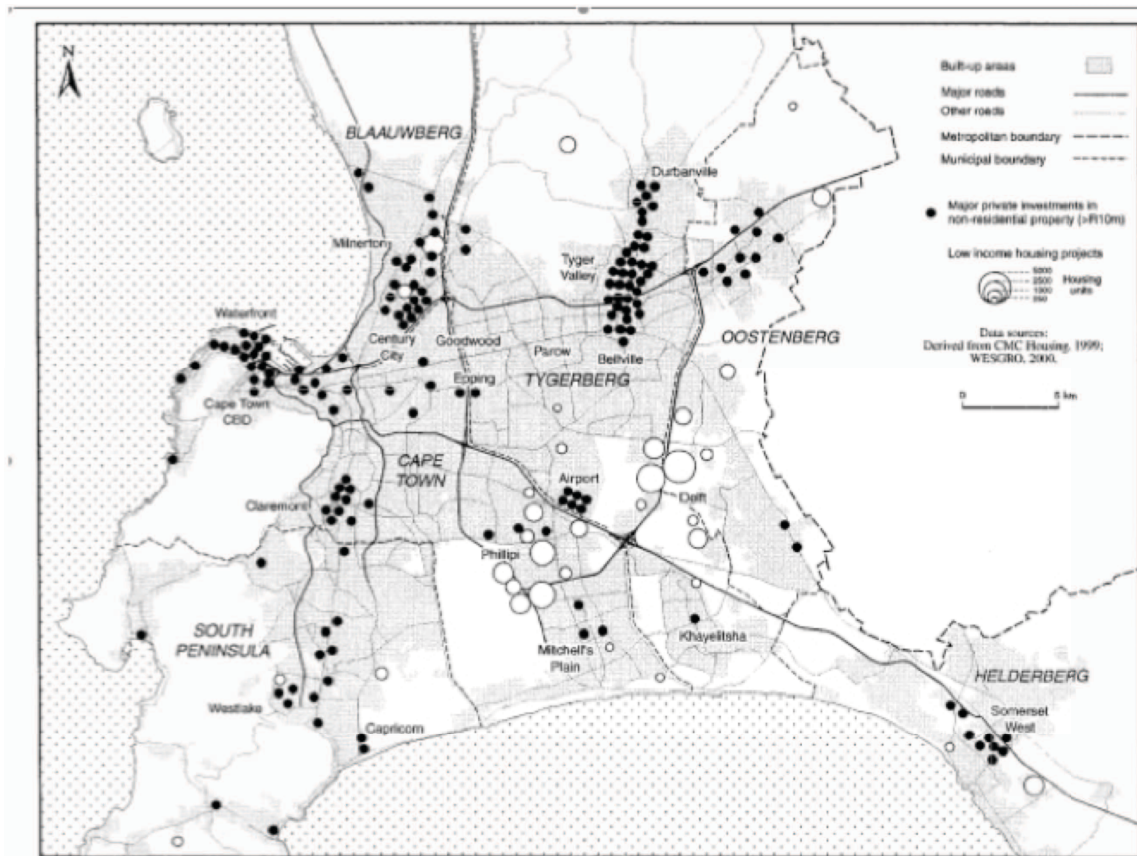


Figure 3. Location of economic development and low-income housing.

Figure 21 : Développement économique et habitat social au Cap à la fin des années 1990 : une polarisation croissante

Source : reproduit de (Turok 2001).

La ville du Cap apparaît donc comme polarisée, ségréguée voire fragmentée et structurée en profondeur par des tensions importantes qui se renouvellent. Ses lieux, dans leur diversité, en rendent compte.

### Lieux-témoins : quartiers du Cap

Cette partie sur les lieux adoptera une forme différente. Plutôt que de juxtaposer les monographies de lieux, je souhaite donner une idée de quelques quartiers emblématiques du Cap par des photographies. Le choix de ces quartiers est d'une certaine manière arbitraire : ce sont tous des endroits dont, pour une raison ou une autre, j'ai suivi l'évolution depuis une quinzaine d'années. Ils reflètent donc mes intérêts et ont contribué à nourrir les thématiques qui seront développées dans les chapitres 4 et 5. Ils témoignent a contrario, des parties de la ville que j'ai surtout parcourues sans en approfondir l'étude. En particulier, les quartiers blancs des banlieues nord, lieux de la principale extension urbaine actuelle et, secondairement, les banlieues sud et ville satellites. Mon intérêt se porte en effet depuis le départ sur la partie de la ville qui apparaît comme la plus spécifique, celle où l'impact de l'apartheid, puis du télescopage mondialisation/ démocratisation, est le plus fort : un large secteur partant du centre vers le sud-est. Outre le CBD, il englobe les quartiers péricentraux déguerpis ou non (District Six,

Woodstock), les townships du plus anciens au plus récent (notamment Gugulethu et Khayelitsha), les nouveaux quartiers d'habitat social (Delft South). Ce transect de « mon Cape Town » sous-représente aussi les quartiers riches, mais privilégie le nouvel « Outcast Cape Town » (Western 1996, 332), l'enjeu majeur du post-apartheid capetonien.

*Le CBD : vitrine d'une ville africaine moderne, qui se veut mondiale*

Serti dans l'amphithéâtre de Table Mountain (Figure 22), le CBD a connu un dynamisme très important depuis la fin des années 1990 (Figure 23), autour de son artère centrale, Adderley Street (Figure 24) et des rues parallèles, dont St George's Mall piétonnier (Figure 25). Il accueille en même temps un certaine vie de nuit sur Long Street (Figure 27) et de nombreux touristes, au marché aux souvenirs de Greenmarket Square (Figure 26).

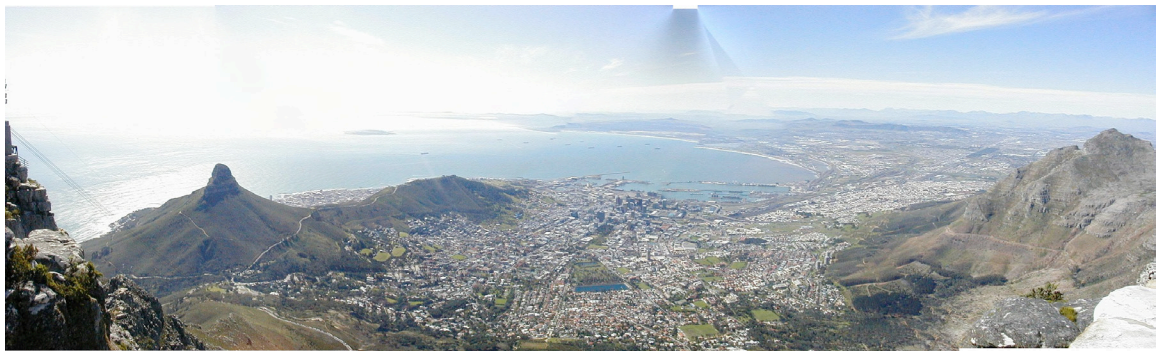


Figure 22 : l'amphithéâtre du *City Bowl*

Source : cliché de l'auteur, avril 2001.

Le CBD vu du sommet de Table Mountain ouvre sur la baie et regarde vers le nord. Sur les premières pentes de Signal Hill et Lyon's Head à gauche comme de Table Mountain au centre ou de Devil's Peak à droite, des quartiers résidentiels aisés et anciennement blancs. Au centre de l'image, les parcs boisés dont Gardens, anciens jardins potagers de la VOC. Les Cape Flats s'étendent hors cadre, sur la gauche de l'image. Le Cap de Bonne-Espérance est à moins de cinquante kilomètres d'une péninsule rocheuse, plein sud dans le dos du photographe.

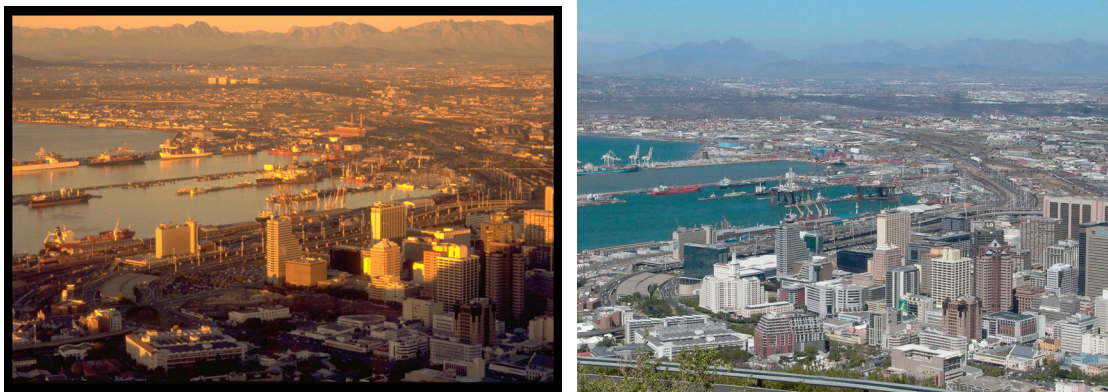


Figure 23 : le CBD, en 1997 et en 2009

L'essentiel du CBD est dans l'ancien centre colonial au plan en damier et dans le quartier du Foreshore, gagné sur la mer dans les années 1940 immédiatement au nord. Il jouxte le port, à la fois le port Victoria & Alfred, construit à la fin du XIXe et aujourd'hui ornement du Waterfront rénové, et le port industriels, dont on aperçoit ici les quais. À l'arrière-plan, la zone industrielle de Milnerton et le début des banlieues nord. Dans les douze ans entre ces deux images, le Foreshore s'est densifié par la construction de nombreux bâtiments en hauteur, souvent des grands hôtels.



Figure 24 : Adderley Street, vue vers le Nord à partir du Foreshore ; vue vers le Sud à partir des Jardins de la Compagnie.

Adderley Street est l'artère principale du centre ville : elle relie l'océan aux Jardins de la Compagnie (où se trouvent Parlement, résidence présidentielle, etc.), en traversant le CBD. Elle date des premières années de l'implantation européenne et a été prolongée lors de la poldérisation du Foreshore. Le nord de cet axe est principalement dédié à la circulation automobile, autour d'un rond-point massif avec la statue de Jan van Riebeeck et de sa femme. Les banques (ABSA), compagnies d'assurances et grands magasins s'alignent dans sa partie sud.



Figure 25 : St George Mall

Parallèle à Adderley Street, St George Mall est le principal axe piétonnier du centre ville. En déclin pendant les années 1980 et 1990, il accueille aujourd'hui des cafés et restaurants pour les employés du CBD, des magasins qui leur sont dédiés, quelques étals de souvenirs pour les touristes et les sièges des journaux locaux. À droite, l'homme au pantalon rouge et son acolyte coloured s'apprêtent à annoncer la Bonne Nouvelle évangéliste aux passants du haut de leur escabeau.



Figure 26 : Greenmarket Square.

Au bout de St George's Mall, Greenmarket Square. Ancienne place de l'hôtel de ville, établie depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, elle a successivement été le lieu du marché aux esclaves, marché de primeurs, parking, marché aux puces et aujourd'hui principal marché pour touristes du Cap. Il est parcouru aussi par les Capetoniens travaillant dans le centre ville (Radovic 2010).



Figure 27 : Long Street, vue vers le Nord

Long Street, courant toujours sur l'axe nord-sud à l'est d'Adderley et de St George's Mall, s'est redéveloppée dans les années 1990 : les anciens bâtiments de style victorien avec arcades et balcons ont commencé à accueillir des auberges de jeunesse pour les premiers touristes internationaux ainsi que des magasins d'artisanat africain comme le PanAfrican Market. Bars branchés, boîtes de nuit, restaurants haut de gamme, bouquinistes, etc. ont suivi pour transformer une artère en déclin en haut-lieu de la vie culturelle capetonienne diurne comme nocturne.



### *District Six : le symbole détruit de l'urbanité capetonienne*

Tout proche de ce CBD, le quartier archétypique du Cap, District Six. Quartier du port, ouvrier, largement coloured mais accueillant les nouveaux immigrés et les Africains migrant vers le Cap, District Six est l'idéal-type du quartier cosmopolite pré-apartheid (cf. Figure 28). Son tissu urbain se distingue par une texture très fine, des usages mixtes du sol, des espaces de transition entre espace public et espace privé ainsi que l'appropriation de la rue comme espace public (soit du pur modèle d'Amsterdam, pour reprendre la terminologie de Jacques Lévy). En d'autres termes, comme le proclame un célèbre graffiti à Horstley Street, un *fairyland* en terre d'apartheid (cf. Figure 29). Incarnant ce que l'apartheid voulait éviter et victime de taudification, District Six a été proclamé zone réservée aux Blancs en 1966. De 1966 à 1981, 60 000 personnes en ont été expulsées vers les Cape Flats (Bickford-Smith, Van Heyningen, & Worden 1999, 183) et le quartier rasé, symbole encore une fois, là des destructions causées par l'apartheid (cf. Figure 30 et Figure 31). Il n'en reste aujourd'hui que quelques fragments, quelques lieux de côtoiements et espaces du sacré (traces de l'ancienne trame viaire, lieux de culte épargnés par les bulldozers, musée – cf. Figure 32 et Figure 33). Pire, le lieu est maintenant utilisé comme simulacre dans un casino (cf. Figure 34).



Figure 28 : Hanover Street, vue vers le centre ville du balcon du cinéma Avalon.

Source : cliché Noor Ebrahim, reproduit avec la permission de l'auteur, 1970.

Hanover Street, la principale artère de District Six, courait d'ouest en est entre le centre ville dont on voit les bâtiments en hauteur l'arrière-plan avant Signal Hill, et les banlieues les plus anciennes, aujourd'hui péricentrales, de Woodstock et Salt River. Bâtiments anciens de qualité, arcades, activités commerciales et culturelles foisonnaient. Mais la dégradation du quartier apparaît aussi au premier plan, d'autant plus que la photographie a été prise après la proclamation de District Six comme zone réservée aux Blancs.



Figure 29 : Graffiti « Fairyland », Horstley Street, District Six.

Source : reproduit de (Bickford-Smith, van Heyningen & Worden, 1999, 138).

Horstley Street, lieu des premières expulsions de Noirs vers Ndabeni en 1901 et de la dernière expulsion en 1980. Ce graffiti de l'après-guerre montre à la fois l'attachement des habitants à un quartier ancré dans les histoires familiales et le fossé entre le caractère cosmopolite, racialement et socialement mixte du District d'un côté ; la ville de l'apartheid de l'autre. Cette photographie est devenue une carte postale évoquant le souvenir du quartier après sa destruction.



Figure 30 : Richmond Street, District Six, avant et après la démolition.

Source : Cloete Breytenbach et District Six Museum.

Qualité architecturale d'un bâti, diversité de la population, usages de l'espace public, intense vie sociale et culturelle : le District est exemplaire de tout cela. Et l'image de la même rue après les expropriations et la démolition des bâtiments montre l'ampleur de la destruction : seuls les pavés, désormais entourés d'herbes folles, restent.

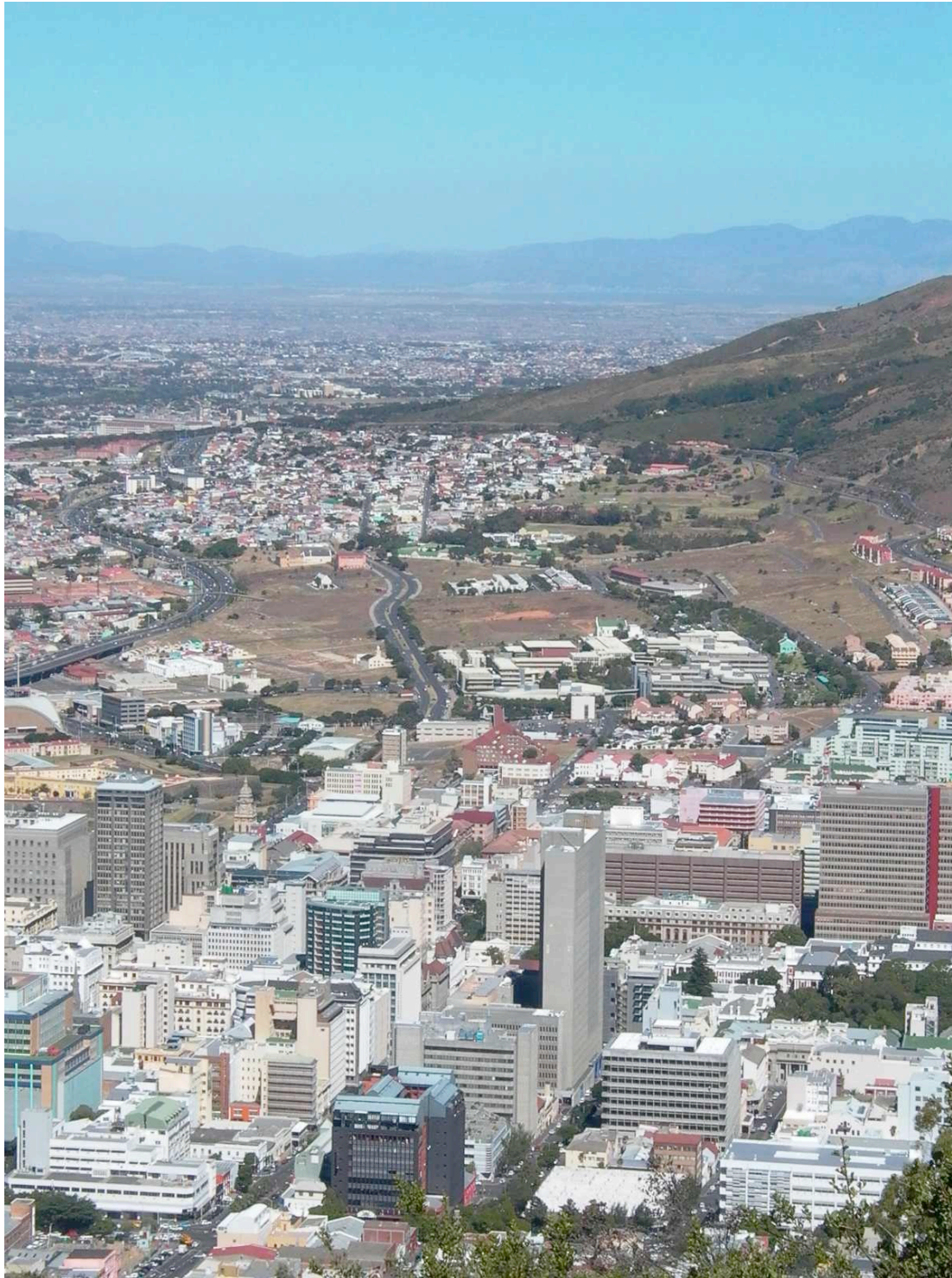


Figure 31 : L'espace vide de District Six, vu de Signal Hill

Cette vue vers l'est montre l'immédiate proximité entre District Six et le centre ville : les habitants expulsés vers les Cape Flats ont non seulement perdu leur logement, leur cadre et leur cercle de relations, mais aussi un accès rapide et piéton au centre, à ses emplois et opportunités. Depuis la destruction, les associations de résidents ont réussi à limiter les reconstructions à Technikon. Le vide reste donc, dans un lieu où le prix du foncier est très élevé.



Source : clichés de l'auteur, juillet 2009.

Figure 32 : Plaques de rue et débris du District, District Six Museum

Les plaques des rues détruites ont été retrouvées dans la cave de l'un des chefs de l'équipe des démolisseurs. Elles ont constitué les débuts de la collection du District Six Museum que l'on voit ici. Le souvenir du quartier passe par sa sacralisation comme lieu : cette installation de plaques de rues et de débris est au centre du musée, à la place de l'autel dans l'ancienne église qu'il occupe.

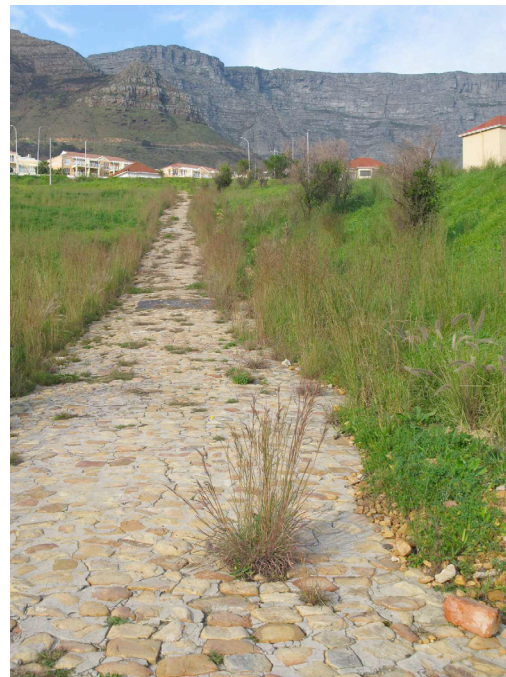


Figure 33 : Horstley Street, District Six

Horstley Street aujourd'hui : les pavées de la rue sont toujours là, les herbes folles aussi. Mais la reconstruction, avec restitution aux anciens résidents, a timidement recommencé. Les associations d'anciens résidents ont décidé de garder cette portion non construite, en mémorial à la destruction de District Six.



Source : clichés de l'auteur, juillet 2005.



Figure 34 : Simulacres de District Six, le *food court* de Grand West Casino.

Situé dans l'ancienne zone tampon entre le quartier de pauvres Blancs et Ruyterwacht et des quartiers coloureds, le GrandWest casino est une réalisation post-apartheid. Décor extérieur très kitsch, salles de machines à sous sur le modèle de Las Vegas, il draine les populations des quartiers avoisinants. Un *food court* intérieur nourrit et abreuve les joueurs. Son architecture simule des ruelles pavées d'un quartier populaire qui pourrait être méditerranéen mais les photographies affichées au mur le rattachent au Cape Town fin XIXe-début XXe. Des copies des plaques de rues de District Six et le nom du District lui-même lèvent toute ambiguïté : il s'agit bien d'évoquer District Six avant la destruction, dans un couloir sombre de casino, entre enseignes franchisées et interdictions de photographier.

## *Gugulethu : un township classique en pleine recomposition sociale*

« Bleak, samelooking matchboxes. Soulless and soul-destroying. Sub-standard. Uninspired. Hopelessly uninspiring », en dit le principal auteur africain de Cape Town, Sindiwe Magona, qui y a grandi (Magona 1990, 2). Township pour Africains construit dans les années 1950, Gugulethu illustre parfaitement comment le modèle de la cité-jardin a été instrumentalisé à des fins de ségrégation raciale et de contrôle social dans les villes sud-africaines : mise à distance, production de masse, constructions au rabais, absence de services et d'emplois, subordination de la vie de quartier au contrôle et à l'exploitation économique, ingénierie spatiale. Des rangées de maisons boîtes d'allumettes (*matchboxes*) s'alignent le long des rues (Figure 35) et ont accueilli les Capetoniens africains expulsés du reste de l'agglomération dans les années 1950 et au début des années 1960. L'urbanisme du township vise à en faire un isolat au sein de l'agglomération, isolat facilement contrôlable et où les forces de sécurité peuvent facilement exercer une répression violente (Figure 36), comme en maîtriser la visibilité (cf. le cas de Gugulethu Seven). Néanmoins, en 50 ans d'existence, les habitants du township se sont appropriés l'espace : domestique d'abord (Figure 37), puis religieux (église catholique St Gabriel), puis public (Figure 38). Gugulethu, produit spatial de l'apartheid, est aussi un lieu où l'on s'enracine, où l'on meurt – de plus en plus avec l'épidémie de VIH/SIDA (Figure 39), où l'on grandit (Figure 40), où l'on tente d'accomplir ses rêves.

Aujourd'hui, Gugulethu incarne l'image d'un township post-apartheid (Houssay-Holzschuch & Teppo 2010). La pauvreté y persiste et s'accroît sur les marges, comme à Kanana (Figure 42) ou Barcelona, zones d'habitat informel dans l'ancienne zone tampon séparant le township de la N2. La différenciation sociale y est visiblement croissante, même au sein des populations les plus pauvres, certains étant relogés dans le cadre des programmes d'habitat social (Figure 43, constructions effectuées juste avant les élections de 2009), d'autres non. L'ancienneté du township, sa relative proximité actuelle avec le centre ville, en font en même temps un lieu de vie de la classe moyenne noire en expansion et de la bourgeoisie africaine locale bien implantée : du millionnaire Mzoli Ngcawuzele qui tient le barbecue (*shisa nyama*) de Mzoli's Meat fréquenté par l'ensemble des Capetoniens comme par les touristes, aux entrepreneurs locaux en pleine ascension sociale, comme Liziwe (Figure 45). Ils participent à la mise en tourisme du lieu, entre souvenirs mémorialisés de la Lutte (Figure 41) et pittoresque du township. Cette partie de la population du township est engagée dans un processus contradictoire de distinction bourdieusienne (dans le contexte d'un quartier en pleine polarisation sociale) et de développement local, un cas particulièrement bien illustré par le développement du mall de Gugulethu Square (Figure 44). Ce mall, dont Mzoli Ngcawuzele est l'un des initiateurs, s'adresse avant tout à la bourgeoisie locale, tout en apportant au township des services commerciaux bien nécessaires. Il a cependant déchainé l'opposition des plus pauvres, qui s'estiment écartés des bénéfices directs et indirects (emplois) d'un tel investissement<sup>88</sup>. La Figure 44 montre bien les contradictions en cours à Gugulethu : ce mall, dont les architectes ne peuvent imaginer que la clientèle sera noire – dans un quartier pourtant africain à plus de 95 % - montre un embourgeoisement, voire une gentrification du

<sup>88</sup> Mhlanga, T. 2009. Six arrested for jobs protests at Gugulethu Mall. *Cape Argus*, October 29.

township, confirmée par la présence de « classes créatives » africaines (Figure 46 et Figure 47). Il reste en même temps lieu de violences et de pauvreté.



Figure 35 : Gugulethu, NY 111, vue vers le centre ville

Source : cliché de l'auteur, juillet 2009.

L'urbanisme de contrôle social du township apparaît bien là : mise à distance (Devil's Peak apparaît à l'horizon, barrant la route du centre ville), faiblesse des espaces publics, des équipements et des infrastructures, uniformité du bâti en maisons boîtes d'allumettes. Aujourd'hui, les extensions de maison et la variété des couleurs manifestent l'accession à la propriété des résidents, Capetoniens de longue date.



Figure 36 : Répression à Gugulethu au milieu des années 1970.

Source : reproduit de (Bickford-Smith, Van Heyningen, & Worden 1999, 202)

Comme ailleurs dans le pays, la répression dans les townships a été violente des années 1970 à la fin de l'apartheid. La militarisation de cette répression, sa brutalité apparaissent ici, où des hommes blancs pourchassent à coups de matraques un jeune enfant noir, l'un de ces écoliers participant aux manifestations. L'invasion de l'espace domestique et intime des habitants, la menace permanente et omniprésente de la violence du régime sont également visibles : elles ont déstructuré le tissu social en profondeur.





Figure 37 : Espace domestique dans une *matchbox* de Gugulethu

Source : cliché de l'auteur, décembre 1996.

Les maisons boîtes d'allumettes, louées, ont fait l'objet de processus d'appropriation : améliorations de l'intérieur, décoration personnalisée apprivoisent un espace imposé. On voit ici un intérieur respectable, modelé sur le modèle de la classe moyenne occidentale, mettant en valeur la télévision porteuse de prestige social. Les photographies trahissent l'accent mis sur l'éducation des enfants.



Figure 38 : Zone tampon et huttes d'initiation, Klipfontein Rd

Source : cliché de l'auteur, janvier 1996.

Entre le township coloured de Manenberg à l'arrière-plan et le township africain de Gugulethu, dans le dos du photographe, une zone tampon non constructible de plusieurs centaines de mètres de large. Renforcée par une voie de chemin de fer qui sert à convoier la main-d'œuvre des townships vers les entreprises des quartiers blancs, elle est là pour isoler et contrôler la population du township. Deux fois par ans, pendant les grandes vacances scolaires, elle accueille néanmoins des huttes d'initiation.



Figure 39 : Cimetière de Gugulethu, Klipfontein Rd

Source : cliché de l'auteur, juillet 2005.

L'un des seuls espaces ouverts du quartier et servant à ce titre de pâture aux chèvres, le cimetière a longtemps été ombragé. Mais il servait de repaire à des criminels se cachant derrière les arbres, qui ont été abattus pour limiter la dangerosité du lieu. Depuis, le paysage est désolé et le cimetière se remplit très rapidement des morts du SIDA.



Figure 40 : Crèche, Klipfontein Rd

Source : cliché de l'auteur, juillet 2009.

De nombreuses crèches, informelles ou plus établies, se sont développées dans les townships, pour prendre soin des plus jeunes dont les mères travaillent loin. En effet, la faiblesse des emplois dans le township et son éloignement par rapport aux zones d'emplois génèrent de longues journées et des trajets coûteux pour les migrants pendulaires.



Figure 41 : Monument aux Gugulethu Seven (détail)

Source : cliché de l'auteur, juillet 2009

Dans les années 1980, Gugulethu a été le lieu d'un épisode de la répression où sept jeunes hommes (les Gugulethu Seven) ont été abattus par la police. Leur mort est désormais commémorée par un monument de granit.



Figure 42 : Kanana, habitat informel dans la zone tampon de Gugulethu

Source : cliché de l'auteur, juillet 2009

Depuis les années 1980, une partie des zones tampons entourant Gugulethu est occupée par des squatters (camps de Kanana, de Barcelona...). Ils profitent ainsi des très relatifs avantages comparatifs du township en terme de centralité, d'infrastructures et d'équipements, ainsi que de ses réseaux sociaux. Ils participent aussi à la polarisation sociale interne au township.



Figure 43 : Programme de logement social dans la zone tampon de Gugulethu, Borchers Quarry Road

Source : cliché de l'auteur, juillet 2009.

Parmi les camps de squatters des zones tampons, entre Gugulethu et l'axe de la N2 reliant le centre ville à l'aéroport puis au littoral sud du pays, certains sont légalisés et rénovés dans des programmes publics d'accession au logement en propriété. Le bâti y est cependant de faible qualité, les parcelles de petite taille, les maisons encore plus et la densité encore très élevée.



Figure 44 : Le mall de Gugulethu Square, vue d'architecte.

Source : <http://www.skyscrapercity.com/>, accédé en avril 2010.

Le développement de la bourgeoisie noire de Gugulethu et l'accès à la société de consommation d'une part croissante de la population construisent une clientèle locale solvable importante, dont les besoins ne sont pas couverts vu la faiblesse des commerces locaux hérités de la législation d'apartheid. La classe émergente des entrepreneurs locaux en profite pour lancer des opérations commerciales de grande ampleur, comme des malls. Celui-ci a ouvert en 2009.



Figure 45 : Le Bed & Breakfast de Lizwiwe, Gugulethu

Source : cliché de l'auteur, juillet 2009.

Autre type d'entrepreneurs locaux, les femmes, notamment dans le secteur du tourisme. Les townships deviennent des espaces de visite pour les touristes internationaux, qui viennent les visiter dans des tours organisés combinant mémoriaux de la résistance anti-apartheid, guérisseurs *sangomas*, arrêt dans les *shebeen* pour boire de la bière traditionnelle puis dans les projets de développement pour acheter des souvenirs. Dans chaque township, on trouve désormais un restaurant (Mzoli's à Gugulethu) et un B & B, qui accueillent ceux qui restent plus longtemps.



Figure 46 : Putye, habitant de Gugulethu et danseur au Ballet de Cape Town

Source : *Cape Times*, 3 février 2010.

Gugulethu accueille une population urbanisée depuis plusieurs générations, une importante classe moyenne et ce qu'on pourrait appeler, *mutatis mutandis*, une partie des classes créatives africaines du Cap, à l'image de ce danseur de ballet. Cela participe aussi de la polarisation sociale du quartier : Putye, navetteur entre l'opéra au centre ville et sa résidence de Gugulethu, a été agressé et blessé à la gare de taxis.



Figure 47 : Exposition du collectif d'artiste Gugulective, Gugulethu.

Source : <http://gugulective.net/>, accédé en avril 2010.

Depuis 2006, Gugulethu abrite Gugulective, l'un des collectifs d'artistes les plus actifs et les plus prometteurs de la ville. Leur première exposition, à laquelle appartient cette installation, a eu lieu dans le shebeen de Kwa Mlami dans le township même. Aujourd'hui, ils exposent à la South African National Gallery comme à Hambourg et incarnent un changement d'image des townships, désormais sur la carte des pratiques culturelles métropolitaines par leur vitalité artistique.

### *Harare : un township récent en périphérie*

Harare est l'un des quartiers du township de Khayelitsha. Construit en bandes parallèles, celui-ci alterne quartiers informels, quartiers de maisons en dur (*matchboxes*) et quartiers de sites viabilisés – Harare faisant partie de cette dernière catégorie (Figure 48, Figure 50, Figure 51). La population s'y est installée dans les années 1980 et a bâti des logements à partir de matériaux de récupération, produisant ainsi un paysage spécifique : le logement est informel, mais la tenure est légale. Eau, assainissement et voirie y ont été installées depuis le départ, mais l'électrification, faite par EDF, ne date que de 1994. Harare comporte peu de services : les commerces y sont fort peu nombreux et surtout informels ; les services bancaires sont lointains (Figure 52) ; les écoles, de mauvaise qualité. Néanmoins, la population s'est approprié l'espace et, progressivement, tente de reproduire un modèle d'habitat suburbain de classe moyenne : respectabilité de l'espace domestique, même dans un shack (Figure 49) ; durcification de l'habitat, très marquante en 15 ans ; dense réseau d'associations locales.



Figure 48 : Entrée dans Harare

Source : cliché de l'auteur, août 1996.

Paysage monotone de *shacks*, dans les plaines sableuses à environ 35 km du centre ville du Cap : depuis la fin des années 1980, Harare a offert des sites viabilisés accueillant les populations africaines en manque de logement dans l'agglomération du Cap comme les nouveaux migrants arrivés de l'Eastern Cape avec la fin de l'*influx control*. La zone est uniquement résidentielle. Une église catholique dresse son bâtiment blanc au-dessus des toits de tôle. École primaire et commissariat de police sont les seuls autres bâtiments en dur.



Figure 49 : Espace domestique : une cuisine dans un *shack* de Harare

Source : cliché de l'auteur, septembre 1996.

L'espace domestique se construit aussi dans les *shacks* malgré la précarité de l'abri, que l'on tente de compenser par l'isolation des papiers de journaux récupérés. L'électrification a permis de remplacer les réchauds à paraffine, source de très nombreux accidents et incendies, par des plaques. L'ordre domestique et la recherche de la respectabilité apparaissent en filigrane derrière les assiettes dépareillées.





Figure 50 : Rue de Harare

Source : cliché de l'auteur, octobre 1996.



Figure 51 : Habitat informel sur site viabilisé, Harare

Source : cliché de l'auteur, septembre 1996.

Les *shacks* sont faites de matériaux de récupération : plaques de tôle ondulée tenues ensemble par de la peinture vive qui leur permet de résister au vent venant de la mer, planches, bâches, fenêtres et huisseries d'occasion et, quand les revenus le permettent ou l'occasion se présente, moellons. Elles occupent le fond des parcelles sableuses, sur lesquelles les courageux. Le long de la route sans trottoir s'alignent les cubes bétonnés : toilettes et arrivée d'eau pour chaque parcelle. Les années 1990 sont celles du développement des services urbains : électricité et ramassage des ordures.



Figure 52 : Faiblesse des services : panneau indiquant le plus proche distributeur de billets, Harare.

Source : cliché de l'auteur, août 2005.

Si les infrastructures se développent, les services restent encore très limités : posté sur un carrefour stratégique au débouché de Harare vers Mew Way qui fait le tour de Khayelitsha, cet écriteau indique la direction du prochain distributeur de billets, à 3,4 km. Ce distributeur de la First National Bank a longtemps été le seul de Khayelitsha.

#### *Delft South : nouveau quartier d'habitat social*

Sur la bordure est de l'agglomération, Delft South est le principal quartier d'habitat social développé au Cap depuis la fin de l'apartheid (Figure 21). L'état a viabilisé le terrain et construit des *starters houses* (Figure 53), qu'il a attribuées avec un titre de propriété aux populations des listes d'attente pour un logement. Quartier résidentiel avant tout, Delft South accueille des populations racialement mixtes, mais pauvres (cf. *infra*). Le paysage très monotone, les installations rudimentaires (Figure 54) se sont développées avec les années, au fur et à mesure de l'implantation des habitants qui s'approprient progressivement l'espace, agrandissent leur logement, sécurisent leur parcelle (Figure 55, Figure 56, Figure 57, Figure 58). En douze ans, les premiers habitants-propriétaires ne sont plus les plus pauvres : Delft South voit croître à ses périphéries un camp de squatters, Symphony Way<sup>89</sup> (Figure 59), et un camp de transit pour les expulsés de toute l'agglomération, Blikkiesdorp – le « village en boîtes de conserves » (Figure 60).

<sup>89</sup> Dont les habitants ont été expulsés vers Blikkiesdorp à l'automne 2009.



Figure 53 : Delft South, juste avant son ouverture.

Source : cliché de l'auteur, 1997.

Maisonnettes identiques de tôle, posées sur le sable. Eloignement du quartier en très grande périphérie du Cap, au-delà de l'aéroport, bien loin des zones d'emplois. Aucune diversité des fonctions dans un quartier uniquement résidentiel. Logement construit par les autorités pour les plus pauvres, Noirs et Coloureds. Autant de traits qui rappellent et renforcent la géographie de la ville d'apartheid, à deux exceptions près, majeures : les habitants de Delft South sont des citoyens à part entière, qui peuvent voter et ils sont propriétaires de leur maison.



Figure 54 : Intérieur, quelques semaines après l'installation.

Source : cliché de l'auteur, mai 1997.

L'espace intérieur est très sommaire : une pièce servant à tout et, à gauche, les toilettes. Pas d'isolation thermique. Mais l'arrivée d'eau est à l'intérieur et l'électricité installée d'emblée. Elle ne semble pas suffisante : au premier plan, le réchaud à paraffine est toujours visible. L'espace n'est pas encore approprié : les nouveaux résidents trouvent le lieu « pire qu'un *shack* et rappellent qu'au moins, sous l'apartheid, les maisons fournies étaient en brique.



Figure 55 : Rue de Delft South, 2001.

Source : cliché de l'auteur, avril 2001.

Quatre ans après la construction du quartier, l'appropriation de l'espace se voit : si le sable envahit toujours la route, les parcelles sont encloses et quelques végétaux y poussent, tentant de stabiliser le sol. Ces constructions commencent à effacer l'uniformité du paysage, même si aucun commerce ne vient rompre la série des résidences.



Figure 56 : Extension de l'habitat et utilisation sociale de la cour

Source : cliché de l'auteur, avril 2001.

La palissade matérialise la limite de l'espace domestique, à l'intérieur duquel la vie familiale s'est organisée : la maison originale est toujours reconnaissable au fond, mais une pièce supplémentaire a été ajoutée en utilisant des planches. L'ensemble a été peint dans l'ocre jaune des maisons de départ, le vert du toit et de l'huissierie ajoutant une touche personnelle. La lampe extérieure ouvragée affiche l'aspiration à un certain standing. Néanmoins, la place à l'intérieur manque toujours et la cour sert d'extension à la maison en accueillant bien des activités quotidiennes. En même temps, cette interface entre l'espace domestique et l'espace public contribue à la création d'un voisinage.



Figure 57 : Extension et sécurisation de l'habitat, Delft South.

Source : cliché de l'auteur, avril 2001.

La petitesse des maisons originales rend indispensable leur extension – c'est d'ailleurs l'idée de départ. Ici, les habitants affichent une relative réussite économique : les extensions se font d'emblée en dur, la palissade est en béton ouvragé et l'on prévoit une grille permettant de rentrer une voiture dans la cour – même si les moyens limités ne permettent pas qu'elle soit complète. De tels aménagements soulignent aussi la nécessité de sécuriser le logement, d'afficher clairement à la fois un statut social auquel on aspire et les moyens matériels de le protéger.



Figure 58 : Delft South en 2009.

Source : reproduit de (Suteau 2009), avec la permission de l'auteur.

Douze ans après la construction, les parcelles sont maintenant entourées de haies et la plupart des maisons ont été agrandies, repeintes et adaptées aux familles qui y vivent. Certaines ont été revendues, d'autres louées en totalité ou en partie. Une différenciation sociale apparaît dans le quartier : les nouveaux locataires, habitant parfois une cabane d'arrière-cour (*backyard shack*), sont parmi les plus pauvres. Parmi les propriétaires, certains s'en sont sortis : en revendant et investissant le capital, en louant, en montant une affaire. D'autres survivent. Et des identités de classe mais aussi de voisinage se sont développées.



Figure 59 : Camp de squatters de la Symphony Way, printemps 2009.

Source : reproduit de (Suteau 2009), avec la permission de l'auteur.

En bordure de Delft South, en périphérie de la périphérie, des populations encore plus pauvres se sont installées : les squatters de la Symphony Way. Anciens locataires d'arrière-cour de Delft, ils avaient envahi les logements du projet phare N2 Gateway en 2007 avant d'en être expulsés l'année suivante. En novembre 2009, ce camp de squatter a été déguerpi et la majeure partie des familles relogée dans le camp de transit de Blikkiesdorp<sup>90</sup>.

<sup>90</sup> Hartley, A. 2009. Symphony Way families move to Blikkiesdorp. *Cape Times*, November 3.



Figure 60 : Blikkiesdorp, camp de transit en périphérie de Delft South.

Source : reproduit de Harrison, D. 2010. Nice view, shame about the living conditions: The Blikkies Dorp temporary housing settlement in Delft. In Pheko, M. 2010. *The price of freedom*. Mail & Guardian Online, April 23. Cape Town.

Le Transit Relocation Area de Blikkiesdorp (le village en boîte de conserve) accueille dans un paysage de camp en bordure de Delft South les expulsés de l'agglomération capetonienne : familles déplacées du camp de squatter de Joe Slovo déguerpis pour construire le projet de logement N2 Gateway qui ne peut accueillir tous les anciens habitants ; déguerpis de Symphony Way ; Somalis fuyant les pogromes dans les townships avant de retourner dans leur pays « plus sûr » ; etc.

### **Vivre ensemble ? Mais où ?**

Dans le contexte sud-africain, le devenir des villes après l'abolition du régime d'apartheid est crucial, au sens plein du terme. Pour un pays majoritairement urbain, la question du vivre-ensemble post-apartheid y est particulièrement importante, d'autant que les très importantes inégalités héritées s'y côtoient dans l'espace.

La fin de l'apartheid joue principalement à trois échelles pour les villes. À l'échelle nationale, le contrôle des migrations par la législation d'*influx control* est levé dès 1986. L'exode rural est désormais légal : il devient donc plus facile de se déplacer, d'être visible quand on est un migrant africain en ville. Ce changement se voit dans le développement de nombreux quartiers informels en périphérie des plus grandes villes, quartiers qui ne sont plus immédiatement déguerpis comme cela était le cas auparavant. Au contraire, les autorités commencent à comprendre que les squatters sont « *here to stay* »,

pour reprendre le titre d'une étude pionnière en la matière (Hindson & McCarthy 1994). Ce changement législatif est particulièrement important dans le cas du Cap, où la *Coloured Labour Preference Policy* tenait encore plus rigoureusement que dans le reste du pays les Noirs à l'écart de l'aire urbaine. Les quartiers informels se développent, dans les espaces laissés libres par l'urbanisation, dans les « trous » d'un tissu urbain très lâche, dans les zones tampons, dans le nouveau township de Khayelitsha, dans les espaces non bâtis proches des zones d'emplois : en 1993, Khayelitsha comptait 16 659 maisons en dur et quelques 50 000 *shacks* informelles. La Banque Mondiale estimait en 1992 que, pour l'aire métropolitaine du Cap, 455 000 Noirs et 250 000 Coloureds vivaient dans des logements informels, que ce soit dans quelques 42 camps de squatter ou dans des *backyard shacks* (Saff 1998, 89-90).

Au sein des villes elle-mêmes, à l'échelle intra-urbaine, le *Group Areas Act* est aboli en 1990, peu de temps après l'adoption finalement transitoire du *Free Settlement Act*, permettant que les quartiers nouvellement construits soient racialement mixtes – au Cap, cela a été le cas de Summergreens. Cela signifie que la race ne détermine plus le lieu de résidence ; que, à peine 9 ans après les dernières expulsions de District Six, les rezonages raciaux et le lot de déplacements traumatiques qu'ils occasionnent sont terminés ; que les quartiers en construction peuvent désormais accueillir côte à côte Blancs, Noirs, Indiens et Coloureds ; que les logements qui se libèrent dans les quartiers anciens peuvent être achetés et/ou occupés par qui en a les moyens quelque soit la couleur de sa peau. L'abolition du GAA légalise en fait une situation tolérée depuis quelques années dans les quartiers péricentraux des villes, où, par le biais d'hommes de paille ou de manière peu visible, les populations encore catégorisées « non-Blanches » effectuaient un retour vers le centre. S'il a été particulièrement bien étudié à Hillbrow à Johannesburg (Morris 1999 ; Guillaume 1997), ce retour a aussi eu lieu dans les quartiers péricentraux de Cape Town, comme Sea Point ou Woodstock (Garside 1993 ; Nourissat 1999).

La dernière échelle concernée est celle des flux mondiaux. Les deux précédentes font rentrer l'Afrique du Sud dans des processus urbains communs au reste du monde : exode rural, concentration des hommes dans les plus grandes métropoles, fonctionnement du marché immobilier dans un cadre capitaliste, migrations internationales et notamment immigration en provenance des autres pays africains – une « normalisation » de la situation, la fin de « l'exception sud-africaine » pour beaucoup. De fait, la brutale entrée de l'Afrique du Sud dans la mondialisation a produit, par des processus globaux comme par des processus locaux, de la métropolisation et de la polarisation sociale.

### *Ségrégation, déségrégation, fragmentation ?*

Les villes d'apartheid ont créé des idéaux-types des villes ségréguées. La fin de l'apartheid devait présider à leur déségrégation et la ville post-apartheid apparaître non plus comme une production autoritaire, atomisée, inégalitaire, injuste mais comme co-construite, compacte, offrant des opportunités pour combler les inégalités hérités, et plus juste. Il n'en n'a rien été. Et pour décrire leur évolution, de nombreuses notions ont été mobilisées :



ségrégation évidemment (raciale et sociale) mais aussi fragmentation, déségrégation, déracialisation, reségrégation, etc., notamment en fonction des échelles considérées. Cette partie et la suivante s'attacheront à en rendre compte.

L'évolution *de facto* de la ville post-apartheid a au contraire bien souvent été décrite en termes de transformation d'une ségrégation raciale en ségrégation sociale. L'analyse des processus à l'œuvre, tout comme une vision métropolitaine de la situation amène des conclusions plus nuancées et plus complexes (Bénil 2000 ; Guillaume 2001 ; Houssay-Holzschuch 1999a, 2002b ; Kitchin 2002 ; Saff 1998 ; Western 1996). Ainsi, la comparaison de deux cartes, établies avec les chiffres du recensement de 2001, fait immédiatement apparaître la forte corrélation existant entre « race », telle qu'elle était définie par l'apartheid, et revenu (cf. Figure 61 et Figure 62 à comparer à la Figure 15). Cela peut paraître évident : il est vrai que les restrictions et les discriminations dont les Africains, mais aussi (bien que dans une moindre mesure) les *Coloureds* et les Indiens, ont souffert sous le régime précédent ont eu d'importantes conséquences économiques. Par exemple, leur accès aux emplois qualifiés, à l'éducation, à la propriété foncière, au crédit, était très étroit et parfois interdit. De plus, leurs droits sociaux et politiques étaient soit inexistantes, soit strictement limités : par exemple, le droit à la grève ou à la représentation syndicale, qui aurait pu avoir des conséquences positives sur le niveau de vie de ces populations, n'a été que très tardivement acquis par les Africains. Cette corrélation entre « race » et revenu, s'expliquant très largement par l'histoire et les politiques passées, concerne toujours la majorité des populations et l'essentiel des espaces des grandes villes sud-africaines. *Ségrégation sociale* et *ségrégation raciale* se recouvrent donc en grande partie : il n'y a donc pas simplement remplacement de l'une par l'autre. En d'autres termes, les quartiers les plus pauvres du Cap restent des townships et des camps de squatters et ils sont toujours habités par des Africains.

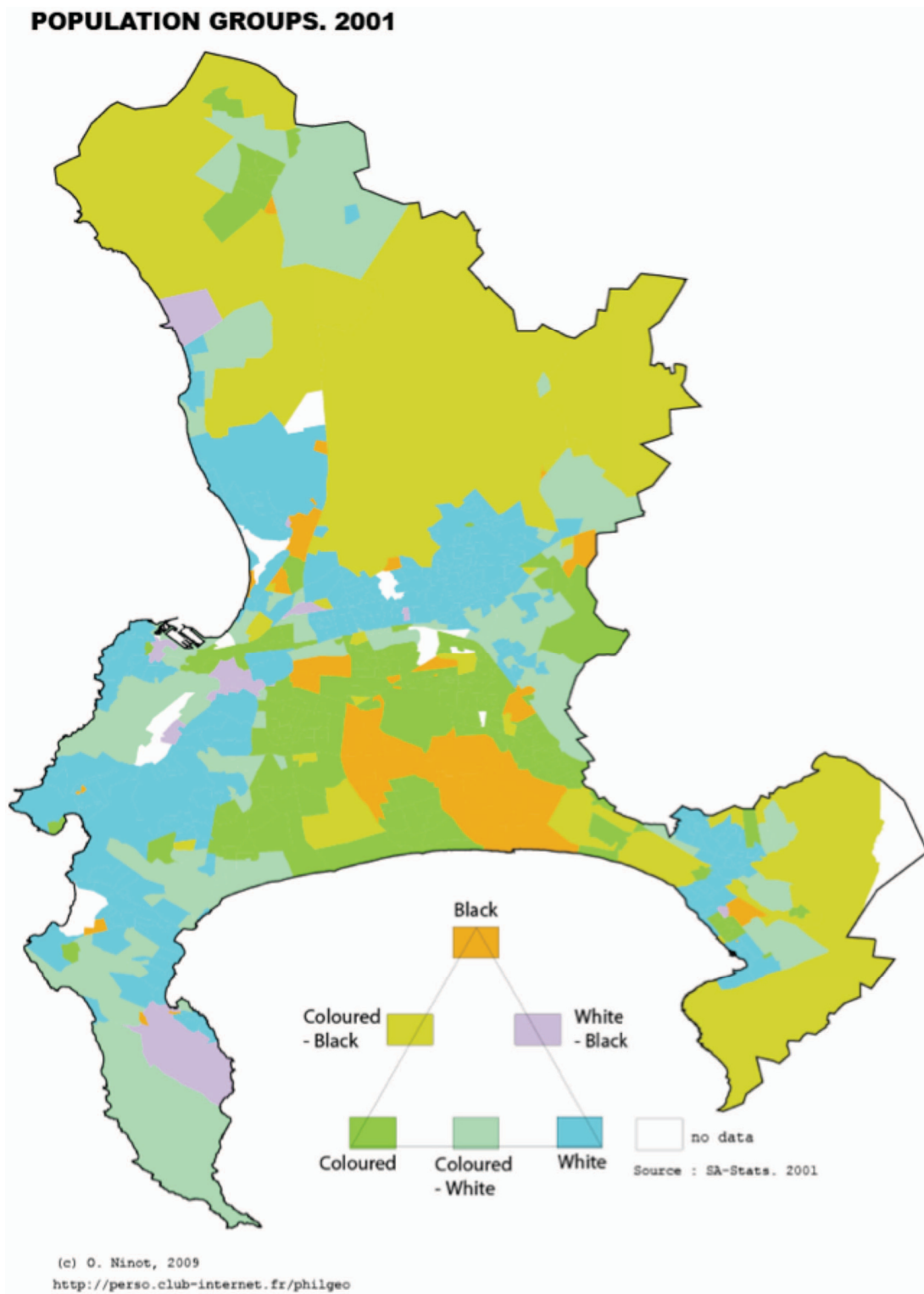


Figure 61 : Géographie raciale du Cape Town post-apartheid

Source : Olivier Ninot, pour (Belaidi et al. à paraître) à partir des résultats du recensement de 2001.

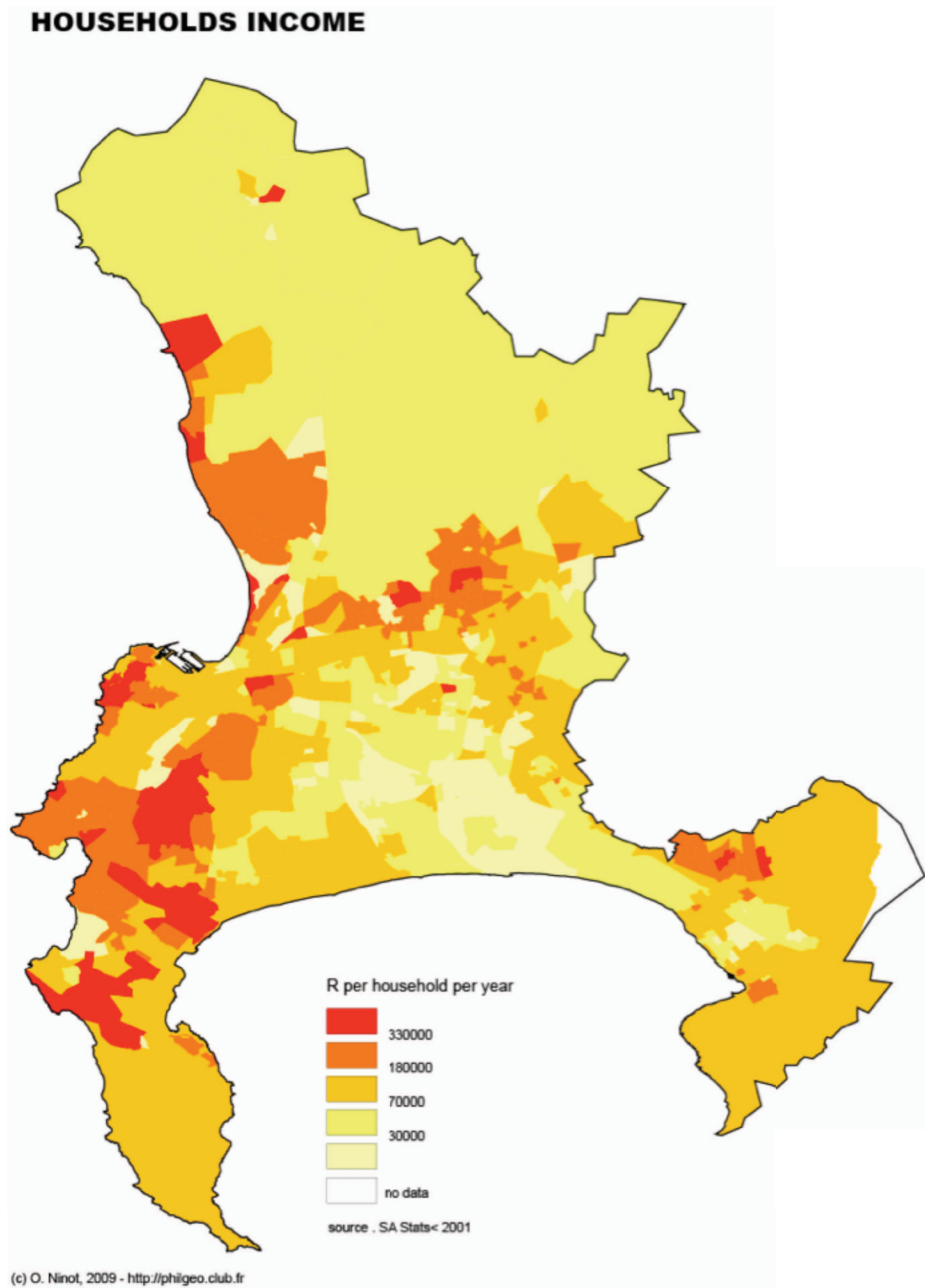


Figure 62 : Géographie des revenus au Cap

Source : Olivier Ninot pour (Belaidi et al. à paraître) à partir des résultats du recensement de 2001.

Cependant, les inégalités sociales ne sont pas qu'héritées. Depuis la fin de l'apartheid, rappelons-le, le coefficient de Gini du pays augmente et a atteint 0,72 (Bond 2008). On assiste bien à une polarisation croissante de la société, dans laquelle le facteur déterminant tend de plus en plus à être la classe sociale, qui remplace le critère de race – même si on connaît la corrélation forte entre les deux. Ainsi,

« The argument has been raised that the basis of social stratification has shifted since the end of apartheid from race to class and hence the transmission of advantage across generations is of considerable importance. This is because intra-racial inequality amongst blacks is being increased, on the one hand, by the growth of the black middle class. On the other hand, intra-racial inequality amongst blacks has also been increased by high levels of unemployment amongst the black working class. The result is that the gap between the rich and poor has not declined in spite of declining racial inequality. » (Ziervogel & Crankshaw 2009, 247)

Les inégalités interraciales s'estompent quelque peu, mais l'augmentation de l'inégalité au sein de la société sud-africaine est bien due à l'importante croissance des inégalités intra- raciales. La classe moyenne noire, ouverte vers le haut et les élites, se développe effectivement. De même, une élite noire s'est mise en place dans le domaine politique et médiatique mais aussi bien que plus difficilement dans le domaine économique. En même temps, la condition des plus pauvres s'aggrave. Ziervogel et Crankshaw (2009, 247), dans la même étude, montrent que la mobilité sociale descendante prédomine : 40 % des personnes interviewées subissaient une telle mobilité descendante, alors que 32 % des interviewés bénéficiaient d'une mobilité ascendante.

Inégalités héritées et polarisation sociale croissante expliquent la persistance post-apartheid de la ségrégation à l'échelle de l'agglomération. À cette échelle, la question s'est d'ailleurs déplacée pour savoir si la situation était toujours ségréguée ou si les villes sud-africaines se dirigeaient plus vers un modèle de fragmentation urbaine (Bénit-Gbaffou 2008b ; Capron 2006 ; Dupont & Houssay-Holzschuch 2003 ; Harrison, Huchzermeyer, & Mayekiso 2003 ; Houssay-Holzschuch 2007b ; Jaglin 2001, 2005 ; Mabin 1995 ; une excellente analyse des discussions sur la fragmentation se trouve dans Dorier-Apprill & Gervais-Lambony 2007). De fait, la fragmentation urbaine, aux débuts d'une discussion influencée par les travaux de Françoise Navez-Bouchanine (2001, 2002) combine fragmentation spatiale et fragmentation sociale. La première décrit des situations urbaines caractérisées par un aspect éclaté, hétérogène et peu articulé physiquement et visuellement. Cela se traduit notamment par une discontinuité, voire discontinuité du tissu urbain qui comporte des vides non urbanisés voire non urbanisables entre les portions de la ville ; une absence d'articulation (par les transports et communications notamment) entre les éclats urbains ; une hétérogénéité extrême des formes de paysage, tant au niveau du tissu urbain qu'à celui de l'habitat ; une autre hétérogénéité très grande mais celle-là des types et niveaux d'équipement et de service urbain ainsi qu'une multiplication et juxtaposition des unités, publiques ou privées, chargées de la gestion urbaine. Les villes sud-africaines correspondent à cette définition dès la période d'apartheid – la refonte des pouvoirs locaux dans le post-apartheid commençant à remettre en question la multiplicité des institutions chargées de la gestion urbaine, puisqu'au contraire, des municipalités unifiées puis métropolitaines voient le jour. La fragmentation sociale, elle, exprime une

dissociation sociale des parties par rapport à un ensemble urbain, coupure pouvant aller jusqu'à l'autonomie totale voire la sécession. La société urbaine est, dans ce cadre, remplacée par une somme de territoires fortement identitaires où des populations se regroupent sur le critère de l'entre-soi. Dans le cadre sud-africain, l'évolution jugée paradigmatique de Johannesburg (Lévy 2000) met en avant le déclin, la disparition, privatisation voire militarisation des espaces publics ainsi que le développement des quartiers d'exclus et des quartiers d'auto-exclus, notamment sous la forme de communautés fermées, interprétées dans une perspective angelina comme des symptômes de la fragmentation croissante de la ville post-apartheid (Davis 1990). À la séparation spatiale des races couplées à l'interdépendance économique et fonctionnelle de la ville ségréguée d'apartheid aurait succédé la rupture des liens entre les éclats de la ville fragmentée.

Les travaux les plus fins appellent à ouvrir la boîte noire de la fragmentation – qui, comme c'était déjà le cas de la ségrégation, est à la fois forme et processus ; notion descriptive, outil analytique et jugement de valeur (Brun & Rhein 1994) – pour en reconnaître la « multidimensionalité » (Jaglin 2001). Plus encore, il s'agit de faire travailler la notion en champs, au sens bourdieusien du terme, et de distinguer fragmentation spatiale, sociale, économique et politique (Dorier-Apprill & Gervais-Lambony 2007). Certaines (spatiales, politiques) sont relativement facile à saisir et à mesurer, d'autres plus insaisissables (sociale). Comme on le reverra dans le chapitre 5, prendre au sérieux ce démontage a pour conséquence une complexification des analyses. De plus, cela amène à reconnaître que des champs différents peuvent avoir des évolutions différentes voire divergentes : s'il peut y avoir augmentation de la fragmentation économique ou sociale dans les métropoles sud-africaines, la tendance dominante en ce qui concerne le champ politique est plus difficile à affirmer nettement. Au Cap par exemple, comment trancher entre unification des pouvoirs locaux depuis la fin de l'apartheid et donc diminution de la fragmentation d'un côté, et insertion dans un modèle multiactoriel de gouvernance de l'autre, modèle qui comprend par exemple la multiplication des instances de gestion de la sécurité ou différenciation à base sociale dans l'accès aux réseaux urbains de l'autre (Dubresson & Jaglin 2008) ?

#### *L'échelle du quartier : déracialisation, déségrégations, reségrégations*

Un changement d'échelle fait apparaître des processus socio-spatiaux complémentaires à ceux de ségrégation et fragmentation décrits ci-dessus pour l'échelle de l'agglomération. Bien sûr, de nombreux quartiers restent dans l'homogénéité raciale mise en place par le régime d'apartheid. Rappelons en outre que l'apartheid favorisait l'homogénéité sociale dans les quartiers blancs – en laissant faire le marché pour les classes moyennes et supérieures, en s'y substituant pour les « pauvres Blancs » (Teppo 2004). Les quartiers coloured du Cap étaient de même divisés en quartiers de propriétaires logeant souvent dans des maisons individuelles et des quartiers pour les classes populaires, dans lesquels l'habitat collectif locatif, appartenant aux autorités locales, prédominait. Ce n'était que dans les quartiers africains que la race prenait complètement le pas sur la classe sociale. En effet, les Noirs n'avaient pas accès à la propriété foncière et que les autorités avaient le total contrôle du parc locatif dans les townships

puisqu'elles le possédaient et maîtrisait son attribution. Cette attribution se faisait sans prendre en compte la classe sociale, puisque loyers et types de logement étaient uniformes. Classe éduquée, professions libérales et bourgeoisie voisinaient donc à leur grand dam avec les classes laborieuses et/ou dangereuses (Wilson & Mafeje 1963).

Le remplacement évoqué plus haut de la ségrégation raciale par la ségrégation sociale prend en conséquence des significations et expressions spatiales différentes selon les races : par exemple, puisque les Coloureds pouvaient accéder à la propriété foncière dans les quartiers qui leur étaient réservés, une ségrégation sociale existait entre les zones coloureds, opposant des quartiers de maisons individuelles habitées par leurs propriétaires à des quartiers d'habitat locatif collectif. La fin de la ségrégation raciale n'a pas changé grand-chose à la géographie sociale au sein des quartiers coloureds, tout en rendant accessibles aux plus fortunés des anciens quartiers blancs. Par contre, on a assisté à une paupérisation des townships car l'uniformité du parc de logement, sa mauvaise qualité, l'exiguïté des parcelles, les fortes densités et la faiblesse voire l'absence d'une offre immobilière de qualité ont eu pour conséquence le départ des plus riches vers d'autres zones de l'agglomération.

Ségrégation raciale	Ségrégation sociale	Exemples
X	X	Situation générale sous l'apartheid, quartiers coloureds, indiens et blancs
X	Pas ou peu	Situation sous l'apartheid des quartiers africains
X	X	Table View Enkanini (Khayelitsha)
X	-	?
X	+	Gugulethu, entrée au Nord de Klipfontein Rd. Langa Section 2 Littoral atlantique
-	-	Sea Point
-	X	Rondebosch
-	+	University Estate (Woodstock)
+	+	Steenberg Estate (communauté fermée, banlieues sud) Lower Woodstock
+	X	Communautés fermées, banlieues nord
+	-	Orania <sup>91</sup>

X : constante ; + : en augmentation ; - : en diminution

Tableau 4 : Evolution de la ségrégation au Cap

L'échelle du quartier montre des configurations très variables sur l'éventail allant du maintien des ségrégations raciales et sociales héritées à la déségrégation raciale et/ou sociale. La localisation du quartier au sein de la ville, sa centralité mais aussi son ancienneté, apparaisse comme les facteurs déterminants de son évolution (cf. Tableau 4). De plus, l'évolution des ségrégations à l'échelle du quartier montre l'importance des temporalités : les premières évolutions diffèrent des suivantes et un même quartier peut connaître des déségrégations différentes.

<sup>91</sup> Orania n'est pas au Cap, où la situation de plus de ségrégation raciale, moins de ségrégation sociale ne se trouve pas aisément. Orania est une petite ville au nord du pays, dans laquelle une population majoritairement afrikaner s'accroche aux valeurs d'apartheid.

La première remise en cause post-apartheid de la stricte ségrégation imposée par le Group Areas Act a été étudiée par Grant Saff (1998) dans la frange littorale des banlieues nord ainsi que dans les petites villes satellites de la Péninsule (Hout Bay, Noordhoek...). Ces banlieues comportent des quartiers résidentiels mais également des zones d'activités<sup>92</sup> et des zones non bâties. De plus, elles sont situées à grande distance des townships du quart sud-est de l'agglomération et les liaisons sont longues et malaisées. Il apparaît donc logique que, dès que les déguerpissements sont devenus moins systématiques, des camps de squatters se soient développés à proximité de telles zones d'emplois et en l'absence d'autres possibilités de logement. Dès lors, Noirs et Blancs habitent l'ancienne zone réservée aux Blancs, laquelle est donc statistiquement déségrégée. Néanmoins, cette déségrégation n'est que très partielle puisque, pour reprendre l'analyse de Saff, elle recouvre deux phénomènes : l'installation, dans des quartiers historiquement blancs, de camps de squatters principalement habités par des Africains ; et le maintien d'une ségrégation fonctionnelle entre le camp de squatters d'un côté et le quartier blanc de l'autre. Est-ce réellement de la déségrégation ?

« Despite gaining access to these [formerly White] suburbs, these poor and largely Black residents have remained functionally excluded from most facilities in the area and live in small, isolated (and almost totally segregated) portions of the suburbs in question. It is for this reason that the process is referred to as spatial deracialization rather than desegregation. » (Saff 1998, 70)

Cette notion de déracialisation proposée par Saff rend compte d'un double phénomène : la déracialisation a donc comme premier intérêt de prendre en compte finement les échelles de la ségrégation ; elle peut ne plus apparaître à l'échelle du quartier – puisque des populations différentes, en terme de race comme de revenu, y résident – alors qu'elle reste très marquée à l'échelle des pâtés de maison. Par ailleurs, et c'est le second apport de la notion, la coupure spatiale, sociale et fonctionnelle reste extrêmement opérante : bien plus, cette proximité spatiale a souvent entraîné un raidissement des attitudes, notamment de la part des Blancs. Saff réserve le terme de déségrégation à la déségrégation effective, où, quelque soit l'échelle ou le domaine considéré, la coupure a disparu. La Figure 61 fait bien apparaître cette configuration : Imizamo Yethu à Hout Bay, Red Hill sur les hauteurs de Simonstown, Marconi Beam à Milnerton ou De Noon au cœur des banlieues nord sont encore aujourd'hui dans ces situations de simple déracialisation. Charlotte Lemanski (2004) a montré comment cette situation perdurait voire s'indurait en mobilisant les technologies de la clôture : le sentiment d'insécurité des résidents blancs est un facteur décisif de cette induration. La rhétorique de la protection est extrêmement racialisée, la peur du crime étant une peur de l'Autre, forcément africain, physiquement proche. De plus, l'éventuelle transformation de l'habitat informel en habitat social légalisé et durcifié ne change en rien les relations entre quartier blanc et quartier noir, comme c'est le cas entre la communauté fermée de Silvertree et le quartier pauvre de Westlake dans les banlieues sud (Lemanski 2006). En bref, le processus de déracialisation montre bien à quel point ségrégation et déségrégation sont des questions d'échelle (Dupont 2004).

---

<sup>92</sup> Rappelons que les quartiers résidentiels sont une source importante d'emplois pour les populations africaines non qualifiées. Employer une bonne (*maid*) et un jardinier est à la portée de l'ensemble de la classe moyenne et au-delà. Ne pas le faire est un signe de déclassement.



Figure 63 : Répartition spatiale des groupes raciaux à Woodstock en 1996.  
 Source : reproduit de (Nourrissat 1999), à partir des données du recensement de 1996<sup>93</sup>.

<sup>93</sup> De telles cartes ne peuvent être faites aujourd'hui, dans la mesure où Statistics South Africa ne donne plus accès, pour des raisons de confidentialités, aux données à l'échelle ici utilisée des *Enumerator Areas*. On ne peut que le regretter.



Contrairement à la persistance de la logique binaire de la déracialisation particulièrement visible dans les quartiers résidentiels périphériques, les quartiers anciens et péricentraux montrent une évolution très complexe et différenciée, juxtaposant sur de très faibles distances des phénomènes de déségrégation raciale et/ou sociale, de maintien des ségrégations, voire de reségrégation. L'exemple de Woodstock, adjacent au trou laissé par District Six, est particulièrement parlant (Nourrissat 1999 ; Houssay-Holzschuch, Nourrissat, & Oldfield 2000 ; Houssay-Holzschuch 2002b). Ce quartier a dès son développement au XIX<sup>e</sup> siècle présenté une importante mixité sociale puisqu'il s'est développé en accueillant à la fois des ouvriers travaillant sur le port ou dans les industries et une bourgeoisie capetonienne attirée par la plage. Quartier portuaire, il se caractérisait aussi par une atmosphère cosmopolite où se mêlaient marins de passage, immigrants récents de la Baltique ou de la Méditerranée, Coloureds, etc. Ce quartier, si différent du projet d'apartheid, a subi une série de « proclamations » à partir de 1958. Il a ainsi été divisé en parties blanches et coloured, le processus entraînant expulsions, résistances, voire « camouflage » de certaines familles coloured, refusant de déménager et se faisant passer pour blanches. Depuis la fin de l'apartheid, l'évolution du quartier a été marquée par une différenciation croissante, en terme de composition de la population comme de revenu, des espaces internes à Woodstock (cf. Figure 63 et Tableau 5). On peut ainsi distinguer trois zones :

- Lower Woodstock, la partie la plus proche de l'océan. Elle est aujourd'hui très majoritairement habitée par des Coloureds, aux revenus faibles. Dans un bâti dégradé, la criminalité s'est développée de façon très importante et tend à stigmatiser le quartier.
- Walmer Estate et University Estate, sur les pentes de la montagne de la Table, accueillent des populations aux revenus élevés. Walmer Estate est le quartier de prédilection de la bourgeoisie coloured, tandis que University Estate est habité par des Blancs.
- Entre les deux, Upper Woodstock est un quartier de classe moyenne en cours de gentrification. Ses habitants appartiennent à toutes les catégories raciales anciennement définies par l'apartheid.

On a donc, dans un espace restreint, des processus très différents. Globalement, la ségrégation résidentielle se fait de plus en plus sur des bases sociales. D'autre part, si Upper Woodstock a très largement entamé sa déségrégation raciale mais avec une ségrégation sociale tendanciellement à la hausse, les quartiers favorisés comme University Estate restent relativement ségrégués sur le plan de la race et de la classe. Enfin, Lower Woodstock, traditionnellement mixte et l'étant resté sous l'apartheid en dépit de l'action politique, s'est aujourd'hui reségrégué, sur le plan racial comme sur le plan social : le quartier est devenu pauvre et coloured.

Race (%)	1970 <sup>94</sup>	1991	1996
Africain	2.1	1	5.4
Asiatique	7.2	5	8.3
Coloured	60.1	71	57.1
Blanc	30.6	23	17.1
Non spécifié	-	-	12.1

Note : la catégorie non-spécifié (*unspecified*) permet de ne pas déclarer sa race. Elle a été introduite lors du recensement de 1996.

Tableau 6 : Évolution de la population à Woodstock 1970-1996, par race

Source : reproduit de (Houssay-Holzschuch, Nourrissat, & Oldfield 2000).

Lorsque déségrégation il y a, quelles sont les conséquences sociales et identitaires ? La Figure 61 montre que la déségrégation a principalement lieu entre deux groupes (Blancs-Coloureds<sup>95</sup> ou Coloureds-Africains), voisins sur l'ancienne et raciste échelle des valeurs de l'apartheid. Une déségrégation concernant les trois groupes est fort rare. La déségrégation est alors avant tout raciale et se fait sur la base de la proximité sociale. Cette proximité sociale connaît elle-même plusieurs configurations : elle peut résulter d'une situation de départ, regroupant dans des quartiers nouvellement construits des habitants de statut social similaire. C'est le cas pour toutes les classes sociales : résidences fermées racialement mixtes mais socialement très exclusives et réservées aux plus riches (qui peuvent alors accueillir des habitants des trois groupes de populations) (Morange & Vivet 2006) ; quartiers de classes moyennes ; quartiers d'habitat social (comportant alors extrêmement peu de Blancs). Dans tous ces cas, la coexistence raciale voire l'intégration ne posent que peu de problèmes, comme deux exemples le montreront. Par contre, lorsque la proximité sociale se fait de manière dynamique, par déclassement d'un groupe racial et ascension sociale d'un autre groupe, les tensions sont plus vives. Les trois exemples des quartiers multiraciaux de Summergreens, Delft South et Ruyterwacht ci-dessous illustrent la variété des constructions identitaires et des réactions à la déségrégation.

Les quartiers de classe moyenne nouvellement construits apparaissent souvent comme des lieux très consciemment « nouvelle Afrique du Sud » (Houssay-Holzschuch 1999a). Cela est particulièrement net dans le cas du quartier de Summergreens, construit à la toute fin des années d'apartheid et pendant la phase de transition. Il a bénéficié d'emblée du statut de *Free Settlement Area*, soit de quartier échappant à la règle de l'homogénéité raciale. Quartier de quelques 1800 villas indépendantes, avec jardin, construit par un développeur privé, Ilco Homes puis Monex, il est destiné à une population de classe moyenne (Fakier 1998). En 2000, la composition raciale de Summergreens reflète celle de la métropole : environ 15 % d'Africains, 55 % de Coloureds, 30 % de Blancs. Mais cette situation a elle-même évolué depuis les premiers jours du quartier, où aucun Africain n'y habitait et où les Blancs formaient 70 % de la population<sup>96</sup> (Broadbridge 2001, 49). La déségrégation

<sup>94</sup> Ces chiffres sont calculés sur une partie de Woodstock (Woodstock GED.-PTN.).

<sup>95</sup> Les Indiens, peu nombreux au Cap, peuvent dans ce cas être assimilés aux Coloureds.

<sup>96</sup> Attention, si le pourcentage de Blancs diminue, il n'en est pas de même pour la population blanche en valeur absolue qui continue d'augmenter au fur et à mesure que les maisons se construisent.

évolue donc, par ascension sociale des Noirs. La vie quotidienne y est paisible, les voisinages négociés entre tensions banales et partage des mêmes aspirations, matérielles et consuméristes, mais aussi la conscience et la fierté d'incarner la nouvelle Afrique du Sud.

Delft South (cf. *supra*) offre un autre exemple de l'apparition de nouvelles identités de voisinage, non raciales, dans un quartier nouvellement construit. Delft South est le principal quartier post-apartheid d'habitat social (cf. Figure 21) et a accueilli dès son ouverture en 1997 une population socialement homogène dans la pauvreté mais racialement mixte (50 % d'attribution à la liste d'attente coloured, 50 % africaine). Du fait de l'attribution des logements au fur et à mesure de leur construction, il n'y a pas eu au départ de microségrégation par rue ou bloc (Houssay-Holzschuch 1999a). Dans un second temps, est apparu le groupe multiracial des *Kickers*, ainsi nommés parce qu'ils défonçaient à coup de pied les portes des maisons nouvellement construites pour s'y installer, aux dépens des personnes sur la liste d'attente auxquelles la maison devait revenir (Oldfield 2000). Les identités locales étaient multiraciales, par groupe d'intérêt et spatialisées en fonction des nouvelles constructions, soit par blocs, juxtaposant blocs habités par les résidents passés par le système légal et bloc de *Kickers*. Un troisième moment de construction identitaire a vu le jour avec le développement d'un camp de squatter sur la Symphony Way, en périphérie de Delft South : les squatters, soutenus par des mouvements civiques, s'opposent alors à la fois aux autorités et aux propriétaires de l'habitat social construit depuis 1997. Cette évolution récente est accentuée par la création d'un camp de transit, Blikkiesdorp, qui loge dans des conditions très rudimentaires les familles expulsées d'autres quartiers de la ville<sup>97</sup> ou les étrangers fuyant les pogroms<sup>98</sup>. Enfin, les habitants des parties plus anciennes se structurent en communautés de rue, créant sur une base locale les structures et services qui leur font défaut – en particulier en ce qui concerne la sécurité (Suteau 2009). Classe, contrôle social, adéquation aux normes de comportement souhaitées par le voisinage immédiat sont donc primordiales.

Enfin, l'ancien quartier de « pauvres Blancs » de Ruyterwacht, où l'organisation socio-spatiale visait à rendre les habitants à la fois moins pauvres et plus Blancs en les séparant des autres races, a lui, connu une évolution différente du fait de son histoire (Teppo 2004). De manière presque paradoxale, les familles coloureds venant s'y installer à partir de 1991 ont un statut social supérieur à celui des anciens résidents blancs et agissent comme des gentrificateurs. Le changement de population y est extrêmement rapide : au recensement de 1991, seuls 2,2 % de la population de Ruyterwacht n'étaient pas Blancs. Ils étaient 23 % (dont 19 % de Coloureds) au recensement de 1996 et 38 % au recensement de 2001. Si une certaine solidarité de classe s'instaure entre les races, de nouvelles fractures apparaissent à l'intérieur même du quartier : entre chrétiens (blancs et coloureds) et musulmans (coloureds) ; entre Blancs et Coloureds d'un côté, Africains de l'autre.

---

<sup>97</sup> Notamment de N2 Gateway ou de travaux effectués dans le cadre de la Coupe du Monde de football de 2010.

<sup>98</sup> Gontsana, M.-A. 2010. 'Scared' refugees moved from safety site to Blikkiesdorp. *Cape Times*, April 1.

Nouvelles identités – de classe, de rue, d'intérêts – et nouvelles frontières sociales se forment donc dans les quelques quartiers déségrégés de Cape Town, une ville encore très largement raciste, notamment vis-à-vis des Africains<sup>99</sup>.

*Autres lieux du vivre ensemble : du prisme des territoires à celui des côtoiements*

Ces analyses des modalités locales de la ségrégation/déségrégation ouvrent la voie à la prise en compte de formes non résidentielles de la ségrégation : en effet, pratiques sociales et pratiques spatiales corrigent ou accentuent la ségrégation résidentielle (Préteceille 1998). Pour cela, les différents groupes sociaux doivent pouvoir circuler dans la ville : la notion de mobilité intra-urbaine est donc essentielle pour appréhender globalement la ségrégation. Existe-t-il, au sein de la ville, des lieux de rencontre ? Dès lors, l'analyse de la ségrégation résidentielle doit être complétée par celle d'une ségrégation qu'on pourrait appeler relationnelle : les activités sociales dans leur ensemble mettent-elles en contact des gens différents ?

Plusieurs pistes de recherche apparaissent ici. Les formes non résidentielles de la ségrégation et de la déségrégation peuvent être explorées à partir de plusieurs types de lieux. Les cercles de relations privées sont des lieux (au sens matériel ou métaphorique) où une éventuelle déségrégation relationnelle pourrait se lire. Cependant, si les élites et une partie des classes moyennes ont un cercle de relations racialement déségrégé (Nuttall 2009 ; Nuttall & Michael 2000), cela reste une exception ou, peut-être, une préfiguration d'un changement plus important restant à venir : les études quantitatives montrent que la majeure partie des Sud-Africains de toutes races se fréquentent peu : deux Sud-Africains sur trois disent n'avoir que peu ou pas de contacts sociaux avec leurs compatriotes d'autres races (Gibson 2004). La situation de Cape Town est un peu plus favorable, puisque la proportion n'y est plus de que 40 %. Cette différence est attribuée par Seekings (2008) à l'importance numérique de la population coloured, socialement proche des Blancs depuis des siècles (cf. *supra*). Dès lors, la déségrégation relationnelle dans les cercles privés de sociabilité a tendance à se limiter à deux groupes sur les trois représentés.

Les lieux de travail sont sans doute un espace majeur de la déségrégation. Du temps de l'apartheid, ils étaient déjà – nécessités économiques obligent – l'un des rares lieux où Noirs et Blancs se côtoyaient, même si une stricte hiérarchie définissait leurs statuts et droits respectifs. Aujourd'hui, l'abolition des lois restrictives, les conséquences de la politique d'*Affirmative Action*, la mise en place d'une nouvelle législation sociale mais aussi quinze ans de démocratie participative et de débats publics intenses ont partiellement changé les règles du jeu. Une déségrégation relationnelle s'esquisse-t-elle donc sur le lieu de travail ? Le poids du passé est-il trop grand ? Les relations de type professionnel sont-elles trop basées sur un modèle hiérarchique pour permettre de telles évolutions du comportement ? Les premières analyses (Hayem 2008) font apparaître des situations contrastées selon la coupure rural/urbain, le statut des salariés, les branches

---

<sup>99</sup> Mckune, C. 2009. Cape Town a racist city - study. *Cape Times*, October 22.

ou le contexte économique mais aussi le fait que « Contact at work has no significant effect for any of the racial groups in term of producing more reconciled racial attitudes » (Gibson 2004, 141), probablement du fait de la persistance de la racialisation des hiérarchies professionnelles.

Les écoles semblent aussi des lieux prometteurs (Carpentier 2005). De fait, contrairement à ce qui se passe le plus souvent dans le reste du monde, les écoles sud-africaines sont plus déségrégées que le quartier dans lequel elles s'insèrent. Les plus pauvres misent sur l'éducation pour favoriser l'ascension sociale de leurs enfants, au prix d'efforts financiers très importants et de déplacements longs, coûteux et fatigants dans la ville. Les Capetoniens envoient leurs enfants dans les meilleures écoles qu'ils peuvent s'offrir : ainsi, il est fréquent de voir les enfants des camps de quatters périphériques fréquenter l'école du township, ceux du township africain aller dans le township coloured, et ainsi de suite. Mais de nombreux enfants africains et coloureds suivent leur scolarité dans les meilleures écoles du Cap, anciennement blanches, les *model C schools* (Battersby 2004). Celles-ci offrent de véritables nœuds de déségrégation dans la ville. Les identités qui s'y créent non sans frottements mêlent de manière inédite race, classe et place tout en créant de nouvelles divisions sociales : identités des écoles *model C* s'opposant aux identités des écoles du township ; identités de classe ; offre de nouveaux *role models*, souvent globaux (Hammett 2009) etc. Tout ceci est ambigu, ambivalent – un indéniable progrès en comparaison des strictes barrières érigées sous l'apartheid.

Ainsi, des lieux dans la ville, presque des interstices dans une géographie de classe et de race encore très ségréguée, offrent une autre approche de la déségrégation, par le prisme des côtoiements plus que par celui des territoires. Cette approche de la ville « par le bas », par les pratiques individuelles, permet d'évaluer l'urbanité de la ville post-apartheid, comprise ici comme la multiplicité des rencontres possibles. Les lieux de côtoiement, où les Capetoniens sont au même endroit, au même moment, ne sont pas forcément des lieux de mixité : ce sont, au moins, des lieux de coprésence (Lévy 2000). Ils semblent également être des espaces liminaux de développement de pratiques hybrides et ambivalentes (Bhabha 1994). Je m'attacherai dans les deux chapitres qui viennent à étudier plus en détail deux types de lieux où le vivre-ensemble s'ébauche par les pratiques urbaines : les lieux du sacré, lieux de culte et/ou de mémoire ; les espaces publics, pour tâcher de démêler, dans ces cas,

« But what are the precise mechanisms by which cities support change ? In what ways is the urban implicated in social, political, and economic transformations ? » (Robinson 2006a, 252)



## Refonder le vivre-ensemble : géographies du sacré et de la mémoire dans la ville post-apartheid

Dans cette ville où les côtoiements passent les barrières de race et de classe restent rares, deux approches sont possibles : insister sur la persistance de ces divisions (Seekings 2008), des coupures sociales et spatiales ; pister les lieux et les occasions où ces frontières se brouillent. La première posture est indispensable : elle décrit la situation majoritaire, celle qui se « voit d'avion » (Foucher 1988), celle qui frappe à l'échelle du pays et des agglomérations. Dans une perspective critique, voire engagée (Bond 2000), elle permet d'attirer l'attention publique sur les criantes inégalités qui persistent et de peser sur les politiques publiques ou les pratiques de gouvernance en faveur des plus démunis (Parnell & Pieterse 2010). Cette posture est *mainstream* à bien des égards et c'est légitime : c'est une posture réformatrice dans son objectif – même lorsque ses tenants sont radicaux - ; elle est largement représentée par les universitaires sud-africains eux-même ou les chercheurs étrangers mais insérés dans des organisations locales. Il s'agit bien en effet de leur responsabilité de chercheurs citoyens que de travailler sur de tels thèmes et de donner à la puissance publique les moyens intellectuels, les connaissances et les critiques nécessaires à une action juste. En même temps, de telles thématiques de géographie appliquée<sup>100</sup> au développement leur permettent d'asseoir leur légitimité – une autre posture nécessaire dans un pays où la recherche a longtemps été réservée aux Blancs, tout comme, peu ou prou, les institutions de l'enseignement supérieur (Seethal 2006). Enfin, la convergence de leurs soucis citoyens et institutionnels avec les intérêts publics du développement leur permet d'assurer des financements à leur recherche. Celle-ci, de très grande qualité, adopte donc bien souvent un point de vue spécifique : il est souvent surplombant, planificateur, quantitatif, prescriptif et prospectif. Il s'intéresse en particulier à l'échelon méso des autorités locales ou des organisations de la société civile (voir par exemple Beall, Crankshaw, & Parnell 2002 ; Murray 2008 ; McDonald 2008).

L'autre posture que, en contrepoint, j'ai choisi d'adopter ici, est la posture minoritaire, celle des exceptions ou des cas-limites. Celle qui piste dans la ville ce qui y est à peine perceptible, le tout-juste-là (Maddern & Adey 2008, 293), le fluide (Monnet 2001), l'instantané et l'éphémère : une géographie non des structures, mais de l'instant, celui où des divisions si profondes se brouillent, où les frontières nettes et tranchées deviennent poreuses et floues. Cette géographie-là est forcément surtout qualitative, ethnographique, s'appuyant sur des lieux et des instants spécifiques. Géographie des lieux<sup>101</sup> (*place*), c'est une géographie du micro tant l'inertie spatiale est grande dès que l'on change d'échelle (cf. chapitres 2 et 3). C'est

---

<sup>100</sup> Ce qui ne veut pas dire que la dimension théorique ou généralisante en soit absente, bien au contraire.

<sup>101</sup> Au sens conceptuel, à la fois portion de l'étendue (la « plus petite unité spatiale complexe ») et condition de l'expérience du sujet individuel ou collectif (Lévy & Lussault 2003).

aussi une géographie par le bas, par le quotidien, les pratiques et discours individuels. Cette géographie des interstices semble particulièrement indiquée dans le cas des espaces en transition, des espaces « post- » dont l’Afrique du Sud est un exemple si parlant. Pour reprendre la citation de Pieterse *et al.* déjà évoquée dans le premier chapitre :

« What is at stake is crafting a politics of *possibility* [et non de probabilité]... a politics of becoming... a politics of the emergent (...) seeking out the *interstices* of our individual and collective experience ». (Pieterse, Meintjies, & Isandla Institute 2004, 2 - c’est moi qui souligne)

Avant même de plonger dans les vies citadines, leurs parcours quotidiens aux significations extraordinaires (cf. chapitre 5), les premiers lieux dans lesquels ces nouveaux côtoiements apparaissent, grâce auxquels on souhaite créer de nouveaux liens, sont les lieux de mémoire de l’Afrique du Sud post-apartheid. Des lieux qui apparaissent comme « histoires fragmentaires et repliées, des passés volés à la lisibilité par autrui, des temps empilés qui peuvent se déplier (...) comme des récits en attente (...) à l’état de rébus, enfin des symbolisations enkystées dans la douleur ou le plaisir du corps » (de Certeau 1990, 163). Il s’agit donc de mettre à jour une géographie religieuse – au sens de *religare* -, une géographie du nouveau sacré républicain qui tente, par les lieux et les mémoires qui s’y ancrent, de fonder une nouvelle nation plus unie<sup>102</sup>.

### Espaces du sacré, processus de sacralisation

La question centrale de l’Afrique du Sud post-apartheid est en dernière analyse celle du vivre ensemble (Chidester, Dexter, & James 2004) : comment faire, comme « vivre ensemble, avec des criminels contre l’humanité ? » selon la formule de Pierre Truche, qui rappelle « [i]l faut remonter au point de départ : avant de vivre avec des criminels contre l’humanité, il a fallu vivre sous leur domination » (in Cassin, Cayla, & Salazar 2004, 173). Cette question peut être abordée de diverses manières : comme évoqué plus haut, on peut souligner les manques du vivre ensemble, les barrières et les frontières. Mais aussi analyser ce qui fait société, la nouvelle fabrique du lien social : les conditions de production de ce lien social, son objectif, son empan ont été redéfinis en 1994.

« Sur quoi repose au bout du compte la fabrique du lien de société, de quels fils est-il tressé ? Qu’est-ce qui fait naître et tenir une société ? Là où les économistes répondent en invoquant la nécessaire satisfaction des besoins (ou de l’utilité, ou des préférences individuelles), Saint-Simon, Tocqueville, Weber, Durkheim et même Marx, paradoxalement, tous les fondateurs de la tradition sociologique en sont venus tôt ou tard à la conclusion que le ciment premier, ou ultime, des sociétés était à chercher dans la croyance religieuse. » (Caillé 2003)

La croyance religieuse ou, plus largement, le sacré, ses rituels et ses lieux, sont les premiers catalyseurs de la fabrique sociétale. Cet argument avancé par Caillé semble particulièrement fondé dans le cas sud-africain : la religion y serait la chose du monde la mieux partagée – ceci par toutes les communautés et quelque soit la religion envisagée (Houssay-Holzschuch 1999a). La christianisation y est ancienne dans les populations africaines (Odendaal

---

<sup>102</sup> On reste donc dans un modèle d’agir où l’action sur la société dans le cadre d’un projet politique passe par une action sur l’espace.



1984) et les populations blanches ont depuis longtemps ancré une partie de leur identité dans le christianisme souvent protestant (Elphick & Giliomee 1989). En outre, les religions ont joué un très grand rôle politique dans l'Afrique du Sud au cours du XX<sup>e</sup> siècle : le rôle du christianisme missionnaire dans l'entreprise coloniale n'est plus à démontrer – rappelons juste que l'Afrique australe a accueilli avec David Livingstone l'une de ses figures emblématiques. Par la suite, le nationalisme afrikaner et l'idéologie d'apartheid se sont construits une série de justifications religieuses : l'opposition entre Noirs et Blancs était à l'origine construite comme une opposition entre païens et chrétiens – le terme de *kafir*, emprunté à l'arabe et utilisé pour désigner les Noirs de manière injurieuse, signifie précisément païen ; la destinée afrikaner était celle d'un peuple élu (Salazar 1989 ; Houssay-Holzschuch 1996) ; la séparation des races était une volonté divine, en héritage du châtement biblique pesant sur Cham et ses descendants... Ce plan rhétorique était aussi sur des structures institutionnelles : la très grande proximité entre église réformée hollandaise (NGK) et pouvoir d'apartheid ; le système éducatif « national-chrétien », etc. Inversement, les grands monothéismes présents en Afrique du Sud ont été mobilisés par les mouvements de résistance à l'apartheid, au sein desquels les hommes d'églises ont été particulièrement présents. Ainsi, Albert Luthuli (1962), Trevor Huddleston (1956), Desmond Tutu (1995) ont été de grandes voix chrétiennes contre l'apartheid. L'imam Abdullah Haron dans les années 1950 et 1960, Faried Esack dans les années 1980 et 1990 ont notamment combattu le régime au nom de l'Islam, voire, dans le cas du dernier, proposé une théologie musulmane de la libération née de l'œcuménisme de la lutte anti-apartheid.

Incidentement, cette présence constante de la religion dans le débat et l'action publique place le cas sud-africain relativement hors des débats sur la sécularisation (Cox 1990) ou la ville post-séculière (Beaumont 2008) où, dans un contexte de « déprivatisation de la religion », le fait religieux réapparaît dans l'espace du débat public comme dans l'espace physique des villes : il n'en a jamais disparu, bien au contraire. À moins de suivre la proposition de Beaumont (2008), auquel cas l'Afrique du Sud deviendrait archétypale d'un autre « post -> » (cf. « Lire le changement sud-africain ») :

« In our view the concept of the “postsecular” does not infer that we now live in a radically different age compared with half a century ago when Harvey Cox's (1990) *The Secular City* first appeared. In the mid 1960s Cox observed links between secular cities and processes of urban secularization, for instance with the liberation theology movements for social justice in Latin America and elsewhere. Rather we use the term to indicate that within secularized social structures of modern late capitalism, religions, referring both to religious actors and organizations, are very much present and will not disappear irrespective of widespread aversion to the idea among certain liberal and secularist commentators. In other words, postsecular refers to the limits of the secularization thesis (...) and the ever-growing realization of radically plural societies in terms of religion, faith, belief within and between diverse urban societies. If we consider postsecular as the indication of diverse religious, humanist and secularist positionalities – and not just an assumption of complete and total secularization – it is precisely the interrelations between these dimensions and not just the religious that are taken into account and the focus of attention (...). Rather than signify a blanket term for multiculturalism, postsecularism unhinges the conflation of ethnicity/

culture with religion/ faith, thus focusing the latter as distinct conceptual category in the relational conceptualization of urban diversity. »

Nous sommes bien dans le cadre d'une sécularisation limitée, d'une présence persistante du religieux, de ses structures et de ses acteurs dans un contexte de reconnaissance du multiculturalisme.

Le sacré s'incarne et se matérialise dans l'espace, en particulier dans des lieux spécifiques du fait de son processus social de production. Deux manières de définir les espaces du sacré peuvent être mobilisées (Pahl 2003, 45sq) : la première, classique, provient de la dichotomie entre sacré et profane mise au point par Eliade (1959, 20-21). L'espace du sacré y est délimité, sorti de l'espace quotidien du profane ; il est le lieu des hiérophanies. Cette première définition, résumée par le terme de *templum* et son idée d'enclave, insiste sur la différence de nature et la coupure radicale entre les deux espaces et, en conséquence, les effets de seuil, de franchissement et de passage qu'il faut accompagner de purifications et d'autres rites pour les rendre possibles, puissants mais moins périlleux. On pourrait tracer la postérité de cette idée à travers de nombreux concepts utilisés pour comprendre l'espace : au final, les espaces autres ou hétérotopies de Michel Foucault (De Cauter & Dehaene 2007) présentent un certain nombre de caractéristiques communes avec les espaces du sacré à la Eliade. En effet, « les hétérotopies supposent toujours un système d'ouverture et de fermeture qui, à la fois, les isole et les rend pénétrables » dit Foucault. Il cite de nombreux lieux relevant du religieux ou de la religion civile - cimetières, églises, mausolées, jardin persan comme espace sacré – le terme est employé – musées. De la même manière, l'antimonde, « négatif du monde et comme son double indispensable » (Brunet 1990 ; Brunet, Ferras, & Théry 1993 ; Houssay-Holzschuch 2006, 35) est borné, limité. Espaces du sacré, hétérotopies et antimonde échappent radicalement et contredisent les règles de fonctionnement du monde séculier – mais ils sont simultanément les garants indispensables et de son existence et de son fonctionnement. Pour reprendre les termes de Brunet, c'est ce qui les rend capable d'engendrer le changement et c'est bien de cela qu'il s'agit en Afrique du Sud : mobiliser les lieux du sacré, en créer d'autres, pour accompagner et servir la naissance de la nouvelle nation. Cela est à la fois fort classique et particulièrement pertinent dans le cas sud-africain au vu de la manière dont la grammaire religieuse peut y fonder un langage commun. Des lieux exceptionnels, extra-ordinaires, dessinent donc une nouvelle géographie du sacré : Robben Island, l'île-pénitencier dans laquelle Nelson Mandela a passé 18 de ses 27 ans de prison, en est un très bel exemple : séparée du pays par 11 km d'un océan tumultueux, elle est à la fois antimonde et hétérotopie de déviation accueillant lépreux et prisonniers. Elle a été sacralisée par l'Afrique du Sud contemporaine (cf. *infra*).

La seconde définition s'appuie sur Smith (1987). Elle insiste sur le processus de création d'un espace du sacré, qui se fait par le rituel. Dès lors, elle insiste moins sur le sacré proprement dit et son contenu que sur la sacralisation, ses moyens et ses conséquences. Le sacré, ou le mythe, y devient une catégorie de la pratique (Stanley 2006, 28). À partir du moment où l'espace du sacré est produit socialement, il devient un enjeu de pouvoir :

« sacred space is inevitably contested space, a site of negotiated contests over legitimated ownership of sacred symbols. (...) Power is asserted and resisted in any production of space, and especially in the production, of sacred space.

Since no sacred space is merely “given” in the world, its ownership will always be at stake. In this respect, a sacred space is not merely discovered, or founded, or constructed; it is claimed, owned, and operated by people advancing specific interests. » (Chidester & Linenthal 1995)

Il s’agit donc d’instaurer le sacré, puis d’en maintenir la présence une fois l’acte fondateur passé – une interrogation brûlante plus de quinze ans après l’élection de Mandela, plus de dix ans après le retrait du père fondateur et la fin de l’état de grâce auquel il a présidé. « Une société qui s’institue doit sacraliser le principe même de l’institution » disait Mona Ozouf dans *La Fête révolutionnaire*. De fait, le tournant des années 1990 reste fondamental dans les mentalités sud-africaines actuelles. Cependant, ce temps mythique de la fondation n’est plus et pourtant le besoin reste. En d’autres termes, on est passé de l’immédiateté du miracle à la nécessité de le maintenir par l’ordre politique (Diem 2007).

Cette définition apporte à la compréhension de l’Afrique du Sud contemporaine et de sa fabrique sociétale plusieurs éléments intéressants. En premier lieu, la production d’espaces du sacré, la sacralisation des lieux, y bat son plein dans le cadre d’une jeune démocratie dans laquelle le débat public est intense. Il est particulièrement soutenu quand il traite des lieux dans lesquels la fondation de la nouvelle nation s’incarne, de leur capacité à l’incarner, de leur puissance à la diffuser dans le reste de la société – en bref, de leur caractère non plus simplement hétérotopique ou liminal, mais transformatif.

De plus, voir les lieux du sacré comme des lieux de pouvoir, des lieux chargés de puissance, implique qu’y pénétrer affecte le statut de chacun : on peut y gagner du pouvoir ou y être abaissé. On croise là une double thématique : celle de l’*empowerment* des plus faibles, l’une des idées-force du gouvernement démocratique des premières années ; et celle de la contrition cathartique des bourreaux prônée entre autres par la TRC (Tutu 2004 ; Aji & Houssay-Holzschuch 1997). Dans ce cadre, la création de lieux du sacré, leur densification, leur conquête d’espaces nouveaux – périphéries sociales et spatiales (cf. *infra*) – dans le cadre d’une religion civile apparaît comme une volonté de diffusion du pouvoir au peuple, une démocratisation ou quotidianisation (au sens de la *Veralltäglichung* de Max Weber) du pouvoir du sacré – *power to the people* ! disait le slogan anti-apartheid.

Enfin, l’importance accordée aux rituels ouvre sur la dimension corporelle – ou l’incarnation au sens littéral – de la sacralisation. Le sacré est alors compris comme une expérience corporelle : visuelle, auditive, gustative et tactile – la dernière expérience étant la plus puissante et donc la plus dangereuse. Cette idée sera largement reprise dans les muséographies post-apartheid (cf. *infra*), par exemple au District Six Museum, à l’Apartheid Museum, à Constitution Hill ou à Robben Island.

L’Afrique du Sud contemporaine articule donc aujourd’hui le sacré religieux et la religion civile, au sens où l’entend Willaime (1988, 88) – soit la dimension religieuse de la vie politique, qui fournit un but transcendant aux processus politiques et permet à chaque peuple d’interpréter son expérience historique à la lumière des principes éthiques qui la fondent. Le parallèle évoqué par Philippe-Joseph Salazar (2004, 2002) entre l’Afrique du Sud de

1994 et la France de 1789 apparaît là encore frappant : cette « dernière république » a

« une véritable religion civile qui s'est dotée d'un Panthéon, d'un martyrologue, d'une hagiographie (...), d'une liturgie plurielle, multiforme, ubiquitaire, qui a inventé ses mythes, ses rites, dressé ses autels, construits ses temples et multipliés ses supports-statues, fresques, plaques de rues et manuels scolaires – en un spectacle éducatif permanent » (Nora 1984, vol. 1: 651).

L'Afrique du Sud contemporaine produit donc de nouveaux lieux du sacré, notamment sous la forme de lieux de mémoire. Ils sont édifiants dans leur contenu comme dans leur ambition. Ils s'imposent par des processus de sacralisation – ou de *sanctification*, pour reprendre l'expression de Foote (1997) consacrée à la mémorialisation<sup>103</sup>. Ce faisant, ils travaillent la dichotomie sacré/profane, ici l'établissant, là la brouillant par le jeu de l'*empowerment* ou de l'expérience corporelle.

### Espaces du sacré dans la ville-mère

Cape Town tient une place de choix dans la géographie sud-africaine du sacré : elle est tout d'abord tenue pour la *Mother City*, la ville-mère – des colons européens. Cette histoire mythologisée en fait un lieu de pouvoir et de la contestation de ce même pouvoir, un « site de contradictions » selon la formule de Chidester (2000). La remarquable qualité scénique du paysage, l'amphithéâtre de Table Mountain, Lion's Head et Signal Hill comme l'ombre portée du Cap de Bonne-Espérance ajoutent aux qualités hiérophaniques du lieu, véritable géosymbole (Bonnemaison 1981). La sacralité du lieu dans son ensemble est portée par une multitude de sites ponctuels, dont les plus nombreux sont certes coloniaux ou d'apartheid, mais qui se multiplient, commençant à creuser le passé précolonial comme à intégrer l'histoire immédiate. En conséquence,

« The city itself, therefore, operates as a certain kind of sacred space, as an intensively interpreted, regularly ritualized, but also intensely contested zone of religious significance. » (Chidester 2000)

Le centre ville du Cap et les banlieues sud sont particulièrement riches en lieux sacrés de l'époque coloniale : statues des pères fondateurs (cf. *infra*) et, de temps en temps, des mères fondatrices ; appropriation de la montagne, notamment par le Rhodes Memorial et le jardin botanique de Kirstenbosch (cf. Figure 64), dans lequel se trouvent les derniers lambeaux de la haie

---

<sup>103</sup> « Sanctification involves the creation of what geographers term a 'sacred' place - a site apart from its surroundings and dedicated to the memory of a person, event, or group. Sanctification almost always involve the construction of a durable marker, either some sort of monument or memorial or a garden, park, or building that is intended to be maintained in perpetuity. As I employ the term, sanctification always requires the site's ritual dedication to the memory of an event itself or to a martyr, hero, or group of victims. I use the term sacred to refer to sites that are publicly consecrated or widely venerated rather than those owned or maintained by a particular religious group. Formal consecration is a prerequisite of sanctification. That is, there must be a ceremony that includes an explicit statement of the site's significance and an explanation of why the event should be remembered. Sanctification demonstrates most clearly the relationship of landscape and memory. These places are transformed into monuments that serve as reminders or warnings, the function indicated by the Latin root of the word monument. The site is transformed into a symbol intended to remind future generations of a virtue or sacrifice or to warn them of events to be avoided. » (Foote, 1997 : 8)

d'amandes amères plantée par Jan van Riebeeck pour séparer la toute neuve colonie hollandaise du reste du continent et de ses habitants ; jardin du centre ville (cf. Figure 67) ; château-fort des colonisateurs.

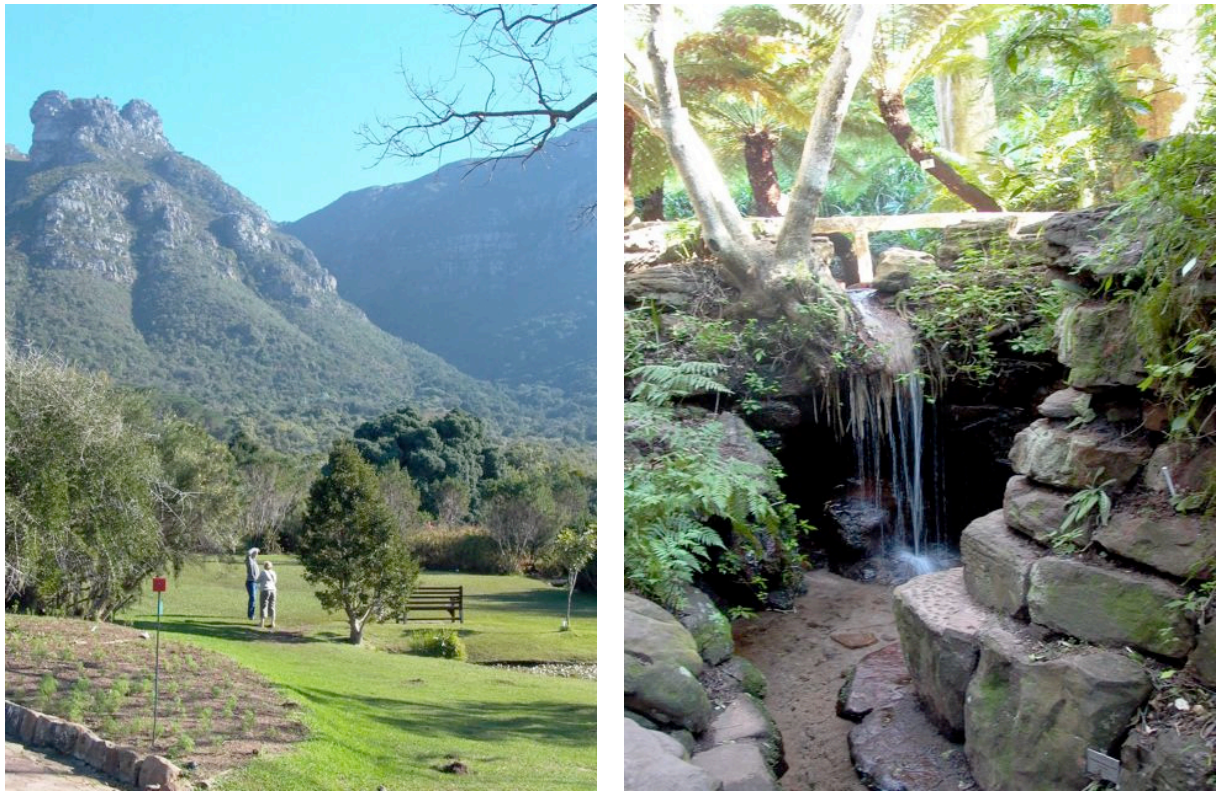


Figure 64 : Kirstenbosch, lieu du sacré colonial.

Source : clichés de l'auteur, juillet 2005.

Si l'on suit Chidester, le sacré colonial se déploie selon deux logiques contradictoires : il s'agit à la fois de dénier (*denial*) la population indigène et de la confiner (*containment*) par l'expansion et l'exploitation. L'appropriation du territoire se fait par ses hauts-lieux : le centre, le littoral, la montagne. Elle apprivoise une nature exotique en jardins mais rejette la population indigène, ses croyances et rituels, en périphérie.

Néanmoins, on a vu que parler du Cap comme de la Mother City est adopter un point de vue très ethnocentrique : pour quelle population est-ce le cas (Western 1996, 139-140 ; Grunebaum 2007) ? Un premier point aveugle dans les discours ayant produit une telle structure de l'espace est la population *coloured* – celle pour qui Cape Town est pourtant très fondamentalement la ville originelle, puisque le lieu de la rencontre conflictuelle entre Afrique, Europe et Asie, de leurs ascendants. En outre, le retour actuel vers le passé précolonial de la Péninsule invoque les Khoisan, peuplade non bantoue, décimée par le choc colonial – conflits et épidémies – et quasi disparue, largement assimilée aux descendants des esclaves. Ainsi, le Table Mountain National Park fait revivre pour la montagne le toponyme précolonial d'Hoerikwaggo (Belaidi 2009). Le fantôme (cf. *infra*), des Khoisan disparus est évidemment moins dangereux que d'autres populations africaines, physiquement présentes dans la ville d'aujourd'hui, dont les

revendications pourraient être assourdissantes et se traduire politiquement (Fauvelle-Aymar 2004 ; Cameron 2008).

Les lieux sacrés de la population que l'apartheid désignait comme « non-Européenne » sont aussi largement oblitérés dans une telle optique. Et pourtant, l'argument de Cresswell est parfaitement illustré par la géographie sacrée du Cap : « an unintended consequence of making space a means of control [is] simultaneously [to] make it a site of meaningful resistance ». En conséquence, la résistance « seeks to occupy, deploy and create alternative spatialities from those offered through oppression and exploitation » (Cresswell 1996, 163). Une géographie sacrée alternative s'est mise en place depuis des siècles, dans les interstices de la domination coloniale. J'en donnerai ici quatre exemples (cf. Figure 65), tous symboliquement très riches.



Figure 65 : Géographie sacrée et résistance

- 1) *Kramat* de Robben Island, juillet 2005.
- 2) Huttes d'initiation dans la zone tampon, Gugulethu (cliché Olivier Ninot, août 2009).
- 3) « Terre brûlée » de District Six, juillet 2005.
- 4) Cathédrale Saint Georges, Gardens, juillet 2005.

La population musulmane d'origine malaise a produit une géographie sacrée alternative *d'opposition* à la sacralité coloniale du centre en construisant de manière fort ancienne un réseau de lieux sacrés à la périphérie de la ville par les tombeaux de saints (*kramats*). Le premier d'entre eux abrite à Macassar la dépouille de Sheikh Youssouf, noble indonésien et sage soufi, que les

Hollandais ont emprisonné au Cap pour son opposition à leur domination coloniale. Sheikh Youssouf est mort en 1699. Son souvenir combine évidemment un enseignement religieux, l'évocation du lieu d'origine de la population « malaise du Cap » qui a vécu dans la servitude (Germain 2007) et la mémoire d'un prisonnier politique. C'est une sacralisation de la résistance. À ce premier pôle s'ajoutent cinq autres *kramats* : dans la forêt de Constantia, derrière la carrière de Strand Street, sur la crête de Signal Hill, sur le piémont de Table Mountain au-dessus d'Oudekraal et enfin à Robben Island (Chidester 2000). Ils forment ainsi un cercle autour de la ville, protégeant les fidèles des calamités en attendant que la liberté vienne – selon l'interprétation de la grande figure musulmane capetonienne du XIX<sup>e</sup> siècle, Tuan Guru.

Le second exemple est celui d'une géographie sacrée de la *subversion* (sur cette question de la subversion, voir aussi Bozzoli 2004 ; Houssay-Holzschuch 1998c) : l'agencement spatial brutalement mis en place par le régime d'apartheid lui-même pour la séparation hiérarchisée des races est mis au service du rituel xhosa de l'initiation (cf. aussi *infra*). En effet, les zones tampons séparant les townships noirs des townships coloureds (ici entre Gugulethu et Manenberg) font fonction de brousse pour accueillir les huttes d'initiation. Les jeunes gens qui ne peuvent ou ne veulent se rendre dans l'Eastern Cape ont, durant des décennies et jusqu'à aujourd'hui utilisé les interstices spatiaux et temporels du système de domination blanche pour y loger le rituel qui, littéralement, les fait hommes (*amadoda*) : le temps rythmé par le calendrier occidental, organisé par le système scolaire de l'éducation bantoue, laisse malgré tout des vacances, pendant lesquelles il est possible de laisser le temps au sacré. L'espace de contrôle social destiné à séparer et asservir, les zones tampons murailles horizontales d'une cité sur la défensive (Pinnock 1989), non-lieu d'apartheid (Augé 1992) devient un lieu sacralisé, essentiel à l'identité africaine dans sa définition même, sa reproduction et sa transmission.

Le quartier de District Six (cf. chapitre 3) a également mobilisé différents processus de sacralisation dans sa résistance à la destruction organisée par le régime d'apartheid puis dans le maintien de la mémoire d'un quartier cosmopolite, archétypal de ce que le régime abhorrait (Houssay-Holzschuch 1998b) : une sacralisation de *protection* et de *mémorialisation*. Dans un premier temps, et notamment sous l'influence du prêtre catholique Basil van Rensburg (Jeppie & Soudien 1990 ; Houssay-Holzschuch 1999a), les mouvements de résistance à la destruction d'un quartier proclamé « blanc » ont choisi de sacraliser sa terre elle-même : des sachets de terre du District ont été cérémonieusement apportés dans de multiples lieux de culte en Afrique du Sud, églises comme mosquées. Hors d'Afrique du Sud, ces sachets étaient vendus pour financer la lutte. Lorsque malgré tout le quartier a été détruit, seuls les lieux de cultes n'ont pas été rasés par un régime se réclamant de l'appui divin : mosquées et églises surgissent ainsi du terrain vague couvert de hautes herbes, isolées, ou apparemment ingérées par les constructions ultérieures – ainsi de l'église St Marks au sein du Technikon (Figure 65). La sacralisation n'en a été que plus flagrante d'autant que, malgré la destruction des lieux d'habitation et de sociabilité, les lieux de culte ont continué à être fréquentés par les anciens résidents éparpillés sur les Cape Flats. La résistance, notamment du fait du Hands Off District Six Committee, a ensuite basé ses actions sur l'idée de terre détruite, en reprenant l'expression biblique

de terre sur laquelle on a répandu du sel (« *salted earth* », Juges 9 : 45) stérile et maudite : un processus d'auto-pathologisation du paysage mémoriel (Foote 1997, 180). Dès lors, la plupart des projets de construction sur l'espace vide du District n'ont pu voir le jour (Jeppie & Soudien 1990). L'idée était de laisser l'espace vide comme une cicatrice manifestant spatialement les crimes et injustices commises par le régime d'apartheid. District Six et sa mémoire sont d'ailleurs toujours au centre de processus de sacralisation novateurs (cf. *infra*).

Enfin, les églises catholiques et anglicanes ont été des lieux de résistance dans l'ensemble du pays. Dans les townships, le faible nombre d'espaces publics et de sociabilité ainsi que les convictions politiques de ces deux confessions ont conduit les églises à être des lieux d'opposition politique : ainsi, toujours sous la houlette de Basil van Rensburg ayant quitté un District Six détruit, l'église Saint Gabriel de Gugulethu a accueilli des réunions politiques maquillées en clubs de tricot, a offert un espace relativement sûr aux opposants – et a souffert des assauts du régime (Houssay-Holzschuch 1999a). Le caractère prétendument chrétien affiché par le régime forçait d'ailleurs ce dernier à ne pas attaquer frontalement lieux de cultes et hommes d'église – laissant à ceux-ci un très relatif espace d'expression. Les églises se sont parfois transformées en « zones libérées », où, malgré les interdictions, la mixité raciale était pratiquée pendant les offices : tout comme la géographie spécifique des townships a permis, dans les années 1980, d'en faire des zones ingouvernables et donc libérées (Houssay-Holzschuch 1998c), les églises ont créé des espaces où, pour reprendre les termes de van Rensburg, l'on priait ensemble pour apprendre à vivre ensemble. Ces espaces ouverts à la transformation sont donc des espaces de la *protestation* ouverte, qui se déplace progressivement des périphéries vers le centre et diffuse dans l'espace sacré blanc. L'action de Desmond Tutu, archevêque du Cap dans les années 1980, est emblématique : il est d'abord élu archevêque, le premier noir à occuper ce poste et en même temps la chaire de la cathédrale Saint Georges située au cœur des Jardins, en face du Parlement et de la résidence présidentielle. La *confrontation* est symbolique mais aussi directe et spatialisée. Progressivement, Tutu va faire de la cathédrale un espace de mixité raciale mais aussi de protection et d'exposition : sa présence même est un gage de mixité. En outre, lorsqu'en 1986, de violents combats suscités par les forces de sécurité éclatent dans le camp de squatter de Crossroads, bon nombre de déplacés sont accueillis dans la cathédrale. Il s'agit bien sûr de leur offrir un toit et une protection contre les *witdoeke* soutenus par la police (Cole 1986) mais aussi d'exposer au cœur même des espaces sacrés du pouvoir d'apartheid les conséquences sur des hommes, des femmes et des enfants des politiques menées. Enfin, les dernières années de l'apartheid verront la confrontation s'appuyer sur le religieux : elle se régénère cycliquement lors des funérailles de militants tués par la police lors de manifestations ou sort de la cathédrale pour s'approprier l'espace public du centre blanc de la ville-mère. On peut citer les grandes manifestations de septembre 1989 menées par Tutu avec d'autres responsables religieux chrétiens, juifs, et musulmans. Elles visaient à « reclaim the city » - pour en reprendre un des slogans, s'appuyant sur le lieu sacré de la cathédrale et sur ses significations religieuses. Le 2 septembre 1989, la police anti-émeute poursuit et frappe les manifestants jusque dans la cathédrale. Tutu condamne publiquement cette « profanation » (*desecration*) d'un « lieu saint » (*holy place*). Cette manifestation est connue également sous



le sobriquet de *Purple Rain demonstration*. La reprise d'une chanson du chanteur Prince s'appuie sur l'usage par la police anti-émeute de canons à peinture, projetant un liquide violet tachant sur les manifestants. Outre des hauts-faits que l'on se remémore avec plaisir – le manifestant prenant le contrôle d'un canon à peinture qu'il retourne contre les policiers –, l'événement a suscité dès le lendemain une apparition de graffitis : « The Purple shall govern », jouant sur les mots du slogan classique « The people shall govern », et manifestant l'apparition du peuple multiracial et uni des Violets (*Purple*) contre la pigmentocratie d'apartheid. En réponse à la répression, le Mass Democratic Movement et l'United Democratic Front ont organisé dix jours plus tard une manifestation pour reconsacrer Saint George. 30 000 Capetonniens suivent à nouveau les responsables religieux dans une manifestation mythique et fondatrice : 20 ans plus tard, cette manifestation est reconnue par Colin Jones, alors doyen de la cathédrale Saint George, comme l'acte de naissance du Cape Town multiracial post-apartheid<sup>104</sup>.



Figure 66 : Manifestation *Purple Rain*

Source : archive en ligne du *Sunday Times Heritage Project*, <http://heritage.thetimes.co.za/memorials/WC/ThePurpleShallGovern/>,  
accédée le 14 mai 2010.

Cependant, l'existence même de ces sacralisations alternatives montre à quel point la géographie du sacré était polarisée sous l'apartheid, entre colonisateurs/blancs et colonisés/Coloureds et Noirs, entre centre et périphérie (Chidester 2000, 32). La nécessaire refonte de l'espace sud-africain après la fin de l'apartheid suppose une profonde relecture de ces oppositions, dans le cadre d'une construction nationale passant aussi par les lieux du sacrés, existants ou nouvellement institués.

<sup>104</sup> Jones, C. 2009. The March for peace that changed our city. *Cape Times*, September 11.

Dans la société post-conflit qu'est l'Afrique du Sud post-apartheid, la fabrication d'un savoir mémoriel est, classiquement, l'un des éléments-clés de la construction nationale (Coombes 2003). Cette entreprise moderniste d'un pays qualifié comme la « dernière République » (Salazar 2004) se fait cependant dans un contexte très contemporain, où plusieurs éléments vus comme typiques de la « post-modernité », assumés et revendiqués comme tels, entrent en compte : multiplicité des voix et des acteurs impliqués dans la fabrique du savoir ; imbrication très forte des échelles de cette fabrique des savoirs, du plus local au global ; juxtaposition des usages politiques nationaux et touristiques internationaux<sup>105</sup>.

Dès lors, la fabrique mémorielle devient polyphonique et ambivalente, mettant en tension des éléments apparemment contradictoires. La mémorialisation contemporaine tente de combiner la préservation du patrimoine hérité des époques précédentes et la mise en place d'une nouvelle mémoire nationale – entremêlement que l'on reconnaît comme typique du « post- ». La mémorialisation n'est plus uniquement aux mains de la puissance publique mais devient chose publique, appropriée par la société civile. En conséquence, elle prend des formes variées, du plus classique au plus innovant, faisant lever dans le paysage les fantômes des morts et des oubliés d'une histoire violente. Enfin, les nouvelles mises en forme de la mémoire dans un contexte post-apartheid font apparaître une redéfinition des relations entre idée nationale et cosmopolitisme, révélatrice de la complexité des mises en mémoire de l'Afrique contemporaine.

### **Mémorialisations anciennes, patrimoine dissonant<sup>106</sup>**

L'Afrique du Sud a hérité à la fin de l'apartheid d'une série de savoirs mémoriels, matérialisés et monumentalisés ou non, et d'une tradition peu originale d'utilisation du patrimoine pour la construction nationale, couplée à une mémorialisation traditionnelle directement inspirée des pratiques occidentales et coloniales – ou, selon la formule lapidaire de Johnson, « des grands hommes sur des chevaux de bronze » (1995). Fabriquer des savoirs mémoriels locaux dans leur signification comme dans leur visée stratégique y est un phénomène relativement ancien. Pendant des décennies, fabrique de mémoire et fabrique d'histoire ont toutes deux été mises au service des projets nationaux d'un régime racial et raciste – la ségrégation, puis l'apartheid. Les objectifs spécifiques de la mise en mémoire ont évolué au cours du XX<sup>e</sup> siècle, en même temps que les enjeux de la construction nationale sud-africaine.

---

<sup>105</sup> Merci à Nadia Belaidi, Olivier Ninot et Annika Teppo pour leurs commentaires sur ce projet d'étude des lieux du sacré, à Noor Ebrahim pour son accueil au District Six Museum, à Jean-Louis Chaléard, Lydia Coudroy de Lille et Paul Arnould pour leur appui. Pour l'espace de discussion qu'ils ont créé, je remercie également Pascale Barthélémy, Hélène Charton, Séverine Awenengo autour du colloque « La Fabrique des savoirs en Afrique subsaharienne », Daniel Hammett et Lynn Staeheli autour leur session de l'AAG 2009. Cette recherche sur les lieux de mémoire n'aurait pu exister sans le soutien financier du laboratoire PRODIG (UMR 8586), notamment via le programme PERISUD (ANR n°Suds-07-046), de l'ACI « Espaces publics dans les pays intermédiaires » (n°JC2069), du colloque « La Fabrique des savoirs en Afrique subsaharienne », de l'équipe Géophile et du laboratoire EVS (UMR 5600). Un article basé sur cette recherche est en cours de soumission à *Genèses*.

<sup>106</sup> L'expression est empruntée à Graham, Ashworth et Turnbridge (2000).

Dans un premier temps, il s'est agi d'œuvrer à la mise en place de l'Union sud-africaine et à sa définition comme nation de colons blancs anglophones et afrikaansophones divisés après la guerre des Boers. Les exactions de celle-ci, notamment les 26 000 victimes civiles Boer (dont 22 000 enfants et 8 à 10% de la population Boer) mortes dans les camps (Stanley 2006), rendent la tâche difficile. La fabrique du savoir mémoriel est à ce moment déjà hautement élaborée : elle a tout d'abord un but politique très clair, la réconciliation des deux principales communautés blanches au détriment de la majorité noire. Ce faisant, elle renforce une racialisation croissante des relations sociales et politiques. Elle mobilise ensuite des procédures de sélection : qu'est-ce qui mérite ou ne mérite pas commémoration ? Ainsi, parmi les morts, ceux ayant la « bonne » race (blanche), le « bon » genre (les femmes afrikaners innocentes mais héroïques) et le « bon » âge (les adultes) sont commémorés tandis que les autres victimes (les Africains mais aussi les enfants blancs) sont rendus invisibles. Enfin, les formes de la commémoration sont variées : monuments de diverses tailles, programmes scolaires, jours fériés, etc. mettent en scène une mémoire construite autour du récit de la domination blanche (donc commune). Cette dernière est envisagée à la fois de fait et de « droit », combinant les motifs du fardeau de l'homme blanc de la tradition impériale britannique et celui de la lumière de la civilisation chrétienne à apporter au continent noir repris par la geste nationaliste afrikaner.

Cette mémorialisation des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle présente des aspects caractéristiques qui vont être repris ou successivement mobilisés au cours de l'histoire nationale. C'est déjà une mémorialisation de réconciliation et d'union nationale autour d'un nouveau projet politique : ce cadre se retrouve en 1994, à la fin de l'apartheid, quand l'enjeu principal est de réconcilier majorité noire et minorité blanche. Cet aspect sera évoqué plus en détail, mais une différence mérite d'emblée d'être signalée : autant la réconciliation de 1910 se fait aux dépens d'une partie (majoritaire) de la population sud-africaine, autant le travail mémoriel entamé en 1994 est soucieux d'inclure le maximum de voix. L'élément essentiel qui sera hérité de la mémorialisation du début du XX<sup>e</sup> siècle est l'eurocentrisme de la mémoire. De fait, les objets, événements et lieux de mémoire choisis pour être commémorés appartiennent au patrimoine de la population d'origine européenne et célèbrent deux thématiques privilégiées (cf. Figure 67) : celle des étapes de la conquête et de la domination coloniale (c'est le cas du Voortrekker Monument à Pretoria, des chariots de Blood River, des nombreuses statues d'hommes politiques blancs comme Jan Smuts ou Cecil Rhodes – cf. Figure 67) et celle des conflits entre Européens (comme le Monument aux femmes de Bloemfontein) (Graham, Ashworth, & Tunbridge 2000). Cette stratégie politique du savoir mémoriel est aussi caractérisée par une géographie spécifique : elle est principalement urbaine, surtout dans les plus grandes villes et dans les espaces que l'on réserve aux Blancs. Elle participe à l'ancrage dans le paysage, à la territorialisation (au sens que les géographes donnent à ce terme de fabrique d'un territoire, d'appropriation d'un espace) du régime. Ainsi, la statue de Cecil Rhodes (cf. Figure 67) trône dans les jardins du Cap. Le lieu, héritier des jardins potagers de la station de ravitaillement ayant donné naissance à la ville, abrite le Parlement, la résidence présidentielle, la Galerie nationale d'Art, la bibliothèque nationale et le musée d'histoire naturelle (où étaient présentées, du temps de

l'apartheid, les peuplades autochtones Khoisan). Il combine donc les pouvoirs blancs, exécutif comme législatif, et les savoirs – scientifiques et naturalistes appliqués à l'Afrique, esthétiques que seuls les Européens sont autorisés à produire comme à apprécier. Cecil Rhodes est donc idéalement situé, comme représentant du pouvoir économique des magnats de la mine, du pouvoir politique puisqu'ancien premier ministre de la Colonie du Cap (Western 1996, 139sq). Dans une posture dynamique, dominateur sur son socle, il rappelle son credo impérialiste : sa statue fait face au Nord et son bras levé désigne l'Afrique ouverte jusqu'au Caire à la domination coloniale anglaise, comme le rappelle l'inscription sur le socle – « Your hinterland is there ». On ne peut être plus clair : savoirs, mémoires et patrimoine sont, affirment et confirment les privilèges des Blancs.



Figure 67 : Savoirs mémoriels hérités et monumentalisés.

1) Jan Smuts devant la Galerie nationale d'art et la montagne de la Table, Company's Gardens, Cape Town, mars 1997 ; 2) Cecil Rhodes, Company's Gardens, Cape Town, mars 1997.

C'est selon ces principes que le régime d'apartheid, qui succède en 1948 au régime de la ségrégation, va continuer à mettre en mémoire et en monuments l'histoire qu'il réécrit. S'appuyant sur une tradition nationaliste bâtissant de toute pièce une identité autour d'une langue et d'une culture (Houssay-Holzschuch 1996), les gouvernements successifs vont continuer à célébrer de la même manière la domination blanche, avec une inflexion attendue vers l'histoire afrikaner : le Grand Trek, migration des Afrikaners des côtes vers les hauts plateaux sud-africains au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle va être l'un des événements commémoré, par de multiples monuments et célébrations. Les grands hommes de l'histoire afrikaner – Paul Kruger ou certains premiers ministres de l'apartheid comme Malan, Verwoerd ou Strijdom – se voient dresser statues, bustes majestueux et sculptures titanesques réalisés dans un style grandiloquent voire néofasciste dans les lieux clés du pays. La langue afrikaans elle-même va recevoir son monument, un obélisque de grès rose sur la colline dominant la petite ville de Paarl. On est encore dans l'affirmation de la domination, dans la

territorialisation performative et dans l'effacement des mémoires « non-blanches », ces dernières étant non seulement non reconnues mais aussi détruites (Jeppie & Soudien 1990). La sacralisation de certains lieux, en particulier dans le centre de Cape Town, a donc été instrumentalisée pour jouer un rôle opposé à la religion comme lien (*religare*) social : comme un outil d'exclusion et de division (Nahnsen 2006, 103).

La transition démocratique de 1994 a évidemment mis ces traditions mémorielles en porte-à-faux avec les changements systémiques vécus par la société sud-africaine. De plus, au sein d'une société plurielle et multiculturelle, d'autres savoirs, mémoires et patrimoines ont gagné en légitimité sociale et politique et se sont posés en opposition directe au corpus institué. Cette situation est typique de ce que Graham et al. nomment « patrimoine dissonant » (*dissonant heritage*), pour décrire les situations de discordance, de désaccord et d'incohérence concernant la signification d'un patrimoine (« refers to the discordance or lack of agreement and consistency as to the meaning of heritage ») (Graham, Ashworth, & Tunbridge 2000, 24 ; voir aussi Ashworth, Graham, & Tunbridge 2007) :

« Heritage dissonance can be defined as the mismatch between heritage and people, in space and time. It is caused by movements or other changes in people, transformations which characteristically involve how heritage is perceived and what value systems are filtering those perceptions. The most pervasive source of heritage dissonance lies in the fundamental diversity of societies. (...) The complexities of dissonance are further exacerbated by the contemporary extension in the meanings and scope of heritage, and the concomitant multiplication of conflicts between its uses. » (Graham, Ashworth, & Tunbridge 2000, 93)

De fait, la mémorialisation ancienne ne peut rester inchangée dans l'Afrique du Sud contemporaine. Sa focalisation à l'extrême sur la domination blanche a perdu toute légitimité : la sélection des faits et personnes à commémorer apparaît aujourd'hui comme injuste et à corriger pour reconstituer et intégrer les histoires et les mémoires indument occultées. Le contenu n'est pas seul en cause ; l'interprétation a également changé : autant il s'agissait de célébrer cette domination, autant il s'agit aujourd'hui de la condamner. Le récit de la conquête est désormais récit de l'oppression. Enfin, la mémoire de la « nouvelle Afrique du Sud », de la nation démocratique qui naît en 1994, doit être mise en place et célébrée. Le tout au milieu de nombreuses contraintes, notamment structurelles. Les plus immédiates sont matérielles : que faire des monuments anciens ? On peut certes déboulonner une statue sans trop de difficultés mais que faire des monuments plus importants, lesquels accueillent aussi d'autres usages, par exemple touristiques ? Mais les principales contraintes sont d'ordre politique : la démocratisation n'est pas le fruit d'un combat révolutionnaire qui aurait renversé l'ordre ancien et bénéficierait d'une table rase pour mettre en place une nouvelle mémoire. Bien au contraire, c'est une « révolution négociée » (Adam & Mooly 1993), qui s'appuie sur de nombreux compromis et dans laquelle les anciens dirigeants de l'apartheid participent au gouvernement. La transition est d'ailleurs encadrée par tout un arsenal de clauses qui sont là pour limiter les changements – par exemple dans la police, l'armée, le service public ou les régimes de propriété (Sparks 1994). Enfin, l'heure est à au paradigme de la réconciliation, sous l'égide de Nelson Mandela, et non aux règlements de

comptes. Toutes ces contraintes imposent de respecter les structures mémorielles existantes, ce qui ne fait qu'accroître la dissonance.

Enfin, cette dissonance est particulièrement accentuée au Cap, du fait de la durée de la colonisation et du statut de ville-mère qui lui est attribué. C'est ce que rappelle Andrew Boraine, alors responsable de la Cape Town Partnership (vers 2004-5), dans des termes ne souffrant aucune ambiguïté :

« [Cape Town city centre] is our Ground Zero where we must deal with collective and selective memories of a city founded on 500 years of dispossession, slavery, and racial discrimination » (Stanley 2006)

### **Stratégies mémorielles post-apartheid**

Dans le contexte de la fin de l'apartheid, la mise en place de stratégies mémorielles post-apartheid innovantes est dès lors indispensable. Les lieux du sacré et de la mémoire deviennent à nouveau des enjeux politiques – au point que le mouvement néo-nazi de l'AWB attaque en 1992, pendant les négociations de la transition, un musée comme la South African National Gallery (Crampton 2003). Pour le nouveau gouvernement, il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de faire du passé table rase – ce qui serait impossible dans les conditions de la transition, mais bien plus, de mettre les lieux du sacré et de la mémoire au service de la transition politique et de la transformation sociale :

« [V]arious forms of visual and material culture dramatized the tensions involved in such a momentous shift [the demise of apartheid] while at the same time contributing to the process of transformation itself. » (Coombes 2003, 1)

Rappelons que l'exportation de la notion de lieu de mémoire (Nora 1984, 1989) a suscité une série de questions : la fabrique mémorielle de la République française n'était-elle pas trop spécifique ? La réponse vient finalement de la pratique : la notion a été exportée et appliquée avec beaucoup de succès ailleurs (François & Schulze 2007 pour un exemple allemand). Comme toute transposition conceptuelle, elle nécessite cependant une série d'adaptations qui, dans le cas africain, ont été identifiées par Jean-Pierre Chrétien et Jean-Louis Triaud (1999 ; dont, en particulier, Moniot 1999). D'un concept « inutilisable et séduisant », ils retiennent une méthode transposable :

« La mémoire prend appui sur des lieux : sites, monuments, objets, créations imaginaires, figures, emblèmes, discours qui, au fil, des générations prennent des sens renouvelés. C'est la visite de ces lieux, leur investissement par les individus et les groupes, les enjeux qui se nouent autour d'eux, la trame et les nœuds d'une histoire qu'ils structurent dans les mentalités, dans la symbolique et dans le politique au sens le plus large du terme, qui constituent l'objet de cette recherche commune. (...) »

Plus qu'à des mémoires-vestiges, en deuil d'un passé en déshérence, nous avons affaire à des mémoires instituées. L'institution d'une mémoire est un acte de pouvoir de la part d'un groupe, l'affirmation d'un point de départ, d'un cheminement et d'un futur. Cette opération prend place dans une stratégie de conquête symbolique, d'occupation de l'espace et de revendication de légitimité. Loin d'être une survivance, cette mémoire

instituée est un outil de préhension et de compréhension du monde. Par là, la problématique de Nora, sur le temps en fuite condensé autour de « lieux », est fort éloignée des enjeux des mémoires africaines, toutes occupées, aujourd'hui, à reconstruire la nouvelle carte du continent. » (Chrétien & Triaud 1999, 11)

La mise en place de cette mémoire comme projet de société dans l'Afrique du Sud contemporaine est le fait d'une série d'acteurs, aux contraintes et intérêts variés ; elle aboutit donc à des mémorialisations diverses. Notons par ailleurs que la fabrique des savoirs mémoriels a des *temporalités* spécifiques : s'il s'agit, une fois de plus, de construire la nation par la mémoire, combien de temps faut-il, 15 ans après la fin de l'apartheid (cf. chapitre 2) ? Quels savoirs sont mobilisés, sur quels pas de temps, avec quelle matérialisation et quelle efficacité sociétale – alors que l'on s'approche de ce que Till nomme la post-mémoire, celle des deuxième et troisième génération (Till 2005, 15) ? Le premier acteur de la mémorialisations, dans le temps comme en importance, reste la puissance publique, aux différentes échelles d'intervention. Elle a produit par le « haut » une mise en place concertée, volontariste et réfléchi des rituels de la construction nationale, construction qui passe désormais par la gestion du patrimoine hérité et par la mise en place d'une nouvelle mémoire commune. Le grand récit mis au point est celui de la réconciliation nationale<sup>107</sup>, accomplissant le triomphe du combat héroïque contre l'opresseur. Ce récit éminemment « vendable » - il comporte de vrais méchants, de vrais héros et un happy end - a une portée universaliste et non uniquement nationaliste voire communautariste : il est compris comme une lutte universelle pour la liberté et les droits de l'homme, que l'apartheid bafouait, et, à ce titre, chacun peut s'y identifier. Il est implémenté par une série de mesures, dont l'évolution des jours fériés, de leur dénomination et de leur signification, la célébration des (du) grands hommes, la mise en place de nouvelles structures mémorielles « en dur » ou la rectification des structures existantes (les musées et les programmes scolaires notamment) ainsi que des changements toponymiques (Giraut, Guyot, & Houssay-Holzschuch 2008). En fait, toutes ces caractéristiques se retrouvent dans le travail de la Commission Vérité et Réconciliation, sous l'égide de laquelle la transition se fait selon les « paradigms of Memory, mourning, reconciliation and recovery » (Samuelson 2007, 2).

Classiquement, la gestion de la dissonance patrimoniale utilise deux stratégies (Graham, Ashworth, & Tunbridge 2000, 97) : une complexification *in situ* des significations, éventuellement orientées vers des segments différents du marché touristique d'une part ; une séparation géographique des significations transmises par le patrimoine, déplaçant l'intérêt touristique – national ou international – du centre colonial vers la périphérie d'autre part. Ces deux stratégies sont compatibles avec le récit fondateur de la nouvelle démocratie sud-africaine et avec le principe de réconciliation, qui rejette tout effacement des couches mémorielles précédentes : le *National Heritage Resources Act* (1999) protège le paysage mémoriel existant. Les transformations s'opèrent donc par une série d'opérations, les deux premières étant typiques de l'intervention de la puissance publique (je reprends et développe ici la typologie de Samarbakash-Liberge Hlakoane 2003).

---

<sup>107</sup> Et non de l'unité. Le terme de réconciliation lui-même rappelle la dissonance et le conflit.

La première opération, correspondant à la stratégie de complexification des significations évoquée par Graham *et al.*, est une *réinterprétation* des monuments existants. Cette réinterprétation se décline elle-même de plusieurs manières, en fonction du monument et de ce qu'il commémore. Ainsi, lorsqu'un monument évoque un événement dont seule la dimension blanche a été commémorée, il est *complété* pour y intégrer les mémoires oubliées – en particulier les mémoires non-blanches, la dimension de race apparaissant *de facto* mais logiquement comme plus importante que des dimensions de genre ou de classe sociale. Un monument secondaire ou une réécriture des panneaux explicatifs sont alors les moyens les plus courants pour cela. C'est ainsi que la participation de la population africaine à la guerre des Boers – comme combattants mais aussi comme victimes dans des camps séparés – est restaurée (Dubin 2006). De même, le Taal Monument de Paarl, en périphérie du Cap, intègre désormais mieux le fait que la langue afrikaans qu'il célèbre soit une langue créole créée par les esclaves des premiers colons hollandais, ce que rappelle sa désignation de langue ou hollandais des cuisines (*kombuistaal*). La langue fondant l'identité afrikaner est dès lors reconnue comme hybride, née de l'interaction dissymétrique entre Européens, Khoisan autochtones, esclaves africains d'autres parties du continent et esclaves asiatiques notamment des Indes orientales hollandaises. Le cadre esclavagiste de sa production n'est plus passé sous silence. Elle est aussi reconnue comme un patrimoine coloured, au moins autant qu'afrikaner (Giliomee 2003).

Autre modalité de la réinterprétation, un monument est *contextualisé* : il est présenté comme un construit social, comme une instrumentalisation mémorielle produite de manière stratégique, par des acteurs spécifiques, à une époque spécifique, avec des objectifs et des intérêts spécifiques. Cela permet de relativiser le discours dont le monument est porteur et de rappeler les conséquences de telles stratégies sur le reste de la communauté nationale. Une telle opération de contextualisation peut aller jusqu'à inverser la rationalité patrimoniale : on ne conserve plus le lieu du triomphe de l'homme blanc, mais la mémoire de l'oppression. C'est par exemple le cas de la chambre du Parlement dans laquelle la législation d'apartheid a été votée et Verwoerd assassiné – le Parlement sud-africain actuel, dont les membres sont plus nombreux, utilisant la pièce construite pour les délibérations plénières du Parlement tricaméral (chambre blanche, chambre coloured et chambre indienne) mis en place à partir de 1983.

Si la réinterprétation permet de résoudre la dissonance en ce qui concerne les mémorialisations héritées, la puissance publique procède aussi à de nombreux *ajouts* de strates mémorielles, pour combler les trous de l'histoire coloniale et intégrer à la mémorialisation l'histoire récente du *Struggle* : c'est le déplacement signalé comme seconde stratégie par Graham *et al.* Le premier cas commence en 1993, avec l'érection à Pietermaritzburg d'une statue de Gandhi pour le centenaire de son éviction raciste d'un train. Cette nouvelle mémorialisation est particulièrement visible dans la région de l'Eastern Cape, où les colons européens ont rencontré les populations bantoues pour la première fois. Un siècle de guerres de frontières, dites « guerres cafres » (1779-1879), témoigne de l'âpre résistance des royaumes xhosa (Mostert 1992). Désormais, une série de monuments commémore leurs noms et leurs actions ; ils sont considérés comme des grandes figures nationales.



Les lieux de mémoire du combat contre l'apartheid fleurissent également dans l'ensemble du pays : citons le Hector Pieterse Memorial & Museum à Soweto qui commémore les émeutes de 1976 (Marschall 2006 ; Murray, Shepherd, & Hall 2007), le Emlotheni Memorial à Port Elizabeth dédié à la mémoire des soldats de Umkhonto we Sizwe, la branche armée de l'ANC (Hansen 2003). Parfois, cette mémorialisation de la Lutte s'insère dans les anciens lieux du pouvoir : c'est le cas du Women's Monument, dans les jardins du palais présidentiel (Union Building) à Pretoria (cf. Figure 68). En effet, il commémore la manifestation massive protestant contre l'imposition du passeport intérieur aux femmes africaines. Outre des inscriptions affirmant que la lutte a été un succès politique et que les droits réclamés sont désormais acquis, le monument comprend un mortier de pierre, référence au rôle traditionnel des femmes mais aussi à leur slogan lors de la manifestation de 1956 : *wathint' abafazi wathint' imbokodo uza kufa!* – s'attaquer aux femmes, c'est s'attaquer à un roc, vous serez écrasés.



Figure 68 : Le Women's Monument, Union Building, Pretoria.

Source : <http://www.artthrob.co.za/00aug/images/cruise02a.jpg> et <http://www.artthrob.co.za/00aug/images/cruise03a.jpg>, accédées le 15 mai 2009).

Le meilleur exemple de cette mémorialisation des lieux de la Lutte reste Robben Island, pénitencier devenu île-musée (cf. Figure 69). Là, la stratégie de réinterprétation est combinée à celle du déplacement. En effet, Robben Island est une île désolée, sans eau douce, au large de Cape Town. Classiquement, cette périphérie géographique a été utilisée dans l'histoire du pays comme moyen d'éloigner les indésirables, de les mettre symboliquement mais aussi très physiquement en marge de la société. L'île, lieu de relégation et de détention, a ainsi accueilli un chef musulman déporté de Batavia par les Néerlandais au XVII<sup>e</sup> siècle, les lépreux du Cap, les chefs xhosa emprisonnés lors de la conquête coloniale, un pénitencier pour détenus de droit commun et une prison de haute sécurité dans laquelle les opposants noirs à l'apartheid étaient regroupés<sup>108</sup>, dont Nelson Mandela. Cette périphérie marginalisée a été transformée en un lieu central, iconique, pour la nouvelle nation sud-africaine : Robben Island est tout d'abord considéré comme le lieu de naissance de la démocratie sud-africaine, là où l'homme providentiel qu'est

<sup>108</sup> Les prisonniers blancs et les femmes étaient emprisonnés ailleurs.

Mandela a conçu la réconciliation nationale. C'est ensuite un lieu qui combine les différentes strates de l'histoire et de l'identité sud-africaine : lieu de nature (c'est une réserve protégée) ; lieu d'une histoire hybride faite entre Europe, Asie et Afrique ; lieu de violence et de réconciliation. À ces différents titres, c'est donc le lieu d'une fabrique d'un savoir mémoriel national, célébrant de manière très émotionnelle la fin de l'apartheid, la démocratie et la nouvelle Afrique du Sud à travers la figure de Nelson Mandela.



Figure 69 : Robben Island.

1) Portail d'entrée de la prison de haute sécurité ; 2) cellule de Nelson Mandela. Juillet 2005.

C'est enfin un lieu qui cherche à transcender le national pour mettre en avant une signification universelle, celle du triomphe de l'esprit humain sur l'adversité (Nuttall & Coetzee 1998). Ces strates de significations ajoutées les unes aux autres sont visibles dans la manière dont les visites sont organisées. Robben Island est devenue un South African National Monument en 1996 et patrimoine mondial de l'humanité en 1999. Le musée accueille plus de 300 000 visiteurs par an et plus de 1 800 personnes par jour pendant la haute saison. Les visiteurs sont emmenés en bateau à partir du terminal situé dans le V&A Waterfront. Ils sont collectivement guidés sur l'île et on leur présente une expérience touristique très hétérogène, reflétant cette mémorialisation composite : la réserve naturelle dans laquelle des oiseaux menacés nidifient, le petit village anciennement habité par les gardiens de la prison, la tombe (*kramat*) du chef musulman ; le cimetière des lépreux ; la maison de Robert Sobukwe ; puis la prison de haute sécurité dans laquelle les opposants noirs à l'apartheid étaient regroupés. Ce mélange n'est pas le fruit du hasard, mais bien d'une volonté politique d'en haut, comme en témoigne le discours de Nelson Mandela lors de l'inauguration du Robben Island Museum (RIM) le 24 septembre 1997:

« ... we will together find a way to combine the many dimensions of the island, and ... we will do so in a manner that recognizes above all its pre-eminent character as a symbol of the victory of the human spirit over political oppression; and of reconciliation over enforced divisions. In this way, we will help strengthen the ethos of heritage as a binding force. » (*Rainbow*, 1997, 4, p. 4-5)

Réinterprétations et ajouts sont donc les principaux modes d'intervention de la puissance publique sur la fabrique de mémoire. Ces stratégies vont avec un déplacement géographique des lieux de mémoire vers la périphérie, que ce soit à l'échelle nationale (des villes vers les campagnes et les anciens homelands – par exemple le Ciskei et le Transkei intégrés dans l'Eastern Cape) comme locale (du centre ville vers les marges urbaines). Ainsi, la géographie de la mémoire évolue et avec elle, les processus de mémorialisation. Mais d'autres types d'opérations font apparaître une diversification des acteurs de la mémoire, qui prennent logiquement leur place dans le jeu démocratique. Cette diversification va avec une complexification, voire un brouillage de la mise en mémoire.

Le paysage mémoriel hérité des époques précédentes et aux significations parfois fossilisées, peut être *perturbé* par des événements fortuits. Le plus connu est peut-être l'effondrement accidentel de la statue de Strijdom à Pretoria (cf. Figure 70). Cette tête de bronze monumentale, abritée par une voûte de béton blanc et accompagnée de trois chevaux de bronze commémorait dans un style typique l'un des premiers ministres les plus brutaux de l'apartheid. L'ensemble s'est effondré sans crier gare en 2001 (Hook 2005), effaçant du paysage urbain un monument bien difficile à réinterpréter. La perturbation peut également être temporaire mais volontaire : toute une série d'interventions artistiques relève ainsi de l'iconoclasme sur monuments d'apartheid, venant dénoncer leur signification première, la pervertissant et en ajoutant de nouvelles. Peffer (2009) signale ainsi plusieurs épisodes. Un tableau de Pierneef, peintre afrikaner très apprécié sous l'apartheid pour ses paysages africains dans un style futuriste – des paysages vides d'hommes, exotisés et ouverts à la conquête, a ainsi été recouverte de peinture. Le monument aux Voortrekkers a servi de décor à une série de photographies érotiques présentant « Dina », jeune femme afrikaner dont les seins émergent d'une peau de léopard. À Oudtschoorn, l'artiste coloured Tracey Rose a entouré un monument à la police sud-africaine d'écheveaux de laine qu'elle déroulait de *doilies*, poupées crochetées typiques de l'espace domestique afrikaner, appartenant au domaine de l'intime et du féminin. Au Cap (cf. Figure 70), le général boer Louis Botha a été habillé en initié xhosa par Beezy Bailey.



Figure 70 : Évènements mémoriels– interventions artistiques ou destruction.

- 1) Le Général Botha transformé en initié xhosa par Beezy Bailey, 1999, Company's Gardens, Cape Town  
Source : <http://www.artthrob.co.za/99oct/images/bailey01a.jpg>,  
accédée le 3 mai 2009) ;
- 2) Strijdom Square, Pretoria  
Source : [http://farm3.static.flickr.com/2386/2302992396\\_5e7d9c348e.jpg?v=0](http://farm3.static.flickr.com/2386/2302992396_5e7d9c348e.jpg?v=0),  
accédée le 3 mai 2009)
- 3) Strijdom Square après l'effondrement, 2001  
Source : <http://www.asaqs.co.za/news/strydom.jpg>, accédée le 3 mai  
2009).

Cette statue d'un homme, afrikaner, blanc et militaire trône dans les jardins de la Compagnie, à proximité de celles de Jan Smuts et de Cecil Rhodes évoquées plus haut. Elle incarne donc les mémorialisations anciennes. Beezy Bailey a habillé le général comme un initié xhosa, manifestant ainsi la présence africaine au Cap, ancienne mais longtemps niée et confrontée à de

nombreux obstacles politiques, bureaucratiques et policiers (Houssay-Holzschuch 1999a). En montrant cette présence dans le centre symbolique de la première ville coloniale sud-africaine, il en affirme aussi la légitimité. Plus encore, l'artiste a surmonté la casquette du militaire du chapeau traditionnel que portent les initiés quand, une fois sortis de l'enfance et devenus hommes, ils quittent la brousse dans laquelle la cérémonie a eu lieu pour entrer dans le monde. Ils sont de même – et le général Botha à leur image – enroulés d'une couverture : en couvrant leur nudité, elle symbolise le début d'un âge nouveau et la coupure avec le passé. La rupture avec l'âge de la domination blanche, l'entrée dans l'âge d'homme démocratique et responsable de la nation sud-africaine, sont là clairement évoquées. Enfin, toujours comme les initiés, le général Botha a le visage recouvert d'argile blanche : une marque de purification, mais aussi un commentaire acerbe sur l'ancienne pigmentocratie d'apartheid.

Des événements ponctuels, fortuits ou non, viennent donc perturber le paysage mémoriel, souvent pour y introduire une ambiguïté absente des stratégies publiques de mémorialisation.

*Complexification et brouillage* sont enfin caractéristiques d'une nouvelle strate mémorielle, produite par le secteur privé dans des lieux variés, centraux ou périphériques, d'accès public ou limité par des dynamiques de privatisation foncière et de sécurisation. Ainsi, le journal *Sunday Times* a-t-il financé une multitude de petits mémoriaux dans plusieurs villes<sup>109</sup>. De même, la Victoria & Alfred Waterfront Company, qui gère le front de mer touristifié et commercialisé au Cap (Houssay-Holzschuch & Teppo 2009) a intégré plusieurs dimensions mémorielles à son offre. Après des interventions de la société civile, une histoire plurielle du port avait été ajoutée au site par des panneaux informatifs (Worden 1996 ; Worden & Van Heyningen 1996). Aujourd'hui, la mode est plutôt à la célébration consensuelle et attendue des héros sud-africains, par des statues des Prix Nobel de la Paix (cf. Figure 71). Cette nouvelle strate ouvre aux savoirs mémoriels et à l'histoire des lieux nouveaux mais de manière ambivalente, de par le contenu, la forme ou le but recherché (vendre le mythe de la nouvelle Afrique du Sud aux touristes internationaux dans la première destination touristique du pays).

---

<sup>109</sup> Voir <http://heritage.thetimes.co.za/> pour le projet du *Sunday Times*.



Figure 71 : Mémorialisation et lieux ambivalents.

Nobel Square, Victoria & Alfred Waterfront, Cape Town, février 2008.

Ces nouveaux lieux de la mémoire sont ambivalents. La mémorialisation y est variable par sa forme et son esthétique – souvent classique cependant – et le savoir qui y est présenté s’y normalise : le cas du V&A Waterfront est ici révélateur des ambivalences de cette dernière opération de mémorialisation, comme le soulignent Graham *et al.* :

« Thus recent heritage recognition has tended to be of individual African leaders in inevitably peripheral locations. In this threatening urban environment, the corporate heritage initiatives have, however, acquired a paradoxical significance. On the one hand, they offer relatively defensible space in the urban geography of security. The Victoria and Alfred Waterfront has, for all its heritage sins, provided the leading multicultural gathering place in the 'new' South Africa, and it attracts a wide spectrum of international and domestic patronage (including ANC leaders) behind the former dock gates where entry is at least broadly scrutinized. On the other hand, this contributes to draining of life and heritage significance from Cape Town's city centre, thereby jeopardizing the national multicultural heritage project, for which the public stage of the city centre is as indispensable as it is for democratic well-being in general. » (Graham, Ashworth, & Tunbridge 2000, 121)

L’ambivalence encore présente au V&A Waterfront, qui mémorialise et célèbre autant qu’il vend, peut d’ailleurs disparaître pour aller jusqu’à l’exploitation pure et simple de la mémoire. Comme le souligne Dubin,

« [h]istory, politics, and indigenous cultures have become as valuable a natural resource to quarry as the rich mineral deposits of the Witwatersrand.

(...) When the heritage industry capitalizes upon history it amalgamates elements of Disneyland, *Back to the Future*, and the glossiest 'lifestyle' magazines. » (Dubin 2006, 12)

Il cite notamment une publicité pour l'opérateur de téléphonie mobile MTN, représentant un poing noir brandissant un portable sous le slogan « One day, every African will have a voice ». Au Cap, cette marchandisation éhontée de la mémoire de l'apartheid et de la résistance trouve sans doute sa meilleure illustration au Grand West Casino (Murray, Shepherd, & Hall 2007) qui, entre un bateau pirate et des machines à sous, a organisé son *food court* dans un simulacre du quartier détruit de District Six (cf. Figure 34). Le tracé des rues pseudo-pavées et l'architecture des restaurants évoque le tissu urbain organique du District, tandis que l'entrée du *food court* est explicite : c'est bien « The District » - et la police et la couleur choisies pour les néons sont proches de ceux d'œuvres photographiques ou de comédies musicales très connues en Afrique du Sud célébrant District Six. Et, si les photographies accrochées aux murs restent floues sur cette identification et présentent un Cape Town pittoresque du début du XX<sup>e</sup> siècle mais sans localisation ou date précise -, toute ambiguïté est levée par l'utilisation de plaques de rues reprenant les toponymes de District Six. Hanover Street, la principale artère de District Six, devient ainsi venelle dans un casino. Cette instrumentalisation marchande est d'autant plus choquante que les plaques de rues forment le cœur des collections et donc de la mémorialisation de District Six, telle qu'elle est pratiquée au District Six Museum (cf. *infra*).

Enfin, si globalement les espaces du sacré retravaillés ou recréés, opèrent comme des espaces du vivre-ensemble dans l'Afrique du Sud contemporaine, et ce, malgré leurs ambivalences, il ne faut pas oublier que le sacré est aussi mobilisé – quoique de manière minoritaire - pour se mettre à l'écart des évolutions contemporaines. On retrouve là la logique dichotomique de l'enclave et celle du sacré selon Eliade. Ainsi, Annika Teppo (2009) a montré comment certains Blancs se créent des espaces exclusifs par des pratiques religieuses néo-païennes, wiccanes ou new age. Leur discours officiel et leurs pratiques s'affichent comme ouverts, retournant à l'Afrique primordiale comme modèle des rapports à la Terre-Mère. En pratique, leurs rites sont d'inspiration celte ou amérindienne et non africaine, leurs cercles sont presque uniformément blancs et la nature primordiale dans laquelle ils se ressourcent est... le jardin botanique de Kirstenbosch (cf. *supra*), Table Mountain étant jugée peu accueillante, tant sur le plan du réel (criminalité) que sur le plan astral (les esprits y sont hostiles). Leurs croyances servent de support à une pratique de la ville allant vers plus de fragmentation : leurs habitations sont protégées des attaques criminelles mais aussi psychiques – de quelle couleur sont les attaquants ?-, internet et les *malls* sont les lieux de sociabilité.

Stratégies diverses, multiples acteurs : le contexte post-apartheid introduit de la polyphonie dans la production mémorielle, que ce soit au niveau des monuments et de leurs interprétations ou à celui de la réécriture d'une histoire nationale. De fait, l'élaboration d'un nouveau corpus de savoirs mémoriels à la fois politiquement légitimes et socialement acceptables a fait l'objet de nombreux débats publics, dans lesquels la société civile est largement intervenue. On a donc à la fois une mise en place concertée, volontariste et réfléchie des rituels de la construction nationale, venant

largement du « haut » et une co-construction de ces savoirs. Cette co-construction se fait par une confrontation entre les autorités gouvernementales et provinciales<sup>110</sup> d'un côté, et la parole éventuellement contradictoire d'experts de l'autre, intégrant parfois des voix plus diverses. Cette mise en place mêle ainsi la/les paroles de la Commission Vérité et Réconciliation (Tutu 2004), des interventions d'historiens et de conservateurs de musées, l'utilisation de l'histoire orale et de témoignages directs, et des interventions d'artistes comme Pipa Skotnes (Crampton 2003). La société civile dans son ensemble discute de savoir

« How one might embody new national histories in the public sphere that engage larger structural narratives and material conditions *and* individual lived experiences without reducing their public expression to either some monolithic representation of "the struggle" or some unlocated and ahistorical notion of individualised experience and that might adequately signal (if not represent) the compromised, complicated texture of living under and fighting against apartheid. » (Coombes 2003, 10)

Cette polyphonie est la condition d'émergence de mémorialisations nouvelles, moins monumentales que spectrales.

### Mémoire des fantômes

S'intéresser au fantomatique, au spectral, aux traces de ce qui a existé et qui revient hanter le présent, à l'absence perceptible, à la présence d'une absence est un champ dont les sciences sociales explorent la fécondité, notamment à la suite des travaux très différents de Derrida (sur la spectropolitique) et de Michel de Certeau (1990, 162) : « on n'habite que des lieux hantés »<sup>111</sup>. En particulier, la géographie culturelle s'intéressant à la mémoire, formalisée ou non, a récemment montré tout l'intérêt d'une telle approche pour parler d'évènements « au-delà du réel », que ce soit les lieux de la vie nue selon Agamben, les sites de génocide, de crime contre l'humanité (et l'Afrique du Sud de l'apartheid en est bien un) ou de catastrophe, mais aussi les traces spectrales d'une autre ville dans les friches urbaines ou les quartiers gentrifiés. Dans une certaine mesure, cette approche permet une extension sociale et temporelle/mémorielle de la notion plutôt paysagère de palimpseste. Maddern et Adey (2008) soulignent que passer par les fantômes permet de complexifier les temporalités étudiées et de remettre en question leur caractère purement linéaire. En effet, un spectre peut venir du futur – le plus fameux étant celui invoqué par Marx et Engels ; il vient, plus souvent, du passé, d'un passé qui ne veut et ne peut passer. Ainsi, comme le montre Cameron,

« [T]he appearance of ghosts represents, above all, a claim upon us, an insistence that we acknowledge the role we play in present injustices. Ghosts notify us of our involvement and they 'inaugurate the necessity of doing something about [that involvement]'. (...) In recent writings ghosts allude to the presence of that which has been excluded, marginalized, and expelled; although themselves immaterial and spectral, they gesture towards the materiality of colonized and abject bodies. Ghosts unsettle the assumed stability and integrity of western temporalities and spatialities and seem to embody the mismatch between the ideal and the real, the present and the

<sup>110</sup> Remplaçant le National Monuments Council comme institutions en charge du patrimoine.

<sup>111</sup> Merci à Igor Moullier d'avoir pisté cette citation.



absent. Ghosts, Derrida reminds us, trouble any efforts to finish and close; it is only by living with, talking with, and accommodating our ghosts that we might 'learn to live' in these 'post' colonial times. » (Cameron 2008, 383)

« Ghosts, conclut-elle, have a politics » : les fantômes hantent le présent aussi longtemps que l'injustice qui les a créés perdure et les prendre au sérieux permet de pointer les contradictions de la vie sociale (Till 2005, 24). De manière paradoxale, il faut à la fois pouvoir vivre avec, les voir pour être conscient de ladite injustice, s'interroger de manière critique sur le besoin qu'a une société d'invoquer ses fantômes, les rendre visibles pour corriger l'injustice qui les fait exister et, au final, leur permettre de reposer en paix et ainsi de disparaître. En outre, « [i]f spectrality has a temporal politics, then it also has a spatial politics, one which (...) is complex, uneven and multifaceted » (Maddern & Adey 2008, 293). Les fantômes ont donc une spatialité, qui s'inscrit moins dans une géographie monumentale de l'événement exceptionnel que dans une géographie du quotidien, du banal, de l'ordinaire (Edensor 2008, 326 ; pour une application à la ville africaine, voir de Boeck & Plissart 2005). À ce titre d'ailleurs, ils viennent silencieusement brouiller la nette dichotomie sacré/profane tracée par Eliade et évoquée plus haut : une frontière de plus rendue floue. En outre, l'image des fantômes rend particulièrement bien compte de la difficulté à clore une période, celle-là même qui caractérise le post- (cf. « Lire le changement sud-africain »). Rappelons néanmoins que la métaphore des fantômes n'est pas dénuée de certaines ambiguïtés : elle fait souvent rejouer des postures coloniales et des relations de pouvoir établies quand c'est le colonisateur ou le privilégié qui parle de l'autochtone en termes de fantôme, dans une relation déjà connue – celle du *trespassing*. Et quid des corps bien vivants, avec une voix et un vote, des autochtones actuels, lesquels deviennent invisibles et qui n'ont pas besoin de conjurer un fantôme pour se rappeler de ce que la colonisation et ses conséquences leur fait subir ? En d'autres termes, qui est hanté et qui/quoi hante (Cameron 2008) ?

Rien d'étonnant donc à ce que le trope du fantôme soit extrêmement présent dans une Afrique du Sud marquée par les injustices quotidiennes et la violence ordinaire, hier comme aujourd'hui. D'ailleurs, le fantôme est un thème récurrent de la littérature nationale : le roman fondateur de cette littérature, *The Story of an African Farm* d'Olive Schreiner rappelle que « All that is buried is not Dead ». Les grands écrivains luttant contre l'apartheid utilisent régulièrement la figure du fantôme pour dénoncer les exactions dont les Noirs sont victimes, ou, selon la formule d'Achille Mbembe (2003), la nécropolitique du régime d'apartheid : ainsi dans *The Conservationist* de Nadine Gordimer ou *Foe* de J.M. Coetzee. Dans l'immédiat post-apartheid, *Ways of Dying* de Zakes Mda et *Triumph* de Marlene van Niekerk (Shear 2006) poussent plus loin encore cette exploration de ce qui hante l'Afrique du Sud. Au-delà de la littérature, les autobiographies (voir par exemple Ramphela 2008, au titre explicite) et l'historiographie (Posel & Gupta 2009) s'intéressent aux mêmes thématiques. Surtout, la thématique est reprise par les discours publics de manière éclatante : le discours inaugural que l'archevêque Desmond Tutu prononce le 15 avril 1996 à la première audition de la Commission Vérité et Réconciliation (TRC) qu'il préside reprend le même trope et de la même manière :

« We are charged to unearth the truth about our dark past; to lay the ghosts of that past so that they will not return to haunt us. And that we will thereby

contribute to the healing of a traumatised and wounded people - for all of us in South Africa are wounded people - and in this manner promote national unity and reconciliation. » (cité dans Ramphele 2008, 46).

Ces fantômes tenaces sont le racisme, le chauvinisme ethnique, le sexisme, l'autoritarisme et, les incarnant tous, le spectre de l'apartheid et de sa spatialité spécifique :

« The apartheid city weighs like a nightmare on the living » (James 2009)

« the (very present) ghosts of apartheid spatiality » (Robinson 1998, 546)

Ces fantômes sont d'autant plus présents qu'ils surgissent d'une histoire très contemporaine, dans laquelle l'Afrique du Sud est encore très largement plongée (cf. « Lire le changement sud-africain ») : « we were walking with history », dit Cyril Ramaphosa, l'un des rédacteurs de la Constitution de 1996 (Andrew 2009), dans une représentation étonnante du passé comme espace parallèle. Le traitement proposé pour ces fantômes puise dans la tradition africaine, comme le rappelle Mamphela Ramphele (2008, 7sq). Elle évoque dans son ouvrage les histoires de fantômes de son enfance dans le Soutpansberg : les esprits tourmentés – dans son cas, justement, les esprits des ancêtres ayant été expulsés de leurs terres par les politiques de ségrégation – étaient invoqués par un ancien, qui les nommait, les sommait de clôturer leurs affaires terrestres ou, à défaut, d'accepter le fait qu'il n'y ait pas de clôture, pour leur permettre de reposer en paix. C'est cette même démarche – faire médiation, nommer, reconnaître et réparer – qui apparaît dans le traitement national des fantômes de l'apartheid. Cela s'accompagne de rituels de purification, d'inspiration chrétienne pour les plus personnels comme la confession (Aji & Houssay-Holzschuch 1997) ou le lavage des pieds auquel Adriaan Vlok, ancien ministre d'apartheid, s'est soumis sur ses victimes, comme d'inspiration traditionnelle africaine pour des rituels souvent plus collectifs, comme la cérémonie de purification exécutée par des *sangomas* à Vlakplaas les 11-12 novembre 2001, sous l'égide du poète Mongane Wally Serote, présidant alors le comité parlementaire aux arts, à la culture et à la technologie.

Petit à petit, notamment dans les auditions de la TRC mais aussi dans d'autres pratiques mémorielles (cf. *infra*), un glissement va se produire, passant du spectre de l'apartheid aux fantômes individualisés de ses victimes qu'il s'agit de reconnaître, à qui l'on rend ainsi une existence pour paradoxalement leur permettre de reposer en paix. Ce glissement du système à l'individu est aussi un glissement de l'exceptionnel au quotidien. Celui-ci s'effectue de deux manières différentes mais complémentaires : l'intégration des espaces du quotidien dans la géographie du sacré mémoriel et la sacralisation de la vie quotidienne pré-apartheid.

### *Espaces du quotidien et géographie du sacré mémoriel*

La première est celle qui souligne les liens cruciaux entre l'extrême violence répressive du régime et les espaces et pratiques du quotidien, une caractéristique qui apparaît très clairement dans les témoignages à la TRC (Krog 1998 ; Truth and Reconciliation Commission 2003). Cela est vrai du côté des victimes (Houssay-Holzschuch 2002a) : les formes spatiales et temporelles de la violence la font apparaître surtout dans les lieux du quotidien – le

quartier, les transports, le lieu de travail, l'école, la maison – et visent des personnes ordinaires tout autant que les militants. Mais cela est vrai également du côté des bourreaux : Rousseau (2009) a analysé le sort de guérilleros de l'ANC, assassinés au Bophuthatswana entre 1986 et 1987 et dont le corps a été oblitéré par les forces de police – par démembrement, dispersion des restes explosés sur des mines antipersonnelles, enterrement dans des tombes non marquées. Ces atrocités sont organisées ou commises dans les lieux du quotidien et de l'intime des bourreaux : le club de rugby, les sites de pique-nique (*braai*) et les fermes familiales sont autant de ressources. Les fermes (*die plaas*) sont d'ailleurs des hauts-lieux de l'identité blanche afrikaner, ce que souligne toute une tradition littéraire comme le rappelle Coetzee (1988) ou l'illustre van Niekerk (2006). Ainsi, le sol de la ferme fait disparaître les cadavres ou, dans un témoignage devenu iconique, le *braai* se divise en deux, une partie pour les saucisses, une pour carboniser le cadavre d'un militant. Cette topographie intime de la violence passée se reflète dans l'image des fantômes<sup>112</sup>, dans la topographie des apparitions et la manière dont elles sont perçues.

Par ailleurs, de tels témoignages et chaque exhumation créent dans le public l'image de l'espace national comme charnier, contenant les restes macabres de la violence ancienne dans le moindre de ses recoins, des villes aux campagnes isolées, des sites les plus connus aux lieux les plus intimes – même s'il semble que « seulement » une centaine de personnes aient été victimes de tels assassinats (Rousseau 2009). Si de tels faits sont marginaux numériquement (moins de 0,5% des quelques 25 000 victimes de violences politique en Afrique du Sud entre 1960 et 1994<sup>113</sup>), ils sont centraux dans la mémorialisation officielle comme populaire, car ils permettent de souligner la cruauté abjecte du système répressif et, par effet de contraste, l'héroïsme des soldats de l'ANC.

Ce premier glissement vers les espaces du quotidien est visible dans de nouvelles pratiques de mémorialisation (cf. Figure 72), investissant les lieux dans lesquels les atrocités dévoilées par la TRC ont été commises et matérialisant la présence des fantômes en cet endroit par des configurations spatiales et rhétoriques spécifiques (Azaryahu & Foote 2007, 2008). De multiples mémoriaux fleurissent ainsi dans la ville depuis le début des années 2000, pour rappeler des événements tragiques ou des dimensions oubliées de l'histoire urbaine. Dispersés, ponctuels, parfois très discrets, ils manifestent dans le paysage urbain les fantômes anonymes ou non que la fabrique officielle des savoirs mémoriels a longtemps oblitérés. Par exemple à Gugulethu (cf. chapitres 2 et 3) : dans la même rue sont commémorés les Gugulethu Seven, adolescents assassinés par la police d'apartheid lors d'un coup monté et transformés en martyrs de la cause par une mémorialisation de bronze et de granite (Krog, Mpolweni, & Ratele 2009) ; et Amy Biehl, étudiante américaine venue travailler à l'éducation civique des Noirs à la veille des premières élections démocratiques, lapidée à mort en 1993 parce

---

<sup>112</sup> Dont l'existence est d'autant plus prégnante que la présence/absence de ces militants s'est étirée sur des décennies : disparition le plus souvent par enlèvement et mort physique en 1986 et 1987, vérité connue sur leur sort lors des auditions pour amnistie à la TRC entre 1996 et 1997 ; restes retrouvés en 2005 seulement, les corps ayant été alors exhumés, identifiés, rendus à leurs familles et réenterrés en héros de l'ANC.

<sup>113</sup> Soit la période sur laquelle la TRC a mandat de faire la lumière.

qu'elle était blanche dans un quartier noir. Son mémorial est très simple et discret, presque invisible. Les deux faits ont été présentés devant la TRC et en sont emblématiques : certaines mères des Gugulethu 7 et les parents d'Amy Biehl ont repris à leur compte et mis en pratique de manière admirable les principes de la réconciliation proposés par Tutu et la TRC : ne pas oublier, pardonner / *forgive, not forget*. Ces mémoriaux structurent désormais un paysage banal et monotone, celui du township avec ses maisons boîtes d'allumettes, sa station service, son marché et ses cabanes informelles. En même temps, ils font entrer dans la mémoire nationale un espace – le township africain – qui en était auparavant exclu. Leur forme enfin évoque l'absente présence des fantômes – les silhouettes en creux des sept militants – puis leur apaisement – la croix discrète, surmontant une tombe cependant vide.



Figure 72 : Mémoriaux

1) à Amy Biehl ; 2) de Preswich Street ; 3) aux Gugulethu Seven, Cape Town, février 2008.

De plus, ce glissement de la violence paroxystique vers le quotidien peut être identifié même à travers l'image du charnier. Cette image a acquis une pertinence plus grande encore en s'attachant à un passé plus ancien lors de la découverte fortuite d'un cimetière d'esclaves à Prestwich Street pendant

les travaux pour construire un hôtel de luxe, le Rockwell (Murray, Shepherd, & Hall 2007). On mettait là au jour « the human bones on which Cape Town is built » (Grunebaum 2007, 210). Les restes d'au moins un millier de personnes dans les classes ouvrières (de plusieurs races), noirs libres, criminels, suicidés, victimes de la variole et esclaves ont été l'enjeu d'un débat extrêmement vif entre archéologues, institutions en charge de la préservation du patrimoine, investisseurs privés et société civile. Cette dernière, remettant en cause non seulement la rationalité économique de la construction de l'hôtel, mais aussi la légitimité des archéologues à exhumer les corps des « ancêtres » d'une partie de la population actuelle<sup>114</sup>, a focalisé le débat sur les esclaves, leurs corps étant vus comme l'acte de naissance que leurs descendants ne peuvent avoir autrement (Shepherd 2007), une formule d'une rare intensité. Notons au passage que ces protestations s'inscrivent dans la géographie alternative du sacré héritée de l'apartheid, telle que décrite ci-dessus : l'archevêque anglican Njongonkulu Ndungane apporte son soutien et la cathédrale Saint George sert une fois de plus de support aux banderoles exigeant « Stop the exhumations! Stop the desecration! ». Se structurant en groupes de pression *ad hoc*, mobilisant le soutien des institutions religieuses et d'une université, la société civile a obtenu l'arrêt des investigations archéologiques et la construction d'un mémorial « en dur », à la fois ossuaire pour les restes et musée (Green & Murray 2009) - compensant en partie, selon l'un des participants au débat, l'invisibilité des esclaves dans la ville du Cap et dans les mémoires.

Ces mémorialisations restent cependant ambivalentes – ce qui ne saurait surprendre, dans la mesure où elles reflètent un débat public où groupes d'intérêts se confrontent pour arriver ou non à un compromis. Les restes des « ancêtres » de Prestwich Street sont préservés mais inaccessibles :

« The bones are to be locked away from the prying eyes of academics but also away from the public, those who have identified them as ancestors, whether actual or symbolic. » (Green & Murray 2009, 376)

Cette inaccessibilité est soulignée par le mémorial lui-même (cf. Figure 72), dont l'architecture joue sur le roc, les miroirs et les grilles. Les mémoriaux de Gugulethu ont fait entrer le quartier dans la mémoire nationale, mais aussi dans l'espace touristique (Bickford-Smith 2009), avec toutes les ambiguïtés que cela comporte. Et la population locale, parfois très pauvre, n'a pas forcément adopté le monument, qui est vandalisé : les plaques de cuivre narrant l'épisode sont parties chez le ferrailleur, celles montrant le visage des sept ont été grattées jusqu'à ce qu'ils ne soient plus reconnaissables ; le système d'éclairage a perdu ses ampoules.

### *Sacralisation de la vie quotidienne pré-apartheid*

Un second glissement de l'exceptionnel au quotidien est signalé par la TRC lorsqu'elle revient sur les crimes de l'apartheid :

« Amongst [apartheid's] many crimes, perhaps its greatest was the power to humiliate, to denigrate and to remove the self-confidence, self-esteem and

<sup>114</sup> On a alors parlé d'un « *forced removal of the bodies* » (Grunebaum 2007, 216), mobilisant le terme désignant les expulsions d'apartheid, traumatisme fondateur de l'identité capetonienne actuelle (Western, 1996).

dignity of its millions of victims. » (cité dans Krog, Mpolweni, & Ratele 2009, 41)

La mémoire de l'humiliation subie mais aussi de la vie quotidienne telle que l'apartheid l'a détruite est ce que commémore le District Six Museum (cf. *supra*) qui célèbre un quartier cosmopolite et racialement mixte détruit par l'apartheid (McEachern 1998 ; Minty 2006 ; Soudien & Meyer s.d. (ca. 1997)). Il s'inscrit dans une manière inédite de travailler la mémoire, que l'on peut trouver dans d'autres lieux ayant été le théâtre de crimes contre l'humanité : ainsi, l'Allemagne de l'Est, seul pays ayant subi les deux totalitarismes majeurs du XX<sup>e</sup> siècle – le stalinisme ayant succédé aux horreurs nazies - s'est-elle engagée dans un travail mémoriel (*Erinnerungsarbeit*) similaire, qui correspond au

« process of working through the losses and trauma resulting from past national violence and imagining a better future through place » (Till 2005, 18)

Fondation privée, établie par des intellectuels et des militants avec un fonds constitué des dons des anciens résidents, le District Six Museum offre un type très différent de fabrique des savoirs mémoriels. Il n'est pas encore déclaré patrimoine national, mais est déjà salué dans le monde pour son succès<sup>115</sup>. Produit par les anciens résidents dispersés sur les Cape Flats, il a d'abord servi de lieu d'une mémoire communautaire, à usage interne : lieu de retrouvailles, de réunion, il leur a permis de s'organiser politiquement en vue d'obtenir des compensations financières ou foncières dans le cadre de la réforme foncière post-apartheid. En retour, ces anciens résidents ont fourni l'essentiel des collections du musée : objets de la vie quotidienne, photos familiales, histoires de vie, etc, bref, « the bric-à-brac of everyday life (...) reconstituted as precious memorabilia, the skeleton of memories » (Buntinx et al. 2006, 71). Le quotidien y prend une dimension extra-ordinaire car disparu, le vernaculaire y est monumentalisé (Stangl 2008), le souvenir sacralisé. Situé dans une ancienne église méthodiste sur les marges du District, le musée a ouvert en 1994 avec une exposition intitulée « Streets », constituée des plaques de rue de l'ancien quartier retrouvées après des années dans les souvenirs de l'un des ouvriers chargé de la démolition complète du quartier (cf. Figure 73). L'essentiel du musée travaille sur les fantômes de District Six, pour à la fois reconnaître et faire mentir la phrase de Dullah Omar, ministre de la Justice sous Mandela et ancien résident, qui ouvrait l'un des ouvrages majeurs sur le District par ces mots : « District Six is Dead » (Jeppie & Soudien 1990).

Le traitement donné aux Seven Steps, l'un des hauts-lieux (*landmark*) du District est emblématique : ce lieu de passage marqué par sept marches était un lieu de sociabilité, de jeux pour les enfants, de rendez-vous pour les passants, ou de réunion au coin de la rue pour les gangsters. Aujourd'hui, le lieu a été rasé et les Seven Steps sont enterrées sous le Technikon (équivalent d'un IUT) anciennement réservé aux Blancs que le gouvernement a installé dans l'espace libéré. L'une des marches a cependant été préservée et est exposée au musée dans un cadre reconstitué à partir d'anciennes photographies. Fragment, trace de ce qui est enterré et néanmoins ressurgit, mémoire du quotidien, images préservées dans les placards familiaux, l'archéologique, le vernaculaire et l'intime sont combinés pour transmettre un souvenir intangible et partager avec le visiteur un après-midi ensoleillé dans

---

<sup>115</sup> C'est l'un des 9 « Sites of conscience » dans le monde, avec la Maison des esclaves de Gorée, le Musée du Goulag, etc.

le District du début des années 1960, aux côtés de cette petite fille qui saute à la corde et dont on ne sait la race sur le noir et blanc de la photo. Les Seven Steps sont directement reliées à la problématique des fantômes, évoquée comme telle par Vincent Kolbe, activiste et fondateur du musée (Bennett, Julius, & Soudien 2008, 77). Elles manifestent ces rapports complexes entre l'intangible et le matériel qui forment le patrimoine actuel de District Six.

Un autre exemple parlant est celui de Horstley Street, lieu des dernières évictions dans les années 1980. Le témoignage d'Armien Hendricks, résident de Horstley Street, a été alors recueilli dans le documentaire de Lindy Wilson, *Last supper on Horstley Street* – dont le titre place explicitement District Six dans l'espace du sacré. Le documentaire retrace le dernier repas pris à District Six, le déplacement forcé vers les Cape Flats et une visite quelques mois plus tard sur les ruines de leur maison. Armien Hendricks, au bord des larmes, dit :

« There's nothing here. There's not even a ghost to make you scared, nothing ! » (cité dans Bennett, Julius, & Soudien 2008, 80)

Tant que les souffrances générées par l'apartheid ne peuvent être dites ou reconnues officiellement, les fantômes ne peuvent apparaître. Dès lors qu'elles le sont, par exemple par l'existence du musée, les fantômes s'apaisent et, pour reprendre Kolbe, deviennent ancêtres bienveillants. À Horstley Street, sur la route pavée qui subsiste encore au milieu des herbes folles (cf. Figure 33), se construira un mémorial à District Six pour manifester le souvenir de la destruction alors même que la reconstruction a timidement recommencé. Il évoquera les Hendricks et la destruction du District mais aussi, conformément à la polyphonie des mémoires, un autre passé plus ancien, une strate plus profonde du palimpseste : car Horstley Street a été le lieu de l'une des toutes premières évictions au Cap, lorsqu'au tout début du XX<sup>e</sup> siècle, 8 000 Africains ont été déportés vers la *location* de Ndabeni. Enfin, il évoquera l'esprit du District car c'est là qu'a été prise l'une des plus célèbres photos le célébrant : celle du graffiti des années 1960 proclamant « You are now entering Fairyland » (Bennett, Julius, & Soudien 2008, 150, note 32), l'antimonde cosmopolite et mixte de la criminelle utopie d'apartheid, qui ne pouvait le laisser survivre (cf. Figure 29 et Figure 33).

Aujourd'hui, le plancher du musée est couvert d'une immense carte (cf. Figure 73 et Figure 74), sur laquelle les anciens résidents inscrivent leurs souvenirs : où ils vivaient, qui possédait le café du coin, où ils allaient le dimanche pour écouter de la musique ou regarder un film. Le savoir mémoriel y est donc co-construit, la diversité des voix, les ambivalences de la mémoire y sont explicites et recherchées. Pour conclure, le musée a été, depuis des années, « not (...) a developmentalist tool of economic modernization but as a critical agent of radical citizenship – indeed, of an alternative sense of modernity itself, making difference productive in authentically contemporary terms » (Buntinx et al. 2006, 216). Il doit être compris, souligne l'un des chercheurs actifs au sein de la fondation,

« as a hybrid space that combine[s] scholarship, research, collection and museum aesthetics with community forms of governance and accountability, and land claims politics of representativity and restitution. » (Rassool 2006, 296-297)



Figure 73 : Noor Ebrahim guidant des touriste au District Six Museum

Source : cliché de l'auteur, juillet 2005.

---

#### District Six dans la mémoire de ses résidents

---

- |   |   |
|---|---|
| <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Saint Anne's Home for Unmarried Mothers</li> <li>2. Marion Institute</li> <li>3. Liberman Library</li> <li>4. Methodist Church</li> <li>5. Zambizi Club</li> <li>6. Little Wonder Store</li> <li>7. Saint Phillips Primary School</li> <li>8. Peninsula Maternity Hospital</li> <li>9. Fidelity Hall</li> <li>10. Harold Cressy Senior School</li> <li>11. Hewat College</li> <li>12. Trafalgar Primary School &amp; High School</li> <li>13. National Bioscope</li> <li>14. British Bioscope</li> <li>15. Saint Marks School</li> <li>16. Community Centre</li> <li>17. Medina Cafe</li> </ol> | <ol style="list-style-type: none"> <li>18. Globe Gang</li> <li>19. Saint Marks Anglican Church</li> <li>20. Star Bioscope</li> <li>21. Wash House</li> <li>22. Fish market</li> <li>23. Bethal School</li> <li>24. Avalon Bioscope</li> <li>25. Crescent Cafe Restaurant</li> <li>26. Volkskerk van Afrika Church</li> <li>27. Holy Cross Catholic Church</li> <li>28. Holy Cross Catholic School</li> <li>29. Lidia Primary School</li> <li>30. Eoan Group</li> <li>31. Sheik Joseph Primary School</li> <li>32. Hanover House</li> <li>33. Seven Steps</li> </ol> |
|---|---|
-



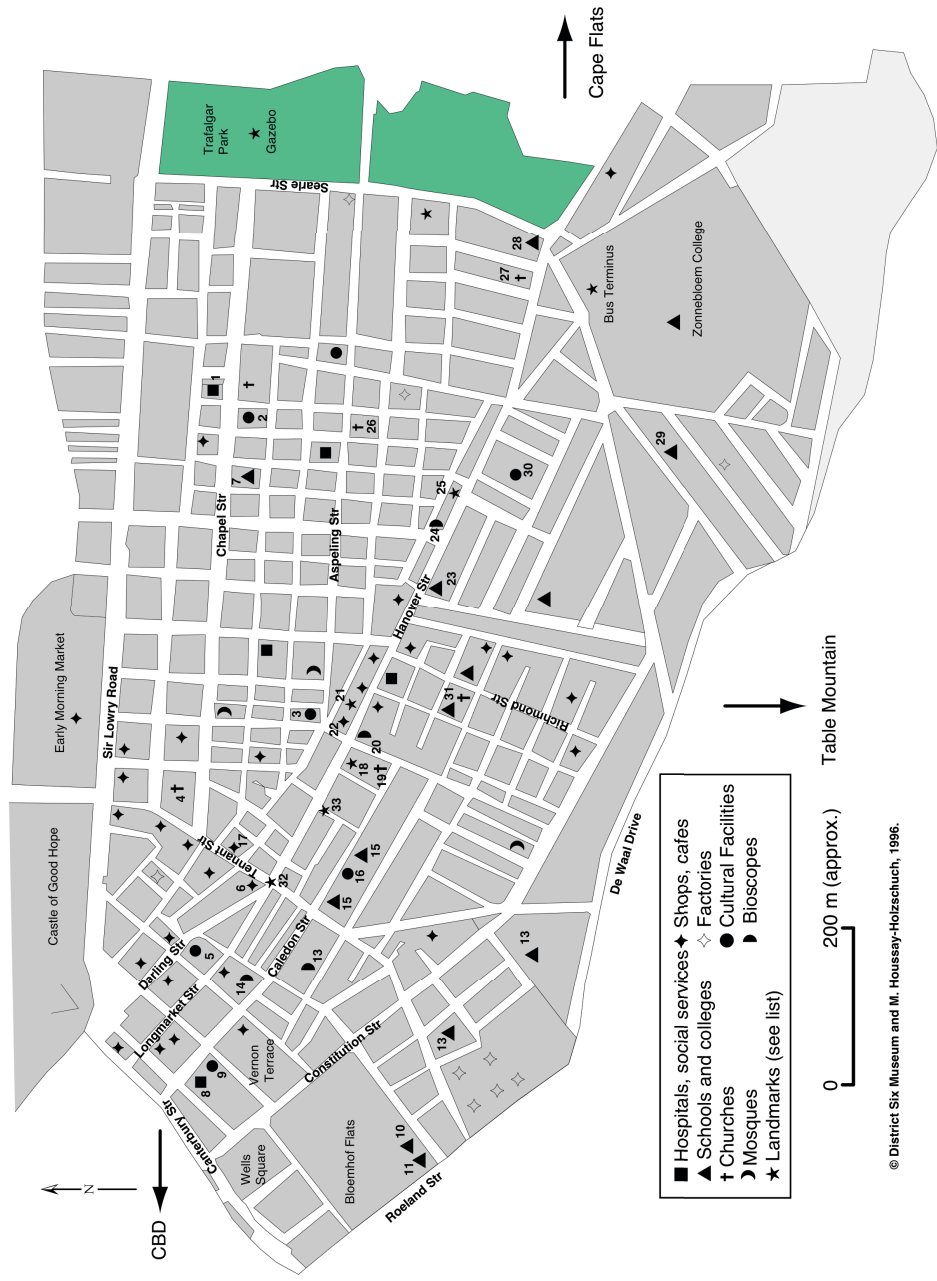


Figure 74 : Cartographier la mémoire de District Six.

Source : Carte établie à partir de la carte au sol du District Six Museum, dépeignée en 1996-1997. (Houssey-Holzschuch 1998b)

Ainsi, comme le souligne Rousseau,

« The focus on the familiar and the intimate draws attention to the way in which the everyday and the ordinary are not outside of but rather implicated in the exceptional and the extraordinary. This is not a failure of imagination as suggested in Arendt's conception of the banality of evil, but rather the ways in which violence is implicated in the everyday. » (Rousseau 2009, 367)

De nouvelles mémorialisations font donc apparaître une polyphonie des acteurs de la mémoire, une multiplicité des productions et des processus de production des savoirs mémoriels qui, en passant par les fantômes, combinent l'ordinaire et le quotidien à l'extraordinaire et à l'exceptionnel. Ces jeux complexes, parfois paradoxaux, se poursuivent dans l'entremêlement en ces mêmes lieux de la mémoire nationale en construction et des dynamiques du tourisme global.

### Nationalisme et cosmopolitisme

Les lieux de production et de diffusion des savoirs mémoriels évoqués ci-dessus sont à la fois des lieux privilégiés de la construction nationale et des lieux du tourisme international. Cela provient du fait que la démocratisation sud-africaine s'est faite dans le cadre d'une réinsertion très rapide dans les échanges de la globalisation (Vacchiani-Marcuzzo 2005 ; Cox (forthcoming)). Cette réinsertion a été largement vue comme une chance, celle d'attirer des investissements étrangers pour aider le pays à résorber les très grandes inégalités héritées de l'apartheid. Dans ce cadre, le tourisme international est vu comme « a potential peace-keeper or an agent of social development in post-conflict societies » (Allen & Brennan 2004 ; idée également développée par Kapstein 2009) – en d'autres termes « [t]ourism is used as a means to furthering the South African 'miracle' » (Salazar 2002, 45). Et la sacralisation de sites spécifiques pour leur signification historique voire universelle fait justement partie des processus classiques de touristification (Walkowitz & Knauer 2004).

Pour les touristes internationaux, l'ouverture de l'Afrique du Sud s'inscrit dans le contexte de la diversification des destinations et des types de tourisme, et, pour les lieux de mémoire qui nous concernent, dans le cadre du développement du *Dark Tourism*, où les destinations sont des lieux marqués par les atrocités (Lennon & Foley 2000). Pour les nouvelles institutions mémorielles sud-africaines<sup>116</sup>, les enjeux évoluent donc, comme l'explique clairement Bremner :

« They are new kinds of cultural institutions, some public, some private, some site-specific, some at a physical distance from the events they commemorate, but all evoking new kinds of public consciousness and new kinds of public encounters. They are containers of memory, both individual and collective, standing in for the historical practices known as apartheid, excavating the apartheid consciousness, and subjecting it to an exhibitionary gaze.

In so doing, these museums participate in two other projects. This first is the complex work of post-apartheid nation-building. Post-apartheid museums have become sites in an extensive practice of nation-building (as are the Truth

---

<sup>116</sup> Citons, entre autres, l'Apartheid Museum, le District 6 Museum, le Cato Manor Museum, le Hector Pieterse Memorial, Constitution Hill, Robben Island Museum, The Museum of the People's Struggle (Port Elisabeth)...

and Reconciliation Commission, the new national anthem and flag, new public holidays, memorial services, autobiographical and biographical writings, television documentaries and dramatizations, and so on), where the idea of shared nationhood is being invented. Museum space is a synecdoche for this process of new memory work, where antagonistic, competing, conflicting, non-compatible histories are brought together and rewritten. These are not only sites of memorialisation, but also instruments for the invention of a new political identity, the post-apartheid nation. They reveal some of the themes, metaphors, and false presuppositions, errors, and mythologisings that have been scripted into this narrative.

Second, (...) [o]ur cities are now part of a new global space, which has brought new claims. (...) The city's economy is increasingly reliant on mobile users – tourists, international businesspeople and cross-border traders – politically unaccountable publics, who are leaving increasingly significant traces and making increasing demands on its infrastructure.

Memory infrastructures are undeniably affected by this, as they are seen as key instruments in the selling of South Africa to tourists and visitors. Apartheid memory has been incorporated into the rhetoric of tourism and national heritage, in which it competes with other spectacles of consumption (such as malls, casinos, game reserves, beaches and restaurants) for tourists dollars. » (Bremner 2007, 85-86)

Cette dualité a souvent été interprétée en termes de tensions, de dissonance, d'impératifs conflictuels entre l'état et le marché, le public domestique et international (Buntinx et al. 2006) et il est certain que c'est le cas :

« That landscapes of tourism consumption are simultaneously other people's sacred places is one of the principal cause of heritage contestation on a global scale because the processes of sacralisation and sacralising also involve the exercise of profane forces. » (Ashworth, Graham, & Tunbridge 2007, 37)

Néanmoins, on peut se demander si le patrimoine ne peut être défini comme zone de contact et de traduction entre différentes mémoires et différentes expériences (Peckham 2003), notamment dans la mesure où cette co-présence entre touristes et nationaux crée ce qu'Elijah Anderson (2004) a appelé un « cosmopolitan canopy » et est utilisée par la muséographie elle-même pour donner une dimension universelle et cosmopolite à la construction nationale. Si l'on s'intéresse à la manière dont l'ordinaire et le banal, ainsi que les expériences quotidiennes jouent dans le changement social notamment via l'« embodied politics of reception » (Dubin 2006, 8 ; voir aussi Hyndman 2001), cette co-présence et parfois interaction entre des populations de nationalité, race, classe et âge très différents, dans des lieux chargés d'émotion est d'autant plus significative que la très ségréguée Cape Town compte peu de lieux où cette interaction peut exister (Houssay-Holzschuch & Teppo 2009). On envisage en effet trop rarement la question de la fabrique et de la réception des savoirs mémoriels à l'échelle de l'individu, « par le bas » – alors que le patrimoine et sa signification sont perçus de manière individualisée à l'extrême :

« [I]t is quite literally the interpretation or, more accurately, the significance of the interpretation to the individual customer, which forms the [heritage] product. » (Graham, Ashworth, & Tunbridge 2000, 131)

La tactique muséographique choisie dans les lieux de mémoire capetonniens est celle de l'expérience personnelle, émotionnelle et corporelle –

ce qui est chose commune dans les musées post-apartheid, comme en témoigne l'exemple de l'Apartheid Museum : le visiteur s'y voit assigner aléatoirement une race et un parcours en même temps que son billet d'entrée, puis est confronté à la présence écrasante du Casspir, véhicule blindé utilisé pour rétablir l'ordre dans les townships révoltés des années 1980 ou à celle oppressante des cordes des 131 prisonniers politiques pendus (Rankin & Schmidt 2009 ; Samarbakash-Liberge Hlakoane 2003). Cette tactique se décompose en deux étapes, l'empathie<sup>117</sup> et l'éducation critique et citoyenne qui semblent porter leurs fruits. Ainsi, dans le lieu de mémoire fondateur de la nouvelle démocratie qu'est Robben Island, les enquêtes auprès des visiteurs (Kapstein 2009, 454-455) font apparaître des réactions de rejet, reprenant les poncifs du discours d'une partie des anciens privilégiés :

« too political, can't we just move on!! »

D'autres, au contraire, soulignent l'efficacité de la double stratégie de l'empathie et de l'éducation citoyenne, pour laquelle une visite à Robben Island devient épiphanique :

« depressing and uplifting at the same time »

« heart-breaking »

« very moving personal account » [du guide]

« very moving as a South African »

« very humbling as a South African »

« having lived in Cape Town for 7 years, I think it's a sacrilege I didn't come earlier »

« would like to see more South Africans visiting »

« shame that it is so expensive for the South Africans, the people who really should come »

Plus encore, les données recueillies par Kapstein montrent que les touristes demandent à aller plus loin dans l'expérience physique, à être autorisés à casser des cailloux comme les forçats devaient le faire, à passer plus de temps dans les cellules, à être traités « comme dans le passé » qu'on leur reconstruit : des réactions bien ambivalentes, mais cohérentes avec l'idée de mémoriel religieux vécu comme pèlerinage voire mortification. Au-delà du débat finalement un peu stérile sur l'authenticité de l'expérience touristique ou son caractère de simulacre, je soulignerai simplement que, peut-être, l'ambivalence est un progrès en Afrique du Sud.

Avec l'empathie, est développée l'idée du musée comme un espace interactif, auquel le visiteur contribue. Cela est immédiatement visible dans la constitution des collections du District Six Museum à partir d'objets et de photographies intimes ayant fait l'objet de prêts ou de donations, ou dans les inscriptions sur la carte au sol – mais cette co-production du savoir mémoriel se limite aux anciens résidents. Cela n'exclut pas, bien au contraire, la dissonance : ainsi, c'est à partir des revendications des anciens résidents noirs que la présentation de District Six comme espace essentiellement coloured a été modifiée, en incluant par exemple une reconstitution de la chambre de Nomvuyo (cf. Figure 75), ancienne résidente xhosa, pour décrire les espaces domestiques (Ncgelwane 2001). Tous les visiteurs sont néanmoins appelés à participer et à s'exprimer, en inscrivant leurs remarques sur les *memory cloths*, des bandes de calicot blanches. Mises en place dès les débuts du musée, ces bandes atteignent maintenant des centaines de mètres et sont partiellement exposées. Pour permettre leur conservation, un groupe de femmes – ce qui est

---

<sup>117</sup> Soudien (2008, 97) développe la notion d' « empathic unsettlement ».

aussi un projet de développement – surbrode les mots écrits au feutre, les fils de couleur mettant littéralement en relief les messages de solidarité écrits par les touristes du monde entier autant que par les anciens résidents, leurs familles, ou les enfants des écoles. La co-construction à laquelle tous les visiteurs participent de cette manière est ainsi tournée vers le présent et l’avenir plus que vers un passé spécifique et le musée est construit autour de cette production des visiteurs (Rassool 2006).



Figure 75 : La chambre de Nomvuyo

Source : cliché de l’auteur, juillet 2005.

La tactique de l’empathie va encore plus loin : suivant la compréhension de l’apartheid promue par la TRC (cf. *supra*) comme atteinte à la dignité de chacun dans la vie quotidienne, il s’agit de faire partager l’expérience à chaque visiteur, individuellement, via une expérience à la fois physique et émotionnelle. La muséographie choisie à Robben Island ou au District Six Museum et la médiation de guides eux-mêmes témoins de cette histoire immédiate, dans des espaces rituels et ritualisés, isolés, met la mémoire en situation, l’incarne dans les corps (ceux des guides comme ceux des visiteurs qui traversent ensemble la mer pour aller à Robben Island ou parcourent les ruines de District Six) et la transmet par le registre de l’émotion. Touristes cosmopolites et Sud-Africains partagent physiquement l’espace limité du ferry qui les emmène à Robben Island, puis les bus – une proximité physique souvent nouvelle. Ils se côtoient dans l’espace sacré d’une ancienne église au District Six Museum, dans une communion silencieuse. La visite est d’ailleurs souvent conçue comme un pèlerinage, quittant l’espace mondain pour un espace de recueillement, que l’on atteint après avoir

traversé une mer agitée (Robben Island). La dimension physique, corporelle de ce pèlerinage est aussi celle de la lumière aveuglante dans la carrière où Nelson Mandela a eu les yeux abimés de manière permanente lors des travaux forcés, ou par les marches dans le désert qu'est devenu District Six, à la suite d'un guide (le parcours Stan's Walk, ou suivant Noor Ebrahim). Ce partage physique des mêmes sensations crée les conditions de l'empathie, pour laquelle les guides agissent comme des médiateurs : anciens résidents à District Six Museum – Vincent Kolbe, Joe Matthews, Linda Fortune, Noor Ebrahim -, anciens prisonniers politiques des années 1980 à Robben Island, vétérans de la lutte armée de l'ANC lors du « Voyage du Souvenir » (*Journey of Remembrance*) organisé autour des mémoriaux de l'apartheid par le Direct Action Center for Peace and Memory : tous ont vécu la situation qu'ils décrivent. Ils ne sont pas seulement des témoins, mais des acteurs du récit qu'ils narrent. Leur présence manifeste que « all histories are mediated and various voices have a tale to tell » (Coombes 2003, 133) mais surtout donne à leur message une force émotionnelle très importante. Ces guides sont, pour reprendre Fassin, des

« embodiment[s] of the past. By this expression, which obviously underlines the corporeal presence of memory rather than its immaterial reality as it is often done, [he] means the way in which individual trajectories and collective histories are transcribed into individual and collective bodies, in terms of affects and emotions, disease and comfort, mourning and pleasure. » (Fassin 2008, 316)

À travers leurs histoires personnelles et des anecdotes emblématiques suscitant l'émotion, ils co-optent le visiteur à l'intérieur du récit (Soudien 2008, 116) – ce que leur permet leur légitimité d'acteurs et de témoins. L'une de ces anecdotes emblématiques est celle que raconte Noor Ebrahim (1999, 82-83) au District Six Museum. La voici, telle qu'il l'a écrite dans son livre de souvenirs sous le titre « My pigeons come home » :

« By 1975 [pendant les expulsions] I was fortunate enough to have saved sufficient money to buy myself a house in Athlone. This meant that I would not have to move to any of the areas designated for ex-residents of District Six, including Mitchells Plain, Hanover Park, Lavender Hill and Belhar.

So, on a warm day in January 1975, my wife and I with our two children, aged three and five, moved to our new home in Athlone. With our belongings were my prized racing pigeons, for whom I had build a loft, using the same wood that had made up the loft in District Six.

After three months in Athlone, I felt that it was time to let the pigeons fly free to see if they would return home. I was fully aware of the possibility that not all the pigeons would return to their new home in Athlone. When I returned home that evening, the first thing I did was visit the loft. « Where are my pigeons » I asked my wife. Not a single pigeon had come back.

After a sleepless night I returned to work the next morning, driving, as I always did, through the demolished landscape that was once District Six. As I drove past the now empty plot that used to be my home in Caledon Street, I saw a sight which shook me to my core: my pigeons, all 50 of them, were congregated on the empty plot where our home has stood. Getting out of my car, I walked over to where the pigeons were. Very surprisingly, they did not fly away, but looked into my eyes as if to ask: « Where is our home? ». »

L'émotion qui passe dans cette histoire et dans la manière dont Noor la narre est partagée par les auditeurs, de toutes nationalités et de tous âges :

« when I tell it to groups ne, now... ahh... they sit rather and the school children, while I tell it they cry, a lot of people. One, in fact, here was Friday a lady, just one lady standing there, and I told her and note she read the book. I said... uhhh... did you read any of the stories. She said she read the story upstairs and was so sad. Then I showed her the book and then she started crying again at the counter. Like really crying... [LAUGHTER] You know, that's why I think and that's why I won two... I won two television awards for that story. That was really emotional story for me... ohh... I mean, when they bulldozed my house, my house... I was watching them cry, the whole family, but that... that one was more raw. I mean... I mean to think, in fact this morning also, that the full group that came there, and they read it in the book, and one of them cried. So it's now all... I mean... that was a pigeon, you know... how did *we* feel? How did *we* feel? » (Noor Ebrahim, entretien du 21 juillet 2009, transcription Elsabe Jansen Van Vuuren)

Le message que les guides transmettent et qui est souligné par une véritable communion émotionnelle entre les visiteurs – émus toujours, souvent aux larmes, parfois jusqu'à l'évanouissement à RIM où les guides évoquent leurs années de prison, les tortures qu'ils ont subies et la mort de leurs camarades – est un message universel : le refus de l'injustice, le combat pour les droits de l'homme et les valeurs démocratiques, le triomphe de l'esprit humain, autant de termes employés lors des visites. Ainsi, les visiteurs se regardent dans les yeux, se sourient en silence pour ne pas briser le silence, font l'expérience par leurs émotions d'un éphémère moment de fraternité au-delà des barrières de classe, de race, d'âge et d'origine – une situation bien éphémère et bien peu concluante, mais qui reste rare et donc précieuse dans l'Afrique du Sud contemporaine.

Si l'importance et l'efficacité sociétale de tels moments restent à démontrer, leur analyse rejoint plusieurs courants novateurs en géographie et au-delà : la géographie des émotions ouvre de nouvelles perspectives pour comprendre les usages de l'espace, que ce soit à l'échelle globale avec la géographie de la colère proposée par Appadurai (2006), ou à l'échelle urbaine avec la géographie de la peur proposée par Rachel Pain et Susan Smith (2008). Il n'y a pas de raison qu'une géographie d'autres émotions, de la tristesse, de la douleur ou de la compassion, ne puisse donner aussi des résultats intéressants. Dans un cadre disciplinaire plus strict, de telles analyses rejoignent la proposition de géopolitique féministe (*feminist geopolitics*) faite par Jennifer Hyndman (2001, 212), qui cherche à montrer comment

« global processes, whether political, economic, or socio-cultural, are experienced in localized, everyday, embodied ways. »

En particulier, elle suggère de poursuivre l'extension spatiale entamée par la géopolitique – ou la géographie politique ici – de l'échelle des États aux échelles inférieures et supérieures jusqu'à inclure l'échelle individuelle et corporelle. Enfin, cette descente de l'analyse à l'échelle individuelle ouvre des perspectives sur les liens entre nationalisme (ou construction nationale), universalisme et cosmopolitisme.

Si, bien évidemment,

« every national identity contains traces of identifications with objects and peoples that do not belong to one's own national group; national identity has been always already transnational to some extent, but the process of globalization now increasingly expatiates the cosmopolitan element inside national identity » (Saito 2007, 1)

le *contenu* de l'identité nationale en construction a évolué depuis l'époque des principales indépendances africaines (Gaugue 1997), sans même évoquer l'époque de la construction des États-nations en Occident. Dans le cas sud-africain contemporain, il ne s'agit plus de se définir contre un « autre »<sup>118</sup> : l'autre colonial reste présent sur le territoire national et il faut l'intégrer dans une démarche de réconciliation. L'autre étranger est également présent sur le territoire national, par la figure du migrant ou du businessman – ou indirectement, par la circulation des idées, des valeurs, des produits : l'idée nationale se construit donc dans un contexte où le transnational affleure en permanence et elle se construit avec lui, non contre lui. Plus encore que ce premier lien entre le national et le transnational, l'Afrique du Sud contemporaine se rattache explicitement à des idéaux universels : ceux de la démocratie et des droits humains. L'identité nationale post-apartheid comporte justement cette adhésion à des principes universels, ceux-là même qui étaient niés sous l'apartheid<sup>119</sup> : la référence à l'universel construit là le national. Enfin, comme on l'a vu avec l'exemple des touristes internationaux dans les lieux de mémoire, la fabrique de la nation fait appel au cosmopolitisme. La fabrique mémorielle sud-africaine à la fois excavatrice et incantatoire appartient à ce qu'Eckersley (2007, 680) nomme un cosmopolitisme humanitaire, qui « recognises the importance of the human sentiments of empathy and compassion, and therefore grasps the necessary affective component of cosmopolitan motivation ». Cette construction nationale que l'on construit par la référence positive à l'autre rejoint donc *en miroir* la condition cosmopolite actuelle, qui, pour reprendre une expression d'Ulrich Beck (2005, xvi), mêle enracinement et mobilité, « roots and wings ». Ce terme de cosmopolitisme est à comprendre dans une acception actuelle (pour une discussion critique, voir Harvey 2009) : Eckersley identifie un

« recent quasi-communitarian turn in cosmopolitan political thought, which has spawned a range of more qualified, hybrid positions such as 'thin cosmopolitanism', 'rooted cosmopolitanism', 'actually existing cosmopolitanism', 'embedded cosmopolitanism', 'cosmopolitan nationalism' and nationalist interpretations of 'constitutional patriotism'. » (Eckersley 2007, 676)

Elle construit une version sud-africaine, « root », de cette condition cosmopolite contemporaine et qui fait du cosmopolitisme un « quotidian phenomenon and a lived experience, not a philosophical or normative ideal » (Saito 2007, 1), une dimension empirique, banale et quotidienne.

La fabrique de la nation combine ainsi nationalisme, transnationalisme (à un moindre degré), universalisme et cosmopolitisme, Cela est parfaitement cohérent avec le récit fondateur de la réconciliation. Reste à évaluer dans le

---

<sup>118</sup> Je parle ici des stratégies mémorielles institutionnelles, publiques comme d'ONG, non de la xénophobie de la population.

<sup>119</sup> Idéaux universels au nom desquels, rappelons-le, l'apartheid avait été déclaré crime contre l'humanité.



temps l'efficacité sociétale, la force de ces liens faibles et éphémères dans un contexte de violence, de pauvreté et d'inégalités.

En guise de conclusion, je proposerai de distinguer la manière dont les espaces du sacré sont utilisés dans l'Afrique du Sud contemporaine selon trois types<sup>120</sup> :

- Le premier relève plus largement d'une géographie du sacré héritée des périodes précédentes. Là, le sacré fonctionne de manière *dialectique*, en interaction constante avec le politique et en constante opposition interne entre un sacré asservi au pouvoir central et un sacré alternatif, de protestation, notamment inspiré de la théologie de la libération à partir des années 1980. D'un côté le sacré est mis au service du pouvoir et de son idéologie – de l'autre, il est la base ontologique et l'idéal moral et éthique au nom desquels on s'oppose politiquement : le régime d'apartheid se proclamant « national-chrétien » d'un côté ; les hommes d'église fondant leur résistance politique sur la doctrine évangélique. La cathédrale Saint George ou l'église Saint Gabriel de Gugulethu en sont les lieux emblématiques.
- Le second pratique une sacralisation de *Aufhebung*, fonctionnant sur trois éléments : il évoque en premier terme l'apartheid, ses crimes et ses victimes ; le second terme est la résistance souvent héroïque et ses grandes figures. Dans un troisième temps, il unit les deux pour les transcender en créant un message commun (« *binding* » dit Mandela à Robben Island), celui de la réconciliation et des valeurs universelles sur lequel la nouvelle République se construit. On a ici un sacré républicain, outil de la construction nationale et subordonné au politique. Il fonctionne typiquement de manière *top-down*, comme dans l'exemple du Robben Island Museum.
- Le dernier type de la sacralisation est celui de la connexion ou de la médiation religieuse (*religare*). Comme au District Six Museum, il fonctionne de manière hybride – reliant en un lieu des problématiques très différentes et des espaces variés, multidimensionnelle dans son expérience et multiscalair – de l'intime et personnel au global. Sa configuration en perpétuelle expansion – si tant est qu'on puisse lui définir une limite, à *n* éléments et partant dans *n* directions, évoque les constructions rhizomatiques.

---

<sup>120</sup> Ce cadre conceptuel a été et sera développé en commun avec Annika Teppo.



## « The miraculous and the ordinary » : citoyenneté quotidienne et publicité

Les lieux du sacré mémoriel contribuent à construire une nouvelle façon d'être sud-africain, une nouvelle citoyenneté s'appuyant sur une relecture du passé, de ses fantômes et de sa quotidienneté, tout en ouvrant sur le monde. En même temps, ces lieux restent des lieux exceptionnels, que l'on visite dans des temps à part – justement parce qu'ils sont des lieux sacrés. Même imprégnés de quotidien et accessibles à tout un chacun, ils restent hors de l'ordinaire.

Depuis la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud a su jouer de manière remarquable avec l'exceptionnel, pour unir une nation si profondément divisée autour d'instantanés fondateurs, iconiques, incarnant le nouveau projet national à partager, et portés par de grandes figures. De tels moments sont d'ailleurs une des marques de fabrique de Nelson Mandela qui apparaît en personne dans plusieurs de ces instants (Houssay-Holzschuch 2008b) : sa sortie de prison, le poing levé, aux côtés de Winnie en février 1990 ; son apparition aux côtés de François Pienaar, capitaine des Springboks, lors de la victoire sud-africaine à la Coupe du Monde de rugby en 1995 ; mais aussi les larmes de Desmond Tutu lors des premières auditions de la Commission Vérité et Réconciliation en 1996 ; ou, semble-t-il, l'accueil de la dernière Coupe du Monde de football en 2010<sup>121</sup>... La « normalisation » de la situation sud-africaine a rendu ces moments de plus en plus rares : les temporalités de la construction nationale se sont déplacées du temps de la fondation à celui de la consolidation. Ces instants fondateurs sont progressivement remplacés par des instants du vivre ensemble d'un nouveau type. Ces derniers ne sont plus le fait de grandes figures, lors de moments exceptionnels. Ils s'inscrivent en contrepoint dans la vie et les pratiques quotidiennes des Sud-Africains, dans les interstices d'un tableau encore largement constitué par les divisions héritées.

La citoyenneté est en cours de redéfinition dans l'Afrique du Sud contemporaine. Certes, elle a avant tout été refondée politiquement, par la démocratisation et la fin du système raciste : la citoyenneté à plusieurs vitesses, voire l'exclusion de la citoyenneté sud-africaine pour les « ressortissants » des bantoustans « indépendants » est terminée. Le nouvel état-nation démocratique assure en droit la protection de chacun contre les discriminations directe ou indirectes, notamment en fonction de la « race, du genre, du sexe, de l'état de grossesse, du statut marital, de l'origine sociale ou ethnique, de la couleur, de l'orientation sexuelle, de l'âge, du handicap, de la religion, de la conscience, des croyances, de la culture, de la langue ou de la naissance (*race, gender, sex, pregnancy, marital status, ethnic or social origin, colour, sexual orientation, age, disability, religion, conscience, belief, culture,*

---

<sup>121</sup> Smith, D. 2010. South Africans ponder life after the World Cup. *Mail & Guardian Online*, July 12.

*language and birth*) ». La citoyenneté de droit inclut donc de nombreuses expressions individuelles.

En même temps, cette citoyenneté sud-africaine contemporaine doit être comprise de manière plus riche, dans la mesure où elle n'est pas uniquement refondée au niveau de l'État et à l'échelle nationale : elle évolue aussi en fonction d'autres dynamiques (Barnett & Low 2004 ; Staeheli 2008). Elle ne doit pas être comprise comme une « stable and evolving conceptual category, but as a non-static, non-linear social, political, cultural, economic and legal construction that is best rendered in terms of *citizenship formation* » (Marston & Mitchell 2004, 95). Insistance une fois de plus sur les processus : a citoyenneté est vue de manière constructiviste, par son processus de formation. La citoyenneté en formation a une circonférence variable et ses limites peuvent se contracter comme se dilater (Marston & Mitchell 2004, 98). De plus, elle s'exprime de manière active à des échelles variables et imbriquées :

« [Citizenship o]bligations are now acted out and performed at different scales from the local space of the polling booth, to communities and city-regions, to regional integration and transnational diasporic formations. » (Dickinson et al. 2008, 102)

Plus encore, il s'agit de

« push discussions on citizenship beyond a fixation with the vertical hierarchies of scaling up or down, and intend in this intervention to foreground everyday life as horizontally emergent or an event-space (Marston *et al.*, 2005, 424) characterized by routinized "complex systems [which] generate both systematic orders and open, creative events." It is through this accumulation of individual practices that citizenships emerge. » (Dickinson et al. 2008, 104)

Part de l'état, multiscalarité, multidimensionnalité d'une citoyenneté à la fois verticale (état/citoyen) et horizontale (par échelle et à travers des interactions, voire des performances individuelles) ont été identifiées en Afrique du Sud :

« The notion of 'crafting' citizenship is central to our analysis. The lived negotiation of citizenship and the ways it is made meaningful in everyday peripheral parts of Southern African cities are neither static nor decreed through law. Instead, citizenship and its meanings are negotiated in mutually constitutive processes that interlink individuals, communities and representatives of the state. Through such processes, agency is progressively nurtured in relationships within homes and through the quotidian activities that constitute everyday life. At times it is fought for in the public sphere, in open opposition to the state. The meanings of citizenship and the manner in which it is contested or embodied through oppositional action, are thus not the predictable outcomes of structural configurations of power, or a romantic reflection of agency-through-revolt. The flows and processes of power cannot be read in formulaic fashion from a model of asymmetrical social geometry where the powerless are simply dominated by the powerful. The notion of 'crafting' allows us to analyze the processes of negotiation and lived substantiation of citizenship in local contexts – places and times – saturated with gender relations, where meanings are found in and fought for through embodied everyday practices and discourses. » (Oldfield, Salo, & Schlyter 2009, 1-2)

De cette posture analytique, plusieurs éléments sont à retenir. Tout d'abord, celle de la pertinence en Afrique australe de voir la citoyenneté comme processus, et de s'intéresser à son façonnage (*crafting*). Travailler sur les processus (cf. *infra*) permet de se dégager des inerties, pour mieux évaluer les

pesanteurs héritées d'un côté, les interstices du changement de l'autre. Un autre déplacement que cette posture permet est le changement de focale, explorant la citoyenneté comme en acte dans la vie quotidienne. C'est là le contrepoint indispensable à une vision « par le haut », institutionnelle, stato-centrée et structurelle de la citoyenneté et du vivre-ensemble, qui se jouent aussi à l'échelle individuelle des pratiques. La citoyenneté est incarnée (*embodied*), elle est mise en acte et en pratiques (*enacted*) et de l'ordre de la performance (*performed*). Elle combine citoyenneté en droit, garantie par la constitution, et citoyenneté en fait, exercée dans le concret, souvent avec une circonférence différente de la précédente et se déployant de manière variée selon les profils individuels et collectifs.

Pour illustrer cette dernière idée, soulignons que la persistance des divisions entre groupes raciaux se reflète sur la manière d'être citoyen. De plus, elles s'articulent à d'autres divisions sociales très profondes, qui influencent la citoyenneté et les manières diverses d'être citoyen : on a vu que race et classe se recouvraient en partie (cf. *supra*), mais ce ne sont pas les seules. Au sein de la société sud-africaine, les divisions par genre sont aussi prégnantes. Le sexisme quotidien ou la violence faite aux femmes (violences sexuelles, violences domestiques) sont très présents. La division par genre s'articule à la division par race : les femmes africaines sont plus vulnérables et que les femmes blanches et que les hommes africains : elles sont encore plus touchées par le chômage, la pauvreté, la violence - donc à des niveaux parfois paroxystiques. En conséquence, la citoyenneté se décline en fonction de ces différentes divisions comme de leurs articulations. Vivre dans l'Afrique du Sud contemporaine, y être citoyen, a ainsi une forte dimension de genre – au point qu'on y parle de citoyenneté genrée (Seidman 1999), caractérisée par le décalage, voire l'opposition entre la sphère publique des droits (ceux-là garantis par une constitution très protectrice) et la sphère privée de l'hétéropatriarchie (Moletsane 2009). Cette opposition se retrouve dans une autre articulation des divisions sociales, entre race et orientation sexuelle (Tucker 2010) : la citoyenneté ne se vit pas de la même manière pour un homosexuel blanc, auquel la reconnaissance constitutionnelle permet un *coming out* et une visibilité non ou peu problématique, et un homosexuel noir, rendu paradoxalement plus vulnérable. La protection constitutionnelle permet aussi *coming out* et visibilité, le désignant ainsi aux attaques homophobes fréquentes dans les townships (Tucker 2009b).

Cette citoyenneté diverse, incarnée et mise en pratiques est aussi située dans l'espace, à l'échelle locale de la ville. Elle s'y articule aux diverses ségrégations aux différentes échelles (Tredoux & Dixon 2009). Elle est mise à l'épreuve, en jeu et en espace notamment dans les lieux des côtoiements quotidiens, espaces publics, lieux de la publicité, lieux de la formation des publics citoyens :

« Citizenship is enacted in places as sites of situated transitory practices, which take shape only in their passing » (Dickinson et al. 2008, 103)

## Publicité de l'espace

### *Définir l'espace public, une fois de plus*

Comme le souligne entre autres Michel Lussault, les espaces publics ont traditionnellement été vus comme des lieux privilégiés d'expression de la citoyenneté, par

« une approche qui dresse *a priori* l'espace public en espace vertueux de la citoyenneté, porteur intrinsèquement des vertus de l'échange interpersonnel. Il s'agit là d'une conception qui dérive d'un idéal-type mythologique : celui de l'agora grecque, constitué en matrice de tout espace public qui d'ailleurs est assez systématiquement imagé sous la forme d'une place publique. La dépendance par rapport à l'idéal-type de l'agora contribue aussi à entretenir un brouillage entre cette conception spatiale et une autre acception de la notion, travaillée par la philosophie et la science politique, où l'espace public constitue l'espace métaphorique du débat public. » (Lussault 2001, 37)

Dit en peu de mots, ce sont bien là les caractéristiques de cette approche, valable côté francophone (Toussaint & Zimmerman 2001) comme anglophone (Nemeth 2009). La notion d'espace public est un millefeuille, empilant significations et références pour former un modèle normatif.

L'idée d'espace public s'appuie effectivement sur des modèles historiques largement fantasmés, au premier rang desquels figure l'agora grecque. Un lieu spécifique est vu comme participant à l'invention et à la production de la démocratie, comme lieu du débat politique et de la co-présence de tous les citoyens – l'absence des femmes et des autres non-citoyens étant obliérée. Le modèle du forum romain, également invoqué dans la construction de la notion, ajoute une dimension d'échange et de côtoiements socialement plus variés, voire cosmopolites. La place des villes italiennes de la Renaissance est ajoutée à la généalogie mythique de l'espace public, comme le lieu dans lequel se constitue un public urbain indépendant de l'aristocratie et, simultanément, comme le lieu dans lequel il se rend visible à tous. Enfin, pour terminer la liste des principaux modèles historiques invoqués dans la construction de la notion, se trouvent les places publiques occidentales, lieux de la mise en scène du pouvoir et simultanément, de sa contestation potentiellement révolutionnaire – de la place de Grève à Hyde Park (Mitchell 2003). Citoyenneté, cidadinité, visibilité, échanges, diversité, accessibilité et dissensus apparaissent au fil des modèles comme les principales caractéristiques de la notion, auxquelles s'ajoute progressivement l'anonymat des présents. Cependant, tous les modèles historiques convoqués appartiennent à l'Occident : la notion d'espace public se construit dans un lieu donné, à un moment donné, dans un type de société donné (Sennett 1978). Insistons : c'est une notion située, développée en Europe occidentale et en Amérique du Nord à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, lors de l'ascension de l'individualisme et de la bourgeoisie, dans le cadre de rapports de race (colonisation occidentale moderne), de classe (capitalisme industriel) et de genre (hétéropatriarchie) donnés. Cela ne la vide pas pour autant de sa substance, mais nécessite un certain nombre de précautions lorsqu'on l'exporte hors de son cadre d'origine (Houssay-Holzschuch 2007a) comme je tenterai de le faire vers l'Afrique du Sud. Françoise Navez-Bouchanine rappelle que

« discuter de l'espace public dans un contexte culturel étranger à l'Europe Occidentale est un exercice difficile, car la définition est tellement normative qu'elle contribue à délégitimer son usage lorsqu'il est question des espaces à usage public des villes non-occidentales » (Navez-Bouchanine 1991, 139).

De plus, pour achever de situer la notion : c'est à partir des années 1970 que les politiques urbaines vont se saisir de la notion en Europe (Varii Auctores 2001), jusqu'à en faire un véritable « paradigme d'aménagement » dans les années 1990-2000 (Toussaint & Zimmerman 2001) ; à partir des années 1980 aux Etats-Unis. De chaque côté de l'Atlantique, il s'agit de jouer sur la forme urbaine pour créer un contenu social vertueux et ainsi mettre fin à une crise urbaine analysée comme une crise du vivre ensemble. Conséquence de tout cela : la notion d'espace public a acquis un très fort caractère normatif tant dans les pratiques aménagistes qu'en sciences sociales. Tout en étant très située, elle est partout comprise comme vertueuse socialement et symptomatique politiquement.

Si les modèles historiques convoqués sont variés, les significations données à la notion d'espace public ne le sont pas moins. Thierry Paquot (2009, 3) remarque que « l'espace public est un singulier dont le pluriel - les espaces publics - ne lui correspond pas ». Le principal décalage est celui identifié ci-dessus par Michel Lussault, entre une approche spatiale (les espaces publics), liée à une approche juridique (celle du domaine public, voir Sabatier 2006) et une approche de philosophie politique (l'espace public). Ce décalage – et cette confusion – ont une histoire : les traductions française et anglaise de l'œuvre fondatrice de Jürgen Habermas (1962b) ont spatialisé son étude de la constitution d'une opinion publique dans l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle en traduisant *Öffentlichkeit* respectivement par « espace public » (au singulier) en français (Habermas 1962a) et par « *public sphere* » en anglais (Habermas 1989 ; voir aussi Calhoun 1992). Contenu et contenant, forme spatiale et fond social se sont ainsi superposés, introduisant des brouillages parfois féconds entre lieux et liens sociaux. Depuis, de nombreux auteurs ont tenté de mettre de l'ordre dans ce millefeuille de significations (Weintraub & Kumar 1997 ; Staeheli & Mitchell 2007 ; Lévy & Lussault 2003). Pour ma part, je suivrai ici la proposition formulée dans les travaux toulousains dirigés par Guénola Capron (Capron & Haschar-Noé 2003) de distinguer trois principaux faisceaux de significations : politiques, juridiques, sociales.

Le premier est d'ordre politique et s'inscrit dans la lignée des travaux de Habermas. L'espace public (singulier) est alors caractérisé comme le lieu de déploiement du débat public et reflète dès lors la vitalité de la vie politique dans une société donnée. Sa dimension spatiale propre peut n'être que métaphorique. En ce sens, un espace public très vivant, dans lequel le débat est permanent voire vif, manifeste la force d'une démocratie, qui s'exprime notamment dans une société civile solide et une participation des citoyens à la vie publique. Cette définition a été largement utilisée comme telle par bien des sociologues français (Collignon & Diouf 2001) et a su s'enrichir au-delà des limites des premières propositions habermassiennes critiquées pour leurs limites historiques (une sphère publique principalement blanche, masculine et bourgeoise). Les cafés, la presse, internet, sont des exemples d'espaces physiques ou virtuels où cet espace public politique se déploie – allant parfois jusqu'aux rues et places dans lesquelles l'on manifeste.

Dans le cas sud-africain vers lequel je tente, *mutatis mutandis*, d'exporter la notion, cette idée d'espace public politique a une illustration très

précise, voire brutale : sous l'apartheid, le régime blanc a tenté d'exclure la majorité noire de l'espace public politique, en lui refusant les droits politiques et citoyens les plus fondamentaux, tels que le droit de vote. Le débat public était rigoureusement tenu par la censure de la presse, les jugements de bannissement intérieur des opposants, l'interdiction de nombreux partis politiques ainsi que des règles draconiennes limitant la parole publique.

En second lieu, l'espace public prend une série de significations d'ordre juridique. Dans ce cas, il recouvre les terrains possédés par la puissance publique – ce qui comprend les rues, places, parcs et jardins. Ce sont donc les règles de propriété – ou, selon l'expression de Nicholas Blomley (2004), les régimes de propriété (*property regimes*) qui le définissent, en opposition à l'espace privé appartenant à des personnes de droit privé, individus ou entreprises. L'opposition, mieux la dichotomie public/privé est là particulièrement forte et structurante, quelles que soient les valeurs attachées à l'un ou à l'autre. L'espace privé est ainsi celui qui est à l'abri de l'interférence de l'État et de la société (Staeheli & Mitchell 2004) – ou, inversement, l'espace public doit œuvrer pour le bien commun, à l'abri des intérêts et groupes de pression privés. Dans cette acception, la dimension spatiale de l'espace public est première et évidente. Le contenu, ce qui se passe dans ces espaces physiques est de peu d'importance, comme leur contribution au débat politique.

Dans le cas sud-africain, l'ampleur des terrains possédés par la puissance publique en ville a permis à l'État blanc d'imposer plus facilement ses diktats racistes quant à la forme de la ville. Elle permet aujourd'hui de bénéficier de nombreux espaces au cœur même des villes, utiles pour orienter leur développement en optant pour des logements sociaux dans le cadre d'une politique de compacité urbaine, ou en attirant des investisseurs privés dans des espaces souvent vides.

Enfin, l'espace public peut être défini socialement, comme l'ensemble des lieux concrets où des publics divers sont en co-présence, voire interagissent (Watson 2006). Espaces de l'anonymat et donc à ce titre de liberté, ils sont des espaces de la rencontre imprévue, de l'urbanité entendue comme densité et diversité, de confrontation à la différence : « C'est dans les espaces publics que le soi éprouve l'autre. C'est dans ces espaces dits publics que chacun perçoit dans l'étrangeté de l'autre la garantie de sa propre différence » (Paquot 2009, 7). Lieux de côtoiements (Bordreuil 2000), de *rubbing along* (Watson 2006), ces espaces publics sociaux ont été particulièrement étudiés par Isaac Joseph (1984, 1998) qui a mis en lumière leurs caractéristiques : ils doivent être accessibles et accueillir « une pluralité d'usages et de perspectives ». Cette multidimensionnalité en fait des espaces de jeu dans la ville, dans tous les sens du terme comme le rappelle Quentin Stevens (2007) et sa ville ludique (*ludic city*). Ce sont des espaces dont la destination ou l'usage ne sont pas si strictement définis qu'ils ne puissent en accueillir d'autres, au gré des passants : ils sont ce que Franck et Stevens appellent des espaces *loose* :

« In urban public spaces around the world people pursue a very rich variety of activities not originally intended for those locations. Sometimes these activities occur along with the primary, intended uses, as on the sidewalk, in the street or in the plaza. In other places, a fixed use no longer exists, as in a ruined factory, or possibly never existed at all, as next to a railroad track. In



all such cases, through people's activities, spaces become "loose". Accessibility, freedom of choice and physical elements that occupants can appropriate all contribute to the emergence of a loose space, but they are not sufficient. For a site to become loose, people themselves must recognize the possibilities inherent in it and make use of those possibilities for their own ends, facing the potential risks to do so. » (Franck & Stevens 2007, 2)

En même temps que leurs usages varient, les espaces publics sociaux sont des lieux dans lesquels les identités ont un espace de jeu :

« [Un espace public] n'existe comme tel que s'il parvient à brouiller le rapport d'équivalence entre une identité collective (sociale ou culturelle) et un territoire. (...) Un espace public n'est donc pas définissable par sa centralité — au contraire, il peut se caractériser par son excentricité — mais par sa fonction de désenclavement. De sorte que l'abstraction des identités sociales qu'il requiert de ceux qui y participent ne touche pas seulement les acteurs individuels, mais également les identités collectives. Ou, pour dire les choses autrement, un espace public n'est pas un plan d'organisation des identités dans un milieu, c'est un plan de consistance où les identités sont problématiques et les situations constamment redéfinissables. » (Joseph 1984, 40)

Leur qualité théâtrale est certaine et double : la foule est à la fois en public et le public, actrice et spectatrice – ce que Joseph appelle la publicité d'un espace (voir aussi Bhabha 1994). Par contre, leur statut juridique est au final peu important : un espace peut être socialement public mais juridiquement privé, comme cela peut être le cas dans des cafés ou cinémas. La spatialité de ces espaces publics sociaux est elle très largement dépendante du contexte local : la localisation des espaces communs varie dans l'espace, le temps et la culture, comme dans la forme qu'ils prennent. Ainsi Valérie Gelézeau a montré comment les bains publics et les karaokés, même juridiquement privés et d'accès payants, fonctionnent comme des espaces publics sociaux en Corée du Sud (in Houssay-Holzschuch 2007a). Enfin, la dimension politique de ces espaces publics sociaux est variable :

« [I]l y a une opérationnalité dans la différenciation entre un espace public qui est politique et un autre qui le serait à peine ou seulement potentiellement. Les deux sont objets de réflexion des sciences sociales et les deux peuvent être clairement objectivés dans l'espace. Les deux constituent les arènes du quotidien social, mais il y a une différence essentielle entre eux, soulignée par Arendt (...): l'espace public de la publicité – du voir et d'être vu – d'individus libres et égaux, et l'espace public de la politique, des règles nécessaire à la coexistence de sujets libres et différents, et fondatrices de la *polis*.

Cette différence sous-entend deux notions de l'espace public, une que nous considérons forte et l'autre que nous considérons faible. L'espace public fort est celui du libre affrontement des différences, qui, pour exister, incorpore par définition la politique comme médiation pour obtenir un équilibre face au paradoxe de l'intégration sociale qui impose la compétition et la coopération. L'espace public faible est celui de la visibilité et de la cohabitation des libres et égaux. Ce n'est pas encore un espace politique mais un espace social qui n'est que potentiellement politique ; c'est un espace de discussion, mais pas encore d'action. » (Elias de Castro 2004, 96-7)

Dans une démarche cohérente avec une conception constructiviste de la citoyenneté, la dimension politique de tels espaces publics sociaux, leur caractère faible ou fort pour reprendre Elias de Castro, doit être évalué au cas

par cas, en tenant compte des éléments locaux comme tare pour peser la signification politique de chaque événement.

Sous l'apartheid, ces espaces publics sociaux ont été très largement démantelés, puisqu'il s'agissait justement de limiter les contacts entre races sur un pied d'égalité. La législation de l'apartheid mesquin telle que la séparation raciale des accès aux services publics, aux transports, aux parcs, voire l'interdiction d'accès aux théâtres, stades, bars et cinémas pour les populations non-blanches, les restrictions horaires portées à la circulation dans la ville par les couvre-feus ou à la simple présence en ville par les passeports intérieurs, tout cela avait pour but d'éliminer l'espace public social.

### *Approcher l'espace public post-apartheid*

La fin de l'apartheid et le processus de démocratisation ont changé les conditions de possibilité de l'espace public en Afrique du Sud. Les temporalités du changement (cf. Chapitre 2) se retrouvent dans la construction et la dilatation progressive de la citoyenneté sud-africaine contemporaine. L'espace public social a été le premier à s'ouvrir, avec l'abolition dès 1986 de la législation de l'apartheid mesquin. Cinémas, parcs, restaurants et plages sont devenus accessibles aux Sud-Africains de tous les groupes raciaux. Se créaient ainsi des premiers espaces de co-présence mais dans un contexte général encore légalement ségrégué et politiquement labile : l'alternance d'ouverture et de répression de la seconde moitié des années 1980 ont rendu ce processus encore peu lisible, voire confus, comme l'évoque John Western pour les plages du Cap, où le processus de déségrégation commence une dizaine d'années plus tôt :

« In 1978-1979, some Cape Town beaches were formally desegregated, but there were reports over the Christmas 1979 summer holiday season of police exhorting a total of over 800 Blacks off certain still white beaches. In Simons Town, a coloured man was convicted and fined for being on a white-only beach. What appears to have occurred in the Cape peninsula is that formerly Black African-only and Coloured-only beaches have been proclaimed open to all (permitting white use), while most white beaches are still segregated. »  
(Western 1996, 315)

Dans le même temps, l'espace privé du logement commence à se déségréguer de fait dans les quartiers péricentraux, même si l'abolition du *Group Areas Act* ne se fait qu'une fois la transition entamée, en 1991 (Morris 1999). Au Cap, les quartiers de Woodstock ou Sea Point voient leur population résidente se diversifier racialement. Des interactions locales, positives ou non, se développent et s'esquisse un « régime acceptable des proximités » spatiales au-delà des barrières raciales et sociales (Lussault 2009, 78).

En 1994, la démocratisation a étendu les droits politiques fondamentaux à tous les Sud-Africains : Africains, *Coloureds*, Indiens sont désormais reconnus comme des citoyens à part entière. L'espace public politique change alors radicalement et la citoyenneté se dilate pour contenir la nation toute entière. En même temps, avec la rédaction d'une Constitution particulièrement progressive, elle s'approfondit et couvre des champs nouveaux : tous les Sud-Africains bénéficient des droits de première génération comme le droit de vote, mais la Déclaration des droits (*Bill of Rights*) inclut aussi de nombreux droits de deuxième génération (accès aux

services urbains comme l'eau, accès au logement, à l'éducation, à la santé), voire de troisième génération (Parnell & Pieterse 2010). En même temps, cette démocratisation a changé le statut des espaces publics juridiques : ils appartiennent désormais à une puissance publique démocratique et légitime ; leur usage et leur affectation entrent donc aussi dans un débat public élargi.

Ces processus de dilatation de la citoyenneté sont principalement enclenchés par « le haut ». À l'échelle locale, ils composent avec d'autres processus affectant les espaces publics, ceux-là œuvrant plutôt dans une direction opposée de contraction. Rappelons que la persistance de la ségrégation (cf. Chapitre 3) à l'échelle de l'agglomération limite le vivre-ensemble dans bien des espaces du quotidien. Surtout, la liberté de circulation, le droit à la mobilité ou les droits de 3<sup>e</sup> génération que sont la sécurité, l'accès aux espaces publics ou le droit à la ville (Parnell & Pieterse 2010) sont sévèrement limités par la criminalité, le sentiment d'insécurité et leurs conséquences sur la ville.



Figure 76 : Company's Garden, en fin de journée.

Source : cliché de l'auteur, juillet 2009

La croissance de la criminalité et l'omniprésence de la violence en Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid ont été très étudiées (voir notamment Pérouse de Montclos 1997 ; Du Toit 2001 ; Houssay-Holzschuch 2002a ; Guillaume 2004 ; Scheper-Hughes & Bourgois 2004 ; Pillay 2008). Il ne s'agit pas de revenir sur un phénomène bien connu mais de rappeler quelques éléments. La criminalité et la violence sont extrêmement élevées. Elles touchent pauvres (surtout) et riches (aussi) et emplissent les quotidiens de fait divers plus sordides les uns que les autres : les statistiques policières indiquent quelques 19 000 meurtres en 2005 - soit plus de 50 par jour pour un peu plus de 40 millions de personnes. Ce chiffre est l'un des – voire le – plus élevé au monde pour les pays en paix. Il est largement un héritage de l'apartheid, de la déstructuration sociale en profondeur à laquelle il a présidé, de la pauvreté structurelle et d'inégalités parmi les plus importantes au monde. De plus, l'apartheid a mis en place une véritable culture de la violence, qui de politique est devenue surtout criminelle et domestique. A

cette criminalité très réelle s'ajoute un sentiment d'insécurité qui la multiplie et en modifie les formes, pour un impact très fort sur la ville et les pratiques des citoyens.





Figure 77 : Espaces publics traditionnels en déclin et fortification de l'espace domestique

- 1) SDF, Grand Parade, devant l'ancien hôtel de ville, Pâques 2004.
- 2) Entrée de la communauté fermée et club de golf de Steenberg, banlieues sud, juillet 2005.
- 3) Place, quartier résidentiel classe moyenne de Summergreens, juillet 2005.
- 4) Epicerie de quartier, Summergreens, juillet 2005.
- 5) Maison sécurisée : murs, grilles automatiques, gardiens, souscription à une compagnie de sécurité privée, Milnerton, juillet 2009.
- 6) Barbelés et fausses feuilles en métal coupant, Tableview, juillet 2009.

Ce sentiment d'insécurité est surtout exprimé par les Blancs, dans la mesure où en faire l'expérience est une chose relativement nouvelle, post-apartheid. Néanmoins, cela masque le fait que les Noirs restent de loin les premières victimes de la violence. Les townships et quartiers informels sont bien les lieux les plus touchés par la violence (cinq commissariats, tous dans les Cape Flats concentrent l'essentiel des meurtres au Cap) et apparaissent bien « en creux » dans la géographie des pratiques urbaines blanches, comme des zones dans lesquelles l'on ne se rend pas. La représentation commune du criminel introduit un premier déplacement car c'est celle d'un homme, noir, que l'on ne connaît pas, et qui commet crime ou délit dans l'espace public. Cette image, outre qu'elle exonère Blancs et femmes de tout comportement criminel, n'intègre pas le fait que la grande majorité des violences sexuelles est le fait d'une personne connue de la victime, ou que l'espace domestique est particulièrement violent. Néanmoins, elle a de nombreuses conséquences sur l'espace urbain. Le premier effet visible pendant les années 1990 a été celui d'un déclin des espaces publics traditionnels, qui ne sont plus parfaitement entretenus par des Africains pour l'usage exclusif de la minorité blanche. Leur atmosphère a changé : Company's Garden, au centre ville, a connu un véritable déclin à ce moment-là, en étant progressivement utilisé par les sans-logis, d'abord le soir, puis en journée. Leur présence a enclenché

le cycle classique : hausse du sentiment d'insécurité, baisse de la fréquentation, baisse du contrôle social et policier, augmentation des agressions (Brenet 2005). La fréquentation des espaces publics a diminué, la fonction de circulation prenant le pas sur celle de la flânerie (cf. Figure 76). De plus, la présence dans les espaces publics la nuit a très fortement diminué voire quasiment disparu dans une partie de la ville. L'accessibilité à l'espace public est de plus genrée : l'importance des violences faites aux femmes, notamment des viols, pousse ces dernières à limiter voire éviter autant que possible la fréquentation des espaces publics traditionnels, notamment la nuit. On retrouve ici une classique « géographie de la peur », exacerbée par le niveau réel de la violence et celui plus haut encore du sentiment d'insécurité (Pain & Smith 2008).

Le sentiment d'insécurité s'exprime ensuite et surtout dans la multiplication des phénomènes de sécurisation résidentielle, par exemple par la clôture (Bénit-Gbaffou, Fabiyi, & Peyroux 2009 ; Landman 2000 ; Lemanski, Landman, & Durlington 2008 ; Morange & Vivet 2006) : si Cape Town est moins engagée que Johannesburg dans ce processus, le développement des communautés fermées surtout dans le nord et nord-est de l'agglomération et quelques fermetures de rues limitent les possibilités de circulation dans l'agglomération, notamment pour les Noirs, perçus comme criminels potentiels (cf. Figure 77).

De nombreux auteurs ont dénoncé ces évolutions régressives de l'espace public, évoquant des dynamiques bien connues ailleurs et développées entre autres par les études urbaines anglo-saxonnes : le déclin, la mort de l'espace public, sa militarisation matérialisée par la présence de gardes et de compagnies de sécurité privée, la privatisation ou communautarisation de l'espace public, la fortification et sanctuarisation de l'espace domestique sont des tendances globales particulièrement bien illustrées en Afrique du Sud (Davis 1990 ; Sorkin 1992 ; Soja 2000 ; Ghorra-Gobin 2001)

### *Nouveaux espaces communs et publicisation*

Néanmoins, si ces dynamiques de fermeture et de privatisation de l'espace public, associées à une contraction de la citoyenneté en acte sont particulièrement présentes, pesantes et visibles dans le paysage urbain, elles ne sont pas les seules. J'ai déjà souligné à quel point il est aussi important de s'intéresser aux lieux du contrepoint, à « ce qui fait la ville plutôt que ce qui la défait », ce qui implique de ne pas s'en tenir aux structures mais d'examiner le changeant et « l'imprévu » (Dorier-Apprill & Gervais-Lambony 2007, 6 & 138). Et une focalisation de l'analyse de l'espace public en termes de privatisation semble limitée : ainsi, Ed Soja déplore-t-il la « tendency to see changes in public space simply as a kind of undemocratic transfer to the private domain » (2000, 320).

Pour voir les choses autrement, l'échelle des pratiques banales et quotidiennes, des individus, des corps, est précieuse. Elle permet aussi de revaloriser les compétences des citoyens (Berry-Chikhaoui & Deboulet 2001) et rejoint une fois de plus les propositions de la géopolitique féministe (Hyndman 2001) et comporte une forte dimension politique : le citoyen, malgré la dissymétrie des pouvoirs, est acteur de la ville qu'il contribue à

produire. De même, le citoyen est acteur de la démocratie, qui n'existe qu'en actes. En ce qui concerne les espaces publics, cela conduit à adopter ce qu'Iveson nomme une approche *procédurale* et non topologique : l'espace public n'est pas uniquement défini comme un certain type de lieu dans la ville, définition souvent choisie par les études urbaines mais, suivant la *critical theory* et Arendt (1961) comme « any space which is put to use at a given time for collective action and debate » (Iveson 2007, 3). Dès lors, tout espace peut devenir espace public : on est bien dans l'étude des processus et dans une attention portée au contenu social et politique a posteriori de ces espaces, non de manière fixée, fétichiste d'un certain type d'espaces et a priori. Mais, si adopter cette approche procédurale me semble, précieux pour la compréhension de la publicité capetonienne, je propose de pousser plus loin encore le raisonnement car Iveson reste encore dans une dimension politique immédiate et simple, celle des démocraties établies. Dans le cas de démocraties en construction, il faut, me semble-t-il, élargir encore la focale : ne pas limiter la dimension politique de l'espace public à celle du débat et de l'action collective et, réciproquement, ne pas sous-estimer la signification politique de comportements individuels apparemment banaux.

Par ailleurs, une telle approche procédurale d'un espace qui devient public par les actions qu'on y mène (cf. *infra*) et ainsi participe à fonder la citoyenneté s'inscrit dans une importante tradition pratique sud-africaine, inaugurée dans les dernières années de la lutte contre l'apartheid. Belinda Bozzoli l'a montré en détail dans le cas du township d'Alexandra,

« Spaces were used to construct public spectacles and events, as well as develop more private alternative institutions such as "Youth Groups" and 'people's' courts. Space authorities, a 'target' for attack by rebels, and also a 'resource' to be used to establish 'alternative' ways of doing things as the rebellion advanced.

The rebels in Alexandra used the spaces available to them by treating them as social and political 'theatres', places within which the varying dramas they sought to mount could be enacted and thus become the means to claiming greater power. (...) These dramas acted as devices to magnify the revolt and thus to enlarge its claims upon the polity. » (Bozzoli 2004, 10)

Dans un esprit quasi millénariste, la jeunesse politisée a tenté de créer des lieux exemplaires de ce que serait un futur post-apartheid, utilisant en cela la géographie spécifique du township, faisant d'une zone contrôlée une zone libérée, inversant la signification de l'enclave (Houssay-Holzschuch 1998a). Par le contrôle du territoire du township, par la création d'espaces comme les People's Parks et d'institutions comme les tribunaux populaires (*people's courts* ou *magkotla*), il s'agissait de créer localement l'Afrique du Sud post-apartheid. Même si de telles entreprises ont souvent dévié de la moralisation (souhaitée) de la société du township à sa brutalisation, elles ont contruit l'histoire d'un espace public politique alternatif dans les villes sud-africaines et s'ajoutent localement au millefeuille des significations et des références déjà évoqué.

Les travaux de Don Mitchell (2003) ont montré à quel point l'espace public ne doit jamais être considéré comme un donné ou une évidence. L'espace public, y compris dans les démocraties du « Nord », a été historiquement produit par des processus sociaux et politiques divers. Cette production n'a pas été linéaire ni toujours pacifique puisque ses usages

existant ont été contestés pour accroître son accessibilité. L'espace public est donc conquis comme public, par des groupes sociaux qui en sont au départ exclus – la classe ouvrière, les femmes, les « non-Blancs ». « Public space is thus socially produced through its use as public space », dit Mitchell, qui ajoute : « By claiming space in public, by creating public spaces, social groups themselves become public » (2003, 129). Dès lors, il faut chercher les nouveaux espaces publics de l'Afrique du Sud post-apartheid non en fonction d'une définition a priori mais en fonction de leur contenu. Les conséquences de cette posture sont multiples et on peut les exposer en reprenant l'approche en trois champs de Guénola Capron : l'approche juridique et urbanistique de l'espace public, le définissant comme propriété publique, n'est pas ici pertinente, puisqu'il n'y a pas de raison a priori pour que la nature du propriétaire d'un terrain soit une condition nécessaire et suffisante à sa publicité. Cependant, le régime de propriété d'un espace, s'il n'est pas retenu ici comme critère premier, n'est pas à écarter totalement dans la mesure où il influence les formes de la publicité qui peut s'y déployer. L'approche purement politique, outre sa dimension spatiale trop métaphorique, préjuge des formes politiquement signifiantes en les limitant à l'action collective et au débat. Elle n'est donc pas non plus première si l'on cherche à importer la notion d'espace public dans l'Afrique du Sud contemporaine pour y pister les espaces de la construction citoyenne. Elle doit intervenir en second plan, pour évaluer la portée de ce qui se passe dans l'espace public. L'approche sociale, enfin, définissant les espaces publics comme des espaces de la diversité et de la co-présence, dans lesquels de nouveaux groupes et de nouveaux actes sociaux se déploient, permet de ne pas exclure a priori des lieux significatifs.

« *The cosmetics of peace* » : nouvelles identités et présentation de soi

Passer par les espaces publics sociaux pour déterminer les espaces du commun dans la ville sud-africaine actuelle met le curseur à l'échelle individuelle. Cela impose un court détour pour comprendre les enjeux actuels de la présentation de soi en public dans le contexte sud-africain où la race est toujours un marqueur fondamental, marqueur qui limite l'anonymat de l'interaction dans l'espace public dans la mesure où il est visible immédiatement. Depuis la fin de l'apartheid, des groupes sociaux hybrides se sont développés, reprenant les règles de la respectabilité voire du *pass-white* selon lesquelles le comportement, l'habillement, la voix, les manières – bref, les mœurs – devaient apparaître aussi civilisés, soit aussi « blanches » que possible. La couleur de la peau était traditionnellement associée à un régime de présentation de soi : langage employé, volume de la voix, accent lorsque l'on parle anglais, habillement, couvre-chef (un *doek* xhosa, un foulard musulman, un chapeau), *habitus corporis*, etc., attribuaient une race, une classe, un niveau d'éducation et une religion. Aujourd'hui, les *coconuts* ou noix de coco sont noirs à l'extérieur (de peau), blancs à l'intérieur (de valeurs et de manières), comme le souligne le roman de Kopano Matlwa :

« We dare not eat with our naked fingertips, walk in generous groups, speak merrily in booming voices and laugh our mqomboti laughs. They will scold us if we dare, not with their lips, Lord, because the laws prevent them from doing so, but with their eyes. They will shout, "Stop acting black!" "Stop acting black!" is what they will shout. And we will pause, perplexed, unsure of what that means, for we are not black, Father? No, not in the malls, Lord.



We may not be black in restaurants, in suburbs and in schools. » (Matlwa 2007, 31-32)

Plus encore, un lexique populaire s'est développé pour désigner d'autres groupes sociaux hybrides (cf. Encadré 4).

#### Encadré 4 : Le lexique des groupes sociaux hybrides

« By now everyone knows someone who's a coconut. But what's a Milky Bar?

A

Johnny Clegg? A litchi?

Fourteen years into democracy, South Africans are over the rainbow nation and

growing up fast. And nowhere is our transition from "colour-blind" children to sharp-tongued teenagers more evident than in the jingle of fruity, rooty names we're using to describe ourselves and one another.

The rainbow nation, coined by that wise flame-douser Archbishop Desmond Tutu, was a satisfactory way to describe the way we were in the dawn of democracy. Like aliens at an intergalactic tea party, we were stiffly polite, keen to please and anxious not to give or take offence.

The comedians were quick to note that the "colours" black and white don't exist in a rainbow's spectrum. But irony and omen were lost in the winds of merrymaking sweeping the new nation, and trifling differences of pigment were waved away.

But now we're teenagers and have come storming out of the rainbow closet to experiment with our multi-culti freedoms and liberating new stereotypes.

In a coconut shell, if blacks can have "formerly white" accents and wear blazers, whites can (try to) dance like the "previously disadvantaged" and chug homebrew.

This week's ruling by the South African Human Rights Commission made it official: calling someone a coconut isn't hate speech. In the spirit of this mature result, here are some fun new words that describe the opposite of the coconut classes.

**Milky Bar:** White on the outside, smooth and brown on the inside. Class-A converts. Female Milky Bars wear wooden accessories, often with historical significance, Sun Goddess skirts and *Drum* T-shirts à la Stoned Cherry (cf. Figure 78). When aroused they are likely to burst into the vernacular and some can even speak with a black accent - bundu, not coconut.

**Top Deck:** Two chocolates on top of each other, one white, one brown. These are your B-listers who merely date outside their race, but we love them too. Think Mr and Mrs Tokyo Sexwale.

**Johnny Clegg:** These are legends beyond any list. They down Zulu beer, do the Zulu dance like, er, a Zulu, and defy the rest of their race by being able to stamp hard enough to raise dust. They often live among black people and speak an African language fluently. Both they and the black people around them have forgotten they're white.

**Litchi:** An earthy fruit, a bit rough around the edges, but sweet inside. Behold the soul sisters and brothers and borderline Rastafarians. They hang out in Newtown and Yeoville and love the arts. They wear earth-coloured clothes and often grow dreads that may lock, but look helluva dirty. They speak softly to show they're one with the self and are fully in control of their spirits.

**Wiggas:** white niggas, cool, hip-hop-loving American life admirers. New-generation *mrphas*, somewhere between Eminem, 50 Cent and Diddy. They

wear baggy jeans that start at their knees, love "bling bling ain't no thing" and idolise Jay-Z. The cast of *Step Up2 the Street*, a movie that shows white folk can dance, are their role models. »

Source : Bauer, C., & N. Ndlovu. 2008. From rainbow nation to nutty nation. *Mail & Guardian*, April 13.

À travers la description de ces nouveaux types sociaux, tous appartenant plutôt aux classes moyennes et supérieures, apparaît le rôle ambivalent de l'apparence dans les relations sociales post-apartheid : d'un côté, la « race » telle que définie sous l'apartheid selon des critères d'abord de pigmentation, est un fond, un soubassement. Il n'est cependant plus indépassable : à partir de ce soubassement, chacun peut créer des variations individuelles, exprimer des choix de vie qui sont désormais reconnus comme tels et acceptés<sup>122</sup>. Progressivement, l'assignation identitaire par la race cède la place à d'autres définitions de soi :

« A recent survey released by the HSRC shows that, in 1997, 47% of respondents described themselves in terms of racial categories. By 2000 the figure had fallen to only 12% (in the same period, references to gender and class-related identities declined, while allusions to religious identity increased). » (Nuttall 2009, 127)

Une importante partie de ces nouvelles identités se façonnent par rapport au modèle de la classe moyenne africaine – qui a classiquement tendance à se définir autrement que par classe. Cette classe moyenne, présente sous l'apartheid est devenue rapidement très *visible* socialement. Que ce soit dans la sphère politique, celle des médias, dans la consommation ou sur des espaces publics auparavant fort peu fréquentés par les Noirs, les *buppies* (Black Urban Professionals) sont désormais légion. Ils incarnent l'*africanisation* de l'Afrique du Sud (Salazar 2002). Leur nombre croît aujourd'hui de plus en plus rapidement : la classe moyenne africaine est évaluée à 2,6 millions de personnes en 2007<sup>123</sup>, et ce chiffre a augmenté de 30 % sur les 15 derniers mois. De plus, la place que ces *buppies* occupent dans le monde des médias, de l'intelligentsia, des artistes et dans le monde politique les rend particulièrement visibles, ce qui accroît leur impact : si ces classes sont numériquement encore peu importantes et n'ont donc pas encore un « effet de masse » sur la société sud-africaine, elle ont un effet d'hypervisibilité. En outre, le pouvoir économique de ces « diamants noirs » (*Black Diamonds*, un autre de leurs surnoms) est aujourd'hui estimé à 28 % de la capacité d'achat nationale. Ils créent les tendances de consommation. Ils modifient progressivement la géographie urbaine héritée de l'apartheid, en quittant les townships pour les *suburbs* anciennement blanches au rythme de 50 000 par mois.

---

<sup>122</sup> Au moins dans les classes éduquées.

<sup>123</sup> Ce chiffre, comme ceux qui suivent est tiré d'une étude de UCT Unilever Institute of Strategic Marketing, sur BBC news, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7015393.stm>, accédé le 27 septembre 2007.



Figure 78 : Un modèle du design de Stoned Cherrie

Source : <http://www.stonedcherrie.co.za/gallery.html>, accédé le 28 juillet 2010.

De nombreux auteurs ont ainsi montré que les identités sont de plus en plus marquées par un style de vie commun et des valeurs communes (Bekker 2005), publiquement proclamés et rendus visibles voire hypervisibles par l'apparence et donc aussi par des objets de consommation tels que vêtements, bijoux, accessoires, etc. (Nuttall 2009). C'est ce que Philippe-Joseph Salazar a appelé « *the cosmetics of peace* », s'interrogeant à partir des nombreux concours de beauté ou des magazines de mode sur « How does being beautiful relate to being a citizen? » (Salazar 2002, 108-109). Il conclue :

« In this light, glamour magazines are in essence Gorgianic. They perform with popular beliefs that are often contradictory, conflicting, antagonistic to one another. They are sites of deliberation, "cosmetic" indeed inasmuch as they engage the public *kosmos* — the system of public deliberation (while advocating glamour — cosmetics — in all shapes). By the same token, glamour print medias often reverse consensus, play against prejudices, and try to see order where disruption exists, in order to secure their market share. Unless they operate in a market that can accommodate deep divides, glamour magazines are by nature paradoxical. They gloss over differences. This is the reason why, in Barthes' terms, they create powerful "myths", and why, in rhetorical terms, they form a large sector of public deliberation and help shape "order". » (Salazar 2002, 110)

De manière générale, les pratiques de consommation servent d'ancrage identitaire post-racial, comme le démontre Elaine Salo dans son étude de la jeunesse du township coloured de Manenberg au Cap :

« Consumer culture has enabled youth to assert their membership of the new South African nation and to erase their apartheid township roots as well as the negative meanings attached to race. The emergent notion of personhood emphasised the individual's familiarity with the cosmopolitan styles and spaces of the new South Africans whose bodies were no longer anchored in specific racialised spaces or marked with ethnic accent and dress codes. In the

innovative practices of this emergent personhood, the individual aimed to develop a consummate skill to manipulate space, linguistic codes, accents, dress style and attitude, so that they were able to route and reroute their roots as they consumed the image of the new South African. » (Salo 2005, 188)

### *Espaces publics sociaux*

Ces nouvelles définitions identitaires dans lesquelles la consommation est un médium privilégié pour affirmer des choix personnels s'expriment évidemment en public et devant un public. Ces choix sont liés à des lieux particuliers, d'exposition de soi, lieux mêlant sociabilité, co-présence et consommation. Les plus achevés de ces lieux sont également des réussites du tourisme domestique et international, apportant un élément extérieur voire cosmopolite à la co-présence (cf. chapitre précédent). Ils offrent une bulle cosmopolite temporaire, un *cosmopolitan canopy* (Anderson 2004), au sein duquel une société déségrégée se met en scène. C'est une expérience temporaire dans les pratiques quotidiennes des Capetoniens, mais sa présence récurrente dans des lieux fixes lui permet de proposer un horizon social.



Figure 79 : Mzoli's Meat, Gugulethu.

1) Mixité raciale mise en scène et accessibilité aux femmes : le lieu tel qu'on le vend. On notera la présence massive des bouteilles d'eau, avec juste quelques bières discrètes au second plan.

Source : <http://mzolisplace.co.za/index.php>, accédé le 12 avril 2010.

2) Mzoli's le samedi 18 juillet au soir (anniversaire de Nelson Mandela) : plus noir, plus masculin, nettement plus alcoolisé – et un sosie de Michael Jackson. Cliché de l'auteur, juillet 2009.

Un premier exemple de lieux de ce type est formé par la myriade de cafés et restaurants fréquentés par de nombreux groupes sociaux dans le pays. Si, comme ailleurs, la géographie capetonienne des lieux de sociabilité reflète en partie la volonté de l'entre-soi (par race, classe, genre, âge et nationalité principalement), ce n'est pas la seule : certains lieux attirent au-delà des limites du quartier et des groupes pour devenir de lieux de co-présence. Leur qualité de pôle se nourrit même de la co-présence, qui devient l'une des raisons de l'attractivité. Leur localisation principale est centrale, entre le Waterfront réaménagé (cf. *infra*), Sea Point et le centre ville,

notamment Long Street connue pour ses bars, boîtes de nuit et restaurants (Tredoux & Dixon 2009). Globalement, leur répartition spatiale centrale et dans d'anciens quartiers proclamés blancs renforce la géographie traditionnelle du Cap et ses ségrégations – mais en y accueillant aujourd'hui des populations beaucoup plus variées. L'une des principales exceptions à cette géographie est la boucherie de Mzoli Ngcawuzele, à Gugulethu (cf. Figure 79) : on y vient de toute l'agglomération et d'au-delà pour y choisir sa viande, laquelle est ensuite roulée dans un mélange d'épices et cuite au barbecue. On s'assoit ensuite aux tables recouvertes de toiles cirées rouges avec une bière achetée au *shebeen* du coin pour tâcher de discuter avec les inconnus partageant la table par dessus le *kwaito* un peu assourdissant. Les clients de Mzoli's Meat sont majoritairement noirs et jeunes, des deux sexes. Ils viennent de Gugulethu, mais aussi de beaucoup plus loin, jusqu'à Bellville. Des Coloureds viennent en voisins d'Athlone, mais aussi des banlieues nord. Et de jeunes Blancs viennent le dimanche, réputé moins dangereux car jour de messe et non de paie et de beuverie, pour déjeuner et passer l'après-midi. Cette mixité mise en scène et largement utilisée dans la stratégie de communication de Mzoli Ngcawuzele, ajoutée à une atmosphère *vibey* voire sexy, mêlant la chaleur du barbecue, la viande et la musique, ont fait de Mzoli's Meat un lieu où viennent aussi les touristes internationaux, même s'ils sont minoritaires dans l'assistance. La boucherie est une escale fréquente dans un township tour, un restaurant indiqué par les guides touristiques et auquel le chef britannique Jamie Oliver rend visite, un lieu recommandé pour son atmosphère « nouvelle Afrique du Sud » par les blogs de voyage et même Wikipédia. Outre un succès commercial phénoménal, Mzoli Ngcawuzele a mis le township de Gugulethu sur la liste des endroits fréquentables par tous, au moins temporairement, et dans lesquels l'on s'amuse. Cela va de pair avec un double projet politique, local et national :

« We have come a long way as a community. When we came here, there used to be bushes everywhere, but we turned those bushes into a proud suburb. »

« Through a piece of meat I have managed to bridge the racial divide and brought together people from all walks of life. »<sup>124</sup>

Transformer un township en *suburb*, banlieue blanche respectable et fréquentable par tous, œuvrer au rapprochement des communautés raciales : le projet ambitieux s'appuie explicitement sur la force des liens faibles (Granovetter 1973) et la signification politique du côtoiement de sociabilité. Son choix d'implantation locale produit un hybride entre la traditionnelle sociabilité des townships (Fourchard, Goerg, & Gomez-Perez 2009 ; Houssay-Holzschuch 1999a), le lieu local branché et le restaurant touristique. En d'autres termes, un avatar très capetonien de la *cappuccino community* dont Laurier et Philo (2005) ont montré l'importance dans la société civile et la constitution de publics.

Les cafés peuvent présenter ainsi des exemples de *cosmopolitan canopy*. Mais le lieu le plus emblématique des nouveaux espaces communs au Cap est un *mall*, le Victoria & Alfred (V&A) Waterfront, construit à partir de 1989 et se développant en plusieurs phases dans les années 1990 et 2000 (Houssay-Holzschuch & Vivet 2009). Lieu de la ville générique, voire non-lieu pour suivre Augé (1992), le Waterfront présente toutes les caractéristiques honnies d'un mall et celles marquant le déclin des espaces publics traditionnels

<sup>124</sup> <http://mzolisplace.co.za/index.php>, accédé le 12 avril 2010.

(Sorkin 1992 ; Ghorra-Gobin 2001). Il incarne la réhabilitation du port selon des modalités commerciales, suivant un modèle international lancé par le *festival marketplace* de James Rouse et identifiable de Sydney à San Francisco (Vermeersch 1998). À ce titre, il participe de la commercialisation et de l'uniformisation des espaces publics tout en prenant place dans le marketing territorial de Cape Town qui, se voulant ville mondiale, doit offrir un tel lieu à ses touristes et investisseurs. De plus, le V&A Waterfront s'ancre dans le local par l'utilisation du grandiose panorama de Table Mountain à l'arrière-plan (cf. Figure 80), comme par des touches ponctuelles, recyclant les entrepôts en centres commerciaux tout en préservant leur architecture ou rappelant par des panneaux l'histoire des activités portuaires (Worden 1996 ; Worden & Van Heyningen 1996) : muséification voire disneyification s'y retrouvent. De plus, cette réhabilitation a transformé un lieu de travail pour toutes les races et classes en espace de loisirs conçu pour et par la classe moyenne supérieure blanche : la réhabilitation a conduit dans un premier temps à une communautarisation du lieu. Enfin, le V&A Waterfront donne un exemple de privatisation de l'espace public, puisqu'à la suite d'un montage complexe et d'un partenariat public-privé, le terrain reste public mais loué à long terme au développeur privé – le Victoria & Alfred Waterfront (Pty) Ltd, lequel a la propriété des bâtiments.



Figure 80 : Le V&A Waterfront.

Source : cliché de l'auteur, juillet 2009.

Commercialisation, muséification, disneyification, communautarisation, privatisation : exemple emblématique des processus caractérisant le déclin des espaces publics traditionnels, le V&A Waterfront incarne aussi tous les défauts du *mall* (Goss 1993, 1999) : c'est une bulle

sécurisée, à l'atmosphère savamment construite, où climat et lumière sont contrôlés pour un confort maximum des clients. Le jeu sur les niveaux, sur les attractions et les boutiques, le plan intérieur, les attractions fréquentes organisées par l'entreprise, tout est fait pour passer le plus de temps possible dans le complexe et donc consommer plus. Le contraste entre le site et la ville est net : l'entrée a longtemps été protégée par une compagnie de sécurité privée et une importante coupure routière existe (cf. Figure 81). L'espace du Waterfront proprement dit, qui joue sur l'intérieur des centres commerciaux et l'extérieur des quais donnant sur un port encore en activité, est un espace qui contraste avec la ville : piétonnier dans sa grande majorité, policé, sécurisé, il est voué aux loisirs et au *shoppertainment*. Son design combine les simulacres : atmosphère victorienne coloniale, riviera méditerranéenne, vieux centre ville à l'europpéenne, station balnéaire et portail vers une Afrique touristifiée, sauvage mais aménagée – une combinaison du modèle intérieur du centre ville traditionnel et du modèle extérieur patrimonialisé (Chivallon, Marne, & Prost 1998).

Une telle réhabilitation est un énorme succès, puisque quelques 22 millions de visiteurs s'y pressent chaque année. Il comporte plusieurs complexes commerciaux, le plus grand de plus de 100 000 m<sup>2</sup>, 68 restaurants et bars, 7 hôtels et 240 boutiques, deux multiplex ainsi que le Two Oceans Aquarium, le South African Maritime Museum et le seul embarcadère pour le Robben Island Museum (cf. Figure 81).

Cependant, se contenter de noter l'aspect artificiel, privatisé et sécurisé du Waterfront pour en faire un exemple du déclin de l'espace public ne rend pas compte de la complexité des processus sociaux qui se déroulent dans ce lieu. Cela ignore l'importante dimension sociale des *malls* en général, dont l'usage dépasse de loin le simple achat pour aller jusqu'à des pratiques bien plus sociales que marchandes (Hopkins 1990, 1991 ; Capron 1996). Cela limite la compréhension de la publicité de l'espace à son sens juridique ou décide a priori que la privatisation engendre une moindre accessibilité du lieu à des groupes sociaux et individus jugés indésirables. Enfin, cela met l'accent avant tout sur l'importation d'une forme urbaine, sans prendre en compte ni les hybridations et adaptations qu'elle subit localement, ni les significations originales que la population capetonienne peut donner à une forme effectivement importée (Nasr & Volait 2003). En bref, et comme cela est souvent le cas dans la littérature sur l'espace public et sur les malls, cela subordonne l'analyse des réalités locales à un jugement de valeurs :

« [T]here persists a high-cultural disdain for conspicuous mass-consumption resulting from the legacy of a puritanical fear of the moral corruption inherent in commercialism and materialism, and sustained by a modern intellectual contempt for consumer society. » (Goss 1993, 18)

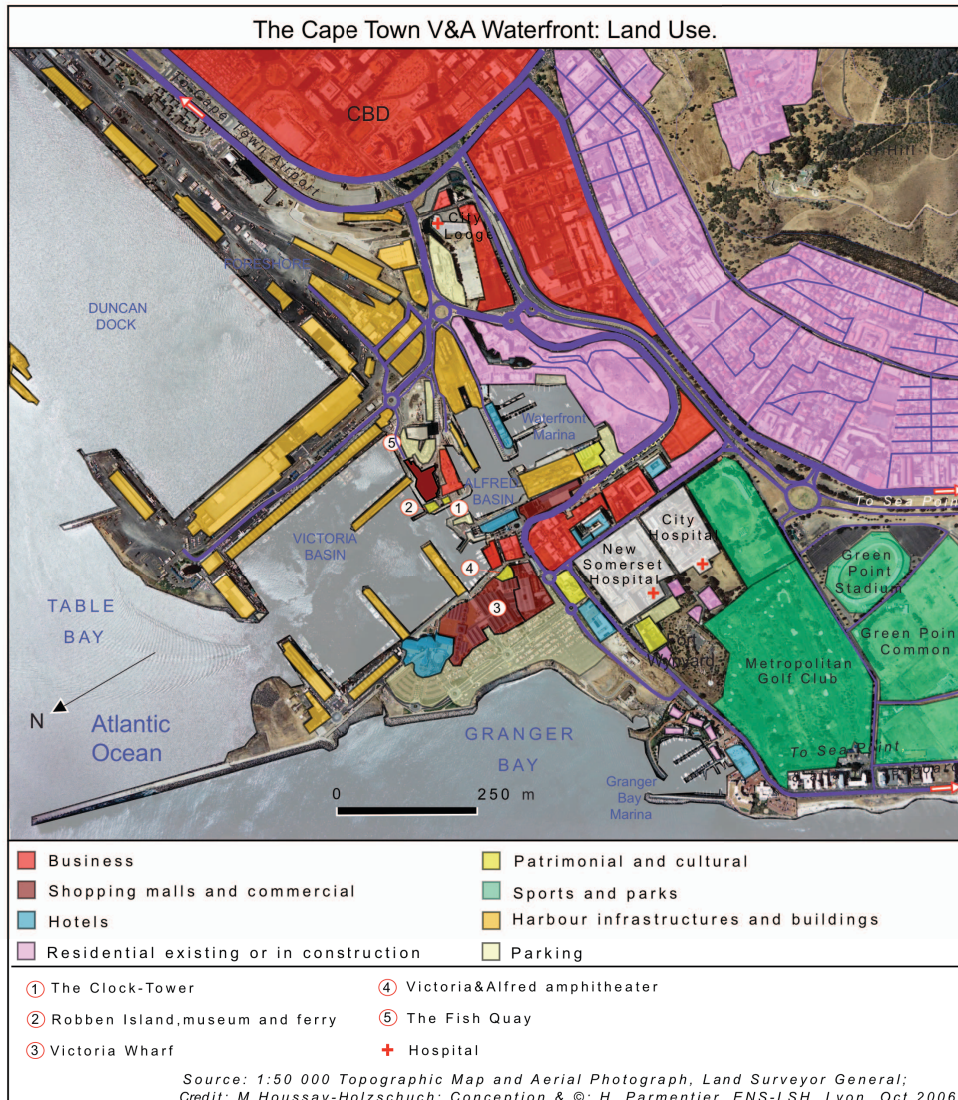


Figure 81 : Utilisation du sol, V&A Waterfront.

Source : Réalisation Hervé Parmentier, ENSL, à partir de la carte au 1/50 000<sup>e</sup> et de la photographie aérienne de 2005, Surveyor General, ainsi que de <http://www.waterfront.co.za/>. Publié dans (Houssay-Holzschuch & Teppo 2009).



Le premier élément qu'une étude de terrain montre est effectivement la diversité des pratiques au V&A Waterfront (cf. Figure 82). Seuls 21 % des personnes interviewées viennent faire du shopping, ce pour quoi le Waterfront a pourtant été conçu avec tout le soin nécessaire pour induire en tentation le passant. 40 % des personnes interrogées ne viennent que pour flâner et regarder le spectacle de cette rue un peu particulière. En d'autres termes, 40 % des visiteurs ne dépensent pas d'argent sauf celui des transports nécessaires pour se rendre sur le site. Enfin, 35 % dépensent de l'argent, mais pour des activités avant tout sociales : aller au cinéma, au bar, au restaurant avec des amis.

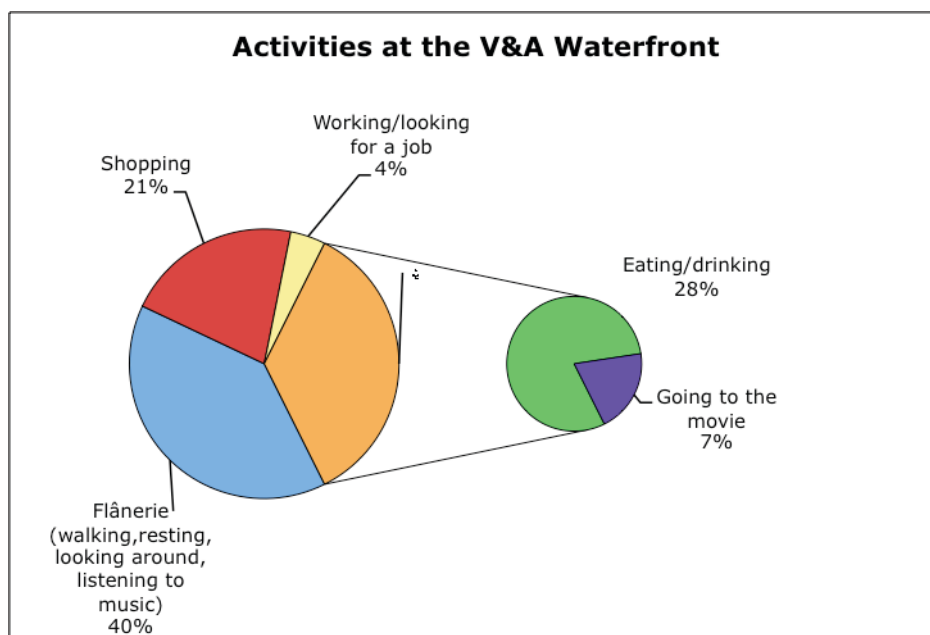


Figure 82 : Activités effectives au V&A Waterfront.

Source : entretiens effectués par Jeanne Vivet, 2005.

Par ailleurs, parler du Waterfront comme d'un espace public privatisé n'est vrai que dans le sens juridique. Si l'on examine le *public* réel qui s'y rend pour flâner comme pour acheter, on constate un changement radical. Ce lieu construit par et pour la classe moyenne supérieure blanche leur a de fait été réservé pendant des années : les premiers travaux décrivant le lieu insistent sur sa dimension spécifiquement blanche (Goudie, Killian, & Dodson 1995). De fait, en 1993 et 1994, les premiers clients noirs ont été victimes d'incidents racistes (Worden 1996 ; Worden & Van Heyningen 1996). Aujourd'hui, la composition raciale du public au Waterfront reflète quasiment celle de la ville du Cap – et si les Blancs sont encore surreprésentés, cela est à mettre au compte d'une importante présence touristique internationale, laquelle, surtout composée de classes moyennes venues d'Europe, tend à être blanche (cf. Figure 83). Le public s'est donc diversifié racialement de manière incontestable. Il s'est aussi diversifié socialement : si la majorité des personnes interrogées, sud-africaines ou étrangères, appartenaient à la classe moyenne, un tiers d'entre elles étaient dans les catégories de faibles revenus. Cela est confirmé par le fait que la moitié des personnes interrogées disaient avoir employé les transports en commun pour venir au Waterfront – ce qui est un important marqueur de classe en Afrique du Sud, où tous ceux qui le peuvent

acquièrent une voiture. Enfin, la combinaison complexe entre espaces juridiquement privés (intérieur des bâtiments) et espaces juridiquement publics (quais) rend très difficile le contrôle complet de la fréquentation : *bergies* (clochards) et enfants des rues ne peuvent être chassés de l'espace extérieur, lequel s'imbrique très finement avec les espaces intérieurs du mall. Ils sont donc présents sur le site (Houssay-Holzschuch & Vivet 2009).

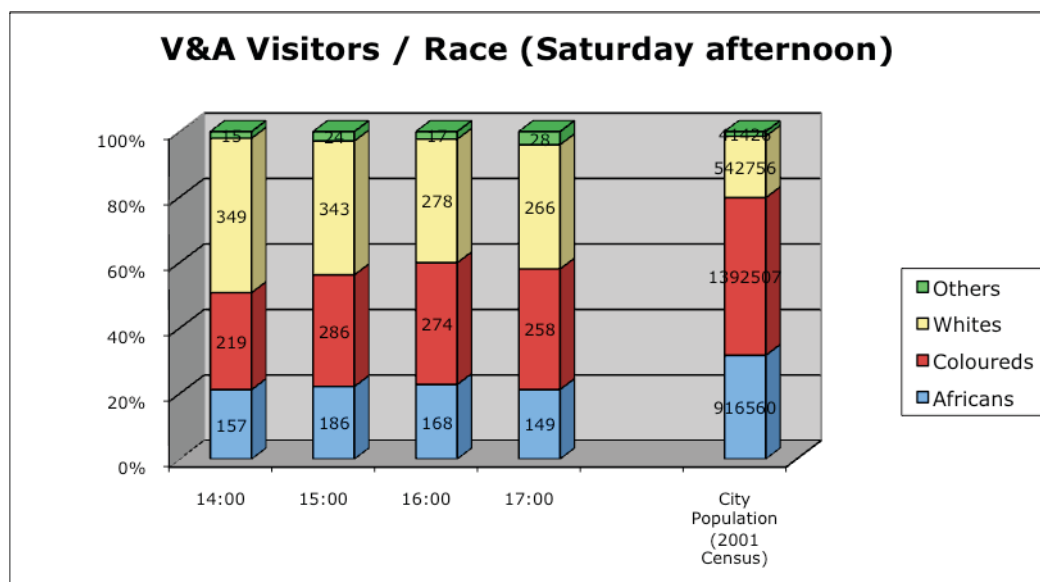


Figure 83 : Public par race au V&A Waterfront

Source : comptages de Jeanne Vivet, 2005.

Socialement, l'espace est donc devenu plus public – il y a eu publicisation sociale en même temps que privatisation juridique (Capron & Haschar-Noé 2003). Plus encore : il y a eu publicisation sociale *parce qu'il y a eu privatisation juridique*. La compagnie privée gérant le V&A Waterfront a très tôt fait appel à des compagnies de sécurité privées pour assurer la sécurité du lieu. Dans le contexte de violence et de fort sentiment d'insécurité décrit ci-dessus, la sécurisation hypervisible de l'espace est une condition de sa fréquentation – et notamment d'une fréquentation piétonne et mixte par race, classe, genre et âge. Privatisation et publicisation entretiennent donc des liens complexes, en fonction des situations locales.

Le V&A Waterfront apparaît donc comme un espace de co-présence dans une ville racialement et socialement très ségréguée. Certes,

« La co-présence n'implique pas l'entente, ni l'échange, ni même la relation. Simmel le notait déjà : la proximité physique va de pair, dans la grande ville, avec la distance sociale. Le sentiment de mixité ne se confond donc pas avec sa réalité. » (Dorier-Apprill & Gervais-Lambony 2007, 132-133)

De fait, les pratiques restent souvent micro-ségrégues (Houssay-Holzschuch & Vivet 2009). Mais rappelons que de tels lieux et que la co-présence sur des bases égalitaires et anonymes sont très rares dans les villes sud-africaines. Leur signification – y compris politique – en est d'autant plus grande. Les Capetoniens venus flâner au Waterfront ne s'y trompent d'ailleurs pas, puisque l'une des raisons qu'ils donnent à leur venue est justement de venir assister au spectacle de cette diversité à la fois sud-africaine et cosmopolite

par la présence des touristes internationaux :

« I like this place also because you can meet different people and you get to know them. (...) You can see different people, like in languages, in cultures, but they can meet each other . Yes it really reflects the new South Africa. (agent de sécurité africain, 33 ans)

The young people, they come to stand and look. They want to look pretty, and fashionable ... It is an extroverted place. (...) I like to look at the foreigners (homme, Coloured, 19 ans)

It is the most beautiful place I have ever seen. (imprimeur, Coloured, 41 ans)

I like the entertainments, like the music; and also you can see people who are in TV, you can see celebrity, famous politicians. (agent de sécurité africain, 27 ans)

This place is a sort of entertainment. There are people from all over the world.” (chômeuse africaine, 53 ans)

All the rainbow nation, it is mixed. (femme Coloured, *project coordinator*, 26 ans)

Yes, because you can see all kind of people and not one that dominate; it is easy to come here. (étudiante Coloured, 22 ans) »

C'est bien ce *display of difference* qui fait et la publicité et le succès du Waterfront, mettant en scène la diversité sud-africaine pour les Sud-Africains. L'interaction est limitée certes, mais non insignifiante. Elle est de l'ordre du *rapprochement* selon Paul Cloke (2010) ou du *rubbing along*, dont Sophie Watson a souligné l'importance dans les sociétés multiculturelles et profondément divisées :

« In *City Publics: The (Dis)enchantments of Urban Encounters* (2006), I proposed the notion of 'rubbing along' as a form of limited encounter between social subjects where recognition of different others through a glance or gaze, seeing and being seen, sharing embodied spaces, in talk or silence, has the potential to militate against the withdrawal into the self or private realm. » (Watson 2009, 1581)

Quant à la portée politique de tels lieux et de tels côtoiements éphémères dans toute leur ambiguïté post-apartheid, elle ne peut mieux être exprimée que par ce vétéran de la branche armée de l'ANC, qui introduisait ainsi une visite aux lieux de mémoire de la lutte contre l'apartheid dans les townships des Cape Flats. Bien loin physiquement du V&A Waterfront, dans un tout autre contexte, le lieu, son accessibilité nouvelle – sa publicisation sociale – et la civilité de la *café society*, apparaissent bien comme incarnant la paix et le projet inachevé d'une société plus juste :

« In different areas "peace" means different things. In other areas "peace" means just no war. Other areas "peace" means fighting against poverty, fight against crime, fight against whatever. So, peace in Paris and peace in Cape Town, they are different things huh... OK... but for me, peace means a cup of coffee where you can share a cup of coffee anywhere where you want to be. In the Waterfront, without any fear and the cup of coffee to afford, that's a big thing – it's to afford that cup of coffee in these days you'll feel no discrimination and you will feel that I'm not occupying one space... this is my space too... and I've got a right to be there, as long as I can afford. And now the issue is to afford it. » (Lizo Ntsabela, vétéran d'Umkhonto we Sizwe et

## Décentrer la réflexion sur les espaces publics

Ainsi, dans les processus de changement social compacté que connaît l'Afrique du Sud contemporaine y a-t-il aussi évolutions de ses espaces publics : déclin, fermeture et privatisation d'un côté, en réponse à la criminalité et au très fort sentiment d'insécurité ; ouverture de l'espace public politique et création de nouveaux espaces socialement publics par la publicisation d'espaces juridiquement privés, *parce qu'ils* sont privés. Le cas sud-africain contribue donc à repenser la dichotomie public/privé aujourd'hui remplacée par un continuum d'espaces, du plus intime au plus commun. Le télescopage démocratisation/mondialisation permet d'y mieux distinguer les champs de la publicité, entre politique, juridique et social : la démocratisation est bien sûr source de publicisation politique ; la globalisation, par le développement de modèles urbains internationaux voire archétypaux que sont les *malls* ou les communautés fermées, est à la source de processus de privatisation juridique, plus ou moins achevés ; enfin, le changement sociétal systémique génère des dynamiques socio-spatiales complexes, maintenant des structures ségrégués existantes, mettant en place de nouvelles formes de séparation sociale et inventant de nouveaux lieux d'un lien social très évidemment en construction (Navez-Bouchanine 2006).

Le cas sud-africain fait également apparaître le caractère à la fois éminemment situé (historiquement, géographiquement et socialement) et extrêmement normatif de la notion d'espace public. Cela se révèle à plusieurs niveaux dans l'histoire des espaces publics du pays.

Tout d'abord, le modèle occidental d'espace public a été historiquement appliqué à l'espace capetonien dans un contexte colonial, en parallèle avec son développement européen. Il s'agissait pour les pouvoirs européens d'imposer des normes européennes aux espaces et aux sociétés colonisés, de policer (dans tous les sens du terme) l'espace africain, de se l'approprier et de le contrôler. Ces processus se sont prolongés sous le régime d'apartheid, pendant lequel l'accès à l'espace public a été réservé aux Blancs dans la mesure où la citoyenneté, l'urbanité qui s'y déploient étaient communautarisées : conçues comme l'apanage des Blancs, elles étaient aussi leur privilège. Certains espaces publics spécifiques incarnent particulièrement bien cet idéal : le jardin botanique de Kirstenbosch par exemple installé sur une ancienne ferme, manifeste la maîtrise foncière européenne et le contrôle social exercé sur les populations africaines – il a été aménagé par des prisonniers africains. Il n'a accueilli pendant des décennies que des populations blanches de classe moyenne et supérieure qui agissaient selon des normes comportementales strictes inspirées des pratiques élitistes britanniques. Son existence même rend publique la domestication (!) de la nature africaine, transformée en jardin et classifiée en espèces.

Aujourd'hui, c'est l'importation de modèles qui montrent l'aspect situé de la notion : les espaces publics évoluent selon des normes globales inspirées de l'Occident, que ce soit par la circulation des formes et modèles urbains nouvellement construits ou par les processus sociaux qui s'y déroulent. La fin de « l'exceptionnalisme » sud-africain et la « normalisation » de la situation locale rendent encore plus pertinente l'utilisation de modèles urbains globaux

(étasuniens ou sud-américains d'origine par exemple) pour construire la ville, comme pour la penser.

Enfin, l'idée d'espace public politique fondement de la démocratie reste un horizon normatif dont le débat se saisit. Dans un pays où la domination électorale de l'African National Congress est quasi sans partage et où une victoire de l'opposition à des élections nationales apparaît comme chimérique, le débat public est cependant extrêmement vivant. Il se construit en termes de « voix » (débat) et d'accès (public). Une rhétorique du dissensus est très largement employée, rappelant que critiquer la politique gouvernementale ou les décisions présidentielles n'est pas une trahison, un manque de patriotisme ou un refus d'adhérer à la nouvelle Afrique du Sud – bien au contraire, les intervenants<sup>125</sup> soulignent à quel point le désaccord est fondamental, au sens plein du terme, à la vie démocratique (pour une discussion théorique de ce thème, voir Staeheli 2009). Une seconde rhétorique, complémentaire, est classiquement celle des « sans-voix » et des exclusions dont certains groupes sont victimes (les pauvres, les femmes, les personnes atteintes par le VIH/SIDA...). À chaque fois, l'espace public au sens habermassien est une norme de référence aussi bien qu'un idéal vers lequel tendre (Robins & von Lieres 2008).

### *Du public aux publics*

Au-delà de ces réflexions, le cas sud-africain invite également à mettre en question plus fondamentalement la notion d'espace public, à la déconstruire, voire, par le décentrement géographique hors de son aire de production, à déplacer le questionnement politique. Une première étape de cette mise en question est de s'interroger sur ce qu'est un public, ce qui le constitue et comment. Les discussions théoriques ont tendance à présupposer l'existence d'un public, toujours déjà là – et cela est probablement dû à l'origine historique et géographique de la notion d'espace public. Dans un état anciennement démocratique, comme sont les pays occidentaux, le public a été constitué dans sa forme il y a environ deux siècles et la question que pose « le public » est de maintenir ou de recréer un lien social en déshérence (Bonerandi & Houssay-Holzschuch 2006). Certes, de nombreux groupes sociaux en étaient exclus et ont progressivement conquis le droit d'appartenir au public – notamment les pauvres, les femmes et les Afro-Américains (Mitchell 2003) – tandis que certains sont toujours engagés dans ce processus d'inclusion – les immigrés récents et minorités visibles (Sassen 2006) – mais le modèle de public n'a pas été fondamentalement repensé, juste amendé. Dans un pays nouvellement démocratique, « le public » est à inventer puis à construire car, comme le dit Cynthia Kros pour le cas sud-africain, « the 'public' had been until recently so tightly circumscribed and patrolled » (Kros 2010, 63).

Les formes sud-africaines de la démocratisation sont largement influencées par le contexte dans lequel elle a lieu : contexte local d'une société multiculturelle, aux très fortes inégalités économiques ; de la violence des

---

<sup>125</sup> Cela apparaît très bien dans les pages d'opinion de la presse sud-africaine, notamment dans le *Mail & Guardian* ([www.mg.co.za](http://www.mg.co.za)) ou, pour Cape Town, du *Cape Times* (<http://capetimes.newspaperdirect.com>), ainsi que dans une blogosphère très active (Péjout 2007).

injustices du régime précédent ; mais aussi contexte global de la mondialisation des flux de personnes, de marchandises et d'idées ; de la discussion internationale et mondiale sur les droits de l'homme ; et, pour faire rapide, de la post-modernité (voir Chapitre 2). La formation d'un public démocratique ou, en d'autres termes, la construction de la citoyenneté démocratique en acte, prend elle aussi des formes influencées par ce contexte multi-scalaire et multi-niveau. Je l'ai déjà évoqué en parlant des différentes générations de droits protégés par la Constitution sud-africaine. Il me semble que le public démocratique qui se forme en Afrique du Sud est un public ontologiquement pluriel : *des publics* se forment, non un public (Fraser 1990). Cela est sans doute lié au multiculturalisme de la société, multiculturalisme reconnu, protégé juridiquement et célébré dans la construction nationale avec la rhétorique de la nation arc-en-ciel. Cela est aussi lié au refus – historiquement informé ! – d'une identité imposée, fût-elle sud-africaine, au profit d'une vision plus constructiviste, stratégique et tactique, voire *situationnelle* de l'identité, forcément plurielle et changeante.

Dans ce contexte où la publicité d'un espace n'est plus donnée, où l'acquisition de nouveaux droits des individus et des groupes permet de constituer de nouveaux publics donc l'espace de légitimité est à conquérir, où le dissensus ouvert est légitime car et tant que démocratique, la citoyenneté et les publics se construisent suivant deux axes complémentaires : la recherche d'une reconnaissance de légitimité pour un public particulier – ce que Staeheli appelle *the politics of recognition* (Staeheli 2009, 4) ; les conflits et controverses sur les usages d'espaces concrets (Lussault 2009), surtout aux échelles micro (Tredoux & Dixon 2009) et méso (Bénit-Gbaffou 2008a). Dans *chaque* situation concrète, du fait du changement systémique, la dialectique inclusion/exclusion est reformulée et remplacée dans le cadre de la construction des publics et de la protection des droits. L'argument d'I.M. Young (1990 ; pour une application géographique, voir Iveson 2007) sur la possible nécessité de l'exclusion pour permettre la constitution de certains publics particulièrement fragiles est utilisé en situation, de manière légitime ou non. Ainsi, les sécurisations de quartiers, exclusives en termes de classe voire de race, sont justifiées en évoquant la communauté locale ou les droits économiques des propriétaires et contribuables c'est-à-dire en mettant en avant les droits d'un public particulier (Bénit-Gbaffou, Fabiyi, & Peyroux 2009).

Les exemples localisés de telles constitutions de publics sont nombreux. Je n'en développerai qu'un ici, la constitution de trois publics gays racialisés au Cap, en suivant les travaux de Tucker (2009a, 2009b). L'Afrique du Sud apparaît sur cette question comme un pays intermédiaire : les homosexualités peuvent aujourd'hui s'y exprimer beaucoup plus ouvertement que dans d'autres pays africains, puisque loin d'être considérés comme des criminels, les homosexuels bénéficient d'une importante protection juridique. En même temps, cette protection est très récente et, contrairement aux pays occidentaux, le contexte politique n'a pas permis la constitution d'un mouvement politique gay structuré dans l'Afrique du Sud des années 1960-1980 : en effet, l'extrémisme d'un régime également très conservateur en matière de mœurs et de conception de la masculinité, la criminalisation de l'homosexualité et la répression politique ont fermement maintenu l'homosexualité *in the closet* tandis que la stricte séparation raciale

faisait fonctionner les cultures homosexuelles clandestines de manière racialement séparée, tant dans leurs sociabilités et visibilitées respectives que dans la manière même d'être gay. En particulier, l'homosexualité masculine coloured s'affirme de manière originale, en référence une fois de plus à District Six où les *moffies*, travestis efféminés et flamboyants, étaient des figures hypervisibles et acceptées notamment dans la classe ouvrière. Par opposition, les pratiques homosexuelles africaines n'étaient pas érigées en mode d'être séparé, mais inscrites dans des espaces et des temporalités spécifiques, celles du travail migrant et des *hostels* uniquement masculins (Elder 2003). Enfin, les homosexualités masculines blanches étaient plus clandestines car plus réprimées – la sexualité des hommes blancs étant plus surveillée par le régime, puisque d'elle dépendait la perpétuation de la domination de la race. Cette racialisation des publics homosexuels masculins est toujours identifiable aujourd'hui, même si elle ne fonctionne plus selon les mêmes critères. En particulier, Tucker identifie des spatialités différentes selon les publics. Le public homosexuel blanc a des pratiques inspirées du modèle occidental, en particulier de San Francisco : un village gay s'est constitué à De Waterkant, entre le CDB et Sea Point. Les gays blancs ont donc une spatialité aréale, très localisée, et une visibilité importante. La forme spécifique de l'identité gay coloured, elle, a conduit à une importante dispersion spatiale des individus, acceptés comme *moffies* par le reste de la population ; en conséquence, les gays coloureds ont plus de mal à former une communauté et donc un public, puisqu'ils n'ont pas de territoire spécifique. Enfin, l'homophobie très présente dans les townships africains ne permet pas aux gays africains d'être visibles comme tels, donc de former localement un public en se territorialisant. Leur spatialité est plus réticulaire, avec des nœuds autour d'un individu leader ou d'un pôle associatif. Ces expériences (y compris de l'homophobie) et pratiques différentes amènent à des positions politiques et des actions citoyennes différentes : pour les gays blancs, la revendication principale a été l'adoption d'un mariage gay, mis en place en 2006. Pour les gays africains, il s'agit bien plus de faire accepter leur identité gay par la population du quartier dans lequel ils habitent : s'ils sont protégés en droit de la discrimination par la constitution, ils ne sont pas protégés de fait des violences homophobes fréquentes, allant des insultes au viol et à l'assassinat. Enfin, les gays coloureds n'ont pas formulé de revendication propre, leur dispersion spatiale et leur insertion dans la société hétérosexuelle ne facilitant pas la formation d'un groupe social spécifique. Ces trois groupes sont donc différents comme publics, y compris au sens politique de leur manière d'être citoyen et de lutter pour leurs droits.

### *Des espaces publics à la spatialité de la publicité*

L'exemple de la constitution des publics gays au Cap pointe sur un autre élément mis en évidence par décentrement du cas sud-africain mais utile à toute réflexion sur les espaces publics : chaque public a une spatialité spécifique. Il me semble qu'il faut aller plus loin pour passer de l'étude des espaces publics à celle de la spatialité de la publicité<sup>126</sup>. L'analyse de l'espace public aboutit en effet à enrichir et complexifier la notion – en particulier en remplaçant la dichotomie public/privé par un continuum, ou en comprenant la diversité des définitions de l'espace public comme autant de champs

<sup>126</sup> Ces éléments s'appuient sur une collaboration en cours avec Don Mitchell et Lynn Staeheli.

différents dans lesquels s'inscrit la publicité. Enrichissement et complexification sont nécessaires, mais ils aboutissent à un trop grand foisonnement de la notion, qui devient de moins en moins maniable et du coup de moins en moins opératoire. Or, le fond de la question est politique : ce qui intéresse au final dans les discussions sur l'espace public est le vivre-ensemble, un vivre-ensemble qui reconnaisse dissensus et différences, qui permette le débat, la co-présence et tende vers le bien commun : c'est là l'idéal normatif de la notion. Ce qui importe, c'est « l'être-en-public », la constitution de publics et leur confrontation, le caractère public, bref, la publicité, dont, comme géographes, nous étudierions la spatialité.

Cette spatialité est rien moins qu'évidente et se déploie différemment suivant les contextes historiques ou locaux. Elle se déploie également de part et d'autre de l'ancienne dichotomie entre public et privé (Staeheli & Mitchell 2004), comme le montrent les réflexions sur l'espace domestique, en miroir de celles sur l'espace public :

« Personne ne s'est essayé à définir l'espace domestique. Outre qu'en tant que construit social, il est conçu et pratiqué différemment selon les aires culturelles, ses limites, dans leurs statuts comme dans leur localisation, sont floues. (...) [L]e domestique ne se cantonne pas à l'espace intérieur du logement, ou même à l'espace privé associant l'habitation et ses alentours. L'espace domestique dépasse les murs, les fenêtres et les volets pour investir l'espace public, dans lequel il se niche parfois, et avec lequel il dialogue en permanence. Ce qui se passe à l'intérieur et la disposition même de cet intérieur ne se comprennent que dans leur rapport dialectique avec l'extérieur. » (Collignon & Staszak 2004, 8),

Cette analyse met en avant plusieurs points centraux pour analyser et les espaces publics et la spatialité de la publicité : on y retrouve des éléments déjà soulignés, comme la difficulté de la définition ou d'une stricte délimitation spatiale d'un espace qui aurait soit un caractère strictement domestique, soit un caractère strictement privé. Deux éléments supplémentaires sont à souligner pour mieux comprendre l'intérêt de passer à une étude de la spatialité de la publicité.

Le premier est celui avancé par Collignon et Staszak du rapport dialectique entre espace domestique et extérieur ou de son dialogue permanent avec l'espace public. Tout se rappelant qu'il faut bien se garder de confondre domestique et privé, tout comme domestique et intime, l'analyse pointe à nouveau vers une publicité dont la spatialité ne serait pas contrainte par la dichotomie public/privé. En effet, il y a des espaces au-delà des espaces publics dont l'existence est nécessaire à la publicité, à la présence et à l'action publique des gens. Prenons l'exemple des mariages célébrés à Robben Island (cf. Encadré 5) : on retrouve dans cet événement des éléments du rôle traditionnel des espaces publics sociaux et politiques. Par exemple, le rapport à l'histoire et à l'identité du pays, ici en pleine redéfinition et retravaillée par le lieu même dans lequel se déroule l'événement, Robben Island (cf. Chapitre 4). On retrouve l'appropriation privée et individuelle de l'histoire, ainsi que le pouvoir d'en changer le sens ou la signification. De plus, l'espace public offre une visibilité particulière aux groupes sociaux conquérant leur place au sein du « public », comme ce couple de femmes venant se marier sur l'île : ce passage par un espace public, et par celui-là même dans lequel la nation démocratique a été conçue, pour reprendre le grand récit qui est développé par le Robben Island Museum – manifeste et participe de l'acceptation



publique de la fin de la discrimination homophobe : à ce titre, l'acte tient de la *public address*. Cependant, de tels événements, justement parce que les mariages sont à la charnière de l'intime et du collectif et sont la reconnaissance publique du lien privé entre deux individus, attirent l'attention sur tous les autres espaces dont l'existence est nécessaire pour que cet acte en public soit possible : les espaces plus privés dans lesquels le mariage de chaque couple a été organisé ; les salons où les robes ont été cousues ou le photographe choisi ; les nouveaux espaces du discours, souvent numériques et sous la forme de forums de discussion ou de blogs, dans lesquels la question du mariage homosexuel est discutée ; les bureaux éditoriaux du journal et du site web associé, dans lesquels le reportage est écrit et sélectionné pour publication. Tous ces espaces au-delà ou derrière l'espace public sont nécessaires à son existence et doivent donc être étudiés comme éléments essentiels structurant la spatialité de la publicité.

#### Encadré 5 : Mariages de la Saint Valentin à Robben Island

« Valentine's couples get hitched at Robben Island  
ROBBEN ISLAND, SOUTH AFRICA Feb 14 2010 18:32

Robben Island held its tenth annual Valentine's Day wedding ceremony on Sunday in which 25 couples tied the knot.

Dressed in wedding finery, the group travelled by ferry to the island 12km off Cape Town where they exchanged wedding vows and rings days after South Africa marked former president Nelson Mandela's 20th year as a free man.

"This island has a history of pain. You are all changing history today," Robben Island museum tourism services senior manager Winston Tsematse told the group.

Sonia Sauls (49) and Charmaine Weber (34) whom organisers said were the annual event's first same-sex newlyweds, were among those to say "I do" in the small island chapel bedecked for February 14 with red and white decorations.

"I nearly cried. I couldn't believe it, that we're going to get married and especially at Robben Island," said Weber after the ceremony.

One of South Africa's major tourist sites, the island has hosted the annual Valentine's Day event since 2000, with couples taking their vows in succession.

"Many people don't see it as a prison," said Department of Home Affairs official Chris Samaai, one of the presiding officers.

"They see Robben Island for the history part and, especially this year that marks the release of ex-president Mandela 20 years back, it's very significant."

"Mandela succeeded in changing this country," said Afrikaans-speaking bridegroom Johannes Visser (27).

Robben Island was declared a World Heritage Site by the United Nations in 1999. – AFP »

Source : *Mail & Guardian Online*, 14 février 2010,

<http://www.mg.co.za/article/2010-02-14-valentines-couples-get-hitched-at-robben-island>, accédé le 14 février 2010.

Avant d'aborder le second élément important tiré de l'analyse des espaces domestiques, il faut noter que la spatialité de la publicité se déploie à différentes échelles. Les espaces cités ci-dessus, qu'il faut prendre en compte

lorsqu'on évalue comment la publicité se structure spatialement dans l'exemple des mariages de Robben Island sont principalement à une échelle microgéographique. L'échelle de l'agglomération – disons méso – compte également pour comprendre la publicité capetonienne. Par exemple, le V&A Waterfront est bien apparu comme un espace soumis à une intense publicisation sociale. Cette publicisation est bien sûr due à ses qualités et ses attraits intrinsèques mais pas uniquement : si autant de groupes sociaux et d'individus différents s'y pressent, c'est parce qu'il bénéficie de la centralité et, en corollaire, d'une accessibilité importante, tant par l'automobile que par les transports en commun. Des *malls* plus périphériques et ayant une zone d'influence géographiquement plus restreinte n'ont pas la même publicité (cf. Figure 84) : ainsi, N1 City, dans les banlieues nord, reste un centre commercial principalement fréquenté par les populations blanches et afrikaners de classe moyenne voire moyenne basse, des quartiers environnants. Plus *upmarket*, Century City le long de la même N1, accueille 52 % de Blancs, 37 % de *Coloured*, 7 % de Noirs et 4 % d'Indiens, des chiffres bien loin de la composition de la population capetonienne (Houssay-Holzschuch & Vacchiani-Marcuzzo 2009 ; voir aussi Marks & Bezzoli 2001). Vangate Mall, Promenade à Mitchell's Plains ou le nouveau Khayelitsha Mall sont fréquentés par des publics de moins en moins divers racialement.

La centralité influe donc sur la spatialité de la publicité. Cela n'est pas uniquement vrai pour les *malls* : on retrouve le même phénomène dans les parcs (cf. Figure 85), où l'on peut opposer la publicité grandissante des Jardins de la Compagnie à celle fort limitée racialement et socialement du Jardin botanique de Kirstenbosch. Le plus grand nombre de visiteurs interrogés dans les Jardins de la Compagnie viennent du township coloured de Mitchells Plain, suivis par les résidents des quartiers voisins de Bo-Kaap et Vredehoek (Brenet 2005). Notons en outre que, si la publicité a une spatialité, elle a aussi des temporalités : celle des jardins de la Compagnie est soumise à un cycle quotidien, élevée dans la journée, maximale lors de la pause de midi des employés travaillant dans le CBD, en très grande diminution le soir lorsque le jardin, depuis sa sécurisation par des caméras vidéos, sert de dortoir aux sans-logis du centre ville et à quelques amoureux pas toujours conscients de la localisation des dites caméras, à en croire le Capitaine Keller :

« In Gardens, we have put up cameras, so homeless people and lovers stream in at night because it is safe. » (Entretien du 8 mars 2004)

À l'inverse, le très select et payant Kirstenbosch se publicise socialement, racialement et par âge de manière ponctuelle mais spectaculaire, lors des concerts d'été gratuits organisés sur les pelouses, où des individus et groupes très différents viennent avec leur pique-nique et leurs bières écouter jazz ou groupes locaux comme Freshlyground.



Figure 84 : Malls à la publicité limitée

1) Century City. Cliché de l'auteur, août 2009. 2) Khayelitsha Mall, un *mall* au rabais pour un public presque exclusivement noir. Cliché de l'auteur, août 2009.



Figure 85 : Centralité et publicité des parcs

1) Company's Garden, centre ville. Cliché de l'auteur, février 2008. 2) Jardin botanique de Kirstenbosch, banlieues sud. Cliché de l'auteur, juillet 2005.

Enfin, l'analyse que font Collignon et Staszak des espaces domestiques rappelle qu'ils sont des construits culturels, matrices et empreintes des sociétés locales, de leurs coutumes, histoires et géographies. Il en est de même pour les espaces dans lesquels se déploie la publicité, qui sont pourtant très largement étudiés au prisme normatif des espaces publics occidentaux, dont la publicité est construite en référence à un modèle solidement établi et univoque. Peu de recherches ont été consacrées aux démocraties émergentes ou aux pays non occidentaux. Pourtant, la majorité de la population mondiale vit hors d'Occident et le décentrement des réflexions théoriques a montré sa fécondité conceptuelle. La publicité a donc aussi une géographie, qui dépend des contextes locaux. Les notions mêmes de public et de privé sont culturellement construites, leur définition s'appuie sur des sens et des réseaux de significations différents et leur frontière, pour floue et poreuse qu'elle soit, ne passe pas au même endroit suivant les lieux, les époques et les cultures (Houssay-Holzschuch 2007a). Il ne faut donc pas faire comme si que la spatialité de la publicité ne changeait pas dans l'espace, ou comme si la relation public/privé était clairement définie et invariante. Dès lors, on peut étudier de manière plus fine les lieux même occidentaux où la publicité est ambivalente (Tyndall 2009), ceux où la publicité est découplée de la démocratie (Madden 2010), ainsi que la spatialité de la publicité dans des contextes où la conception du public est différente, par exemple hors d'Occident (Baykan & Hatuka 2010).

Pour cette étude à la fois plus ample et plus nuancée de la publicité, je propose d'utiliser la notion de régimes de publicité (*regime<sup>127</sup> of publicity*), élaboré par Staeheli et Mitchell (2007). Fixer une définition de la publicité, comme définir qui constitue le public ou contrôler les relations de propriété rendant un espace accessible ou non, tout cela tient de l'exercice d'un pouvoir. C'est donc à la fois relativement structuré mais aussi fluctuant et perpétuellement contesté.

« [Space, property and publicity are] structured by the struggle to fix them in place, to create an order beneficial to specific interests (...), and therefore to create what could be called a specific *regime of publicity*. (...) [A] regime of publicity comprises three main intersecting aspects : relations of property, social norms and community membership, and practices of legitimation. » (Staeheli & Mitchell 2007, 141-142)

Dans chaque situation concrète, pour chaque lieu spécifique (« spatial focal point » dit Baykan), il faut poser une série de questions :

« How are spaces legally defined and how does the historical geography of defining space matter to being-in-public? What sorts of social norms shape social relations and how are they struggled over in the process of becoming public? What practices of legitimation are at stake in relations of property and social norms and how are they reinforced or upset in the process public life? And, therefore, what – in specific places and times – is publicity and why is it that? » (Houssay-Holzschuch, Mitchell, & Staeheli (submitted))

### **Frontières, fronts, franchissements : la citoyenneté en bulles**

Dans le cas sud-africain, il est clair qu'une nouvelle spatialité de la

---

<sup>127</sup> Un régime étant compris comme un système de lois, de pratiques et de relations.

publicité se crée, en même temps que l'empan de la citoyenneté s'accroît : des lieux tels que le V&A Waterfront en témoignent. En même temps, de tels lieux de coprésence et de publicisation apparaissent comme des îlots au sein d'une ville inégalitaire et ségréguée et la constitution de publics multiples est bien éphémère, liée au temps de loisirs plus que du quotidien. La question qui se pose est celle de la signification de tels lieux dans l'Afrique du Sud contemporaine (est-ce que c'est important ?). Et, si l'on suggère comme je le fais que cette signification est importante, une autre question se pose, à laquelle je suis bien en peine de répondre de manière univoque : quelle est l'efficacité sociétale de l'existence de tels lieux (ils existent, et alors ?).

L'importance des côtoiements quotidiens pour construire le vivre-ensemble, même si elle n'est jamais suffisante, est soulignée par les analystes de sciences sociales. Il ne s'agit pas d'être naïf : rappelons-le, la démocratie se construit dans le dissensus et s'approfondit dans la contestation. Les côtoiements sont presque autant de frottements : se côtoyer peut permettre de se connaître et se connaître n'est pas s'apprécier. Néanmoins, dans des contextes multiculturels variés, dès lors que la société n'est pas en conflit ouvert mais comporte tensions, inégalités et peur de l'autre, bien des chercheurs rejoignent cette vision de Kye Askins :

« Multiethnic encounters in places of work, school, consumption, leisure - 'spaces of everydayness' - are discussed as sites where people contest fixed identities, traverse cultures and negotiate difference, with the very local, the 'micropublic', imperative in reconciling ethnic and cultural differences. These are spaces where 'prosaic negotiations' are mandatory, and as such enable often imperceptible yet on-going cultural investigations and transruptions. They are spaces of 'emergence', with the potential for cultural displacement and shift, where identities, values and practices can meet, dis/agree, merge and disentangle in such processes of negotiation. » (Askins 2008, 44)

Le contexte sud-africain donne à de tels côtoiements une signification plus grande encore. La proximité historique de l'apartheid est immédiate, au sens strict : l'on marche encore avec l'histoire, les héros sont encore de ce monde, les victimes ou leurs proches aussi (cf. Chapitre 4). La réalité quotidienne est encore imprégnée des inégalités produites par l'apartheid (cf. Chapitre 2). Sortir des frontières strictement délimitées jusqu'à il y a moins de vingt ans est un miracle ordinaire, pas moins miraculeux pour autant. En témoignent l'analyse du vétéran d'Umkhonto we Sizwe citée ci-dessus, mais aussi les remarques des passants du Waterfront, que l'on peut penser moins politisés (Houssay-Holzschuch & Vivet 2009) :

« Before the end of apartheid, black people were not allowed to go. Anybody can't come, only whites. Now you can go into any shop. » (Agent de sécurité africain, 27 ans)

[Chuchotant] « Do you see all the Blacks here? If they won't be here, it would be dead. » (Retraité blanc, 84 ans)

La mixité raciale, l'accessibilité plus grande, ont été soulignées par bien des interviewés sud-africains. Parfois, comme dans le cas de ce retraité blanc, les cicatrices de l'apartheid sont audibles : la mixité raciale est suffisamment nouvelle pour le mettre mal à l'aise, pour qu'il se sente obligé de baisser la voix pour parler « d'eux ». Mais pour lui les Noirs sont devenus visibles dans l'espace public, un espace qu'eux et lui partagent et dans lequel ils se côtoient pacifiquement. Plus encore, il reconnaît l'intérêt de cette présence africaine visible pour l'animation qu'il vient chercher en ce lieu. En d'autres termes, la

co-présence pacifique, au-delà des barrières raciales héritées et du sentiment d'insécurité persistant – dans lequel le Noir est soupçonné d'être un criminel de manière permanente – est une manifestation banale et ordinaire de la fin de l'apartheid que certains estiment miraculeuse<sup>128</sup>. De plus, la répétition quotidienne de cette co-présence en un même lieu rappelle ce qu'il est possible d'accomplir : elle manifeste donc un horizon d'attente, à la fois en termes d'aspirations et de revendications (pour plus de justice sociale et spatiale par exemple), comme le souligne Worby :

« What might 'spontaneity' in cross-race encounters amount to in South Africa, scarcely a decade and a half after the final dismantling of state-orchestrated structures of privilege and deprivation based upon assigned racial identities? I use the term to designate not merely a moment of pure social fluidity, experimentation and invention, as Deleuze might have it, but also to denote the aspiration to realize that kind of unfettered open-endedness, a freedom from those embodied histories that we know by the name of 'race'. It is an aspiration that constitutes the horizon of hope in post-apartheid South Africa, the hope that some day soon the burden of the past can be abandoned at the edge of an unrealized field of social possibilities. » (Worby 2009, 107-108)

De plus, une telle analyse permet de répondre à une question qui restait ouverte : quelle est la dimension politique de la publicité dans des espaces comme le Waterfront ? De fait, ce lieu n'accueille aucune manifestation ouvertement politique, qu'elle soit planifiée ou spontanée. La gestion privée de la partie intérieure de cet espace en est largement la cause, écartant comme cela est bien souvent le cas dans d'autres malls toute action trop politique, cherchant ainsi à délimiter le public et les actions publiques qui lui semblent convenables, favorisant certaines formes de publicité et décourageant voire interdisant d'autres (Staeheli & Mitchell 2006). La dimension politique du Waterfront est bien dans sa signification, dans ce pacifique *display of differences* (Houssay-Holzschuch & Teppo 2009) : le temps d'un espace réservé aux Blancs, où les premiers flâneurs noirs étaient harcelés du fait de leur race, est révolu. L'espace public politique est celui dans lequel il est possible de contester l'ordre établi et cet ordre n'est pas simplement limité à une structure précise de gouvernement : il est aussi fait de normes, qui définissent aussi bien qui a le droit de faire partie du « public » que les comportements « en public » ou les identités visibles acceptables. Dans l'Afrique du Sud contemporaine, la publicité se redéfinit notamment partout où les pratiques rapprochent les faits du nouveau droit démocratique et contestent ainsi les normes de l'ordre ancien encore ancrées dans les mentalités :

« One such disruption occurs when expressions of identity are presented in public as different from the normative order. » (Jones 2004, 173)

Des identités gay, de femmes dans l'espace public, de pauvres dans un lieu dédié à la consommation, de *Black bling* ou de citoyens sud-africains cosmopolites rendues spectaculairement visibles dans l'espace du Waterfront manifestent la réalité du changement sociétal et, comme les actions « qui ne sont pas à leur place » (Cresswell 1996), elles ont un fort impact politique. Prendre place est ici une mise en espace de la publicité. Une telle

---

<sup>128</sup> Même si, avec Mamphela Ramphele (2008), il faut souligner que le qualificatif de miraculeux oblitère les efforts de tous ceux qui se sont battus pour que l'apartheid cesse, parfois au prix de leur vie.

interprétation opte pour une définition large de ce qu'est la publicité comme ce qui forme l'opinion publique et non uniquement ce qui participe au processus de décision institutionnel (Fraser 1990, 1997). Cela va aussi avec une compréhension large de ce qu'est le politique. Ce choix, s'il correspond à mes convictions personnelles, est aussi fait de manière pragmatique du fait du contexte empirique de l'Afrique du Sud contemporaine qui impose la dimension éminemment politique des significations. Paradoxalement, c'est ce même contexte qui, tout en dilatant la signification des faits, en limite simultanément l'impact sur la société toute entière :

« As Young (2000, 35) argues, a democracy will only promote justice if there is already a just society. The presence of democratic institutions and practices in societies characterized by structural inequalities will likely reinforce injustice or even extend inequality. To Young's argument, of course, we add the role of space. The presence of democratic institutions and practices in which the spaces of publicity and privacy are characterized by structural inequality are unlikely to allow the development of a citizenry that can use the institutions of democracy to create a more just society. Rather, institutions may be used to reinforce and extend injustice and exclusion.

Against this 'big' picture, we note the smaller transgressions that are intended to expose exclusions and to challenge the structures that create them. Several examples of these transgressions have been raised in this chapter and each of the actors involved in these examples has incorporated the material construction of spaces in their tactics. The critical point, however, is that they have not used spatial tactics in the same way; their attempts to create more just and inclusive societies have used the *particular* constructions of space as they affect *particular* political agents and problems. Obviously, none of these movements and actions has ended oppression and injustice; rather, these actions represent interventions at the boundaries between public and private that are attempts to reclaim, or even to make, a space for more democratic politics. (...) [T]hese are attempts to make a location for politics, justice and inclusion. (...)

As a result, there is no final geography of publicity, privacy and democracy in either a normative or a material sense. The struggle for democracy, then, may in reality be an ongoing series of transgressions, large and small, which make new, but temporary, locations for politics. » (Staeheli & Mitchell 2004, 156-7)

L'ambivalence est donc au final le maître-mot de la situation sud-africaine actuelle et cela est particulièrement visible dans les formes que prend la publicité. Comme je l'ai montré ailleurs (Houssay-Holzschuch & Teppo 2009), l'ambivalence est ce qui caractérise la publicité au V&A Waterfront : ambivalence de la co-présence, réelle mais variable dans le temps ; ambivalence de la coexistence d'une rhétorique internalisée de la nation arc-en-ciel et de pratiques microgéographiques ségréguées ; juxtaposition de zones déségréguées et de zones exclusives, en particulier le long de la frontière entre intérieur et extérieur :

« Coming back from the Post Office in a quiet, slightly gloomy alley on the second floor of the Victoria mall. I pass select shops where designer clothes wait for foreign money. Armani Jeans are just a bit further. The escalator takes me down to where I enter a happy hubbub, where a mixed crowd bustles between the fake Africana of the souvenir shops and the weekly shopping at Pick n Pay. Under the light of a glass roof, the elaborate scents of Crabtree & Evelyn mix somewhat uneasily with the syrupy aroma of Sweets from Heaven. Badly in need of refreshment, I head for my favorite spot, the

quay terrace of the San Marco café. As soon as I set a foot outside, the atmosphere changes: an unmistakable African sun blinds me, and I bump into a gathering. A mixture of South African-style gospel and soul music thunders through the loudspeakers: a show is going on at the amphitheater. Fighting my way forward, I spot three African female singers, swinging in their long, pastel dresses. The crowd is amazing: the amphitheater is crammed, of tourists, locals, young, old, Black, White, Coloureds, Indians, even Filipino sailors, men, women, etc. Dozens of others have climbed the outside stairs and colonized the balcony to watch the show from a vantage point. On the other side of this glass door, Armani Jeans remains as quiet as ever. » (Carnet de terrain, avril 2004)

Cette ambivalence permanente entre persistance des barrières, discours d'inclusion et réelle co-présence évoque la notion de viscosité de la race, dont se sert Saldanha (2007) pour décrire les pratiques sur les plages de Goa. L'ambivalence la plus importante est que la déségrégation se fait bien, mais selon des normes qui restent blanches (*norms of whiteness*) :

« [I]ncreasingly, 'desegregation' takes place under the sign of a reinscribed 'whiteness', this time based on social class rather than race. » (Nuttall 2009, 128)

Les normes de comportement acceptées au Waterfront restent celles de la classe moyenne blanche : être bruyant est considéré comme mal-élevé, et socialement et racialement connoté ; les modes de sociabilité s'inspirent du modèle occidental de la *café society* ; les modes de la consommation effective montrent combien les publics du Waterfront souhaitent rendre leur apparence et celle de leur espace domestique conforme aux exigences du « style » et de la « respectabilité » - la proportion entre les deux variant avec l'âge du consommateur. Or, l'un comme l'autre s'inspirent de la classe moyenne blanche, qu'elle soit locale ou occidentale.

Cette ambivalence et cette aspiration à suivre le modèle occidental pourraient être déplorées comme un exemple de plus de l'américanisation du monde et du consumérisme des masses populaires. De telles interprétations sont elles mêmes douteuses : elles témoignent plus d'un anti-américanisme primaire et d'un préjugé de classe que d'une réelle compréhension de la complexité de la situation que j'ai essayé de décrire ci-dessus. Surtout, elles font fi une fois de plus de la signification locale des phénomènes : après des décennies d'apartheid et de frontières socio-spatiales strictement dessinées et brutalement imposées, l'ambivalence n'est-elle pas un réel progrès ? Cette ambivalence se situe à toute une série de niveaux : ambivalence sociale, raciale, ou des comportements, mais aussi ambivalence morale. Est-il bien ou mal que les nouveaux espaces socialement publics au Cap soient des *malls* ? Est-il bien ou mal que la consommation progresse ? Est-il bien ou mal qu'une bourgeoisie noire se développe ? La « zone grise », d'indétermination, s'étend. Elle marque à la fois la fin du possible exceptionnalisme d'apartheid (cf. Chapitre 1) et la capacité heuristique du cas sud-africain contemporain à brouiller les catégories, à mettre en question les dichotomies classiques. Ainsi, *coconuts*, *bounties* et autres litchis brouillent les identités raciales binaires – ou ternaires au Cap – héritées de l'apartheid (Visser 2003). Le *Black bling* ou les pauvres blancs viennent brouiller la corrélation race/classe. La visibilité et légitimité nouvelle des identités gays et lesbiennes viennent retravailler les identités traditionnelles de genre. De manière plus anecdotique mais également signifiante, les cas individuels des athlètes Oscar Pistorius ou Caster Semenya, tous deux sud-africains, interrogent tous deux les normes



internationales à l'échelle de leurs corps respectifs sur la question de l'identité binaire handicapé/valide et homme/femme<sup>129</sup>. Tout ceci ne se fait pas sans frottement ni violences ou injustices, mais manifeste le changement. Et les identités ne sont pas les seules catégories binaires à être remises en question dans l'Afrique du Sud contemporaine : la dichotomie public/privé (cf. *supra*), celle entre le profane et le sacré (cf. Chapitre 4) ou celle entre le local et le global sont également mises en question. Bien sûr, de telles remises en question ne surviennent pas qu'en Afrique du Sud et sont décelables partout dans le monde, mais le changement social compacté que subit le pays en rend le brouillage particulièrement visible, identifiable et analysable. Dans un contexte où la géographie comme discipline interroge les processus de catégorisation, la pensée binaire et l'établissement de frontières (*boundaries*) entre les catégories (Jones 2009, 2010 ; Schaffter, Fall, & Debarbieux 2009), le cas sud-africain me semble particulièrement précieux.

Si le cas sud-africain est précieux d'un point de vue conceptuel voire épistémologique pour penser catégorisation et brouillages, inversement, ces deux notions sont cruciales pour le comprendre<sup>130</sup>. L'idée de catégorisation a bien évidemment déjà été utilisée de manière intensive pour comprendre la racialisation de la société qui a mené au système d'apartheid. Aujourd'hui, il me semble important de chercher à comprendre la société sud-africaine en regardant les lieux où ces frontières se brouillent, où la nette ligne de séparation (*border*) se transforme en front et en zone (*boundary*), suivant ainsi la direction proposée par Calvino :

« L'enfer des vivants n'est pas chose à venir ; s'il y en a un, c'est celui qui est déjà là, l'enfer que nous habitons tous les jours, que nous formons d'être ensemble. Il y a deux façons de ne pas en souffrir. La première réussit aisément à la plupart : accepter l'enfer, en devenir une part au point de ne plus le voir. La seconde est risquée et elle demande une attention, un apprentissage, continuel : chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer, et lui donner de l'espace<sup>131</sup>. » (Calvino 1974, 189)

Direction également indiquée par un graffiti capetonien qui, lorsque les troupes sud-africaines combattant en Angola ont été redéployées dans les townships au milieu des années 1980, demandait sur Buitenkant Street, à la frontière entre le vieux centre et le reste de la ville : « Where is the border now ? »

Ces espaces de changement ont des caractéristiques spécifiques, en termes de temporalités, de spatialités, d'échelle sociale. Leur temporalité est bien souvent caractérisée par l'éphémère : des instants de mixité se créent dans des lieux de coprésence justement parce que l'interaction dans de tels moments est sans enjeux, qu'elle n'engage pas les protagonistes sur le long terme. L'exemple d'un moment d'échange entre parents de races et classes

---

<sup>129</sup> La remarque vient du blog que l'ancien athlète Stéphane Diagana tient sur le site du Monde : <http://diagana.blog.lemonde.fr/2009/09/16/semeyna-pistorius-les-vents-de-la-polemiques-viennent-ils-toujours-dafrique-du-sud/#xtor=RSS-3208>, accédé le 17 septembre 2009.

<sup>130</sup> Ce paragraphe reprend des travaux en cours en collaboration avec Annika Teppo.

<sup>131</sup> Je m'éloigne de la traduction française faite par Jean Thibaudeau en 1974 sur la fin de la citation (« et le faire durer, et lui faire de la place ») pour être plus proche du texte italien original qui parle, justement, d'espace : « Il secondo è rischioso ed esige attenzione e apprendimento continui: cercare et saper riconoscere chi e cosa, in mezzo all'inferno, non è inferno, e farlo durare, e dargli spazio. ».

différentes autour d'une attraction organisée au Waterfront le montre bien :

« A not so negligible number of single African males sit on the steps, watching a temporary attraction: in the open space between the amphitheater, the food court, the select Vaughan Johnson wine shop and the paths to other shops, a trampoline has been set up, as well as elastic cords that are attached to a wide metal framework. The event seems to be sponsored by Adidas, as a giant cardboard shoebox sports the brand next to the installation.

I briefly stop in my tracks: screams of delight mixed with parental interjections cover the usual racket of the seagulls. Something fun is clearly happening. Under the supervision of their parents, children of all races climb the trampoline: a Coloured girl, wearing a Muslim scarf, happily jumps and bumps in the air into a Coloured boy and a White boy. An African child waits for his turn, and replaces the White boy on the trampoline. At the same time, a picture-perfect little blond girl, with long curls, screams with delight as she is thrown into the air by the Coloured attendant – safely harnessed to the elastic cords. Her White mother joins in the happy screaming, as the girl bounces up and down. Parents of all colors line the place, and proudly watch – side by side – their children playing – side by side, or even together, on the trampoline. Parents exchange friendly words, point at each other's children, and enjoy a happy moment together. » (Carnet de terrain, février 2008)

C'est bien parce que la rencontre est sans enjeu ni engagement qu'elle peut se faire sur des bases d'égalité. D'autres études identifient de tels moments dans la ville : ainsi des rencontres sur les plages du Cap (Frogneux 2009) ou de certains matchs de rugby scolaire (Migozzi 2010). De même que leurs temporalités sont de l'ordre de l'éphémère, les spatialités de ces espaces de changement sont de l'ordre de l'intersticiel et leur échelle sociale concerne surtout l'individu. Une fois de plus, la question qui se pose est celle de leur efficacité sociétale. Mais là encore, le cas sud-africain permet de retourner une question qui tourmente les sciences sociales : une société dans laquelle existent de telles « bulles » de citoyenneté est généralement critiquée, l'existence desdites bulles ou sphères apparaissant comme des symptômes d'un tissu social qui se défait (Mitchell 2005). Ici, ce serait dans les bulles que la société se fait, que le lien se tisse, que la citoyenneté se construit dans un nouveau rapport, plus positif, à l'autre. Ces bulles sont isolées plutôt que coalescentes, et fragiles. Néanmoins, la multiplication de ces instants de mixité, leur densification progressive, voire leur grande fréquence en des lieux très précis permettent de s'interroger sur les possibilités d'un effet cumulatif qui dépasserait l'éphémère pour faire sens fortement à l'échelle de toute la société : que se passe-t-il quand les bulles sont suffisamment denses et nombreuses pour se transformer en écume, pour reprendre l'expression de Sloterdijk (2005) ?

Une géographie de ces espaces du changement est à construire conceptuellement – ce travail n'en donnant que les prémisses et quelques exemples empiriques. Elle pourra s'appuyer sur un certain nombre de notions existantes. Les espaces de l'hybridité et de l'intermédialité d'Homi Bhabha sont de celles-là :

« These 'in-between' spaces provides the terrain for elaborating strategies of selfhood – singular or communal – that initiate new signs of identity, and innovative sites of collaboration, and contestation, in the act of defining the idea of society itself. » (Bhabha 1994, 1-2)

Surtout, l'idée d'espace tiers (*thirdspace*) d'Ed Soja (1996), idée déjà ancienne

mais récemment reprise par d'autres auteurs (De Cauter & Dehaene 2007), paraît prometteuse. Retravaillant la tripartition de l'espace d'Henri Lefebvre, Soja propose un *thirdspace* qui soit *real-and-imagined*, à la fois espace réel et espace imaginé des possibles, au-delà de l'espace conçu des urbanistes et des stratèges comme de l'espace perçu des pratiques quotidiennes. Que se passe-t-il dans cet espace tiers ? Est-ce le lieu réel où mettre en espace de nouvelles identités, de nouvelles façons de vivre la ville et un nouveau vivre-ensemble ? Est-ce le lieu du changement positif comme négatif ? Il est en tous cas défini comme le lieu où dialectiquement les oppositions dialectiques se résolvent (Soja 1996, 60), où existe un jeu constant entre les frontières implicites et explicites, comme entre les identités nouvelles et en place (Baker 2007, 2010).



## How we live in Africa, not how we die ? pour une géographie du quotidien

Le brouillage des frontières<sup>132</sup>, leur transformation en fronts et zones d'interaction ouvre des espaces de jeu, de changements incertains, de nouveaux possibles. Ces nouveaux espaces sont décelables à la surface des structures inégalitaires existantes, héritées de l'apartheid et polarisées plus outre par la globalisation. Leur spatialité, leur temporalité, leur forme sociale restent difficiles à déterminer : si je propose de les voir comme des bulles se transforment peut-être en écume, d'autres les voient comme des lignes de désir, comme on dit lignes de fuite. Murray et al. proposent ce terme,

« a term from planning used to describe those well-worn ribbons of earth that you see cutting across a patch of grass, often with pavement nearby. (...) We use the notion of desire lines in a more general way to indicate the space between the planned and the providential, the engineered and the 'lived', and between official projects of capture and containment and the popular energies which subvert, bypass, supersede and evade them. » (Murray, Shepherd, & Hall 2007, 1)

Quelle qu'en soit la topographie – ou, plus probablement, la topologie -, ces espaces de jeu oeuvrent à la transformation de la société, dans quelque sens que ce soit. Leur consistance, encore fragile et éphémère, mais de plus en plus fréquente et amorçant sans doute des effets cumulatifs, est liée à la temporalité moyenne dans laquelle j'ai analysé le changement systémique dans lequel l'Afrique du Sud est plongée depuis seize ans.

Cette temporalité moyenne, d'autres commentateurs la résument sous la plaisante idée de la nation adolescente :

« Tomorrow South Africa turns 16. And what a pimply, moody teenager we've turned out to be. If it's not screaming matches with our admittedly shady parents, it's one identity crisis after the other coupled with a maudlin fixation over what people think of us.

Ah, to be a teenager. The bad poetry, the unhealthy crushes, the vacillation between hyper excitement to depressed lows and the complete lack of perspective. We have it all. »<sup>133</sup>

Au-delà de l'anthropomorphisation, l'Afrique du Sud contemporaine est bien engagée dans la construction de soi comme à la fois nation démocratique et pays émergent, dans le rapport à soi, à l'autre et au monde.

Il me semble que ces nouvelles constructions, dans la fragilité de leur apparition, se voient particulièrement bien dans les géographies culturelles quotidiennes, celles des pratiques individuelles comme de la citoyenneté en acte. La culture apparaît bien là, de la manière dont la définit Michel de

---

<sup>132</sup> Le titre de ce chapitre est extrait du générique du podcast de Tony Lankester, « Between the Pages », émission multimédia du *Mail & Guardian* supprimée en décembre 2009. L'expression est sans doute de la journaliste Pearlie Joubert.

<sup>133</sup> Pillay, V. 2010. Sweet sixteen. *Mail & Guardian Online*. 26 avril.

Certeau (1993), comme une prolifération d'inventions dans des espaces contraints », contraintes avec lesquelles la et les pratiques doivent ruser. Il s'agit de regarder « l'usuel et le récurrent » des vies citadines, dans son caractère fluide et fortuit, de comprendre « l'ambiance urbaine, la stratégie d'adaptation et de détournement, les valeurs subjectives, les appropriations matérielles et symboliques » (Dorier-Apprill & Gervais-Lambony 2007, 7-8). Dans un espace urbain sud-africain qui doit beaucoup au panoptique, inclure le contrepoint des pratiques transgressant l'ordre ancien pour explorer des nouveaux possibles me semble indispensable, scientifiquement comme politiquement. Une telle posture s'inscrit aisément dans l'intérêt actuel croissant pour le quotidien inspirée par les travaux d'Henri Lefebvre (Lefebvre 1961 ; Rigg 2007 ; Yasser 2008). En effet, le quotidien, ou la vie quotidienne, apparaissent comme des sites importants à explorer pour comprendre comment même les plus pauvres sont acteurs de leurs vies et pour éviter d'en faire les victimes passives de processus globaux, internationaux ou nationaux. De plus, l'attention au quotidien permet de redonner au contexte spatial, temporel et social des événements toute son importance, de ne pas le limiter à une scène ou un contenant. Cela est aussi fécond, puisque la condition contemporaine est hybride, constituée par des allers-retours permanents entre les échelles, par la tension entre des processus d'homo- et hétérogénéisation, de dé- et reterritorialisation. Puisque la globalisation par exemple est insérée, interprétée et modelée par les contextes locaux. Peter Marcuse rappelle ainsi que :

« Everyday life is where the results of the social, economic and political systems in which we live are manifest and directly experienced—where the societal shapes and is shaped by the individual. Actions both supporting and challenging existing relations stem from the experiences of everyday life, and must be rooted in them to be effective. (...) Everyday life includes the direct experiential lives of human beings. It is based in the mode of production, but is only in mediated fashion produced by it. As an outcome it is better captured by cultural rather than economic analysis, although the relationship between the two should constantly be kept in mind. » (Marcuse 2010, 356-8)

Travailler sur le quotidien ne signifie pas limiter ou simplifier la perspective, au contraire. La variété des parcours individuels, ceux qui reflètent la norme comme ceux, nombreux, qui s'en écartent, permet de complexifier le tableau. Et le quotidien ne se déploie pas uniquement à l'échelle locale, bien au contraire : la vie quotidienne insère ne peut se comprendre qu'en prenant en compte des éléments voire facteurs causaux aux différentes échelles (Amin 2002 ; Harvey 2009).

De plus, la vie quotidienne ne doit pas être idéalisée, bien au contraire : elle est « an unhappy one for most » dit aussi Marcuse (2010, 358), et ne doit en aucun cas être considérée comme « normale ». Vivre en ville est certes accéder à une série de droits et d'opportunités, mais c'est aussi ville dans un lieu de malheur, de pauvreté, d'isolement (Dorier-Apprill & Gervais-Lambony 2007). C'est se trouver en contact avec le monde, dans une atmosphère cosmopolite - et la conséquence en est aussi le racisme, l'homophobie, la xénophobie, en particulier en Afrique du Sud. Une commentatrice, Christi van der Westhuizen, écrivait ceci au lendemain des attaques xénophobes de mai 2008 qui ont causé la mort de 62 personnes :

« This is us. No miracle nation. No rainbow nation. Just us: violent; intolerant of difference — hitting where it hurts. Let's not try to sweet-talk ourselves. This is who we are. Let's look ourselves in the eye. (...)

But who are “the criminals”? Why, our homes are frequently the unsafest places in our society. Look at the levels of domestic violence: between 20% and 30% of women have suffered violence at the hands of an intimate partner, according to one study. And half of female murder victims are killed by intimate partners — the highest rate in the world.

Gender-based violence is the most primary of violent reactions against “otherness”. That is where some men construct themselves as “dominant” by forcefully imposing a hierarchical relationship on a gendered someone over whom they have the physical upper hand. Most of them get away with it because our society, by and large, finds it acceptable.

Half of the reported rape victims in our society are children — the most vulnerable group. We will probably never know the true levels of rape or of sexual assault of children. Again, these are condoned, usually through silence.

We strike at difference — “the other” in our homes; “the other” in our neighbourhoods. Private meets public. We prefer to lash out at the vulnerable, the marginal. (Why not? They don't fight back most of the time.) Not just the foreigners, or female partners.

Remember when we used to be shocked by baby rapes? Now some of us (only a few, don't worry) are shocked by the rapes and murders of lesbian women. Another lesbian recently died, bringing the tally to at least four in the past two years. This means four people have died because of their sexual orientation.

And every now and again we find out about abuse perpetrated against one of the most invisible groups in our society, the elderly. There are also the attacks with only one motive: racism. These are the ones that usually get the most attention as it is an issue high up on the agenda of our country's elite.

Sometimes an attack doesn't end in rape or death. But it always involves humiliation — ironically, because the right to dignity has been emphasised in Constitutional Court rulings as the foremost of all the rights in our Constitution.

Most of the time, categories of vulnerability and difference converge in the attacks, as in black, elderly, female cleaner (*viz* the Free State case).

This is us. To try to blame our favourite “other”, the criminals, doesn't wash.

Indeed, criminal justice researcher Antony Albekker calculated in his book *A Country at War with Itself* that between one in every 25 and one in every 40 men in South Africa committed at least one rape, murder or armed robbery in 2006/07.

“They” are among us. “They” are us. »<sup>134</sup>

Là encore, le cas sud-africain n'est pas exceptionnel et sa violence ne doit pas être, sous prétexte de fascination malsaine un moyen de l'isoler, de le rendre autre et incommensurable à l'expérience commune. La violence y est paroxystique, mais idéal-typique, un autre phénomène humain à comprendre et analyser par un cas exemplaire.

---

<sup>134</sup> Christi van der Westhuizen, thought leader, *Mail & Guardian online*, <http://www.thoughtleader.co.za/christivanderwesthuizen/2008/05/20/this-is-us-welcome-to-south-africa/>, accédé le 20 mai 2008.

Une telle géographie du quotidien cherche à étudier *au plus près* les lignes de faille de la société, là où elle se fracture, bouge et se recompose. Je l'ai ici située sur les lignes de faille que sont la race et la classe sociale. D'autres se dessinent, en particulier celle du genre qu'il faut je pense explorer plus avant. Sarah Nuttall (2009, 136 ; voir aussi Oldfield, Salo, & Schlyter 2009) rappelle que « gender relations are crucial to the success and failure of post-apartheid South Africa ». De fait, les relations de genre sont en pleine recomposition et la citoyenneté genrée est écartelée entre la protection de droit et les violences de fait. Cette ligne de faille est fondamentale pour comprendre la société sud-africaine et ses velléités de vivre-ensemble. Pourtant, elle n'a encore été que peu étudiée ou seulement en limitant les études de genre aux recherches sur des femmes, comprises seulement comme victimes, mères et épouses, au mieux « veuves politiques » comme Winnie Mandela (Samuelson 2007). Mais que les failles soient celles de la race, de la classe ou du genre, elles ramènent toutes l'analyse à l'irréductibilité de l'individu, soulignée par le romancier J.M. Coetzee :

« In South Africa particularly, Coetzee emphasizes, 'it is not possible to deny the authority of suffering and therefore of the body'. Looking back on his fiction, the writer professed to see 'a simple ... standard' set up, and 'that standard is the body'. » (Graham 2002, 11)

Cette irréductibilité de la dimension corporelle est celle de la vulnérabilité de chacun (Hyndman 2010).

Une entrée par les géographies quotidiennes n'est donc pas là pour idéaliser les populations citadines, leur inventivité et leur créativité, en particulier au Sud ; pour aseptiser des enjeux qui sont des rapports de pouvoir parfois nus dans leur violence, pour oublier le politique. Elle n'est pas là non plus, à l'inverse, pour contribuer à produire une série supplémentaire de clichés aliénants et misérabilistes, construisant une image de l'Afrique entre la survie et le mouroir. Elle doit se poster volontairement, à l'affût, dans ce balancement permanent entre le pire et le meilleur.



## Bibliographie

- Adam, H. & K. Moopley. 1993. *The Negotiated Revolution, Society and Politics in post-apartheid South Africa*. Johannesburg: Jonathan Ball.
- Aji, H. & M. Houssay-Holzschuch. 1997. La rhétorique de la réconciliation : presse et langage en Afrique du Sud. *Esprit* (5):90-107.
- Alexander, N. 2002. *An ordinary country. Issues in the transition from apartheid to democracy in South Africa*. Durban: University of Natal Press.
- Allen, G. & F. Brennan. 2004. *Tourism in the New South Africa: Social Responsibility and the Tourist Experience*. London: I.B. Tauris.
- Amat-Roze, J.-M. 2003. L'infection à VIH/sida en Afrique subsaharienne, propos géographiques. *Hérodote* (111):117-155.
- Amin, A. 1994. Post-Fordism: Models, Fantasies and Phantoms of Transition. In *Post-Fordism : a reader*, ed. A. Amin, 1-40. Oxford ; Cambridge, Mass.: Blackwell.
- . 2002. Spatialities of globalization. *Environment & Planning A* 34:385-399.
- Amselle, J.-L. 2001. *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*. Paris: Flammarion.
- Anderson, E. 2004. The Cosmopolitan Canopy. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 595:14-31.
- Anderson, K. 2008. 'Race' in post-universalist perspective. *Cultural Geographies* 15 (2):155-171.
- Andrew, M. 2009. Mandela, Kathrada honoured. *Mail & Guardian Online*, October 7.
- Anonymous. 1960. March against the Pass Laws in Cape Town. Cape Town.
- Appadurai, A. 2006. *Fear of small numbers : an essay on the geography of anger*. Durham: Duke University Press.
- Arendt, H. 1961. *La Condition de l'homme moderne*. Paris: Calmann-Lévy.
- Ashcroft, B., G. Griffiths & H. Tiffin. 1995. *The post-colonial studies reader*. London ; New York: Routledge.
- Ashworth, G. J., B. J. Graham & J. E. Tunbridge. 2007. *Pluralising pasts : heritage, identity and place in multicultural societies*. London ; Ann Arbor, MI: Pluto Press.
- Askins, K. 2008. (Re)negotiations: Towards a transformative Geopolitics of Fear and Otherness. In *Fear : critical geopolitics and everyday life*, eds. R. Pain and S. Smith, 235-248. Aldershot, Hants, England ; Burlington, VT: Ashgate.
- Asmal, K., L. Asmal & R. S. Roberts. 1996. *Reconciliation through truth : a reckoning of apartheid's criminal governance*. Cape Town: David Philip Publishers, in association with Mayibue Books, University of the Western Cape.
- Augé, M. 1992. *Non-lieux : introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris: Seuil.

- Azaryahu, M. & K. Foote. 2007. Toward a geography of memory: geographical dimensions of public memory and commemoration. *Journal of Political and Military Sociology* 35 (1):125-144.
- . 2008. Historical space as narrative medium: on the configuration of spatial narratives of time at historical sites. *GeoJournal* 73 (3):179-194.
- Baker, C. R. 2007. *The Hybrid Church in the City: third space thinking*. Aldershot: Ashgate.
- . 2010. Re-entering the Thirdspace? re-evaluating Ed Soja's spatial theory in and for the postsecular city. In *Annual Conference of the Association of American Geographers*. Washington.
- Balandier, G. 1981. *Sens et puissance, les dynamiques sociales*. Paris: PUF.
- Barnett, C. & M. Low. 2004. *Spaces of democracy : geographical perspectives on citizenship, participation and representation*. London ; Thousand Oaks, Calif.: SAGE.
- Barnett, N. 1985. Ndabeni 1901-1910: Towards a Social History, University of Cape Town, Cape Town.
- Battersby, J. 2004. Cape Town's Model C schools: Desegregated and desegregating spaces? *Urban Forum* 15 (3):279-291.
- Bauman, Z. 1990. *Thinking Sociologically*. Oxford: Blackwell.
- . 1991. *Modernity and ambivalence*. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press.
- . 1992. *Intimations of postmodernity*. London ; New York: Routledge.
- . 2007. *Liquid times : living in an age of uncertainty*. Cambridge: Polity Press.
- Baykan, A. & T. Hatuka. 2010. Politics and culture in the making of public space: Taksim Square, 1 May 1977, Istanbul. *Planning Perspectives* 25 (1):49 - 68.
- Beall, J., O. Crankshaw & S. Parnell. 2002. *Uniting a Divided City. Governance and Social Exclusion in Johannesburg*. London: Earthscan.
- Beaumont, J. 2008. Transcending the particular in postsecular cities. In *Religion, politics and the postsecular city*. Groningen.
- Beck, U. 2005. *Power in the global age : a new global political economy*. Cambridge ; Malden, MA: Polity.
- Behr, M. 1995. *The Smell of Apples*. 1st U.S. ed. London: Abacus.
- Bekker, S. 2005. New urban identities in a new South Africa ? Class, culture and race in Cape Town and Johannesburg. University of Johannesburg Sociology Seminar.
- Belaidi, N. 2009. Conquering wilderness. In *International Experimental Workshop of 'Eco-Political Geography': Land(scape), Territories and Networks of Eco-frontiers*. Limoges.
- Belaidi, N., M. Berger, M. Houssay-Holzschuch & O. Ninot. à paraître. Cape Town, périphéries post-apartheid. In *PERISUDS - numéro spécial de Grafigéo*, ed. J.-L. Chaléard. Paris.
- Bénit, C. 2000. Johannesburg : déségrégation raciale, ségrégation sociale ? In *Métropoles en mouvement, une comparaison internationale*, eds. F. Dureau and V. Dupond, 269-280. Paris: Anthropos & IRD.
- Bénit-Gbaffou, C. 2008a. Community Policing and Disputed Norms for Local Social Control in Post-Apartheid Johannesburg. *Journal of Southern African Studies* 34 (1):93 - 109.
- . 2008b. Unbundled security services and urban fragmentation in post-apartheid Johannesburg. *Geoforum* 39 (6):1933-1950.
- Bénit-Gbaffou, C., S. Fabiyi & E. Peyroux eds. 2009. *Sécurisation des quartiers et gouvernance locale : Enjeux et défis pour les villes africaines (Afrique du Sud,*

- Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria*). Johannesburg / Paris: IFAS / Karthala.
- Benko, G. & U. Strohmayer. 1997. *Space and social theory : interpreting modernity and postmodernity*. Oxford, UK ; Malden, MA: Blackwell Publishers.
- Bennett, B., C. Julius & C. Soudien eds. 2008. *City - Site - Museum. Reviewing memory practices at the District Six Museum*. Cape Town: District Six Museum.
- Berès, A. 1986. L'archipel des bantoustans. *Hérodote* 41:12--38.
- Berry-Chikhaoui, I. & A. Deboulet. 2001. *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*. Paris: Karthala – IRMC - URBAMA.
- Berry-Chikhaoui, I., A. Deboulet & L. Roulleau-Berger eds. 2007. *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*. Paris: La Découverte.
- Bhabha, H. 1994. *The Location of culture*. London: Routledge.
- Bickford-Smith, V. 1995a. *Ethnic Pride and Racial Prejudice in Victorian Cape Town*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . 1995b. South African Urban History, Racial Segregation and the 'Unique' Case of Cape Town? *Journal of Southern African Studies* 21 (1):63-78.
- . 2009. Creating a City of the Tourist Imagination: The Case of Cape Town, 'The Fairest Cape of Them All'. *Urban Studies* 46 (9):1763-1785.
- Bickford-Smith, V., E. Van Heyningen & N. Worden. 1999. *Cape Town in the twentieth century : an illustrated social history*. Claremont, South Africa: D. Philip Publishers.
- Blomley, N. K. 2004. *Unsettling the city: urban land and the politics of property*. New York: Routledge.
- Bond, P. 2000. *Cities of Gold, Townships of Coal: Essays on South Africa's New Urban Crisis*. New Jersey: Africa World Press.
- . 2005. *Elite Transition. From Apartheid to Neoliberalism in South Africa*. Durban: University of Kwazulu-Natal Press.
- . 2008. It's class apartheid, stupid. *Mail & Guardian*, April 24.
- Bonerandi, E. & M. Houssay-Holzschuch. 2006. Vivre ensemble : Le public au croisement espace/politique/société. In *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, eds. R. Séchet and V. Veschambre, 73-88. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Bonnemaison, J. 1981. Voyage autour du territoire. *L'Approche culturelle en géographie, numéro spécial de L'Espace géographique* 10 (4):249-262.
- . 2000. *La géographie culturelle : cours de l'Université Paris IV-Sorbonne, 1994-1997*. Paris: Éditions du CTHS.
- Bonner, P., P. Delius & D. Posel eds. 1993. *Apartheid's genesis, 1935-1962*. Johannesburg: Witwatersrand University Press.
- Bopda, A. 2003. *Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration : à quoi sert une capitale d'Afrique tropicale?* Paris: CNRS.
- Bordreuil, J.-S. 2000. La ville desserrée. In *La ville et l'urbain - l'état des savoirs*, eds. T. Paquot, M. Lussault and S. Body-Gendrot, 169-182. Paris: La Découverte.
- Bost, F. 2004. Les investissements directs étrangers, révélateurs de l'attractivité des territoires à l'échelle mondiale. *M@ppemonde* 75 (3).
- Bozzoli, B. 2004. *Theatres of struggle and the end of apartheid*. Edinburgh: Edinburgh University Press & International African Library.

- Bremner, L. 2007. Memory, Nation-Building and the Post-Apartheid City. The Apartheid Museum in Johannesburg. In *Desire lines : space, memory and identity in the post-apartheid city*, eds. N. Murray, N. Shepherd and M. Hall, 85-103. New York: Routledge.
- Brenet, E.-L. 2005. Les espaces publics au Cap. Étude de deux cas sud-africains, Company's Garden et Cavendish Square. mémoire de M1 de géographie, Faculté GHHAT, Université Lyon 2, Lyon.
- Broadbridge, H. 2001. Negotiating Post-Apartheid Boundaries and Identities: An Anthropological Study of the Creation of a Cape Town Suburb. Ph.D. in Anthropology, University of Stellenbosch, Stellenbosch.
- Brun, J. & C. Rhein. 1994. *La Ségrégation dans la ville*. Paris: L'Harmattan.
- Brunet, R. 1990. Le Déchiffrement du Monde. In *Mondes nouveaux, Géographie universelle t. 1*, eds. R. Brunet and O. Dollfus, 9-271. Montpellier / Paris: Reclus/Fayard.
- Brunet, R., R. Ferras & H. Théry. 1993. *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*. 3. éd., rev. et augm. ed. Montpellier / Paris: RECLUS / Documentation française.
- Buntinx, G., C. Rassool, C. Kratz, L. Szwaja, T. Ybarra-Frausto, B. Kirshenblatt-Gimblett & I. Karp eds. 2006. *Museum Frictions: Public Cultures/Global Transformations*. Durham: Duke University Press.
- Caillé, A. 2003. Présentation: Qu'est-ce que le religieux ? *Revue du MAUSS* 22:5-30.
- Calbérac, Y. 2005. En quête du terrain : approche historique et épistémologique du terrain en géographie, École Normale Supérieure Lettres et Sciences humaines, Lyon.
- Calhoun, C. J. 1992. *Habermas and the public sphere*. Cambridge, Mass.: MIT Press.
- Calvino, I. 1974. *Les villes invisibles*. Paris: Seuil.
- Cameron, E. 2008. cultural geographies essay: Indigenous spectrality and the politics of postcolonial ghost stories. *Cultural Geographies* 15 (3):383-393.
- Capron, G. 1996. La ville privée. Les « Shopping centers » à Buenos Aires (Argentine). Thèse de géographie, Université de Toulouse Le Mirail, Toulouse.
- ed. 2006. *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*. Paris: Bréal.
- Capron, G. & N. Haschar-Noé. 2003. L'Espace public en question : usages, ambiances et participation citoyenne. In *Études et travaux de l'école doctorale TESC*. Toulouse: Université de Toulouse Le Mirail.
- Carpentier, C. 2005. *L'école en Afrique du Sud - Entre fantômes de l'apartheid et contraintes du marché*. Paris: Karthala.
- Carroué, L. 2004. *La Mondialisation en débat*. Paris: La Documentation française.
- Cassin, B., O. Cayla & P.-J. Salazar eds. 2004. *Vérité, Réconciliation, Réparation*. Paris: Seuil.
- Cédiey, É. 2002. Comment l'affirmative action vint à l'Afrique du Sud. *Critique internationale* 17 (4):145-158.
- Chabal, P. & J.-P. Daloz. 1999. *Africa works. Disorder as political instrument*. Oxford: James Currey.
- Chidester, D. 2000. Mapping the Sacred in the Mother City : Religion and Urban Space in Cape Town, *South Africa Journal for the Study of Religion* 13 (1&2):5-41.

- Chidester, D., P. Dexter & W. G. James. 2004. *What holds us together : social cohesion in South Africa*. Pretoria / London: Human Sciences Research Council / Global.
- Chidester, D. & E. T. Linenthal. 1995. *American sacred space*. Bloomington: Indiana University Press.
- Chivallon, C., N. Marne & D. Prost. 1998. Artefact de lieu et urbanité : le centre commercial interrogé. *Les Annales de la Recherche urbaine* (78):28-37.
- Chrétien, J.-P. & J.-L. Triaud eds. 1999. *Histoire d'Afrique. Les enjeux de mémoire*. Paris: Karthala.
- Christopher, A. J. 1987a. Apartheid Planning in South Africa: the Case of Port Elizabeth. *The Geographical Journal* 153 (2):195--204.
- . 1987b. Race and Residence in Colonial Port Elizabeth. *South African Geographical Journal* 69 (1):3--20.
- . 2000. *The Atlas of Changing South Africa*. London: Routledge.
- Claval, P. 1984. Urban space and freedom. *International Political Science Review* 5 (2): 147-160.
- . 1992. Postmodernisme et géographie. *Géographie et Cultures* 4:3-24.
- . 1998. *Histoire de la géographie française de 1870 à nos jours*. Paris: Nathan-Université.
- Cling, J.-P. 2000. *L'économie sud-africaine au sortir de l'apartheid*. Paris: Karthala.
- Cloke, P. 2010. Emerging spaces of postsecular rapprochement in the contemporary city. In *Geographies of Religion: a new dialogue*. Newcastle.
- Coetzee, J. M. 1988. *White Writing: on the Culture of Letters in South Africa*. New Haven: Yale University Press.
- Cole, J. 1986. *Crossroads: the Politics of Reform and Repression, 1976-1986*. Johannesburg: Ravan Press.
- Collignon, B. & J.-F. Staszak eds. 2004. *Espaces domestiques. Construire, habiter, représenter*. Paris: Bréal.
- Collignon, R. & M. Diouf eds. 2001. *Les jeunes : hantise de l'espace public dans les sociétés du Sud ?*: Éditions de l'Aube & IRD.
- Comaroff, J. & J. L. Comaroff. 1999. Occult Economies and the Violence of Abstraction: Notes from the South African Postcolony. *American Ethnologist* 26 (2):279-303.
- Cook, G. P. 1991. Cape Town. In *Homes apart, South Africa's segregated cities*, ed. A. Lemon, 26--42. Cape Town: David Philip.
- Coombes, A. E. 2003. *History after apartheid. Visual Culture and Public Memory in a Democratic South Africa*. Johannesburg: Witwatersrand University Press.
- Cooper, F. 2005. *Colonialism in question: theory, knowledge, history*. Berkeley: University of California Press.
- Coquery-Vidrovitch, C. 1993. *Histoire des villes d'Afrique noire. Des origines à la colonisation*. Paris: Albin Michel.
- Cornevin, M. 1979. *L'apartheid : pouvoir et falsification historique*. Paris: UNESCO.
- Cox, H. G. 1990. *The secular city : secularization and urbanization in theological perspective*. 25th Anniversary ed. New York: Collier Books.
- Cox, K. R. (forthcoming). *South Africa and the Long History of Globalization*. London: Routledge.
- Crais, C. 1992. *The Making of the colonial order: White Supremacy and Black Resistance in the Eastern Cape, 1770-1865*. Johannesburg: Witwatersrand University Press.

- Crampton, A. 2003. The art of nation-building : (re)presenting political transition at the South African National Gallery. *Cultural Geographies* (10):218-242.
- Crankshaw, O. 2008. Race, Space and the Post-Fordist Spatial Order of Johannesburg. *Urban Studies* 45 (8):1692-1711.
- Cresswell, T. 1996. *In place/out of place : geography, ideology, and transgression*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Davenport, T. R. H. 1991. *South Africa: A Modern History*. London: Macmillan.
- Davis, M. 1990. *City of quartz: excavating the future in Los Angeles*. London ; New York: Verso.
- . 1998. *Ecology of fear: Los Angeles and the imagination of disaster*. 1st ed. New York: Metropolitan Books.
- de Boeck, F. & M.-F. Plissart. 2005. *Kinshasa : récits de la ville invisible: La Renaissance du livre / Luc Pire*.
- De Caeter, L. & M. Dehaene eds. 2007. *Heterotopia and the City Public Space in a Postcivil Society*. London: Routledge.
- de Certeau, M. 1990. *L'invention du quotidien*. Paris: Folio Gallimard.
- De Certeau, M. 1993. *La Culture au pluriel*. 3è éd. corrigée et présentée par Luce Giard (édition originale 1974) ed. Paris: Seuil.
- Dear, M. & S. Flusty. 1998. Postmodern Urbanism. *Annals of the Association of American Geographers* 88 (1):50 - 72.
- Dear, M. J. & J. D. Dishman. 2001. *From Chicago to L.A. : making sense of urban theory*. Thousand Oaks, Calif.: Sage Publications.
- Détienne, M. 2000. *Comparer l'incomparable*. Paris: Seuil.
- Dewar, D. & V. Watson. 1990. The issue of the size and growth of Cape Town. Cape Town: Urban Problems Research Unit, University of Cape Town.
- Dickinson, J., M. J. Andrucki, E. Rawlins, D. Hale & V. Cook. 2008. Introduction: Geographies of Everyday Citizenship. *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies* 7 (2):100-112.
- Diem, A. 2007. Monks, Kings and the Transformation of Sanctity: Jonas of Bobbio and the End of the Holy Man. *Speculum* (82):521-559.
- Dorier-Apprill, E. & P. Gervais-Lambony. 2007. *Vies citadines*. Paris: Belin.
- Douglas, M. 1971. *De la Souillure, Essai sur les notions de pollution et de tabou*. Paris: Maspéro.
- Du Toit, P. 2001. *South Africa's Brittle Peace: The Problem of Post-Settlement Violence*. Houndmills: Basingstoke.
- Dubin, S. C. 2006. *Transforming museums : mounting Queen Victoria in a democratic South Africa*. 1st ed. New York: Palgrave Macmillan.
- Dubresson, A. & S. Jaglin eds. 2008. *Le Cap après l'apartheid. Gouvernance métropolitaine et changement urbain*. Paris: Karthala.
- Dufaux, F. & P. Gervais-Lambony eds. 1994. *Afrique noire, Europe de l'Est : Regards croisés*. Paris: Karthala.
- Dupont, V. 2004. Socio-spatial differentiation and residential segregation in Delhi: a question of scale? *Geoforum* 35 (2):157-175.
- Dupont, V. & M. Houssay-Holzschuch. 2003. Fragmentation et accès à la ville : une étude comparative entre Le Cap et Delhi. In *Espaces arc en ciel: identités et territoires en Afrique du Sud et en Inde*, eds. P. Gervais-Lambony, F. Landy and S. Oldfield, 271-304. Paris: Karthala.
- . 2005. Fragmentation and access to the city: Cape Town and Delhi in a comparative perspective. In *Reconfiguring Identities and Building Territories in India and South Africa*, eds. P. Gervais-Lambony, F. Landy and S. Oldfield, 277-314. Delhi: Manohar.

- Dureau, F. & V. Dupond eds. 2000. *Métropoles en mouvement, une comparaison internationale*. Paris: Anthropos & IRD.
- Ebrahim, N. 1999. *Noor's story. My Life in District Six*. Cape Town: I.M. Publishing.
- Eckersley, R. 2007. From cosmopolitan nationalism to cosmopolitan democracy. *Review of International Studies* 33 (04):675-692.
- Edensor, T. 2008. Mundane hauntings: commuting through the phantasmagoric working-class spaces of Manchester, England. *Cultural Geographies* 15 (3):313-333.
- Eiselen, W. W. M. 1955. The Native in the Western Cape. In *Sixth Annual Congress of the South African Bureau of Racial Affairs*. Stellenbosch.
- Elder, G. S. 2003. *Hostels, sexuality, and the apartheid legacy : malevolent geographies*. Athens, Ohio: Ohio University Press.
- Eliade, M. 1959. *The sacred and the profane ; the nature of religion*. New York: Harcourt.
- Elias de Castro, I. 2004. Espaces publics : entre publicité et politique. In *L'espace public à l'épreuve : régressions et émergences*, eds. V. Berdoulay, P. C. Da Costa Gomes and J. Lolive, 87-98. Pessac: MSAH.
- Ellapen, J. A. 2007. The cinematic township: cinematic representations of the township space; and who can claim the rights to representation in post-apartheid South African cinema. *Journal of African Cultural Studies* 19 (1):113 - 138.
- Elliott, A. & Z. Bauman. 2007. *The contemporary Bauman*. London ; New York: Routledge.
- Elphick, R. & H. Giliomee eds. 1989. *The Shaping of South African Society, 1652-1820*. seconde ed. London: Longman.
- Fakier, Y. 1998. *Grappling with Change*. Cape Town: Idasa, Cape Times, Western Cape Education Department.
- Fassin, D. 2008. The embodied past. From paranoid style to politics of memory in South Africa. *Social Anthropology* 16 (3):312-328.
- Fauvelle-Aymar, F.-X. 2002. *L'Invention du Hottentot: Histoire du regard occidental sur les Khoisan (XV-XIXe siècle)*. Paris: Publications de la Sorbonne.
- . 2004. The Reappearance of the Khoesan in Post-Apartheid South Africa. Invention of Tradition and National Reconciliation. In *L'Afrique du Sud dix ans après, transition accomplie ?*, eds. A. Wa Kabwe-Segatti, N. Péjout and P. Guillaume. Paris: IFAS-Karthala.
- . 2006. *Histoire de l'Afrique du Sud*. Paris: Seuil.
- Ferreira, S. & G. Visser. 2007. Creating an African Riviera: Revisiting the Impact of the Victoria and Alfred Waterfront Development in Cape Town. *Urban Forum* 18 (3):227-246.
- Foote, K. E. 1997. *Shadowed ground : America's landscapes of violence and tragedy*. 1st ed. Austin: University of Texas Press.
- Foucher, M. 1988. *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*. Paris: Fayard.
- Fourchard, L., O. Goerg & M. Gomez-Perez eds. 2009. *Lieux de sociabilité urbaine en Afrique*. Paris: L'Harmattan.
- Franck, K. A. & Q. Stevens. 2007. *Loose space : possibility and diversity in urban life*. London ; New York: Routledge.
- François, E. & H. Schulze eds. 2007. *Mémoires allemandes*. Paris: Gallimard.
- Fraser, A. 2007. Land reform in South Africa and the colonial present. *Social & Cultural Geography* 8 (6):835 - 851.

- Fraser, N. 1990. Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy. *Social Text* (25/26):56-80.
- . 1997. *Justice interruptus : critical reflections on the "postsocialist" condition*. New York: Routledge.
- Frogneux, H. 2009. Déségrégation des espaces publics dans la ville post-apartheid : l'exemple des plages au Cap, en Afrique du Sud. Mémoire de M1, UFR de Géographie, Université de Paris I, Paris.
- Fu, A. & M. J. Murray. 2007. Cinema and the edgy city: Johannesburg, carjacking, and the postmetropolis. *African Identities* 5 (2):279 - 289.
- Garside, J. 1993. Inner City Gentrification in South Africa: The Case of Woodstock, Cape Town. *GeoJournal* 30 (1):29-35.
- Gaugue, A. 1997. *Les états africains et leurs musées*. Paris: L'Harmattan.
- GEMDEV ed. 1999. *Mondialisation : les mots et les choses*. Paris: Karthala.
- Germain, E. 2007. *L'Afrique du Sud musulmane - Histoire des relations entre Indiens et Malais du Cap*. Paris: IFAS- Karthala.
- Gervais-Lambony, M.-A. 1996. Découpage régional, pouvoirs provinciaux, pouvoir central. *Hérodote* (82/83):61-78.
- Gervais-Lambony, P. 1994. *De Lomé à Harare : le fait citoyen. Images et pratiques des villes africaines*. Paris/Nairobi: Karthala/IFRA.
- . 1997. *L'Afrique du Sud et les États voisins*. Paris: Armand Colin.
- . 2000. De la ville inutile ... à la comparaison nécessaire. Pour une géographie humaine. Quelques réflexions sur les études urbaines et la pensée de Pierre Gourou. In *Un géographe dans son siècle, actualité de Pierre Gourou*, eds. H. Nicolai, P. Péliissier and J. P. Raison, 177-185. Paris: Karthala Géotropiques.
- . 2003a. Afrique du Sud, les temps du changement. *Hérodote* (111):81-98.
- . 2003b. *Territoires Citadins: Quatre Villes Africaines*. Paris: Belin.
- Gervais-Lambony, P. & F. Landy. 2007. On dirait le Sud... *Autrepart* (41):3-14.
- Gervais-Lambony, P., F. Landy & S. Oldfield eds. 2003. *Espaces arc-en-ciel: Identités et territoires en Afrique du Sud et en Inde*. Paris: Karthala.
- Ghorra-Gobin, C. ed. 2001. *Réinventer le sens de la ville : les espaces publics à l'heure globale*. Paris: L'Harmattan.
- Gibb, M. 2007. Cape Town, a secondary global city in a developing country. *Environment and Planning C: Government and Policy* 25 (4):537-552.
- Gibson, J. L. 2004. *Overcoming apartheid : can truth reconcile a divided nation?* New York: Russell Sage Foundation.
- Gibson-Graham, J. K. 2004. Area studies after poststructuralism. *Environment & Planning A* 36 (3):405 - 419.
- Giliomee, H. B. 2003. *The Afrikaners : biography of a people*. Charlottesville & Cape Town: University of Virginia Press & Tafelberg Publishers.
- Giraut, F. 2005. Fabriquer des territoires. Utopies, modèles et projets. Habilitation à diriger des recherches, Université de Paris I, Paris.
- Giraut, F., S. Guyot & M. Houssay-Holzschuch. 2008. Enjeux de mots: les changements toponymiques sud-africains. *L'Espace géographique* 37 (2):131-150.
- Goss, J. 1993. The Magic of the Mall: an analysis of form, function, and meaning in the contemporary retail built environment. *Annals of the Association of American Geographers* 83 (1):18-47.
- . 1999. Once-upon-a-time in the Commodity World: An Unofficial Guide to Mall of America. *Annals of the Association of American Geographers* 89 (1):45-75.



- Goudie, S., D. Killian & B. Dodson. 1995. Postmodern f(r)ictions: History, text and identity at the Victoria and Alfred Waterfront. *Architecture SA*:26-31.
- Graham, B. J., G. J. Ashworth & J. E. Tunbridge. 2000. *A geography of heritage : power, culture, and economy*. London / New York: Arnold / Oxford University Press.
- Graham, L. V. 2002. 'A Hidden Side to the Story': Reading Rape in Recent South African Literature. *Kunapipi* 24 (1-2): 9-24.
- Graham, S. & S. Marvin. 2001. *Splintering urbanism : networked infrastructures, technological mobilities and the urban condition*. London ; New York: Routledge.
- Granovetter, M. S. 1973. The Strength of Weak Ties. *American Journal of Sociology* 78:1360-1380.
- Green, L. & N. I. Murray. 2009. Notes for a Guide to the Ossuary. *African Studies* 68 (3):370 - 386.
- Gregory, D. 2004. *The colonial present : Afghanistan, Palestine, Iraq*. Malden, MA: Blackwell Pub.
- Grunebaum, H. 2007. Unburying the Dead: Topographies of Erasure in the Mother City. *Publications of the Modern Language Association (PMLA)* 122 (1):210–219.
- Guillaud, D., M. Seysset & A. Walter eds. 1998. *Le Voyage inachevé... à Joël Bonnemaïson*. Paris: ORSTOM / UMR PRODIG.
- Guillaume, P. 1997. Du blanc au noir... Essai sur une nouvelle ségrégation dans le centre de Johannesburg. *L'Espace géographique* 26 (1):21--33.
- . 2001. *Johannesburg, Géographies de l'exclusion*. Paris: Karthala - IFAS.
- . 2004. La violence urbaine à Johannesburg. Entre réalités et prétexte. *Geographica Helvetica* (Heft 3):188-198.
- Guillaume, P. & F.-X. Fauvelle eds. 1998. *Espace et littérature en Afrique du Sud*. Reims: numéro spécial des *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*.
- Guillaume, P. & M. Houssay-Holzschuch. 2001. L'Amérique, entre rêve et dignité. Essai sur la réécriture d'une mémoire urbaine en Afrique du Sud. *Espaces et Sociétés* (107): 65-81.
- Guillaume, P., N. Péjout & A. Wa Kabwe-Segatti eds. 2004. *L'Afrique du Sud dix ans après, transition accomplie ?* Paris: IFAS-Karthala.
- Habermas, J. 1962a. *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris: Payot.
- . 1962b. *Strukturwandel der Öffentlichkeit*. Berlin: Luchterhand.
- . 1989. *The structural transformation of the public sphere : an inquiry into a category of bourgeois society*. Cambridge, Mass.: MIT Press.
- Hammett, D. 2009. Local beats to global rhythms: coloured student identity and negotiations of global cultural imports in Cape Town, South Africa. *Social & Cultural Geography* 10 (4):403 - 419.
- Hancock, C. 2007. « Délivrez-nous de l'exotisme » : quelques réflexions sur des impensés de la recherche géographique sur les Suds (et les Nords). *Autrepart* (41):69-81.
- Hansen, B. R. 2003. Public Spaces for National Commemoration: The Case of Emlotheni Memorial, Port Elizabeth. *Anthropology & Humanism* 28 (1):43-60.
- Harrison, P., M. Huchzermeyer & M. Mayekiso. 2003. *Confronting fragmentation : housing and urban development in a democratising society*. Lansdowne, Cape Town: University of Cape Town Press.

- Hart, G. 2002. *Disabling globalization: Places of Power in Post-apartheid South Africa*. Berkeley: University of California Press.
- . 2008. The Provocations of Neoliberalism: Contesting the Nation and Liberation after Apartheid. *Antipode* 40 (4):678-705.
- Harvey, D. 1969. *Explanation in geography*. London,: Edward Arnold.
- . 1989. *The Condition of Postmodernity: an enquiry into the origins of cultural change*. Oxford: Blackwell.
- . 2009. *Cosmopolitanism and the geographies of freedom*. New York: Columbia University Press.
- Hayem, J. 2008. *La figure ouvrière en Afrique du Sud*. Paris: IFAS/Karthala.
- Hindson, D. & J. McCarthy eds. 1994. *Here to stay : informal settlements in KwaZulu-Natal*. Dalbridge: Indicator Press.
- Hood, G. 2005. Tsotsi.
- Hook, D. 2005. Monumental space and the uncanny. *Geoforum* 36 (6):688-704.
- Hopkins, J. S. P. 1990. West Edmonton Mall: Landscape of Myths and Elsewhereness. *The Canadian Geographer* 34 (1):2-17.
- . 1991. West Edmonton Mall as a Centre for Social Interaction. *The Canadian Geographer* 35 (3):268-280.
- Houssay-Holzschuch, M. 1996. *Mythologies territoriales en Afrique du Sud, un essai de géographie culturelle*. Paris: Presses du CNRS.
- . 1998a. Espace de contrôle, espaces de subversion : les townships sud-africains. In *Le Voyage inachevé... à Joël Bonnemaison*, eds. D. Guillaud, M. Seysset and A. Walter, 401-406. Paris: ORSTOM/UMR PRODIG.
- . 1998b. Espace métis, espace détruit, espace exemplaire : District Six, Cape Town. *Géographie et Cultures* (25):55-74.
- . 1998c. Le même drapeau que les John Frum : églises de Sion en Afrique du Sud. In *B. comme Big Man, Hommage à Joël Bonnemaison, numéro spécial Graphigéo*, 83-88: PRODIG.
- . 1999a. *Le Cap, ville sud-africaine : Ville blanche, vies noires*. Paris: L'Harmattan.
- . 1999b. Penser le passé, parler du passé : l'identité afrikaner chez Mark Behr et Antjie Krog. *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims* 25 (99-100):157-168.
- . 2002a. La violence sud-africaine. Essai d'interprétation. *Études* 397 (7-8):43-52.
- . 2002b. Ségrégation, déségrégation, reségrégation dans les villes sud-africaines : le cas de Cape Town. *Historiens et Géographes* 379:31-38.
- . 2004. Paradoxes et perversions : le township sud-africain. In *Le Monde des grands ensembles*, eds. A. Fourcaut and F. Dufaux, 242-253. Paris: Créaphys.
- . 2007a. *Les Espaces publics dans les pays intermédiaires*. Paris: Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.
- . 2007b. *Urban fragmentation and Public Spaces: De-centering the Gaze*. Department of Social Policy and Urban Studies, University of Helsinki.
- . 2008a. Géographies de la distance : terrains sud-africains. In *Carnets de terrain. Pratiques géographiques et aires culturelles*, ed. T. Sanjuan, 181-195. Paris: L'Harmattan.
- . 2008b. Viva Madiba, Viva ! *Echogéo* (5).
- . 2010. Puissance émergente, nation adolescente: l'Afrique du Sud en 2010. *Echogéo*.
- ed. 2006. *Antimondes : Espaces en marges, espaces invisibles*.

- Houssay-Holzschuch, M., D. Mitchell & L. Staeheli. (submitted). Looking beyond the Familiar in Public Space Research. *Political Geography*.
- Houssay-Holzschuch, M., S. Nourrissat & S. Oldfield. 2000. Social and Spatial Polarisation in post-apartheid Woodstock. In *Workshop « Identities and territories in India and South Africa*. Cape Town.
- Houssay-Holzschuch, M. & A. Teppo. 2009. A mall for all? Race and public space in post-apartheid Cape Town. *Cultural Geographies* 16 (3):351-379.
- . 2010. Gugulethu, the becoming of a post-apartheid township? In *Annual Conference of the Association of American Geographers*. Washington.
- Houssay-Holzschuch, M. & C. Vacchiani-Marcuzzo. 2009. Un morceau de territoire en quête de référence : le centre commercial dans les aires métropolitaines en Afrique du Sud. In *Les territoires à l'épreuve des normes : référents et innovations*, eds. S. Boujrouf, B. Antheaume, F. Giraut and P.-A. Landel, 129-146. Marrakech/Le Pradel: LERMA/CERMOSEM.
- Houssay-Holzschuch, M. & J. Vivet. 2009. Blurring the line: Privatisation and publicisation at the Victoria & Alfred Waterfront, Cape Town. In *Sécurisation des quartiers et gouvernance locale : Enjeux et défis pour les villes africaines (Afrique du Sud, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria)*, eds. C. Bénit-Gbaffou, S. Fabiyi and E. Peyroux, 269-288. Johannesburg / Paris: IFAS / Karthala.
- Huddleston, F. T. 1956. *Naught for your comfort*. London: Fontana Books.
- Hyndman, J. 2001. Towards a feminist geopolitics: The inaugural Suzanne Mackenzie memorial lecture. *Canadian Geographer* 45 (2):210-222.
- . 2010. The question of 'the political' in critical geopolitics: Querying the 'child soldier' in the 'war on terror'. *Political Geography* 29 (5):247-255.
- Inda, J. X. & R. Rosaldo eds. 2002. *The Anthropology of Globalization : a Reader*. Oxford: Blackwell.
- Iveson, K. 2007. *Publics and the city*. Malden, MA ; Oxford: Blackwell Pub.
- Jaglin, S. 2001. Villes disloquées ? Ségrégations et fragmentation urbaine en Afrique australe. *Annales de Géographie* (619):243-265.
- . 2004. Water Delivery and Metropolitan Institution Building in Cape Town: The Problems of Urban Integration. *Urban Forum* 15 (3):231-253.
- . 2005. *Services d'eau en Afrique subsaharienne : la fragmentation urbaine en question*. Paris: CNRS éditions.
- James, W. 2009. We can change the course of history for the better – Manuel has shown how. *Cape Times*, October 12.
- Jeppie, S. & C. Soudien eds. 1990. *The Struggle for District Six, Past and Present*. Cape Town: Buchu.
- Johnson, N. C. 1995. Cast in Stone: monuments, geography, and nationalism. *Environment and Planning D: Society and Space* 13 (1):51-65.
- Jones, G. A. 2004. The Geopolitics of Democracy and Citizenship in Latin America. In *Spaces of democracy : geographical perspectives on citizenship, participation and representation*, eds. C. Barnett and M. Low, 161-184. London ; Thousand Oaks, Calif.: SAGE.
- Jones, R. 2009. Categories, borders and boundaries. *Progress in Human Geography* 33 (2):174-189.
- . 2010. The spatiality of boundaries. *Progress in Human Geography* 34 (2):263-267.

- Joseph, I. 1984. *Le Passant considérable, Essai sur la dispersion de l'espace public*. Paris: Méridiens.
- . 1998. *La ville sans qualités*. La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube.
- Kapstein, H. 2009. A Travel Paradise: Tourism Narratives of Robben Island. *Safundi: The Journal of South African and American Studies* 10 (4):449 - 458.
- Keegan, T. J. 1996. *Colonial South Africa and the origins of the racial order*. Charlottesville: University Press of Virginia.
- Kitchin, F. 2002. Desegregation, resegregation and centre/periphery relationships in Durban. In *Rencontres scientifiques franco sud-africaines de l'innovation territoriale*. Avignon, Le Pradel, Grenoble.
- Kovel, 1984 [First ed. 1970]. *White racism: a Psychohistory*. New York: Columbia University Press.
- Krog, A. 1998. *Country of my Skull*. Johannesburg: Random House.
- Krog, A., N. Mpolweni & K. Ratele. 2009. *There was this goat. Investigating the Truth Commission Testimony of Notrose Nobomvu Konile*. Scottsville: University of Kwazulu-Natal Press.
- Kros, C. 2010. Public History/Heritage: Translation, Transgression or More of the Same? *African Studies* 69 (1):63 - 77.
- Kynoch, G. 2008. Urban Violence in Colonial Africa: A Case for South African Exceptionalism. *Journal of Southern African Studies* 34 (3):629 - 645.
- Landman, K. 2000. A national Survey of gated communities in South Africa. Pretoria: CSIR.
- Laurier, E. & C. Philo. 2005. *The Cappuccino Community : cafés and civic life in the contemporary city*: Economic & Social Research Council & University of Glasgow.
- Lee, R. 2005. Reconstructing 'Home' in Apartheid Cape Town: African Women and the Process of Settlement. *Journal of Southern African Studies* 31 (3):611-630.
- Lefebvre, H. 1961. *Critique de la vie quotidienne. 2. Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*. Paris: L'Arche.
- . 1974. *La production de l'espace*. Paris: Anthropos.
- Leggett, T. 2005. Just Another Miracle: A Decade of Crime and Justice in Democratic South Africa. *Social Research* 72 (3):581-604.
- Lemanski, C. 2004. A new apartheid? The spatial implications of fear of crime in Cape Town, South Africa. *Environment & Urbanization* 16 (2):101-111.
- . 2006. Spaces of exclusivity or connection? Linkages between a gated community and its poorer neighbour in a Cape Town master plan development. *Urban Studies* 43 (2):397 - 420.
- Lemanski, C., K. Landman & M. Durlington. 2008. Divergent and Similar Experiences of 'Gating' in South Africa: Johannesburg, Durban and Cape Town. *Urban Forum* 19 (2):133-158.
- Lemanski, C. & S. Oldfield. 2009. The parallel claims of gated communities and land invasions in a Southern city: polarised state responses. *Environment and Planning A* 41 (3):634-648.
- Lemon, A. ed. 1991. *Homes apart, South Africa's segregated cities*. Cape Town: David Philip.
- Lennon, J. J. & M. Foley. 2000. *Dark tourism*. London ; New York: Continuum.
- Leroy, S. 2000. Sémantiques de la métropolisation. *L'Espace géographique* 29 (1):78-86.
- Lévy, J. 2000. *Le Tournant géographique : penser l'espace pour lire le monde*. Paris: Belin.

- Lévy, J. & M. Lussault eds. 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris: Belin.
- Lombard, J., É. Mesclier & S. Velut eds. 2006. *La mondialisation côté Sud : acteurs et territoires*. Paris: IRD-ENS.
- Lussault, M. 2001. Propositions pour l'analyse générale des espaces d'actes. In *Réinventer le sens de la ville. Les espaces publics à l'heure globale*, ed. C. Ghorra-Gobin, 33-46. Paris: L'Harmattan.
- . 2007. *L'homme spatial : la construction sociale de l'espace humain*. Paris: Seuil.
- . 2009. *De la lutte des classes à la lutte des places*. Paris: Grasset.
- Luthuli, A. 1962. *Let my People Go*. London: Fount Paperbacks.
- Mabin, A. 1995. On the Problems and Prospects of Overcoming Segregation and Fragmentation in Southern Africa's Cities in the Postmodern Era. In *Postmodern Cities and Spaces*, eds. S. Watson and K. Gibson, 187-198. London: Blackwell.
- Madden, D. J. 2010. Revisiting the End of Public Space: Assembling the Public in an Urban Park. *City & Community* 9 (2):187-207.
- Maddern, J. F. & P. Adey. 2008. Editorial: spectro-geographies. *Cultural Geographies* 15 (3):291-295.
- Magona, S. 1990. *To My Children's Children*. Cape Town: David Philip.
- Mamdani, M. 1996. *Citizen and subject : contemporary Africa and the legacy of late colonialism*. Kampala / Cape Town / London: Fountain Publishers / David Philip / James Currey.
- Mandela, N. 1995. *Long Walk to Freedom*. London: Abacus.
- Marais, H. 1998. *South Africa: Limits to Change. The Political Economy of Transformation*. Cape Town: University of Cape Town Press.
- Marcuse, P. 2010. The need for critical theory in everyday life: Why the tea parties have popular support. *City: analysis of urban trends, culture, theory, policy, action* 14 (4):355 - 369.
- Marks, R. & M. Bezzoli. 2001. Palaces of desire: Century City and the ambiguities of Development. *Urban Forum* 12 (1): 27-47.
- Marschall, S. 2006. Visualizing Memories: The Hector Pieterse Memorial in Soweto. *Visual Anthropology* 19 (2):145 - 169.
- Marston, S. A. & K. Mitchell. 2004. Citizens and the State - Citizenship Formations in Space and Time. In *Spaces of democracy : geographical perspectives on citizenship, participation and representation*, eds. C. Barnett and M. Low, 93-112. London ; Thousand Oaks, Calif.: SAGE.
- Massey, D. B. 2005. *For space*. London ; Thousand Oaks, Calif.: SAGE.
- Massiah, G. & J.-F. Tribillon. 1988. *Villes en développement : essai sur les politiques urbaines dans le Tiers Monde*. Paris: La Découverte.
- Matlwa, K. 2007. *Coconut: a novel*. Auckland Park, South Africa: Jacana Media.
- Mbeki, T. 1998. *Africa : the time has come : selected speeches*. 1st ed. Cape Town: Tafelberg : Mafube.
- Mbembe, A. 2001. *On the postcolony*. Berkeley: University of California Press.
- . 2003. Necropolitics. *Public Culture* 15 (1):11-40.
- Mbembe, A. & S. Nuttall eds. 2004. *Johannesburg: The Elusive Metropolis*. Durham: Duke University Press.
- McDonald, D. A. 2008. *World city syndrome : neoliberalism and inequality in Cape Town*. New York: Routledge.
- McEachern, C. 1998. Mapping the Memories: Politics, Place and Identity in the District Six Museum, Cape Town. *Social Identities* 4 (3):499-521.
- Mda, Z. 1995. *Ways of dying*. Cape Town ; New York: Oxford University Press.

- Michel, P. 1994. De la notion de la 'transition' : Remarques épistémologiques. *Cahiers internationaux de sociologie* (96):214-224.
- Migozzi, J. 2010. Le rugby scolaire à Cape Town. Territoires sportifs et spatialités contemporaines : un jeu entre ségrégation et transformation. Mémoire de M1 de géographie, Ecole Normale Supérieure de Lyon, Lyon.
- Millstein, M., S. Oldfield & K. Stokke. 2003. uTshani BuyaKhuluma--The Grass Speaks: the political space and capacity of the South African Homeless People's Federation. *Geoforum* 34 (4):457-468.
- Minkley, G. 1998. 'Corpses behind screens': Native space in the city. In *Blank--: architecture, apartheid and after*, eds. H. Judin, I. Vladislavic and Nederlands Architectuurinstituut, 205-206. Rotterdam/New York: NAI / Distributor, D.A.P./Distributed Art Publishers.
- Minty, Z. 2006. Post-apartheid public art in Cape Town: Symbolic reparations and public space. *Urban Studies* 43 (2):421 - 440.
- Mitchell, D. 2000. *Cultural geography: a critical introduction*. Oxford ; Malden, Mass.: Blackwell Publishers.
- . 2003. *The right to the city : social justice and the fight for public space*. New York: Guilford Press.
- . 2005. The S.U.V. model of citizenship: floating bubbles, buffer zones, and the rise of the "purely atomic" individual. *Political Geography* 24 (1):77-100.
- Moletsane, R. 2009. Review: Calling for feminist solidarity, vigilance and accountability in the fight against gender inequality in contemporary South Africa. Review of Ruiters, G. (ed.) 2008. *Gender Activism: Perspectives on the South African Transition, Institutional Culture and Everyday Life*. Grahamstown: Rhodes University Institute of Social and Economic Research. *Feminist Africa* 13:137-140.
- Moniot, H. 1999. Faire du Nora sous les tropiques ? In *Histoire d'Afrique. Les enjeux de mémoire*, eds. J.-P. Chrétien and J.-L. Triaud, 13-26. Paris: Karthala.
- Monnet, J. 2001. Pour une géographie du fluide et du mou. *La Géographie, Acta Geographica* II (1502 bis):89-94.
- Moore, D. C. 2001. Is the Post- in Postcolonial the Post- in Post-Soviet? Toward a Global Postcolonial Critique. *PMLA* 116 (1):111-128
- Morange, M. 2006. *La question du logement à Mandela City (ex-Port Elizabeth)*. paris: IFAS-Karthala.
- Morange, M. & J. Vivet. 2006. Au Cap : peurs sur la ville ? In *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*, ed. G. Capron, 34-57. Paris: Bréal.
- Morris, A. 1999. *Bleakness and Light: Inner-City Transition in Hillbrow, Johannesburg*. Johannesburg: Witwatersrand University Press.
- Morris-Suzuki, T. 2000. Anti-Area Studies. *Communal/Plural: Journal of Transnational & Cross-Cultural Studies* 8:9-23.
- Mostert, N. 1992. *Frontiers : the epic of South Africa's creation and the tragedy of the Xhosa people*. 1st American ed. New York: Knopf : Distributed by Random House.
- Müller-Friedman, F. 2008. Toward a (post)apartheid architecture? A view from Namibia. *Planning Perspectives* 23 (1):29 - 48.
- Murray, M. J. 2008. *Taming the disorderly City: The Spatial Landscape of Johannesburg after Apartheid* Ithaca: Cornell University Press.
- Murray, N., N. Shepherd & M. Hall. 2007. *Desire lines: space, memory and identity in the post-apartheid city*. New York: Routledge.

- Nahnsen, A. 2006. *Emergency on planet Cape Town? : (Re-)conciliation as a tool for urban planning in a post-Apartheid city*. Oldenburg: BIS-Verlag der Carl-von-Ossietsky-Universität.
- Narsiah, S. 2002. Neoliberalism and privatisation in South Africa. *GeoJournal* 57:3-13.
- Nasr, J. & M. Volait eds. 2003. *Urbanism: Imported or Exported. Foreign Plans and Natives Aspirations*. Chichester (R.U.): John Wiley and Sons.
- Navez-Bouchanine, F. 1991. L'espace limitrophe : entre le privé et le public, un no-man's land ? La pratique urbaine au Maroc. *Espaces et Sociétés* 62-63:135-159.
- . 2001. Une approche critique de la fragmentation. In *Vocabulaire de la ville : notions et références*, ed. E. Dorier-Apprill, 109-118. Paris: Éd. du Temps.
- . 2006. Les lieux des liens sociaux : Éditorial. *Espaces et Sociétés* 3 (126):13-18.
- ed. 2002. *La fragmentation en question. Des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale*. Paris: L'Harmattan.
- Ncgelwane, N. 2001. *Sala Kahle, District Six: An African Woman's Perspective*. Cape Town: Kwela Books.
- Nemeth, J. 2009. Defining a Public: The Management of Privately Owned Public Space. *Urban Studies* 46 (11):2463-2490.
- Newton, C. 2009. The Reverse Side of the Medal: About the 2010 FIFA World Cup and the Beautification of the N2 in Cape Town. *Urban Forum* 20 (1):93-108.
- Nora, P. 1984. *Les Lieux de mémoire*. Paris: Gallimard.
- . 1989. Between Memory and History: Les Lieux de Mémoire. *Representations* Special Issue: Memory and Counter-Memory (26):7-24.
- Nourissat, S. 1999. La nouvelle identité de Woodstock : les enjeux du démantèlement de l'apartheid à Cape Town (Afrique du Sud). *Maîtrise de géographie, Département de géographie, Université de Paris X-Nanterre, Paris*.
- Nuttall, S. 2004. Stylizing the Self: The Y Generation in Rosebank, Johannesburg. *Public Culture* 16 (3):431-452.
- . 2009. *Entanglement. Literary and cultural reflections on post-apartheid*. Johannesburg: Wits University Press.
- Nuttall, S. & C. Coetzee. 1998. *Negotiating the past : the making of memory in South Africa*. Cape Town: Oxford University Press.
- Nuttall, S. & C.-A. Michael. 2000. *Senses of culture : South African culture studies*. Cape Town: Oxford University Press.
- Odendaal, A. 1984. *Vukani Bantul!: The Beginnings of Black Protest Politics in South Africa to 1912*. Cape Town: David Philip.
- Oldfield, S. 2000. State Restructuring and Urban transformation in South Africa: a Negotiation of Race, Place and Poverty. Ph.D. in Geography, University of Minnesota.
- . 2002. Local state restructuring and urban transformation in post-apartheid Cape Town. *GeoJournal* 57:29-37.
- Oldfield, S., E. Salo & A. Schlyter. 2009. Editorial: Body Politics and the Gendered Crafting of Citizenship. *Feminist Africa* 13:1-10.
- Osmond, A. & C. Goldblum eds. 2003. *Villes et citoyens dans la mondialisation*. Paris: Karthala / GEMDEV.
- Pahl, J. 2003. *Shopping malls and other sacred spaces : putting God in place*. Grand Rapids, Mich.: Brazos Press.

- Pain, R. & S. Smith. 2008. *Fear : critical geopolitics and everyday life*. Aldershot, Hants, England ; Burlington, VT: Ashgate.
- Paquot, T. 2009. *L'espace public*. Paris: La Découverte.
- Parnell, S. & J. Boulle. 2008. Utopie urbaine et gouvernement local : La stratégie de développement économique et humain au Cap. In *Le Cap après l'apartheid. Gouvernance métropolitaine et changement urbain*, eds. A. Dubresson and S. Jaglin, 251-272. Paris: Karthala.
- Parnell, S. & E. Pieterse. 2010. The 'Right to the City': Institutional Imperatives of a Developmental State. *International Journal of Urban and Regional Research* 34 (1):146-162.
- Péaud, L. 2009. Entre continuité scientifique et révolution épistémologique : La fabrique de la géographie sous la plume d'Alexander von Humboldt. M1 de géographie, ENS LSH, Lyon.
- Pechey, G. 1994. Post-Apartheid Narratives. In *colonial discourse/postcolonial theory*, eds. F. Barker, P. Hulme and M. Iverson, 151-171. Manchester: Manchester UP.
- Peckham, R. S. 2003. Introduction: the politics of heritage and the public culture. In *Rethinking Heritage: Culture and Politics in Europe*, ed. R. S. Peckham, 1-13. London: IB Tauris.
- Peffer, J. 2009. *Art and the end of apartheid*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Peires, J. B. 1981. *The House of Phalo: A History of the Xhosa People in the Days of their Independence*. Johannesburg: Ravan Press.
- Péjout, N. 2007. Contrôle et contestation. Sociologie des politiques et modes d'appropriation des technologies de l'information et de la communication en Afrique du Sud post-apartheid. Doctorat de Socio-Economie du Développement, EHESS, Paris.
- Pérouse de Montclos, M.-A. 1997. *Violence et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria*. Paris: L'Harmattan.
- Pieterse, E. A., F. Meintjies & Isandla Institute. 2004. *Voices of the transition : the politics, poetics and practices of social change in South Africa*. Sandtown: Heinemann.
- Pillay, S. 2008. Crime, Community and the Governance of Violence in Post-Apartheid South Africa. *Politikon* 35 (2):141 - 158.
- Pinnock, D. 1984. *The Brotherhoods: Street Gangs and State Control in Cape Town*. Cape Town: David Philip.
- . 1989. Ideology and Urban Planning: Blueprints of a Garrison City. In *The Angry Divide: Social and Economic History of the Western Cape*, eds. W. James and M. Simons, 150-168. Cape Town: David Philip.
- Pirie, G. 2007. Reanimating a Comatose Goddess: Reconfiguring Central Cape Town. *Urban Forum* 18 (3):125-151.
- . 2010. Trajectories of North-South City Inter-relations: Johannesburg and Cape Town, 1994-2007. *Urban Studies* 47 (9):1985-2002.
- Popescu, M. 2003. Translations: Lenin's Statues, Post-communism, and Post-apartheid  
Monica Popescu. . New Haven: Fall 2003. Vol. 16, Iss. 2; p. 40. *The Yale Journal of Criticism* 16 (2):406-423.
- Porteilla, R. 1998. *Le nouvel État sud-africain, des bantoustans aux provinces (1948-1997)*. Paris: L'Harmattan.
- Posel, D. 1991. *The Making of Apartheid, 1948-1961: Conflict and Compromise*. Oxford: Clarendon Press.



- Posel, D. & P. Gupta. 2009. The Life of the Corpse: Framing Reflections and Questions. *African Studies* 68 (3):299 - 309.
- Préteceille, E. 1998. De la ville divisée à la ville éclatée : questions et catégories de la recherche. In *La ville éclatée*, eds. N. May, P. Veltz, J. Landrieu and T. Spector, 33-58. Paris: Editions de l'Aube.
- Prunier, G. & J.-P. Chrétien eds. 1989. *Les ethnies ont une histoire*. Paris: Karthala.
- Radovic, T. 2010. Les espaces publics à l'épreuve du tourisme : Pratiques, représentations et gouvernance au Cap Mémoire de M1 en géographie, Master PEED, Université de Paris I, Paris.
- Ramphela, M. 2008. *Laying ghosts to rest. Dilemmas of the transformation in South Africa*. Cape Town: Tafelberg.
- Ramsamy, E. 2007. Between non-racialism and multiculturalism: Indian Identity and Nation Building in South Africa *Tijdschrift voor economische en sociale geografie* 98:468-481.
- Rankin, E. & L. Schmidt. 2009. The Apartheid Museum: Performing a Spatial Dialectics. *Journal of Visual Culture* 8 (1):76-102.
- Rassool, C. 2006. Community Museums, Memory Politics, and Social Transformation in South Africa: Histories, Possibilities, and Limits. In *Museum Frictions: Public Cultures/Global Transformations*, eds. G. Buntinx, C. Rassool, C. Kratz, L. Szwaja, T. Ybarra-Frausto, B. Kirshenblatt-Gimblett and I. Karp, 287-321. Durham: Duke University Press.
- Reynaud, A. 1982. *La géographie, science sociale*. Reims: Travaux de l'Institut de Géographie de Reims.
- Rigg, J. 2007. *An everyday geography of the global South*. London ; New York: Routledge.
- Robins, S. L. & B. von Lieres. 2008. Remaking Citizenship, Unmaking Marginalization: The Treatment Action Campaign in Post-Apartheid South Africa. In *Fragile Freedom: Democracy's First Decade in South Africa*, eds. A. H. Jeeves and G. Cuthbertson. Tshwane: University of South Africa Press.
- Robinson, J. 1996. *The Power of Apartheid: State, Power and Space in South African Cities*. Oxford: Butterworth-Heinemann.
- . 1998. Spaces of democracy: remapping the apartheid city. *Environment and Planning D: Society and Space* 16 (5):533 – 548.
- . 2003a. Political geography in a postcolonial context. *Political Geography* 22 (6):647-651.
- . 2003b. Postcolonialising Geography: Tactics and Pitfalls. *Singapore Journal of Tropical Geography* 24 (3):273-289.
- . 2006a. Inventions and interventions: Transforming cities - an introduction. *Urban Studies* 43 (2):251 - 258.
- . 2006b. *Ordinary cities : between modernity and development*. London ; New York: Routledge.
- . 2010. Cities in a World of Cities: The Comparative Gesture. *International Journal of Urban and Regional Research*:1-23.
- Rogez, M. 2008. La frontière dans les romans de Mark Behr et de J. M. Coetzee. Ph.D., Université de Paris X Nanterre, Paris.
- Ross, A. 2010. Problematizing the 'post' in "post-conflict reconstruction". In *AAG Annual Conference*, ed. session "New Frontiers of Post-Conflict Reconstruction" organized by Erin Nicley. Washington.

- Rousseau, N. 2009. The Farm, the River and the Picnic Spot: Topographies of Terror. *African Studies* 68 (3):351 - 369.
- Sabatier, B. 2006. La publicisation des espaces de consommation privés. Les complexes commerciaux récréatifs en France et au Mexique. Thèse de géographie, Université de Toulouse II Le Mirail, Toulouse.
- Saff, G. R. 1998. *Changing Cape Town: Urban Dynamics, Policy and Planning during the Political Transition in South Africa*. Lanham: University Press of America.
- Said, E. W. 1978. *Orientalism*. 1st ed. New York: Pantheon Books.
- . 1993. *Culture and imperialism*. 1st ed. New York: Knopf : Distributed by Random House.
- Saito, H. 2007. The Emergence of Cosmopolitan Nationalism: Dialogic and Nonlinear Development of Cosmopolitan-National Identity in Contemporary Japan. In *Annual Meeting of the American Sociological Association*. New York City.
- Salazar, P.-J. 1989. *L'Intrigue raciale, essai de critique anthropologique : l'Afrique du Sud*. Paris: Méridiens Klincksieck.
- . 1998. *Afrique du Sud, la révolution fraternelle*: Hermann.
- . 2002. *An African Athens : rhetoric and the shaping of democracy in South Africa*. Mahwah, N.J.: Lawrence Erlbaum Associates.
- . 2004. La dernière république - Introduction. In *Amnistier l'apartheid. Travaux de la Commission Vérité et Réconciliation*, ed. D. Tutu, 13-73. Paris: Seuil.
- Saldanha, A. 2007. *Psychedelic white : Goa trance and the viscosity of race*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Salo, E. 2005. Negotiating Gender & Personhood in the New South Africa. Adolescent Women & Gangsters in Manenberg Township on the Cape Flats. In *Limits to liberation after apartheid : citizenship, governance & culture*, ed. S. L. Robins, 173-189. Oxford, Athens (Ohio), Cape Town: James Currey, Ohio University Press, David Philip.
- Samarbakash-Liberge Hlakoane, L. 2003. Les portes de la nuit. Une visite au musée de l'Apartheid à Johannesburg. *Politique africaine* (90):190-203.
- Samuelson, M. 2007. *Remembering the Nation, Dismembering Women? Stories of the South African Transition*. Durban: University of Kwazulu-Natal Press.
- Santos, M. 1989. *Espace et Méthode*. Paris: Publisud.
- Sassen, S. 1991. *The global city : New York, London, Tokyo*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- . 1998. *Globalization and its discontents : essays on the new mobility of people and money*. New York: New Press.
- . 2006. *Territory, authority, rights : from medieval to global assemblages*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Saunders, C. 1979. The Creation of Ndabeni: Urban Segregation and African Resistance in Cape Town. *Studies in the History of Cape Town* 1:132-166.
- . 1980. Africans in Cape Town in the nineteenth Century: An Outline. *Studies in the History of Cape Town* 2:15-40.
- Schaefer, F. K. 1953. Exceptionalism in Geography: A Methodological Examination. *Annals of the Association of American Geographers* 43 (3):226 - 249.
- Schaffter, M., J. J. Fall & B. Debarbieux. 2009. Unbounded boundary studies and collapsed categories: rethinking spatial objects. *Progress in Human Geography* 34 (2):254-262.

- Schelling, T. C. 1980. *La tyrannie des petites décisions*. Paris: PUF.
- Scheper-Hughes, N. & P. I. Bourgois. 2004. *Violence in war and peace : an anthology*. Malden, MA: Blackwell Pub.
- Schmidt, B. 1996. *Creating Order: Culture as Politics in 19th and 20th Century South Africa*. Ph.D., Nijmegen.
- Seekings, J. 2008. The continuing salience of race: Discrimination and diversity in South Africa. *Journal of Contemporary African Studies* 26 (1):1 - 25.
- Seekings, J. & N. Nattrass. 2005. *Class, race, and inequality in South Africa*. New Haven: Yale University Press.
- Seethal, C. 2006. Transversing Landscapes, Transforming Places : The Politics of Space in South Africa. In *Inaugural Conference, Department of Geography and Environmental Science*. University of Fort Hare, Alice, South Africa.
- Seidman, G. W. 1999. Gendered Citizenship: South Africa's Democratic Transition and the Construction of a Gendered State. *Gender & Society* 13 (3):287-307.
- Sello Duiker, K. 2000. *Thirteen Cents*. Cape Town: David Philips.
- Sennett, R. 1978. *The Fall of Public Man*. New York: Vintage Books.
- Sévry, J. 2005. *Littératures d'Afrique du Sud*. Paris: Karthala.
- Sharp, J., P. Routledge, C. Philo & R. Paddison eds. 1999. *Entanglements of Power. Geographies of domination / resistance*. London: Routledge.
- Sharp, J. P. 2009. *Geographies of postcolonialism : spaces of power and representation*. Los Angeles ; London: SAGE.
- Shear, J. 2006. Haunted house, haunted nation: Triomf and the South African postcolonial Gothic. *Journal of Literary Studies* 22 (1-2):70-95.
- Shepherd, N. 2007. Archaeology dreaming: post-apartheid urban imaginaries and the bones of the Prestwich Street dead. *Journal of Social Archaeology* 7 (1):3-28.
- Silk, A. 1981. *A Shanty Town in South Africa: The Story of Modderdam*. Johannesburg: Ravan Press.
- Simpson, G. 2000. *Rebuilding Fractured Societies: Reconstruction, reconciliation and the changing nature of violence - Some self-critical insights from post-apartheid South Africa*. Cape Town: Centre for the Study of Violence and Reconciliation.
- Sinclair-Smith, K. 2009. *The Expansion of Urban Cape Town* Cape Town: City of Cape Town , Metropolitan Spatial Planning Branch, Spatial Planning & Urban Design Department.
- Sloterdijk, P. 2005. *Écumes. Sphères III*. Paris: Hachette.
- Smith, D. M. 2000. *Moral Geographies. Ethics in a World of Difference*. Edinburgh: Edinburgh University Press.
- Smith, J. Z. 1987. *To take place : toward theory in ritual*. Chicago: University of Chicago Press.
- Soja, E. W. 1996. *Thirdspace : journeys to Los Angeles and other real-and-imagined places*. Cambridge, Mass.: Blackwell.
- . 2000. *Postmetropolis : critical studies of cities and regions*. Oxford ; Malden, Mass.: Blackwell Publishers.
- Sorkin, M. ed. 1992. *Variations on a Theme Park: the new American city and the end of public space*. New York: The Noonday Press.
- Soudien, C. 2008. Memory and critical education: approaches in the District Six Museum. In *City - Site - Museum. Reviewing memory practices at the*

- District Six Museum*, eds. B. Bennett, C. Julius and C. Soudien, 110-119. Cape Town: District Six Museum.
- Soudien, C. & R. Meyer eds. s.d. (ca. 1997). *The District Six Public Sculpture Project*. Cape Town: District Six Museum.
- Sparks, A. 1994. *Tomorrow is Another Country: The Inside Story of South Africa's Negotiated Revolution*. Johannesburg: Struik.
- Staeheli, L. A. 2008. Citizenship and the problem of community. *Political Geography* 27 (1):5-21.
- . 2009. Political geography: democracy and the disorderly public. *Progress in Human Geography* 34 (1):67-78.
- Staeheli, L. A. & D. Mitchell. 2004. Spaces of Public and Private: Locating Politics. In *Spaces of democracy : geographical perspectives on citizenship, participation and representation*, eds. C. Barnett and M. Low, 147-160. London ; Thousand Oaks, Calif.: SAGE.
- . 2006. USA's Destiny? Regulating Space and Creating Community in American Shopping Malls. *Urban Studies* 43 (5/6):977-992.
- . 2007. *The People's Property? Power, Politics and the Public*. New York: Routledge.
- Stangl, P. 2008. The vernacular and the monumental: memory and landscape in post-war Berlin. *GeoJournal* 73 (3):245-253.
- Stanley, L. 2006. *Mourning becomes - : post/memory and commemoration of the concentration camps of the South African War, 1899-1902*. Manchester/New York: Manchester University Press.
- Staszak, J.-F., B. Collignon, C. Chivallon & C. Hancock eds. 2001. *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*. Paris: Belin.
- Statistics South Africa. 2006. Adult mortality (age 15-64) based on death notification data in South Africa: 1997-2004. Pretoria: Statistics South Africa.
- Stevens, Q. 2007. *The ludic city : exploring the potential of public spaces*. London ; New York: Routledge.
- Surplus People Project. 1985. *Forced Removals in South Africa*. Cape Town: Surplus People Project.
- Suteau, M. 2009. *Recompositions urbaines au Cap. Le quartier d'habitat social de Delft South. mémoire de M1 de géographie, Département de géographie, Université de Paris I, Paris*.
- Swanson, M. W. 1977. The Sanitation Syndrome: Bubonic Plague and Urban Native Policy in the Cape Colony, 1900-1909. *The Journal of African History* XVIII (3):387-410.
- Teppo, A. 2004. *The Making of a Good White. A Historical Ethnography of the Rehabilitation of Poor Whites in a Suburb of Cape Town*. Helsinki: University of Helsinki.
- . 2009. "My house is protected by a dragon". White South Africans, Magic and Sacred Spaces in post-apartheid Cape Town. *Suomen Antropologi: Journal of the Finnish Anthropological Society* 34 (1):19-41.
- Thomas, L. & J. Cape. 2005. Foreign Direct Investment in South Africa. In *Research Paper*. London: Center for Research into Economics and Finance in South Africa, London School of Economics.
- Thompson, L. 1985. *The political Mythology of apartheid*. New Haven/London: Yale University Press.
- Till, K. E. 2005. *The new Berlin : memory, politics, place*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

- Tomlinson, R., R. A. Beauregard, L. Bremner & X. Mangcu eds. 2003. *Emerging Johannesburg: Perspectives on the Post-Apartheid City*. London: Routledge.
- Toussaint, J.-Y. & M. Zimmerman eds. 2001. *User, observer, programmer et fabriquer l'espace public*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Tredoux, C. G. & J. A. Dixon. 2009. Mapping the Multiple Contexts of Racial Isolation: The Case of Long Street, Cape Town. *Urban Studies* 46 (4):761-777.
- Truth and Reconciliation Commission. 2003. Truth and Reconciliation Commission of South Africa Report: Department of Justice.
- Tucker, A. 2009a. Framing exclusion in Cape Town's gay village: the discursive and material perpetration of inequitable queer subjects. *AREA* 41 (2):186-197.
- . 2009b. *Queer visibilities : space, identity, and interaction in Cape Town*. Malden, MA: Wiley-Blackwell.
- . 2010. The 'rights' (and 'wrongs') of articulating race with sexuality: the conflicting nature of hegemonic legitimisation in South African queer politics. *Social & Cultural Geography* 11 (5):433 - 449.
- Turok, I. 2001. Persistent Polarisation Post- Apartheid? Progress towards Urban Integration in Cape Town. *Urban Studies* 38 (13):2349 - 2377.
- Turrell, R. V. 1984. Kimberley's Model Compounds. *Journal of African History* 25 (1):59--75.
- . 1987. *Capital and Labour on the Kimberley Diamond Fields, 1890-1971*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Tutu, D. 1995. *The Rainbow People of God. South Africa's victory over apartheid*. London: Bantam Books.
- . 2004. *Amnistier l'apartheid. Travaux de la Commission Vérité et Réconciliation*. Paris: Seuil.
- Tyndall, A. 2009. 'It's a public, I reckon': Publicness and a Suburban Shopping Mall in Sydney's Southwest. *Geographical Research* 9999 (9999).
- Vacchiani-Marcuzzo, C. 2005. Mondialisation et système de villes : les entreprises étrangères et l'évolution des agglomérations sud-africaines. Thèse de géographie, Université de Paris I, Paris.
- Vail, L. ed. 1989. *The Creation of tribalism in Southern Africa*. London: James Currey.
- Van Niekerk, M. 2006. *Agaat*. Johannesburg: Jonathan Ball.
- Van Onselen, C. 1982a. *Studies in the Social and Economic History of the Witwatersrand 1886-1914, 1 : New Babylon*. Johannesburg: Ravan Press.
- . 1982b. *Studies in the Social and Economic History of the Witwatersrand 1886-1914, 2 : New Nineveh*. Johannesburg: Ravan Press.
- Varii Auctores. 1999. La postmodernité, visions anglophones et francophones. *Géographie et Cultures* (31).
- . 2001. L'espace public. *Géocarrefour* 76 (1).
- . 2004. Débat : Le postmodernisme en géographie. *L'Espace géographique* (1):6-37.
- . 2005. Paper read at Territory, Control and Enclosure : the Ecology of Urban Fragmentation, 1-2 March, at Pretoria.
- Vermeersch, L. 1998. *La ville américaine et ses paysages portuaires, entre fonction et symbole*. Paris: L'Harmattan.
- Visser, G. 2002. Gentrification and South African Cities: Towards a research agenda. *Cities* 19 (6):419-423.

- . 2003. Gay men, leisure space and South African cities: the case of Cape Town. *Geoforum* 34 (1):123-137.
- Visser, G. & N. Kotze. 2008. The State and New-build Gentrification in Central Cape Town, South Africa. *Urban Studies* 45 (12):2565-2593.
- Visser, N. 1997. Postcoloniality of a Special Type: Theory and Its Appropriations in South Africa *The Yearbook of English Studies* 27:79-94.
- Volvey, A. 2000. L'espace vu du corps. In *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cérisy*, eds. J. Lévy and M. Lussault, 319-332. Paris: Belin.
- . 2003. Terrain. In *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, eds. J. Lévy and M. Lussault, 904-906. Paris: Belin.
- Walkowitz, D. J. & L. M. Knauer. 2004. *Memory and the impact of political transformation in public space*. Durham: Duke University Press.
- Wanner, Z. 2006. *The Madams*. Cape Town: Oshun Books.
- Ward, K., R. Johnston, K. Richards, M. Gandy, Z. Taylor, A. Paasi, R. Fox, M. Serje, H. W.-c. Yeung, T. Barnes, A. Blunt & L. McDowell. 2009. The future of research monographs: an international set of perspectives. *Progress in Human Geography* 33 (1):101-126.
- Warnes, C. 2000. The Making and Unmaking of History in Ivan Vladislavic's Propaganda by Monuments and Other Stories. *Modern Fiction Studies* 46 (1):67-89.
- Watson, S. 2006. *City publics : the (dis)enchantments of urban encounters*. London ; New York: Routledge.
- . 2009. The Magic of the Marketplace: Sociality in a Neglected Public Space. *Urban Studies* 46 (8):1577-1591.
- ed. 2005. *A City Imagined*. Johannesburg: Penguin.
- Webster, E. & K. Von Holdt eds. 2005. *Beyond the Apartheid Workplace. Studies in Transition*. Scottsville: University of Kwazulu-Natal Press.
- Weintraub, J. A. & K. Kumar. 1997. *Public and private in thought and practice : perspectives on a grand dichotomy*. Chicago: University of Chicago Press.
- Western, J. 1981. *Outcast Cape Town*. Cape Town: Human & Rousseau.
- . 1996. *Outcast Cape Town*. seconde ed. Berkeley: University of California Press.
- Weulersse, J. 1993. *Noirs et Blancs : À travers l'Afrique nouvelle : de Dakar au Cap*. Paris: CTHS.
- Willaime, J.-P. 1988. De la sacralisation de la France. Lieux de mémoire et imaginaire national. *Archives des sciences sociales des religions* 66 (1):125 – 145.
- Williams, P. & I. Taylor. 2000. Neoliberalism and the Political Economy of the 'New' South Africa. *New Political Economy* 5 (1):21-40.
- Wilson, M. & A. Mafeje. 1963. *Langa: A Study of Social Groups in an African Township, Cape Town*. Cape Town: Oxford University Press.
- Wilson, M. & L. Thompson eds. 1969. *Oxford History of South Africa*. Oxford: Clarendon Press.
- Worby, E. 2009. The Play of Race in a Field of Urban Desire: Soccer and Spontaneity in Post-apartheid Johannesburg. *Critique of Anthropology* 29 (1):105-123.
- Worden, N. 1994. *The Making of Modern South Africa: Conquest, Segregation and Apartheid*. Oxford: Blackwell.
- . 1996. Contested Heritage at the Cape Town Waterfront. *International Journal of Heritage Studies*, 2 (1&2):59-75.

- Worden, N. & E. Van Heyningen. 1996. Signs of the Times: Tourism and Public History at Cape Town's Victoria and Alfred Waterfront. *Cahiers d'Études Africaines* (141-142):215-236.
- Worden, N., E. Van Heyningen & V. Bickford-Smith. 1998. *Cape Town : the making of a city : an illustrated social history*. Claremont, South Africa / Hilversum, Netherlands: D. Philip / Verloren Publishers.
- Yasser, E. 2008. Transitory Sites: Mapping Dubai's 'Forgotten' Urban Spaces. *International Journal of Urban and Regional Research* 32 (4):968-988.
- Young, I. M. 1990. *Justice and the politics of difference*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Ziervogel, C. & O. Crankshaw. 2009. Inter-generational Occupational Mobility Amongst Blacks in the Mitchell's Plain Magisterial District, Cape Town: Evidence from the Khayelitsha/Mitchell's Plain Survey. *Urban Forum* 20 (2):235-251.





## Table des figures

Figure 1 : Zones tampons au Cap.....	3
Figure 2 : Le Cap, carte de situation .....	14
Figure 3 : Les bantoustans sous l'apartheid.....	25
Figure 4 : Écriteaux mettant en place le <i>petty apartheid</i> .....	26
Figure 5 : L'influence économique sud-africaine sur le continent africain. ....	59
Figure 6 : Pays émergents et pays développés.....	63
Figure 7 : Typologie des états dans la mondialisation .....	64
Figure 8 : Stocks mondiaux d'investissements directs étrangers en 2003 .....	64
Figure 9 : IDH et PNB/habitant en Afrique du Sud.....	68
Figure 10 : Logos municipaux – quelle ville pour qui ? .....	84
Figure 11 : Cape Town de Bloubaerg Strand.....	85
Figure 12 : Les Cape Flats, vus de Devil's Peak. ....	86
Figure 13 : L'extension spatiale du Cap, 1652-2007 .....	92
Figure 14 : Croissance spatiale et démographique de Cape Town, 1900-2007.....	92
Figure 15 : Cape Town sous le Group Areas Act.....	94
Figure 16 : La Langa March, Cape Town, 1960 .....	98
Figure 17 : Distribution de la population et densités au Cap.....	100
Figure 18 : Index socio-économique, 2001 .....	105
Figure 19 : Paysage de communautés fermées à Durbanville .....	106
Figure 20 : Répartition spatiale de la croissance capetonienne : nombre de m <sup>2</sup> développés, 2002-2007. ....	107
Figure 21 : Développement économique et habitat social au Cap à la fin des années 1990 : une polarisation croissante .....	108
Figure 22 : l'amphithéâtre du <i>City Bowl</i> .....	109
Figure 23 : le CDB, en 1997 et en 2009 .....	110
Figure 24 : Adderley Street, vue vers le Nord à partir du Foreshore ; vue vers le Sud à partir des Jardins de la Compagnie. ....	110
Figure 25 : St George Mall .....	111
Figure 26 : Greenmarket Square.....	111
Figure 27 : Long Street, vue vers le Nord.....	112
Figure 28 : Hanover Street, vue vers le centre ville du balcon du cinéma Avalon. ....	113
Figure 29 : Graffiti « Fairyland », Horstley Street, District Six.....	114
Figure 30 : Richmond Street, District Six, avant et après la démolition. ....	115
Figure 31 : L'espace vide de District Six, vu de Signal Hill.....	116
Figure 32 : Plaques de rue et débris du District, District Six Museum .....	117
Figure 33 : Horstley Street, District Six.....	117
Figure 34 : Simulacres de District Six, le <i>food court</i> de Grand West Casino. ..	118
Figure 35 : Gugulethu, NY 111, vue vers le centre ville.....	120
Figure 36 : Répression à Gugulethu au milieu des années 1970.....	120
Figure 37 : Espace domestique dans une <i>matchbox</i> de Gugulethu .....	121
Figure 38 : Zone tampon et huttes d'initiation, Klipfontein Rd.....	121
Figure 39 : Cimetière de Gugulethu, Klipfontein Rd .....	122
Figure 40 : Crèche, Klipfontein Rd.....	122
Figure 41 : Monument aux Gugulethu Seven (détail).....	123
Figure 42 : Kanana, habitat informel dans la zone tampon de Gugulethu ....	124

Figure 43 : Programme de logement social dans la zone tampon de Gugulethu, Borchers Quarry Road.....	124
Figure 44 : Le mall de Gugulethu Square, vue d'architecte. ....	125
Figure 45 : Le Bed & Breakfast de Liziwe, Gugulethu .....	125
Figure 46 : Putye, habitant de Gugulethu et danseur au Ballet de Cape Town .....	126
Figure 47 : Exposition du collectif d'artiste Gugulective, Gugulethu.....	126
Figure 48 : Entrée dans Harare .....	127
Figure 49 : Espace domestique : une cuisine dans un <i>shack</i> de Harare.....	128
Figure 50 : Rue de Harare.....	129
Figure 51 : Habitat informel sur site viabilisé, Harare .....	129
Figure 52 : Faiblesse des services : panneau indiquant le plus proche distributeur de billets, Harare.....	130
Figure 53 : Delft South, juste avant son ouverture.....	131
Figure 54 : Intérieur, quelques semaines après l'installation. ....	132
Figure 55 : Rue de Delft South, 2001. ....	132
Figure 56 : Extension de l'habitat et utilisation sociale de la cour.....	133
Figure 57 : Extension et sécurisation de l'habitat, Delft South.....	133
Figure 58 : Delft South en 2009. ....	134
Figure 59 : Camp de squatters de la Symphony Way, printemps 2009. ....	134
Figure 60 : Blikkiesdorp, camp de transit en périphérie de Delft South. ....	135
Figure 61 : Géographie raciale du Cape Town post-apartheid.....	138
Figure 62 : Géographie des revenus au Cap .....	139
Figure 63 : Répartition spatiale des groupes raciaux à Woodstock en 1996. .	144
Figure 64 : Kirstenbosch, lieu du sacré colonial. ....	157
Figure 65 : Géographie sacrée et résistance .....	158
Figure 66 : Manifestation <i>Purple Rain</i> .....	161
Figure 67 : Savoirs mémoriels hérités et monumentalisés.....	164
Figure 68 : Le Women's Monument, Union Building, Pretoria. ....	169
Figure 69 : Robben Island. ....	170
Figure 70 : Évènements mémoriels– interventions artistiques ou destruction. ....	172
Figure 71 : Mémorialisation et lieux ambivalents.....	174
Figure 72 : Mémoriaux.....	180
Figure 73 : Noor Ebrahim guidant des touristes au District Six Museum .....	184
Figure 74 : Cartographier la mémoire de District Six.....	185
Figure 75 : La chambre de Nomvuyo .....	189
Figure 76 : Company's Garden, en fin de journée. ....	203
Figure 77 : Espaces publics traditionnels en déclin et fortification de l'espace domestique .....	205
Figure 78 : Un modèle du design de Stoned Cherrie .....	211
Figure 79 : Mzoli's Meat, Gugulethu. ....	212
Figure 80 : Le V&A Waterfront.....	214
Figure 81 : Utilisation du sol, V&A Waterfront. ....	216
Figure 82 : Activités effectives au V&A Waterfront. ....	217
Figure 83 : Public par race au V&A Waterfront .....	218
Figure 84 : <i>Malls</i> à la publicité limitée .....	227
Figure 85 : Centralité et publicité des parcs.....	227

## Table des tableaux

Tableau 1 : Indicateurs de développement, l’Afrique du Sud en comparaison. ....	67
Tableau 2 : Évolution des meurtres au Cap au XX <sup>e</sup> siècle .....	97
Tableau 3 : Indicateurs des inégalités sociales au Cap .....	101
Tableau 4 : Evolution de la ségrégation au Cap .....	142
Tableau 5 : Évolution de la population à Woodstock 1970-1996, par race .....	146

## Table des encadrés

Encadré 1 : La transition sud-africaine dans le monde du travail, d’après Webster et von Holdt .....	47
Encadré 2 : La puissance économique sud-africaine en perspective selon Céline Vacchiani-Marcuzzo. ....	57
Encadré 3 : Normes de construction des townships .....	27
Encadré 4 : Le lexique des groupes sociaux hybrides .....	209
Encadré 5 : Mariages de la Saint Valentin à Robben Island .....	225



## Table des matières

Introduction.....	3
Géographie sociale et politique d'un pays émergent.....	6
Les villes sud-africaines comme instrument d'optique .....	9
Géographie de l'ambivalence et du contrepoint.....	12
De l'exceptionnel à l'ordinaire : approcher le cas sud-africain.....	15
« De l'exceptionnalisme en géographie ».....	16
L'Afrique du Sud, un cas exceptionnel ?.....	18
Un cas exemplaire.....	18
« ... of a certain kind » : une situation coloniale spécifique ? .....	21
L'apartheid, un exceptionnel régime de ségrégation ? .....	22
Apartheid et ségrégation .....	22
« Le caractère singulier de l'apartheid » ?.....	27
Le Cap, ville sud-africaine mais exceptionnelle ? .....	31
Pour sortir de l'exceptionnalisme : villes ordinaires .....	35
Lire le changement sud-africain.....	41
Des processus de changement qui se télescopent.....	42
La transition.....	42
Réconciliation.....	48
Une insertion accélérée dans les circuits de la mondialisation.....	54
L'Afrique du Sud et les mondialisations antérieures.....	55
La situation économique sud-africaine : tertiarisation économique, polarisation sociale .....	56
Régionalisation et internationalisation.....	61
Émergence .....	62
Un pays « post- » ?.....	68
Post-colonial, postcolonial.....	70
Post-moderne .....	74
Avant la question de la post-modernité sud-africaine, quelle modernité ? .....	74
Post-modernité et postmodernisme.....	76
Post-apartheid .....	78
Cape Town : dualité, ambiguïté .....	83
« Whose Mother City? ».....	84
La fabrique de la ville.....	87
La ville d'apartheid .....	93
La ville néolibérale .....	99
Lieux-témoins : quartiers du Cap.....	108
Le CBD : vitrine d'une ville africaine moderne, qui se veut mondiale... 109	109
District Six : le symbole détruit de l'urbanité capetonienne .....	113
Gugulethu : un township classique en pleine recomposition sociale .....	119
Harare : un township récent en périphérie.....	127
Delft South : nouveau quartier d'habitat social .....	130
Vivre ensemble ? Mais où ?.....	135
Ségrégation, déségrégation, fragmentation ? .....	136
L'échelle du quartier : déracialisation, déségrégations, reségrégations .	141

Autres lieux du vivre ensemble : du prisme des territoires à celui des côtoiements.....	148
Refonder le vivre-ensemble : géographies du sacré et de la mémoire dans la ville post-apartheid .....	151
Espaces du sacré, processus de sacralisation.....	152
Espaces du sacré dans la ville-mère.....	156
Mémorialisations anciennes, patrimoine dissonant .....	162
Stratégies mémorielles post-apartheid .....	166
Mémoire des fantômes.....	176
Espaces du quotidien et géographie du sacré mémoriel .....	178
Sacralisation de la vie quotidienne pré-apartheid .....	181
Nationalisme et cosmopolitisme .....	186
« The miraculous and the ordinary » : citoyenneté quotidienne et publicité	195
Publicité de l'espace .....	198
Définir l'espace public, une fois de plus .....	198
Approcher l'espace public post-apartheid.....	202
Nouveaux espaces communs et publicisation .....	206
« The cosmetics of peace » : nouvelles identités et présentation de soi..	208
Espaces publics sociaux.....	212
Décentrer la réflexion sur les espaces publics .....	220
Du public aux publics .....	221
Des espaces publics à la spatialité de la publicité.....	223
Frontières, fronts, franchissements : la citoyenneté en bulles.....	228
How we live in Africa, not how we die ? pour une géographie du quotidien .....	237
Bibliographie .....	241
Table des figures .....	265
Table des tableaux .....	267
Table des encadrés.....	267
Table des matières .....	269